PARTI SOCIALISTE SFIO
40ème Congrès national - Paris
1er, 2, 3, 4 juillet 1948

Sommaire

Marceau Pivert 3
Darieux (fédération du Calvados) 8
Charles Okala (Cameroun) 8
Guy Mollet 9
Marceau Pivert 10
Guy Mollet 11
Augustin Laurent (fédération du Nord) 24
Jean Metayer (fédération de Seine-et-Oise) 28
Le Président (Augustin Laurent) 29
Jean Le Bail (Haute-Vienne) 29
Socié (Jura) 34
Jules Masson (Finistère) 36
Maurice Deixonne (Tarn) 38
Julien (Calvados) 40
Marceau Pivert (Seine) 42
Richard (Charente) 44
Royer (Corrèze). 46
Galland (Vendée) 47
Edouard Depreux (Seine) 48
Gilles Gozard (Allier) 51
Legrand (Morbihan) 51
André Ferrat (Comité directeur) 53
André Routier-Preuvost (Loire) 56
Irma Rapuzzi (Bouches du Rhône) 58
Jean Rous (Seine) 60
Kastenbaum (Seine) 63
Georges Archidice 64
Albert Gazur (Seine).- 67
Francis Leenhardt (Bouches du Rhône) 70
Guy Mollet 72
René Naegelen 83
M. Delvaux (Commission de contrôle du Populaire) 91
Brel (Seine-et-Oise) 92
M. Clair (Seine) 93
Jean Binot (Seine inférieure) 95
M. Descamps (Gers) 97
Guy Mollet 99
René Naegelen 99

Fondation Jean-Jaurès

Chaza (Basses-Pyrénées) 102
Louis Noguère 102
Marie-Antoinette Carrou 103
Meontine Roux 105
Capelie (Seine) 106
Michel Lucas (Côtes-du-Nord) 109
Robert Salmon (Seine) 112
Bernard (Hérault) 114
Bouzinas (Alpes-Maritimes) 114
Beaumont (Pas-de-Calais) 115
Jean Courtois 116
Jeannette Mazier (Côtes-du-Nord) 124
Théodore Staub (Loire Inférieure) 126
Paul Rivet (Seine) 129
Montferrand (Seine) 132
René-Pierre Debesson (Nord) 133
Henri Perdrix (Eure) 135
Paul-Emile Descomps (Gers) 136
Jean Meunier (Vice-Président du groupe parlementaire) 137
Jean Courtois (CD) 142
Maladrida (CD) 146
Daniel Mayer (CD) 148
Charles Lamarque-Cando (Landes) 151
Guy Mollet 157
Charles Lussy (Président du groupe parlementaire) 159
Léon Blum (répondant à Lussy) 161
Charles Lussy 163
Daniel Mayer 163
Léon Blum 164
Charles Lussy 165
Guy Mollet 167
Harold Laski (Angleterre) 168
Marc Jarblum (Palestine) 170
Carlo Invinki (Vénétie julienne) 171
Willy Spuekler (Suisse) 171
Ryba (Bund) 172
Giacomo Matteoti (Italie) 173
Raskin (Luxembourg) 176
Rodolfo Llopis (Espagne) 177
Le Président 181
Léon Boutbien, Rapporteur 183
André Philip (Rhône) 193
Ansier (Seine et Oise) 198
Jacques Piette (Comité directeur) 200
Marceau Pivert (Seine) 202

Fondation Jean-Jaurès

Pierre-Emmanuel Guillet (Gironde) 204
Cotereau (Seine) 207
Alioune Diop (Sénégal) 208
Charles Okala (Cameroun) 209
Colin (Algérie) 211
Ousmane (Sénégal) 214
Labrouckère (Côte des Somalis) 216
Richard (Cochinchine) 218
Khuong 221
Bidet (Tunisie) 223
Gauthier (Maroc) 225
Diop Obeye (Sénégal) 228
Lamine-Gueye 230
Jean Rous (Comité directeur) 233
Paul Alduy 235
Gaston Deferre 236
Guy Mollet 239

Séance du jeudi 1er juillet 1948 (Matinée)

Président : M. Marceau Pivert.
Assesseurs : Delvaux (Moselle) ; Mme Fonvialle (Haute-Garonne) ; Guy Mollet ; Commin ; Brutelle ; Foucart.

Marceau Pivert
Camarades, je déclare ouverte la séance inaugurale de ce quarantième Congrès socialiste. Je vous apporte à tous un salut fraternel. Je salue la présence dans cette salle de nos camarades de l'Internationale.
Nous sommes à une heure où peut-être quelques explications sont nécessaires, ne serait-ce que pour faciliter le travail de tous les journalistes qui ont à rendre compte de nos travaux.
Sans doute, la fédération de la Seine, au nom de laquelle je parle n'a pas toujours eu et n'a pas encore, auprès de tous les camarades de province, une réputation irréprochable. Nous savons très bien qu'il y a entre nous et même à l'intérieur de chaque fédération des différences de mentalités, des différences de visions des problèmes, et nous sommes particulièrement bien placés pour nous rendre compte que c'est à la fois une difficulté pour notre travail politique mais peut-être aussi, une richesse sur laquelle nous devons, particulièrement en ce moment faire peser nos décisions.
La fédération est d'ailleurs placée dans un milieu très difficile, comme beaucoup de grandes villes. Ainsi, dans la région parisienne, il y a de grands mouvements d'opinions.
La classe ouvrière de la région parisienne a ses qualités et ses défauts. Elle a une certaine tendance à l'enthousiasme. Nous devons considérer, chers camarades de

Fondation Jean-Jaurès

province, ses qualités et ses défauts comme autant d'éléments. Cette fédération de la Seine est tout de même aussi capable d'initiative et même quelquefois, de clairvoyance.
C'est par exemple avec une certaine classe, qui n'a pas été immédiatement comprise, que la fédération de la Seine a décidé, l'an passé, de faire une manifestation spécifiquement socialiste et de se distinguer résolument du Parti communiste.
La fédération de la Seine a pris des initiatives en vue de regrouper des éléments non spécifiquement prolétariens, mais sincèrement démocratiques pour organiser une lutte sur les deux fronts entre les tendances totalitaires et les tendances anti-communistes. La fédération de la Seine a été unanimement à l'origine d'un mouvement aujourd'hui adopté par l'ensemble du Parti : je veux parler des Etats-Unis d'Europe.
Elle a organisé il y a peu de temps, le Congrès des peuples à Puteaux et nous avons pu nous rendre compte que la cohésion et l'unanimité du Parti dans l'action était non seulement possible, mais absolument facile à réaliser pour les grands problèmes politiques.
Pour ce Congrès, une majorité importante de la fédération de la Seine a tenté un effort un peu original. Il ne s'agit pas en effet, quant à nous, de considérer que les pensées des militants ou des courants d'opinions doivent être côte à côte, juxtaposées et abandonnées à leur propre égoïsme, mais au contraire, la tâche politique, particulièrement difficile, mais nécessaire, consiste à élaborer collectivement un plan d'action et ensuite faire le travail d'application qui entraîne l'ensemble au Parti. Nous ne considérons pas que le travail politique d'un Congrès doive devenir une sorte de " Credo ", comme notre camarade Depreux l'a exprimé dans une formule particulièrement heureuse. Mais nous pensons surtout que lorsque des responsabilités très graves pèsent sur notre Parti Socialiste, l'effort essentiel doit être de nous comprendre les uns les autres, de nous définir très exactement, afin de marquer en commun la voie qui sera suivie pour marcher ensemble au combat.
Nous n'hésitons pas à dire et même à avertir certains camarades qui pourraient être tentés de croire que dans le Parti et surtout à l'extérieur du Parti, ils peuvent se passer de la volonté du. Parti pour accomplir de grandes choses. Nous leur disons que même dans nos discussions, nous trouvons des raisons supplémentaires pour aider le Parti dans sa lutte. Nous devons composer véritablement une pensée collective. Nous n'avons pas ici de préjugé. Nous ne considérons aucune hiérarchie comme définitive, aucun dogme établi d'une manière éternelle.
Voilà ce qui a été à l'origine de notre travail préparatoire au Congrès. Nous ne voulons pas participer à une lutte qui consisterait à nous vaincre les uns les autres, mais, au contraire, à nous convaincre de la nécessité de nous unir contre les dangers communs.
(Applaudissements)

Si nous sommes capables de faire cet effort, nous aurons le devoir de le faire à l'égard de la classe ouvrière dont nous revendiquons le droit d'être les interprètes.
Cette classe ouvrière est un peu affaiblie, divisée, fébrile, douloureuse, comme un malade se retourne sur son lit et elle tâtonne encore dans la lutte. Notre tâche est de lui parler avec clarté et sans céder à ses impulsivités.
Le Parti regrette aussi cet état d'âme, cette psychologie actuelle de la classe ouvrière. Il a actuellement à subir, à enregistrer des états de conscience qui sont ceux-là mêmes, de 1a classe ouvrière. Il y a une sorte de complexe d'infériorité dans notre Parti qui est celui où la classe ouvrière semble se trouver. On suppose que le Parti est plus faible qu'il n'est en réalité. On est constamment en train de lui reprocher un certain nombre de tares, de défauts, qui sont au fond, dans la conscience même de ceux qui font ces reproches. On demande au Parti énormément plus qu'il ne peut accomplir.
Je dois vous signaler que j'ai présidé dimanche dernier, un Congrès de fédération de province et dans ce Congrès, j'ai entendu des réflexions qui prouvaient que les camarades ne sont pas du tout décidés à se laisser ainsi disperser et vaincre. L'un d'entre eux est venu me dire :
" On est toujours en train de nous faire peur. Tantôt c'est avec c'est avec De Gaulle, tantôt avec le Parti Communiste. " Nous n'avons pas peur. Nous n'avons peur de rien. Cette attitude dénote, une grande volonté, mais il y a encore des Jules César et nous devons essayer d'éviter ensemble, les impulsions irréfléchies qui conduisent à livrer la cité à Jules César. Le Parti Socialiste n'est pas autre chose qu'une démocratie vivante et opposée par principe à toute routine, à tout dogme. Il n'est pas autre chose que le refuge de l'internationalisme. Il est aussi le rassemblement des consciences droites que soulèvent l'indignation et la protestation permanente contre le mensonge et cela constitue pour notre propre groupement un capital inaltérable de traditions séculaires, de valeurs morales dont nous sommes, que nous le voulions ou non, les seuls héritiers naturels. Ceci implique d'ailleurs des responsabilités et par exemple, le choix politique nécessaire de tous les instants, est la considération permanente d'une loyauté absolue à l'égard de nos principes essentiels.
Nous devons en effet, en même temps, protéger la démocratie actuelle et cependant, cette protection n'a de valeur que si nous nous en servons. Mais si nous sommes capables de protéger la démocratie telle qu'elle est et pour dire et que nous à dire et faire ce que nous avons à faire ; certains camarades peuvent avoir l'impression qu'une tâche est plus indispensable que l'autre. C'est là une vue partielle et inexacte de la réalité. Les deux tâches sont complémentaire, camarades.
Il y a actuellement des problèmes sur lesquels je me garderai bien de donner une opinion trop personnelle en tant que président. Je ferai quelques réflexions sur la nature des problèmes que le Congrès a à traiter. Nous insistons particulièrement sur les données de ce problème.

La contradiction qui semble éclater entre certaines fonctions que le Parti Socialiste aujourd'hui, ne peut plus décliner, c'est la permanence de ses objectifs.
A ce Congrès de Puteaux nous avons eu la joie de voir, pour discuter avec nous et même avec les autres pays, l'Inde, l'Indonésie, les peuples coloniaux qui sont sur le plan de la démocratie sociale et de l'indépendance. Nous avons vu ces camarades d'Afrique du Nord, du Viêt-Nam, de l'Afrique noire venir discuter avec nous, franchement, comme des hommes qui cherchent à se comprendre, nous avons à ce moment-là, senti combien le rayonnement du socialisme international était puissant puisqu'il permettait de se comprendre au moment même où des peuples ont à souffrir des hypocrisies, des privations de liberté au cours de leur vie quotidienne. Pour ces peuples qui s'éveille à la liberté, nos organisations ne doivent pas paraître comme plus ou moins complices des opérations dont ils sont l'objet.
C'est la même chose du côté de l'Europe orientale. Ce qui se passe à Prague, ce qui se passe à Belgrade, ne peut pas nous laisser indifférente. Ce qui se passe en Corse, ce qui se passe en Espagne, il est de notre devoir de nous en intéresser.
Cependant, nos camarades sont enclins à ne pas dire toute la vérité à ce sujet parce qu'ils ont encore, dans l'esprit, un certain schéma relatif à l'unité ouvrière et ils s'imaginent que les critiques à, l'égard du Parti Communiste sont une sorte de campagne contre l'unité profonde que le classe ouvrière doit rechercher.
Dans les deux cas le Parti Socialiste, camarades, ne doit pas se taire. Il doit dire ce qu'il pense sur les opérations qui n'ont rien à voir avec l'idéal socialiste, avec l'objectif du mouvement socialiste international. Ceci, vous allez 1e discuter dans les problèmes pratiques. Les uns diront " pour ne plus être à le merci de ces confusions, que les peuples coloniaux ne peuvent pas nous confondre avec certaines participations où nous ne sommes pas nous mêmes. "
Ces camarades ne se rendent peut-être pas compte de ce que le centrisme répand à travers le monde. Eh bien camarades, la solution ne peut être trouvée qui puisse donner satisfaction aux sentiments profonds et de la classe ouvrière et du Parti Socialiste lui-même.
Il y a par conséquent un travail particulièrement utile et urgent qui est l'œuvre même du quarantième Congrès national du Parti Socialiste. Il nous appartient de définir la politique et l'orientation du Parti sur ces réflexions fondamentales qui peuvent, en apparence nous diviser. Nous devons nous réunir dans un effort commun. Il y a en effet des problèmes sans cesse renouvelés, à l'heure actuelle, nous constatons que dans l'Europe, et même dans le monde d'aujourd'hui, les partis socialistes ne sont plus en mesure d'être des partis d'opposition systématique. La définition de l'objectif, c'est que les partis socialistes sont amenés à organiser leur stratégie, mais non plus en fonction de tel ou tel problème national, mais en fonction au contraire de tel ou tel problème, au moins à l'échelle européenne.
Nous sommes tout à fait persuadés que les problèmes de la participation au gouvernement doivent être examinés, non pas en fonction de telle ou telle difficulté de politique intérieure, mais sur un plan beaucoup plus large, sur le

terrain européen. La politique commune des partis socialistes européens c'est ce qu'il est d'intérêt commun.
Dans ce domaine, nous avons à peine commencé à définir et à éclairer une conscience socialiste européenne commune et c'est pourquoi nous sommes persuadés que les problèmes les plus dramatiques comme ceux de la Grèce, de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie ou de la Yougoslavie, ne peuvent plus être examinés aujourd'hui sous l'angle national, mais seulement peuvent être traités ; et nous l'affirmons, sous l'angle de la création d'un puissant mouvement socialiste européen prenant en charge toutes les revendications des peuples opprimés.
Dans la Seine, nous sommes unanimes pour vouloir créer et pour proposer de créer un véritable mouvement populaire démocratique et socialiste européen. Pour tout cela, il y a certainement ici beaucoup de militants qui sont capables de se rendre compte que ni l'indépendance réelle, ni le bien-être, ni la liberté ne seront accessibles si nous ne nous plaçons pas sur le terrain de la stratégie socialiste européenne.
Il y a beaucoup de camarades on dehors du Parti qui n'ont pas encore compris cela. Nous espérons qu'ils comprendront et nous rejoindront dans la mesure même où nous tracerons une route qui sera le moyen de rassembler les éléments aujourd'hui dispersés.
Les Socialistes sont aujourd'hui au cœur de tous les problèmes et vous le verrez dans vos discussions générales. Qu'il s'agisse du plan Marshall ou de la démocratie. S'il s'agit de la démocratie, on sent très tien que la démocratie dite populaire est la démocratie bourgeoise et qu'il y a la démocratie renouvelée tirée de la démocratie socialiste.
Qu'il s'agisse de planification... il y a la planification totalitaire. Dans tous ces domaines, sur tous ces problèmes, l'orientation générale de la pensée socialiste est facile à définir. C'est la tactique que qui mérite un examen délicat et c'est la tactique surtout qui, dans ce Congrès, aura à être précisée.
Le Socialisme démocratique est actuellement en mesure de montrer à l'extérieur que ces discussions mêmes sont un élément de la situation politique actuelle, non seulement en France et en Europe, mais dans le monde. Rien de sérieux ne peut être fait sans le Parti Socialiste. Rien ne sert fait non plus de terrible contre la volonté des grands partis socialistes. Ni sans eux, ni contre eux. Ni sans nous, ni contre nous. Voilà la donnée du problème.
En nous, dans notre Parti, se trouvent rassemblées les possibilités de l'avenir proche et de l'avenir lointain : la paix, la justice sociale, la liberté dépendent de nous. Voilà le message que j'ai cru devoir amener aux camarades venus de Province, et des différents pays d'Europe pour contribuer au rayonnement de notre quarantième Congrès national.
Camarades, nous savons fort bien que vous ferez la preuve de votre capacité tactique en face des forces de dispersions, de dictature. Nous sommes persuadés que l'effort de raison, de générosité des masses ouvrières et démocratiques sortira de ce Congrès.

Nous en sommes persuadés et nous sommes certains aussi que la pensée collective constructive sera le résultat de vos travaux. C'est pourquoi, en lançant un appel fraternel à tous les délégués, je déclare ouverts les travaux du 40ème Congrès national du Parti Socialiste, section française de l'Internationale ouvrière.
(Vifs applaudissements)
Je suis chargé de vous proposer l'adoption de l'ordre du jour.
J'appelle les observations des délégués sur les propositions faites. Si personne ne fait d'observations, je considère que l'ordre du jour imprimé et que vous avez dans les dossiers, est adopté.

Darieux (fédération du Calvados)
Camarades, je propose que la discussion sur les rapports ne prenne pas la moitié du Congrès comme c'est proposé par le programme qui vient d'être distribué.
Je vais vous lire l'ordre du jour adopté à l'unanimité par le Congrès fédéral de la fédération du Calvados.
Considérant que les débats du Congrès national se prolongent outre mesure sur la discussion des différents rapports, la fédération du Calvados propose au quarantième Congrès national de consacrer au maximum une journée à cette partie de l'ordre du jour en employant la méthode suivant :
1 - Supprimer la présentation des rapports particuliers qui font double emploi avec l'insertion des rapports dans une brochure spéciale.
Je me permets ici quelques commentaires.
Vous savez camarades combien est fastidieuse cette partie des discussions. Les quelques dix rapports qui nous sont présentés donnent lieu à des discussions très intéressantes en elles-mêmes, mais que le Congrès ne peut pas suivre et vous savez très bien qu'il ne les suit pas.
La présentation des différents rapports se fait en général dans le brouhaha du Congrès. Il nous semble qu'on peut gagner des heures importantes pour les travaux du Congrès.
2- Lier les différents rapports dans une discussion unique sur l'activité passée du Parti et laisser le soin au Secrétaire général de répondre aux différentes interventions. Ceci parce que nous pensons que l'activité passée du Parti est un tout et qu'on ne gagne rien à le fractionner, bien au contraire, on aboutit à ce que sur tel ou tel rapport on rapporte des discussions qui en réalité portent sur un autre. Les différentes discussions sont en effet intimement liées les unes aux autres et à propos de tout rapport, on parle de toutes les questions.
3- A l'issue de cette discussion, voter sur les rapports un à un, la discussion ayant eu globalement.

Charles Okala (Cameroun)
Camarades, j'ai demandé la parole pour discuter sur l'ordre du jour, parce que j'estime pour la part inadmissible qu'à tous les congrès on ne mette que deux heures pour parler de l'Union française.

Collection Léon Blum

Au Congrès de l'année dernière, à Lyon, j'avais demandé la parole pour stigmatiser la même situation. On nous a donné alors deux heures 10. Aujourd'hui on a été encore plus parcimonieux et on nous a donné deux heures. Nous nous élevons avec indignation contre cette situation qui tend à mettre l'Union française au dernier rang des préoccupations socialistes.
J'estime que le Socialisme ne doit pas être une marchandise qu'on n'importe pas en Afrique ou dans d'autres territoires de l'Union française.
Nous avons droit aussi de connaître la doctrine socialiste. Nous voulons vivre dans nos territoires. Est-ce à dire que le Socialisme, en ne parlant de l'Union française que pendant deux heures, ne veut pas voir dans ses rangs des militants de couleurs.
Je crois que non. Je veux dire que pour un Congrès duquel dépend les intérêts de toute la France et de l'Union française, je crois que les socialistes feraient mieux de prendre une position qui pourrait faciliter notre Parti dans les territoires d'Outre-mer.
C'est pour cela que nous nous élevons avec indignation contre cette méthode de travail.
C'est pour cela que je dis que si on ne revient pas sur l'horaire fixé, les orateurs de l'Union française se refuseront à prendre la parole… Tant pis pour ce qui sera dans nos territoires.

Ansier (Seine-et-Oise) - Je demande au Congrès, au nom de la fédération de Seine-et-Oise de modifier l'ordre du jour de la façon suivante.
Il est prévu pour la séance de nuit de ce soir, la discussion sur le rapport de la commission internationale.
Je demande au Congrès de lier cette discussion à la discussion de politique internationale fixée pour demain après-midi de 18h à 20h.

Decamp (Morbihan) - Camarades, nous n'avons aucune objection à formuler en ce qui concerne l'ordre du jour. Nous demandons seulement que cet ordre du jour soit respecté. Au dernier conseil, nous avons des camarades de province qui ont été obligés de s'en aller avant la fin des débats.
Il faudrait que tout le monde puisse regagner son département pour le lundi matin, c'est-à-dire qu'il puisse prendre le train du soir. C'est là le désir que j'exprime.
Par ailleurs, ne serait-il pas possible que nos débats intérieurs se déroulent entre nous sans publicité comme cela se fait généralement. Je pose également cette question au Congrès car s'il y a des discussions qui doivent intervenir sur l'organisation intérieure du Parti, il vaut mieux: que ce soient seuls les Socialistes qui aient à le connaître.

Guy Mollet
A notre camarade du Calvados qui demande qu'une seule journée soit consacrée à l'étude des problèmes du passé et qu'un rapport unique, une discussion unique aient lieu concernant ces problèmes, je réponds qu'une semblable suggestion

Fondation Jean-Jaurès

avait déjà été faite au comité directeur quand il a régulièrement délibéré et qui a proposé en effet, que pour les assemblées à venir, tous les rapports sur le passé soient liés en une unique discussion.
Pour cette année, le programme a été organisé avant que la suggestion soit faite.
Le débat sur le passé commencera aujourd'hui vers 15 heures pour se terminer demain à 17 heures. Ce sont bien là d'ailleurs, presque les 24 heures demandées. Il est difficile de réduire davantage. Il nous faudra même être très sévère si l'on veut y parvenir dans les délais impartis.
Au camarade du Cameroun : c'est, je crois une méprise que de penser qu'il n'y a que deux heures consacrées au problème de l'Union française, En réalité, il doit être créé aujourd'hui – et nos amis de l'Union française en avaient été avertis – une commission spécialisée qui aurait toute la soirée d'aujourd'hui pour préparer la discussion et les deux heures prévues dans le discussion de demain sont les deux heures pour que les ou le rapporteurs reviennent devant le Congrès avec des propositions.
A la Seine-et-Oise : tout à fait d'accord pour lier la discussion internationale avec les problèmes internationaux.

Marceau Pivert
Camarades, nous sommes saisis de demandes de modifications de l'ordre du jour que vous avez entendues.
Je vais mettre aux voix : l'ordre du jour tel qu'il e été présenté par le Comité directeur est adopté.
Je vais maintenant vous donner lecture de la commission de vérification des mandats : Wasselin (Somme) ; Delecourt (Rhône) ; Noirault (Deux-Sèvres).
Commission chargée de vérifier les comptes du Populaire et services annexes : Gaudin (Calvados) ; Barlier (Nord) ; Thumerelle (Pas-de-Calais) ; Renet (Haute-Vienne) ; Delvaux (Moselle) ; Paillot (Côtes-du-Nord) ; Ferrand (Bouches-du-Rhône) ; Bideberry (Seine).
Commission chargée d'examiner le rapport du trésorier et de la commission nationale du contrôle : Brutelle (Comité directeur) ; Provo (trésorier) ; Miflier (CNC) ; Guerin (Seine-et-Oise) ; Beaumont (Pas-de-Calais) ; Lancelle (Seine) : Kin (Gard) ; Bernard (Bas-Rhin) ; Langril (Gironde) ; Sintenel (Allier) ; Labessoulhe (Finistère) ; Sylvande (Sénégal).
Commission chargée d'examiner les demandes de réintégration : Mazurier (Seine-et-Oise) ; Guisco (Seine-et-Marne) ; Binot (Seine-Inférieure) : Robert Jean (Aveyron) ; Fraslin (Loire-Inférieure).
Bureau de vote pour l'élection du Comité directeur : F. Lecomte (Nord) ; Autret (Manche) ; Thomas (Pyrénées Orientales);
Commission d'organisation des travaux du Congrès : Guy Mollet ; Brutelle ; Commin ; Pivert ; Ramadier ; Goffin ; Ferrat ; Gazier ; Augustin ; Laurent ; Lamine-Gueye ; Jacquet ; Leenhardt ; Boutbien ; Angousset ; Alduy Roubert ; Lussy.

Collection Jean Jaurès

Fédération de la Haute-Garonne – Camarades, nous trouvons, dans ma fédération que en ce qui concerne la constitution des diverses commissions, le procédé est peu démocratique. On nous présente des noms qu'on nous demande d'adopter. Je préfèrerais, nous préférons, à la fédération de la Haute Garonne, qu'on demande au Congrès de désigner des camarades.
(Brouhaha)

Guy Mollet
Ils ont été désignés en accord avec différentes fédérations et elles vont préparer un travail dont le Congrès sera seul juge. Nous avons toujours procédé ainsi.
Plus d'opposition ?
L'ordre du jour du Congrès, comme vous avez pu vous rendre compte, est assez chargé. Il est apparu au Comité directeur unanime qu'il y aurait intérêt à ce que la direction des travaux du Congrès soit assurée par une sorte de commission générale à laquelle on déléguerait beaucoup de pouvoirs pour faire respecter le temps de parole, pour organiser la répartition du temps entre les différents camarades.
Si vous êtes d'accord sur la création de cette commission qui formerait en réalité une sorte de bureau permanent du Congrès, nous faisons alors la proposition suivante : d'une part le secrétariat ; d'autre part, les camarades qui ont été prévus pour présider les séances, c'est-à-dire : Marceau-Pivert ; Gazier ; Goffin ; Depreux ; Ferrat ; Augustin Laurent.
Les camarades sont invités par Marceau Pivert à venir s'inscrire pour prendre la parole sur le rapport moral.
La fédération du Pas-de-Calais, la majorité de la fédération de Seine-et-Oise, des Bouches-du-Rhône, du Nord demandes à ce que la presse soit présente au moment où le parti engage le débat sur la politique générale, mais en ce qui concerne la discussion des rapports de la vie intérieure du Parti, il n'y a pas lieu d'avoir ces discussions devant la presse.

Boutbien - Camarades, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur un aspect pratique de cette question. Vous vous rendez bien compte qu'un Congrès qui réunit autant de délégués et un certain nombre de journalistes et qui va siéger à huis clos… en définitif, tout ce qui sera dit à cette tribune, se saura immédiatement à l'extérieur, avec la différence que les indiscrétions risquent de ne pas être conformes aux propos tenus.
A un moment aussi grave, à un moment où notre Parti reste le symbole de la Démocratie, nous n'avons pas à craindre de discuter des questions qui intéressent les intérêts de ce pays, nous ne devons pas avoir peur de discuter devant la presse.
Du débat à huis clos ne donnera pas les résulté qu'on attend.
J'estime qu'un certain nombre de questions devraient être traitées en commissions, notamment bien entendu le débat sur le populaire et, d'autre part, étant donné que la discussion sur le rapport moral va avoir des incidences de politique générale, il est absolument impossible d'accepter que ce débat ait lieu

Fondation Jean Jaurès

à huis clos et je demande au Congrès de ne pas retenir la proposition qu'on lui a fait.

Marceau-Pivert – Je demande au Congrès de se prononcer
(Le huis clos est voté).
... alors prenons immédiatement les dispositions pour appliquer la décision qui vient d'être prise.

Guy Mollet - Je propose que pendant un quart d'heure la séance soit suspendue. Je propose que dès maintenant la commission permanente d'organisation des travaux du congrès se réunisse pour l'organisation des travaux. Pendant ce temps, la séance sera suspendue, soit environ 10 minutes – un quart d'heure ; Que l'ensemble des délégués veuillent bien sortir et ils rentreront sur présentation des cartes de délégués.
Un mot avant cette suspension si elle est décidée.
Si vous êtes d'accord, je voudrais, avant que nous quittions la salle dire à nos amis de la presse, sur qui on a toujours pu compter et sur qui demain nous pourrons encore compter que ceci ne représente comme mesure que le souci du Parti de discuter de ses problèmes d'organisation intérieure entre camarades du Parti et que sur l'ensemble des problèmes politique extérieure et intérieure, tout ce qui touche à la politique générale, dès demain après-midi, la presse sera comme toujours présente.
La séance est suspendue pour un quart d'heure.

A la reprise de la séance, la parole est à M. Guy Mollet

Guy Mollet - Camarades, je dois, en ce qui concerne le rapport moral, vous faire un aveu. En le rédigeant, et en le soumettant au Comité directeur, je n'avais vraiment pas l'impression une seconde qu'il pourrait soulever dans le Parti semblables passions.
En effet, le rapport que j'ai soumis au Comité directeur reprenait en leur essence, des décisions entérinées par deux conseils nationaux unanimes, conseils nationaux au cours desquels j'avais, comme je le fais maintenant, au début même des travaux dit ce qu'avait été l'action du Comité directeur et du Parti dans les mois précédents. Ces rapports avaient été sanctionnés à l'unanimité sans que personne ne fasse de réserves sérieuses.
Devant le Comité directeur, ce rapport moral, sauf quelques retouches de forme, a été adopté à l'unanimité. Je ne dis pas seulement à l'unanimité des présents, mais à l'unanimité des trente et un. C'est pourquoi j'avais l'illusion que nous parlerions d'autre chose à ce Congrès que du rapport moral. Je pensais en particulier qu'il y aurait peut-être deux problèmes : celui de la politique intérieure et celui du rapport sur les salaires qui auraient demandé au congrès une préparation plus longue, plus sérieuse. On a surtout parlé du rapport moral et du décret Poinso-Chapui.

Fondation Jean-Jaurès

Les camarades ont tenu à manifester leur mécontentement. De nombreux mandats, paraît-il, se prononceront contre le rapport moral pour des raisons multiples, souvent contradictoires, puisqu'il est reproché au Comité directeur tout à la fois d'avoir abusé de son autorité et en même temps d'en avoir manqué, d'avoir été complice de ministres plus ou moins défaillants t d'avoir en même temps gêné leur action. On parle aussi de l'insuffisance de la propagande, du mauvais emploi des rôles du Parti. Certains camarades vont jusqu'à incriminer le Parti si les prix continuent à monter et si la laïcité a été atteinte.
Quelque grief que l'on ait à faire sur la situation générale, sur la politique extérieure, intérieure, sur l'activité particulière d'un camarade dans un ministère, sur l'attitude même du groupe parlementaire, c'est devenu la faute du Comité directeur et plus particulièrement du secrétariat du Parti.
Je dirai que c'est un fait injuste. Il y a là le sentiment de l'injustice. C'est celui qui a été pour beaucoup d'entre vous, pour beaucoup d'entre nous, le sentiment premier qui nous a amenés au Parti. Nous sommes venus au Parti pour y pratiquer la justice sociale.
Il est injuste de voir des militants nous condamner sans même nous avoir entendus.
Je coirs qu'il n'est encore aucune forme de justice au monde qui ait permis, en règle générale, d'exiger d'entendre avant de rendre un jugement.
Il n'en est pas de même pour vous, votre jugement est déjà rendu puisque vous avez tous en poche, paraît-il, des mandats dont il suffit de faire l'addition avant même de connaître les arguments, dans quel sens vous vous être prononcés.
Ces résultats pouvaient être défavorables. Ce ne serait même plus un accusé qui se lèverait pour présenter un plaidoyer, mais auquel vous auriez donné les 24 heures traditionnelles pour maudire son juge.
Il est injuste de voir des militants responsables nous accuser de prétendues erreurs auxquelles ils se sont toujours associés, ou même parfois, nous accuser de fautes réelles qu'ils ont, eux-mêmes commises, contre la volonté du Comité directeur. Car, je le répète, le Comité directeur et le secrétariat ont agi avec un sentiment unanime après les conseils nationaux de décembre et d'avril. On a présenté aucune réserve quant au fond. Des erreurs ont été commises : c'est vraisemblable. Des insuffisances constatées. C'est fort probable. Qu'elles soient dénoncées, nous en sommes d'accord. Nous espérons bien qu'elles seront toutes dénoncées à cette tribune par ceux qui les ont découvertes.
Mais que des camarades n'aient pas compris, dans le désarroi actuel des esprits, chez un certain nombre de militants du Parti, il fallait plus de courage pour remonter le courant que pour s'y laisser porter, je pense qu'en agissant ainsi, ils ont commis une faute, car je voudrais qu'ensemble nous voyions ce qu'est la situations de notre Parti depuis le dernier Congrès et comment il a essayé de réagir, face aux évènements.
Je vais, dans cette partie de mon exposé, être amené à me répéter beaucoup, c'est-à-dire, être amené à dire un certain nombre de choses que j'ai dites devant les deux derniers conseils nationaux, celui de décembre et celui d'avril, car c'est

dans ces exposés que nous avons été amenés à dire nous mêmes les décisions prises par le Parti.
Les décisions du dernier Congrès, je les résume d'une façon simple.
Le Parti à l'unanimité, et non pas par je ne sais quelle majorité, avait estimé que la situation intérieure française était telle qu'il était impossible à quiconque, à quelque gouvernement que ce fut, d'en sortir s'il était pris un certain nombre de mesures de salut public.
Ces mesures étaient énumérées dans le programme de Lyon. Le Parti, toujours unanime dit : nous saurions rester dans une formation gouvernementale si tout ou partie importante au moins de ces mesures de salut public devaient être appliquées.
Alors il est normal, il est parfaitement légitime que les camarades se soient posés dès le lendemain, et que certains se posent maintenant la question suivante : Mais alors ces déclaration du Congrès de Lyon ? Vous, Comité directeur, et pas seulement vous Comité directeur, mais aussi le Parti tout entier, on vous accuse de ne pas avoir respecté ces décisions puisque l'essentiel des mesures de salut public qui étaient alors préconisées, vous savez bien, que n'avez pas pu les faire rentre dans la vie, puisque vous êtes restés dans les mêmes conditions gouvernementales d'où vous pensiez alors, même à l'heure actuelle, à en sortir si on ne vous donnait pas satisfaction.
Dès décembre nous décidions, et nous décidions unanimement que réellement, qu'effectivement si les conditions politiques en décembre – et je précise encore, si les conditions politiques aujourd'hui, en ce début de juillet 1948, étaient les mêmes qu'en août 1947 – il est incontestable que les militants responsables du Parti, où qu'ils soient, ministres, groupe parlementaire ou Comité directeur, auraient réellement trahi la volonté du Congrès de Lyon.
C'est incontestable, seulement, dès décembre dernier, unanimement, nous décidions, dans un Conseil national que les conditions politiques dans ce pays avaient été transformées.
Ce que vous avez donc à apprécier – dans l'hypothèse où vous voulez faire preuve de cet esprit de justice auquel je me référais tout à l'heure c'est si la modification dans la situation politique mondiale, européenne, française, a justifié de la part de tous nos militants responsables, le changement d'attitude que vous acceptiez ensemble de faire dès décembre 1947.
Léon Blum disait un jour qu'un homme politique est condamné à se répéter, sauf à se trahir.
Je vais répéter ce que j'ai dit en décembre, ce que, j'en suis sûr, chacun a dit autour de lui, dans les réunions publiques et a pu se rendre compte qu'après il était entendu de tous ceux à qui il parlait.
Deux événements ont bouleversé la vie en France : l'apparition Kominform. Là, il y a des camarades qui dirent : ce n'est pas nouveau ça existait déjà. Comment se fait-il que vous vous aperceviez tout d'un coup de ce que ça représente ?
Il y a quelque chose en effet qui n'est pas nouveau. Ce qui n'est pas nouveau, c'est l'apparition du Kominform. Ca existait d'une façon plus tacite.

Il est normal que les communistes tentent d'avoir une organisation internationale. Il y avait quelque chose de nouveau. Ce quelque chose, ce n'est pas la récréation du Kominform, c'était la décision adoptée par les neufs partis, quelque part en Pologne. Là était le fait nouveau.
Il faut que tous nos camarades se pénètrent de cela parce que c'est ce qui domine le situation mondiale et par là même, la situation française aujourd'hui. Le. décision du Kominform a modifié totalement la vie politique dans notre pays. Il décidait, ou plus exactement, il se voyait imposer une décision par laquelle il était dit qu'il n'est dans le monde que deux force, qu'il n'est dans le monde que deux blocs, que d'un côté, il y a la Russie des Soviets et tous ceux qui sont avec elle, la Russie soviétique, pays de la paix, de la démocratie et de l'autre, tous ceux qui ne sont pas avec elle et qui, de ce fait, sont considérés comme étant contre elle.
On peut discuter de la valeur de cela.
La Russie des Soviets, pays du socialisme… Je crois que nos camarades ont tort quand à priori ils croient à une semblable information. Quand on parle de la Russie soviétique, on doit dire qu'incontestablement, dans la mesure où on est informé, par rapport à la Russie tsariste, elle a réalisé des transformations énormes, formidables, mais, quant à laisser croire qu'elle peut être à nos yeux la terre du socialisme, nous n'en sommes pas sûrs.
Nous ne croyons pas qu'elle représente le Socialisme. Elle présente peut-être des possibilités de devenir, et le fait qu'un pays est industrialisé, cela permet de penser que dés demain, des transformations peuvent être faites. Seulement, nous sommes de ceux qui pensons – et la formule n'est pas de moi – que le Socialisme ça ne se mesure pas au nombre des cheminées d'usines.
Nous ne croyons pas davantage à la Russie comme terre de la démocratie. C'est peut-être simpliste comme raisonnement. Je ne pense pas que nous puissions affirmer que nous sommes, nous, la terre de la démocratie.
C'est la même chose pour la liberté et plus grave encore, en ce qui concerne la paix. Nous ne pouvons donc pas accepter cette première partie disant que c'était la Russie qui représentait à elle seule avec ses satellites, un des deux blocs.
C'est là-dessus que je vais insister.
La déclaration de Varsovie disait que de l'autre côté, il y avait tous les autres. C'est-à-dire que sans même nous demander notre avis, sans demander l'avis des différents peuples, dont elle estimait qu'ils n'étaient pas avec elle, systématiquement, elle les proclamait contre elle.
Et encore, elle faisait des différences. Il y avait contre elle, l'Amérique. Il y avait, d'après elle fatalement les traîtres, les égoïstes, ceux qui prétendaient qu'il était possible de ne pas choisir entre les deux blocs, il y avait ceux qui soutiennent encore que ce choix n'est pas vital. Ceux-là sont les sociaux-fascistes, les sociaux-démocrates, les Socialistes de droite, les Socialistes tout court. Vous pensez camarades qu'il n'y avait pas là un fait nouveau et un fait qui avait des répercussions immédiates sur la vie internationale et nationale.
Sur la vie internationale… cette idée venant de la part des communistes de garder dans les pays qu'ils estimaient avec eux quelque apparence que ce fut de

démocratie selon notre conception... Plus la peine d'avoir des Partis sociaux-démocrates dans les pays dont on a estimé qu'ils sont avec les Russes, plus la peine de garder le Parti Socialiste en Pologne, en Roumanie, en Hongrie.
Nous étions en Tchécoslovaquie, Charles Dumas et moi, 48 heures avant les événements. Nous avons pu vivre là-bas, les heures précédentes. On ne croyait pas au danger pour le lendemain. Quand nous leur disions qu'il y aurait des manifestations, ils répondaient : " aucun danger ". 48 heures plus tard, avec 1a précision d'un mécanisme d'horloge, nos camarades étaient expulsés du centre du Parti.
L'ancien Secrétaire général était réinstallé par les communistes et par la police, à la tête de la direction du Parti. Ils savaient que si la démocratie avait joué, il y avait des élections le 12 avril.
Ils savaient que Jean Mazarik avait accepté d'être tête de liste au Parti Social Démocrate et que celui-ci avait compté gagner des voix. Ce n'est pas de la démocratie. Quand on respecte la souveraineté nationale.
Ceux qui doutaient encore de la main mise totale de l'URSS sur ses satellites, ont vu lever leur dernier doute cette semaine. Ils ont vu cette semaine l'histoire Tito.
Oui, camarades, ça représentait pour nous un élément nouveau, pour nous tous, sans distinctions, sur le plan de la politique extérieure d'abord, puis sur le plan de la politique intérieure.
Sur le plan de la politique extérieure à partir de l'instant où les chefs communistes français s'étaient vus rangés dans un pays qui n'était plus susceptible d'être jamais avec la Russie et qui était considéré comme rejeté par elle. Alors c'était fini.
Tel militant communiste qui, trois mois avant s'en allait à travers le pays, annonçant qu'il fallait s'unir, s'unir, produire, dénonçait ceux de nos camarades qui dans le Nord, le Pas-de-Calais, par exemple, se battaient contre une certaine conception de la production ?... Quelque chose d'absolument lamentable. C'était fini de la part des dirigeants communistes. Il n'était plus question de s'unir ni de produire. Il était question d'empêcher la production.
Pourquoi ?
C'est simple.
Si la France ne devait pas être avec elle, la Russie ne pouvait tolérer qu'elle fut forte, et à un moment quelconque, conserver une influence en Europe. Ce fut alors le changement d'attitude communiste. Les communistes qui s'étaient battus avec un certain courage contre certains mouvements de grève, au moment où ils étaient pour le rétablissement économique de la France... A partir de cette seconde, ils ont changé d'attitude, exploitant les revendications légitimes de la classe ouvrière. Ils en faisaient des instruments politiques. Ils vidaient la grève de son contenu. Ils la transposaient sur le plan politique. Le but est là, évident.
Et vous croyez camarades que cela ne nous posait pas des problèmes à tous ?
Il y avait une autre répercussion. C'est qu'en France, des dizaines, des centaines de milliers d'hommes ont eu peur de cette nouvelle d'attitude stalinienne dont nous avons, à tort, laissé dire qu'elle était communiste.

Fondation Jean-Jaurès

Des hommes se sont mis à avoir peur du bolchévisme. Ils ont voulu se grouper contre lui. Ils ne sont pas venus chez nous. Mais, il n'a jamais été question, pour eux, de venir vers le Socialisme. Ils sont allés au RPF. Je vais être encore un peu plus sévère en disant ce qu'ont été nos positions dans l'année, parce que j'ai peur que trop de Socialistes à l'heure actuelle, aient compris que c'était là notre attitude.
Si vous ne comprenez pas, si ce Congrès ne se rend pas compte de ce que peuvent être pour nous ces deux raisons déterminées : la prise de position du Kominform, l'apparition du RPF en France ; ou alors vous auriez raison de nous condamner.
Si au contraire vous vous rendez compte de ce que représentaient pour nous ces deux éléments, vous devez alors, dans l'enthousiasme et unanimement voter les résolutions des conseils nationaux de décembre et avril derniers.
Qu'est-ce que le RPF ? Un ramassis absolument hétérogène. Il y en a de toutes latitudes. Il y a un certain nombre de résistants auxquels nous nous sommes battus. Ils ont le droit d'être sur une position politique différente de la notre.
Les hommes qui se sont battus pendant la période clandestine se sont battus pour que chacun de nous ait le droit de penser ce qu'il veut. Les 9/10èmes des rangs du RPF, sont faits aujourd'hui de ceux qui, il y a 3 à 4 ans chantaient " Maréchal nous voilà " et qui descendent d'un grade et disent : " Général, nous revoici ".
Vous y trouvez à la fois des hommes attachés à la laïcité, appartenant même à la Maçonnerie française, à côté, des cléricaux, vous y trouvez de prétendus républicains à côté des réactionnaires.
Il y a deux choses... Oh pas un programme... de programme, vous savez bien qu'il n'y en a pas. Ils ne sont jamais capables de dire quel est leur programme ou bien ils vous disent : c'est le Général qui décidera, ou bien encore : on ne vous le dit pas parce que vous nous le prendriez. Ce n'est pas un programme.
Ils n'ont que deux choses : d'une part, l'anti-communisme ; le seul sentiment, le seul lien entre eux quant au fond et un anti-communisme avec lequel nous n'avons pas à nous laisser confondre.
D'autre part, la personne de De Gaulle.
Quand des camarades nous disent : mais enfin, nous avons tout de même été parmi les premiers gaullistes… Vous croyez que De Gaulle soit un apprenti dictateur. Je réponds en mon nom personnel : oui, dans les premiers gaullistes, des Socialistes l'ont été, mais reprenant une boutade qui peut vous servir : un de mes amis anglais me disait, il y a quelques mois, qu'il ne comprenait plus rien à la politique française, qu'en fin de compte, en France, tout le monde avait été gaulliste. Pas tous en même temps bien sûr, mais chacun son tour.
Il y en a qui ont trouvé moyen d'y être depuis un mois ou deux.
Nous n'avons pas, nous Socialistes, sous prétexte de sentiment, à nous laisser confondre avec ceux là.
On nous dit aussi : mais De Gaulle est un apprenti dictateur,
Là je dis : ce n'est pas là le problème. Ce n'est pas cela qui compte. Ce qui compte, c'est ce à quoi un homme est condamné à faire.
Je ne crois pas qu'il soit encore un pontife dans ce pays.

Dans la mesure où un homme a le droit de juger un homme, peut-être ne devrait-il pas le juger dans sa nature.
De Gaulle n'a pas voulu être un dictateur.
En 1940, il prononçait son premier discours à la radio. Nous étions presque surpris que ce soit un homme comme lui, élevé par les Jésuites qui soit obligé de se livrer à la défense de la démocratie, de la république... C'était presque une sorte de gage pour, nous.... La preuve, quand il a recherché des gens pour se battre avec lui, il n'a trouvé que les défenseurs de la démocratie et de la république.
La deuxième raison qui me fait penser qu'il n'a peut-être pas envie d'être un dictateur, c'est qu'en 1944, s'il l'avait voulu, il l'aurait été.
Je lui fais le reproche qu'en 1944, alors que tout était possible, il n'a rien fait. En 1944, alors que le pays aurait fait n'importe quoi, que les lâches se tairaient, il n'a rien fait.
C'est pourquoi je pense qu'il n'a pas pensé à la dictature. Je voudrais que les camarades comprennent que si même il souhaite ne pas le devenir, il est fatalement, absolument condamné à le venir si jamais il prend le pouvoir en France.
C'est plus dangereux même que la menace communiste. S'il était appelé au pouvoir, il est fatalement condamné à être un dictateur.
Pourquoi ? pour rechercher la vérité ; nous pensons tout d'abord que psychologiquement, il est impossible à un homme quel qu'il soit, à moins d'être vraiment un très grand homme, de garder son équilibre quand autour de vous, tous les autres sont en train de vous expliquer que vous êtes au-dessus d'eux.
Souvent j'ai dit aux communistes, en réunion publique : rappelez-vous les meetings au mur des fédérés... des meetings côte à côte.
Le Secrétaire général du Parti Communiste et le Secrétaire général du Parti Socialiste voyaient défiler 1 500 000 d'hommes, de femmes et des gosses. On se rendait compte qu'il y avait beaucoup, plus de communistes dans la foule que d'autre. Ces femmes qui passaient avec leurs gosses ne criaient pas " Vive le Communisme ", " vive le Socialisme " mais ils criant : " Vive Thorez "… Vive Maurice.
Ils venaient lui toucher la main. Comment voulez-vous qu'un homme qui se voit encensé de la sorte, ne finisse pas, un beau jour par se prendre au sérieux. A De Gaulle, on est en train de lui jouer la même farce. On est en train, autour de lui, de le monter de la même façon.
Ceux d'entre eux qui ont pu voir aux actualités les manifestations des Strasbourg, de Saint-Etienne, le Congrès de Marseille. Des hommes et des femmes se tiennent au garde-à-vous derrière des oriflammes, des projecteurs. Ça ne vous rappelle rien camarades ? Personnellement, je pense que ça doit rappeler Moscou et Nuremberg.
A l'heure actuelle, il y a un grand danger. Tout le monde sait qu'on ne veut pas redresser la situation économique en France rapidement. On peut faire de la transition entre une société qui est morte et une qui ne sait pas encore ce qu'elle fera…

Collection Jean Jaurès

Des centaines de milliers d'hommes en France se sont laissé bourrer le crâne. On ne doit pas accepter cela.
Nous n'avons pas, nous, l'impression que ce ne serait qu'un début, que d'autres suivraient très vote. Est-ce que les Parisiens n'ont pas depuis longtemps l'habitude et est-ce que les Provinciaux n'ont pas retrouvé dans les couloirs du métro de belles inscriptions " pourchassez les juifs " avec les SS qui ressemblent étrangement à SS (Waffen SS). On chasserait encore les Maçons… Il y a là quelque, chose de grave.
Quelques-uns pensent plus au danger physique et matériel, à leur personne, qu'au danger que représentent ces inscriptions... ce qu'elles signifient. Mais en sommes-nous là. En sommes-nous à penser à notre petite personne. L'arrivée de De Gaulle, cela représente la suppression réelle des libertés et l'impossibilité à tout jamais de repartir vers le Socialisme et quelque chose de pire encore : la guerre civile et la guerre étrangère. Car tel est le problème qui nous a été imposé à tous sans distinction et nous avons été unanimes sur ces positions. Le même choix nous a été imposé sur le plan international. Quant à nos relations avec les différents partis… Nous étions encore, il y a un an en rapport avec les partis socialistes existant en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, avec le Parti Nenni. Nous n'avions aucun contact avec Sarragat. Nous n'avions pas encore pris position en faveur des Partis Socialistes coloniaux. Nous en étions là encore il y a un an.
La nouvelle position adoptée par le Kominform imposée à ces fractions socialistes des pays intéressés par les rapports de contact avec les autres socialistes et de prendre position avec eux, nous oblige à prendre position. C'est unanimement et avec un même courage que nous avons pris position.
Lorsqu'on a voulu que Grumbach, Boutbien et moi-même, d'abord et ensuite à Paris, d'autres, lorsqu'on a voulu que nous allions-les uns et les autres soit à Anvers, soit à Zurich, soit à Rome chez les Socialistes italiens eux-mêmes dire ce que nous pensions… C'est tout de même le Secrétaire général du Parti qui est allé se faire siffler à Rome en allant dire ce que pensait le Parti Socialiste français et j'avais d'ailleurs eu un mandat unanime.
Si douloureux que ça été pour nous, nous avons su leur poser la condition suivante : ce n'est pas nous qui avons rompu. Ce sont eux qui ont été obligé de constater qu'ils n'étaient plus d'accord avec l'Internationale Socialiste. C'est sur la proposition la délégation française au Comisco à Londres qu'il a été dit : voici notre conception eu Socialisme dans la démocratie, du Socialisme possible en Europe. Dites-nous que vous êtes d'accord et vous serez des nôtres c'est parce qu'ils ont dit eux-mêmes qu'ils n'étaient pas d'accord qu'ils n'étaient pas des nôtres.
Prise de position des gouvernements sur les blâmes nationaux. Il y a la conférence sur l'offre Marshall. Cette année, cette question a été l'essentiel de notre action. Cette année nous avons voulu, tous sans distinction de Pivert, à Jacquet, jusqu'à Boutbien, Rous, nous avons voulu faire comprendre au pays après l'avoir fait comprendre au Parti que tous les problèmes de nature nationale étaient subordonnés aux problèmes internationaux.

Collection Jean Rous

Noua avons eu du mal quand nous avons pris en main ce travail qui consistait à tenter d'unir les partis socialistes d'Europe dans un combat commun : les Etats-Unis Socialistes d'Europe.
Il a d'abord fallu convaincre les militants de notre Parti, car ils étaient nombreux encore dans notre Parti ceux à la conception desquels ça ne correspondait pas, ceux qui se refusaient à cette forme du fédéralisme et c'est tellement loin de nous…
Rêve d'antan… de bâtir le monde, ça ce comprend. Il a fallu convaincre le Parti et après on a voulu aller convaincre tous nos camarades dans les pays socialistes encore libres en Europe.
Je me serais presque attendu à ce que le Congrès, reprenant à son compte les conclusions unanimes du dernier conseil national soit encore unanime à féliciter tous ses dirigeants sans exception pour le travail qu'ils ont fait cette année sur le plan international car nous avons gagné camarades.
Je pense à cette Conférence de Paris qui n'a pas eu devant le Parti l'audience qu'elle aurait du avoir. Je pense à cette Conférence de Paris à laquelle venaient assister les représentants de 15 autres Partis Socialistes d'Europe. Ils y arrivaient sceptiques, presque tous décidés à ce que ça ne soit pas réalisable, nous considérant nous, comme des utopistes.
Il a suffit du rapport de Léon Blum, de l'intervention tous nos camarades pour qu'on sorte vainqueur de ce tournoi, pour qu'à la fin de la Conférence de Paris nous ayons vu tous les camarades de l'Internationale décider avec nous, après avoir renoncé à leur point de vue particulier, à leurs difficultés gouvernementales particulières. Nous avions gagné. Cette victoire méritait autre chose que les blâmes qui nous sont adressés. Telles sont camarades, sur le plan intérieur et sur le plan extérieur, ce que nous appelions les deux nouveautés : Kominform, RFP, imposées au Parti.
Aussitôt après les élections, ça changeait pour nous. Il y avait un succès RFP. Tout était modifié. Ceux-là même - j'en suis sûr – qui jusqu'alors avais souhaité que l'on n'associe pas plus longtemps le Parti à une politique dangereuse pour la santé morale du Parti, ceux-là mêmes qui avaient demandé qu'on allât jusqu'à envisager l'hypothèse d'une crise, si on ne réussissait pas à faire triompher un certain nombre de nos points de vue, ceux-là qui d'ailleurs, dans le même temps où je le disais aux conseils nationaux, vous mettaient en garde en vous disant qu'un jour ce serait fini des crises parlementaires dans le cadre constitutionnel...
J'entends encore André Phillip dire un jour à cette tribune : Attention camarades, ne prenons pas une responsabilité qui n'est pas la nôtre. Si nous ratons ces erreurs, il sera trop tard par la suite, vous ne pourrez plus le faire, la question des crises gouvernementales peut se reposer par des crises de régimes.
Au lendemain des élections du RPF, nous avions le sentiment profond, intime, unanime au Comité directeur que cette heure approchait. On nous a reproché parfois d'être trop sévère à l'égard du Gouvernement qu'avait présidé Ramadier, d'avoir cherché à. lui imposer les décisions du Congrès de Lyon.
Je suppose que tout à l'heure, un de ceux qui l'ont écrit, le redira à cette tribune. J'ai vu reprendre dans certains textes les ragots de la presse réactionnaire. Cela

avait été expliqué en conseil national en décembre. Le récit, que j'avais fait des évènements avait été non seulement sanctionné car on pourrait prétendre que le vote ne portait pas là-dessus, mais mieux que cela, les camarades avaient dit, les uns après les autres que ce rapport était parfaitement objectif.
Léon Blum avait du compléter dans certains détails et confirmer dans son ensemble disant que le parti n'avait pas l'occasion de responsabilités quelles qu'elles soient.
J'en voudrais apporter une preuve car c'est tout de même quelque chose de désespérant que de voir à quel point nous sommes devenus, dans notre Parti, perméables à la propagande des autres aujourd'hui.
(Applaudissements)
Il est affolant de voir qu'un journal communiste ou un journal réactionnaire écrive comme un ministre socialiste, contre le groupe parlementaire, et immédiatement voir des Socialistes eux-mêmes faire leurs ces accusations.
Non seulement nous changions notre attitude, non seulement nous disions qu'il fallait éviter cette crise mais même, le Comité directeur, à l'unanimité, demandait au Secrétaire général du Parti d'aller dire à la tribune que tout était changé. C'est la première fois où, comme Secrétaire général du Parti, je suis monté à la tribune de la Chambre, c'était le 30 octobre 1947.
Je ne veux pas vous relire un discours qui, à ce moment-là avait, je l'affirme, reçu l'assentiment de tous les camarades du groupe parlementaire sans exception, de tous les camarades du Comité directeur, et j'en suis convaincu, de beaucoup de militants en France.
Je ne reprends qu'une seule phrase qui répond à certaines accusations :
" D'abord, notre conclusion, à la fin de ce débat, nous votions pour le gouvernement. Nous le faisions unanimement, et à la suite d'une décision unanimement prise car en l'état actuel des forces parlementaires, dans les circonstances politiques présentes, alors que l'existence même de la république est en cause, il faut d'abord faire front et toute cris gouvernementale risquerait d'entraîner des conséquences graves, non seulement pour le fonctionnement des institutions démocratiques elles-mêmes, mais aussi pour la sauvegarde des intérêts des travailleurs menacés par les difficultés économiques.
On ne verra jamais le Parti Socialiste pratiquer la politique du pire.
C'est donc bien tout le Parti à ce moment qui, sentant le danger devenait soucieux de ménager non pas telle ou telle formule gouvernementale, car là n'est pas le problème – car il est encore possible sur certains problèmes d'envisager une crise gouvernementale à une condition, que l'on préserve la possibilité d'une coalition, d'une majorité gouvernementale.
Je vous demande de faire la distinction entre les deux.
Ce fut ensuite alors le gouvernement Schuman. Les problèmes nous sont posés quotidiennement. J'espère qu'on parlera longuement de tous.
Ce fut d'abord le projet René Mayer. Il y a eu un nouveau " drame " dans le Parti ce jour-là.
J'aimerai bien que le Parti soit informé mais pas tendancieusement
(Applaudissements)

Le conflit a été simple. Le Comité directeur, dans sa majorité cette fois, a estimé que l'échange des billets de 5 000 francs n'était qu'une monnaie d'échange pour obtenir le vote sur la liberté des devises et de l'or. La majorité du groupe parlementaire en a décidé autrement. Cela n'empêche pas un certain nombre de camarades de prétendre le contraire.
Nous avons pensé que ce n'était pas une raison pour faire un drame dans le Parti, parce que ce même souci que nous avons sur la politique nous impose dans le Parti, de penser au maintien de l'unité du Parti.
Nous avons, au début, envisagé un congrès. Le groupe parlementaire a pensé que nous pouvions éviter ce congrès extraordinaire pour trancher le conflit si d'un commun accord, nous mettons l'accent, pour l'avenir sur des possibilités d'entente. Ca a été le protocole d'accord dont il sera discuté dans ce Congrès. Je ne sais pas s'il est entièrement bon, s'il a besoin d'être amendé, mais auquel je reconnais un mérite, depuis qu'il existe ne fut-ce que du seul fait de son existence, il n'y a plus eu de conflit entre le groupe parlementaire et le Comité directeur.
Ca a été d'abord le Projet René Mayer. Puis les combats incessants sur le pouvoir d'achat, sur la laïcité.
Camarades, là encore quelle injustice. Les camarades du Parti, parfois sans connaître les textes dont ils parlaient, se sont associés à des griefs contre le Parti. Il y a des choses invraisemblables. Ils ont tiré des conclusions, faisant voter les uns contre les autres, des hommes qui on été d'accord. Enfin, cette délégation qui était là-bas, fera tout à l'heure le récit des évènements. Il faudra parler de ce problème. C'était Deixonne, des signataires de la mot on Leenardt…
On blâmait Deixonne autant que Guy Mollet.
Il faut tirer des conclusions claires. Deixonne… je ne le blâme pas, au contraire. Nous avons été solidaires. Il y avait là des camarades qui étaient unanimement d'accord. Alors, camarades, qu'est-ce que c'est encore que cette façon de concevoir la liberté dans le Parti.
En sommes-nous, nous aussi, quand nous sommes mécontents, à rechercher sur qui on fera porter la responsabilité.
Ce Parti, pour certains en est arrivé à un tel point de l'opposition, on a tellement été formé pour être des opposants, nous avons vécu, pour la plupart d'entre nous, nos plus belles années, à nous battre dans l'opposition, que vous devez tous pouvoir faire de l'opposition aux autres. Chez nous, il y en a qui se sont fait de l'opposition à eux-mêmes. Vous devez tous pouvoir faire l'opposition aux adversaires… on en fait bien à des camarades du Parti.
Quand tout jeune militant on m'envoyait à la bagarre, quand à 17 ans, à 18 ans, on m'envoyait faire des réunions publiques… je connaissais comme chacun de vous les difficultés douloureuses, car les difficultés matérielles étaient bien plus grandes qu'à l'heure actuelle. Sur le plan du courage physique et du courage moral, les anciens d'alors peuvent donner des leçons aux nouveaux. On allait à pied ou à vélo. On ne pleurait pas parce qu'on n'avait pas d'auto. On vendait nous-mêmes les journaux. On ne payait pas d'afficheur. Le candidat député prenait le pot de colle. Les risques étaient bien plus grands, dans notre Pas-de-

Calais ou dans nos mines du Nord ou d'ailleurs. Le gars qui se faisait mettre à la porte en avait pour 30 kilomètres à la ronde pour pouvoir retrouver du travail.
Quand nous nous en allions les uns et les autres faire des réunions… prenons un thème facile, comme les nationalisations par exemple… On nous disait si telle usine, telle manufacture était nationalisée, ça couterait moins cher… Dites donc, on a bonne mine maintenant… Il faut pourtant les défendre les nationalisations.
La propagande était plus facile quand nous étions des opposants. Mais dans notre Parti, aura-t-on conscience que la phase oppositionnelle est terminée maintenant ? Que si le Parti Socialiste est absent de la vie publique, il ne jouera pas son influence sur la transformation populaire.
Je vais conclure. Camarades, il est souhaitable, il est nécessaire que la santé du Parti soit bonne… que tous ceux qui ont des griefs à apporter sur la vie politique du Parti, sur son organisation administrative, le fassent.
Mais je vous en conjure, que dans la façon de le faire, il n'y ait rien de systématique, rien de désobligeant, rien n'ayant ce caractère de contrainte lamentable, soit contre quelqu'un, soit pour soi-même.
Oui, il y a des désaccords entre nous, cela se produit souvent mais, c'est unanimement qu'on doit se retrouver au coude à coude et nous montrer capables, après une explication franche, de ressouder et notre amitié et notre esprit fraternel et notre volonté d'unité.
Si nous étions capables de reprendre confiance en nous-mêmes, ce serait pour notre Parti un gros atout. J'ai fait un petit tour d'Europe. J'ai été amené à constater en Europe quelle est la gigantesque confiance entre tous les Européens, quelle est leur gigantesque confiance en la France, et plus particulièrement, dans le Socialisme français.
Je veux le répéter car vous n'étiez pas tous là au dernier Conseil national.
Remmer (orthographe ?), président de la Ligue autrichienne, un de ceux qui ont mené la bagarre le 18 février 1924, nous disait :
Mais, enfin, qu'attendent les Socialistes, français ? Nous ne comptons plus que sur vous.
Oui, camarades, ils ont une confiance fantastique en la France, dans le Socialisme français. Il n'y a presque plus que les Socialistes français à ne pas avoir confiance dans le Parti Socialiste français.
(Applaudissements)
Il suffit presque que quelqu'un devienne Secrétaire de Section pour qu'il devienne un suspect, et pour peu qu'il devienne Secrétaire général du Parti, alors là, c'est à peu près un traître ; Quant aux ministres, je n'en parle pas.
(Murmures).
Non, voyez-vous camarades, si nous ne sommes pas capables d'avoir confiance dans les camarades qu'on a envoyé aux postes des responsabilités, nous n'aurons pas de bons résultats, nous ne remonterons pas le Parti.
Je répète qu'il faut aller devant les camarades et leur dire la vérité. J'affirme que partout où nous sommes allés, les uns et les autres, dire la vérité aux militants du Parti, partout nous avons été compris, partout nous avons recueilli de la confiance.

Fondation Jean Jaurès

Mais comment voudriez-vous qu'existe cette confiance si ce sont parfois les militants eux-mêmes qui s'en vont dire à leurs camarades que le Parti est " foutu ", que ses militants le trahissent ?...
Ce n'est pas vrai camarades… Même si vous pensiez qu'on a fait des erreurs, à aucune heure, on a trahi.
(Vifs applaudissements).

Augustin Laurent (fédération du Nord)
Camarades, après l'intervention du Secrétaire général, je crois que vous aurez, comme moi, l'impression que le débat sur la politique générale a été sérieusement entamé.
Ce n'est pas un reproche que je fais à notre camarade Guy Mollet d'avoir, au moment où il doit présenter son rapport moral, développer des arguments de politique et de politique générale, mais ceci nous donne l'occasion, à la fédération du Nord, d'intervenir sur une proposition que nous avons déjà faite dans le passé ; à savoir que le Parti serait bien inspiré s'il se rendait compte un jour, que les discussions que nous instituons à chaque Congrès national, sur le rapport moral, sont absolument inutiles. Car, voyez-vous camarades, la question pose et ça n'est pas de notre part un entêtement, mais tout simplement une volonté qui nous anime à la fédération du Nord. De voir le Parti se rendre compte des imperfections, des inconvénients graves que certains rouages de son fonctionnement suscitent.
Nous disons au Congrès qu'il rendra un important service au parti en décidant la suppression définitive du rapport moral.
(Applaudissements)
Car enfin, camarades, que signifie cette discussion ?... Si c'est la politique menée par le Parti depuis un an que nous voulons condamner, ce n'est pas le secrétariat général qui est à incriminer et pas même le Comité directeur. C'est le Parti lui-même puisqu'entre les Congrès nationaux, il y a des conseils nationaux qui viennent ou infirmer ou confirmer la politique que le Parti a défini.
En considérant cet aspect de la question, je me permets de signaler à ceux qui se préparent à voter contre le rapport moral – je ne veux pas développer toutes les raisons qui militent selon nous en faveur de la suppression du rapport moral – mais je veux signaler au passage quelques exemples et je vous dis alors que ceux qui ont voter contre le rapport moral, eh bien, vous savez bien qu'ils ne sont pas d'accord entre eux sur le sens et la signification qu'ils donnent à leur prise de position contre le rapport moral.
Vous aurez des camarades qui vont reprocher au Comité directeur de ne pas avoir appliqué les décisions du Congrès de Lyon, d'autres voudront au contraire reprocher au Comité directeur de les avoir appliquées au moins une fois, c'est-à-dire dans la prise de position qui a abouti à nous faire prendre la direction du gouvernement, sans nous enlever les difficultés de la participation.
En ce qui concerne ce que j'appellerai les désaffections qui se produisent dans le Parti, les uns reprocheront au Comité directeur de ne pas avoir suffisamment réagi au moment où s'est constitué ce qu'on a appelé le rassemblement

démocratique et révolutionnaire, par contre d'autres reprocheront véhémentement, à la majorité du Comité directeur, de ne pas les avoir suivis dans le sens de la décision du Congrès national de Lyon et puis, où se trouve dans cette histoire de rapport moral, la majorité ou la minorité du Comité directeur.
Il n'y en a pas puisque, comme vous le savez, ce rapport moral a été voté par le Comité, à l'unanimité.
C'est cela qui fait dire à la fédération du Nord que cela n'a aucun sens parce que s'il s'agit bien de reprocher des manquements, des erreurs ou des fautes du Comité directeur, eh bien, on constatera que c'est parfois même des membres du Comité directeur qui ont signé des motions où ils ont reproché des fautes, et que ces fautes sont attribuées au Secrétariat général, alors qu'il s'agit des erreurs – si erreurs il y a – du Parti lui-même.
Je ne dis pas cela pour être désagréable à l'égard des camarades du Comité. directeur qui ont signé des motions où ils ont cru devoir reproduire des critiques que, pour ma part, je trouve un peu excessives en ce sens qu'elles gênent et qu'elles nuisent, toujours à la propagande du Parti.
Je leur ai dit, à ces camarades, dans des conversations personnelles ce que je pensais de ces des procédés, déployés pour créer artificiellement une majorité à l'intérieur du Parti. J'ai dit que cela était un mauvais procédé en ce sens que chaque fois, au lendemain d'un Congrès national du Parti, si une campagne électorale s'ouvre, il est parfaitement désagréable et regrettable de voir les orateurs des autres partis venir nous contredire ou nous apporter la contradiction avec précision, des motions que des membres du Parti ont rédigées et, je n'avais pas beaucoup de mérite à prévoir cela puisque déjà, dans " L'Humanité ", on a commencé à se servir de ce qui est écrit dans les diversions présentées au Congrès national pour commencer à préparer " l'arsenal " des orateurs des partis adverses et dans le particulier, du Parti communiste.
Cela veut-il dire camarades que le fait d'avoir une opinion comme celle-là à la fédération du Nord sur le rapport moral, que nous approuvons tout ce qui a été fait et que nous disons "Amen " chaque fois qu'on enregistre une décision, un acte, une attitude du Comité directeur ou du Secrétariat général ? Pas du tout. Mais nous avons la possibilité, utile et féconde de faire nos remarques, nos critiques, nos suggestions au moment où viennent en discussion les rapports statutaires, le rapport du Secrétariat, car enfin, tout à l'heure a parlé, et on parlera, j'en suis convaincu, à propos du rapport moral, de la laïcité ou en tout cas de ce qu'on appellera encore un manquement du groupe parlementaire, de la loi sur le dégagement des cadres des fonctionnaires, du temps de service militaire, d'un tas de choses, mais toutes des questions qui pourraient être très utilement et logiquement accrochées à propos des rapports qui figurent dans la brochure contenant les rapports de toute, l'activité, de nos organisme et pendant une journée, nous aurons discuté absolument inutilement. Ou bien, on remettra en discussion des décisions régulièrement prises par nos organismes réguliers du Parti, ou bien, on anticipera sur les rapports ou du groupe parlementaire ou de la

commission internationale ou des autres rapports, ou bien on anticipera sur la discussion, sur le grand débat de politique générale.
Alors, camarades, je dis que si les délégués de nos fédérations étaient soudain frappés d'un puissant besoin de logique, je suis convaincu que je n'aurais pas besoin de donner d'autres exemples et la cause errait entendue, mais camardes, vous voyez bien que si vous voulez donner un sens politique au vote sur le rapport moral, vous ne pourrez le faire d'une manière claire et logique que si vous vous reconstituez en tendances, en tendances organisées j'entends et si, apportant une modification au règlement vous décidez de revenir au système de la représentation proportionnelle des tendances an sein du Comité directeur, sinon, votre vote n'a aucun sens clair.
Si ce n'est pas cela que vous désirez, alors, vous êtes normalement et logiquement conduits à considérer comme nous que le rapport moral est une institution superflue.
Je suis heureux d'ailleurs que le Secrétaire général lui-même soit d'accord.
Il ne conclut pas comme nous, mais il donne une opinion absolument conforme à la nôtre.
Mais si vous désirez donner une signification politique, une sorte d'approbation ou de désapprobation de la politique générale du Parti, du Comité directeur, alors, encore une fois, il vous faut revenir à l'organisation des tendances et à la nomination du Comité directeur en fonction des forces que les tendances enregistreront à l'occasion d'un vote et alors, ici, je vous ramène et ce sera là ma conclusion, je vous ramène aux solutions l'origine du rapport moral,
Il a été institué en 1929, au Congrès de Nancy et les anciens qui se trouvent ici vont être un peu rajeunis lorsque je leur rappellerai que c'est notre regretté – je le dis sans aucune espèce de réserve – Pierre Renaudel qui se trouvant devant un ordre du jour où il n'y avait peut-être pas possibilité que les tendances se créent... Il a dit : comment ferons-nous pour désigner la CAP si une question de politique inscrite à l'ordre du jour est susceptible de nous réunir dans une motion d'unanimité. Il a dit : il faut créer un rapport moral où la minorité dira qu'elle n'est pas d'accord avec le Secrétaire général.
Il y a dans la discussion un passage où Renaudel dit : nous avons depuis longtemps adopté les rapports.
Le Congrès s'est prononcé pour un rapport après des interventions de Bracke, des interventions de notre regretté Lebas qui a dit : s'il s'agit que le Congrès puisse prendre une décision à l'égard des rapports, s'il s'agit de faire précéder de quelques lignes d'explications les rapports statutaires, si voulez baptiser cela de rapport moral, faisons-le.
J'ail lu tous les débats de ce Congrès. En réalité, le Congrès n'était pas tellement convaincu de cette institution, de la nécessité de cette institution.
On l'a voté pour donner satisfaction à la revendication des gens qui voulaient que la CAP puisse être nommée en fonction de la force représentative des tendances.
C'est tellement vrai qu'on s'est rendu compte par la suite que ça n'avait pas une grande importance puisque nous en sommes ici, nous en 1948, dans une

organisation où les tendances ne sont plus organisées, où le Comité directeur n'est plus élu en fonction de ces tendances organisées, reconnaissons que ce rapport est inutile, ça nous fera perdre une journée entière de discussions superflues, la plupart du temps irritantes, puisque nous reparlerons du passé, que nous essaierons de dresser des économies contre d'autres économies, alors que tout le monde se rend si parfaitement compte, mes chers amis, que le Parti a besoin d'unité, d'unité profonde, d'unité fraternelle.
(Applaudissements)
Nous applaudissons ces formules, mais j'ai l'impression que nous ne croyons plus suffisamment à cette vraie fraternité socialiste.
Si nous décidions, une fois pour toutes, qu'on jugera sur les actes de chacun des organismes du Parti, vous auriez le droit de dire tout ce que vous voulez à propos du groupe parlementaire. Si vous avez des critiques voua pouvez dire par exemple que le Comité directeur a manqué parfois de vigilance en certaines occasions.
Pour notre compte, nous avons ces remarques-là à faire. Nous pourrions dire par exemple, au Comité directeur et peut-être davantage au Secrétariat général : comment se fait-il que plusieurs élections partielles au Conseil général ont eu lieu dans le pays sans qu'il y ait un candidat socialiste, qu'avez-vous fait pour que les fédérations présentent un candidat ? Avez-vous imposé à la fédération qui déclarerait ne pas vouloir u ne pas pouvoir présenter un candidat. Le fait que le mardi matin, ou le lundi matin, quand vous ouvrez votre journal et que vous voyez le résultat des élections de la Drome et que vous ne voyez pas de candidat socialiste… Sachez que sur ce point, l'esprit des candidats socialistes et des sympathisants sera à un effet tout à fait préjudiciable et fâcheux.
Cela peut être dit à propos des rapports et une bonne fois, soyez avec la fédération du Nord qui vous demande de mettre fin à cette situation et à cet effet, nous déposons la motion préjudicielle ci-après :
" La fédération du Nord, considérant comme inutile l'avant-propos des rapports statutaires – ces derniers faisant l'objet d'examens et de votes particuliers et permettent de juger l'activité du Parti et du Secrétariat général – que la discussion du rapport moral se transformerait à chaque Congrès en un long débat de politique générale, fait double emploi avec l'examen de la partie importante de l'ordre du jour relative aux tâches d'avenir et entraine ainsi une perte de temps précieux, estime en conséquence que le rapport moral du Secrétaire général est une institution inutile et demande au Congrès sa suppression pure et simple. "
(Applaudissements)

Marceau Pivert – Un horaire ayant été fixé, je demande aux camarades qui veulent prendre la parole dans la discussion, se fassent inscrire avant la fin de la séance (clôture des inscriptions).

Jean Metayer (fédération de Seine-et-Oise)
Camarades, je serai très bref. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt notre camarade Augustin Laurent.
La fédération du Nord montre d'ailleurs une persévérance dont on peut la féliciter puisque l'année dernière, au début du Congrès, notre camarade Provo, avait demandé l'annulation de ce débat sur le rapport moral.
Immédiatement après Provo, j'avais indiqué que la grosse majorité de la fédération Seine-et-Oise était d'accord sur le fond de cette question et je dois dire qu'il doit y avoir certainement peu de camarades dans le Parti qui ne sont pas d'accord avec les excellents arguments que vient de nous apporter notre camarade Augustin Laurent.
Nous savons en effet que c'est en 1929, pour l'élection de la CAP à la proportionnelle que notre camarade Pierre Renaudel avait demandé l'institution de ce rapport moral et, normalement, puisqu'il n'y a plus maintenant d'élection à la représentation proportionnelle, il ne devrait plus y avoir de rapport moral.
Est-ce que cette année encore, le rapport moral, le vote sur le rapport moral n'a pas pris une signification toute particulière ? Est-ce que nous n'avons pas vu – et je le regrette profondément – un certain nombre de nos camarades ayant voté le rapport moral au sein du Comité directeur, ne pas le défendre avec courage devant leur section, devant leur fédération.
(Applaudissements)
Et alors, je dis, je demande, moi aussi, qu'à la fin de ce Congrès, le Comité directeur, le nouveau Comité directeur organise enfin le débat sur les rapports statutaires qui ne sont pas à discuter lorsque la presse est admise… Une série de critiques qui portent préjudice à la propagande et à l'unité morale du Parti ne doit pas être étalée à l'extérieur du Parti… Mais je considère qu'aujourd'hui, le rapport moral ayant pris un caractère particulier, ce rapport moral ayant été étudié et voté dans les fédérations, le Congrès doit tenir compte de la volonté des militants et doit se prononcer sur le rapport moral.
(Applaudissements)

(La séance est levée. Il est 13h15.)

Séance du jeudi 1er juillet 1948 (après-midi)

Président : Augustin Laurent (Nord)
Assesseurs : Diop Boubakar Obeye (Sénégal)
Thérèse Romeo (Alpes Maritimes)

En ouvrant la séance à 15h15, le Président rend compte des travaux de la Commission de vérification des mandats :
Sur 112 fédérations que compte le Parti, 108 sont représentées par des délégués régulièrement mandatés. Ces délégués sont porteurs de 4656 mandats établis conformément aux règles statutaires.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le Président donne lecture d'un télégramme expédié par le Parti Socialiste géorgien: " Souhaitons grand succès dans vos travaux ".

Le Président (Augustin Laurent)
Voici les décisions de la Commission d'organisation réunie ce matin : Comme il y a 33 orateurs inscrits dans la discussion du rapport moral, la Commission décide d'accorder, en principe, 10 minutes à chaque orateur inscrit, étant entendu que la discussion sera soutenue sans désemparer jusqu'à 20h. Les camarades désireux de reporter sur un autre camarade leur temps de parole, sont priés de donner leur nom au Bureau.
En ce qui concerne la discussion sur la motion préjudicielle déposée par la fédération du Nord, cette fédération, se rendant parfaitement compte que les fédérations n'ont pu délibérer sur le problème, dépose sa motion à la Commission des résolutions et demandera au Congrès de se prononcer en fin de session pour l'appliquer – si la décision est votée – lors du prochain Congrès national.
Ce ne sera pas la seule motion déposée par la fédération du Nord; il y en aura d'autres visant la réorganisation des Conseils nationaux.
Je donne la parole au premier orateur inscrit : Le Bail (Haute Vienne)

Jean Le Bail (Haute-Vienne)
Camarades,
C'est un pénible devoir que je viens remplir loi en défendant la position unanime de ma fédération.
Je ne suis jamais monté à la tribune, jusqu'ici, que pour présenter les idées de ma fédération.
Aujourd'hui, je dois dire d'avance, en toute honnêteté et à mon grand regret, que c'est un véritable réquisitoire que j'apporte à cette tribune. Réquisitoire non pas contre un homme, non pas contre un militant à qui je veux tout d'abord apporter le respect que son action, que sa sincérité méritent, mais tout de même un réquisitoire contre le Secrétaire général du Parti.
Car, pour nous, le rapport moral, c'est essentiellement, non pas seulement le rapport du Comité directeur, mais le rapport du Secrétaire général. Et, qu'on le veuille ou non, le vote du rapport moral est un acte de confiance ou un acte de défiance envers ce Secrétaire général.
Ne nous réfugions pas dans les arguties, ne disons pas que le rôle du Secrétaire général en présentant le rapport moral est simplement de prouver qu'il a été dans l'intervalle des Congrès, l'exact et loyal exécuteur des décisions du précédent Congrès. Il y a, je le répète, dans ce vote, un acte d'adhésion, de confiance envers le Secrétaire général. C'est d'ailleurs la tradition du Parti.
En 1939, la discussion du rapport moral après Munich, c'était en réalité le problème de savoir si Paul Faure devait ou non rester Secrétaire général du Parti. Il y a deux ans, quand on a discuté sur le rapport moral, le problème était de savoir si Daniel Mayer devait rester Secrétaire général du Parti. On ne pourra pas dire que la légalité du Parti, c'est de laisser le Comité directeur élu par le

Collection Jean Rabaut

Congrès, le soin de désigner le Secrétaire du Parti. En fait, la discussion sur le rapport moral fournit une indication aux futurs membres du Comité directeur.
D'ailleurs, je ne peux, dans cette argumentation, que m'appuyer sur l'actuel Secrétaire général du Parti qui, il y a deux ans, a mené son action exactement dans ce sens. Guy Mollet l'a justement dit à ce moment-là : critiquer le secrétariat du Parti, la direction du Parti, ce n'est pas agir contre le Parti ; mais quand ces critiques sont saines, quand elles n'émanent pas d'un esprit de sectarisme ou d'opposition personnelle, cela peut être, à certains moments, une besogne saine pour le Parti. C'est cette besogne que, dans la mesure de mes moyens, je voudrais faire aujourd'hui.
Le Secrétaire général du Parti n'a droit qu'à une chose, mais il y a bien droit : c'est d'être traité avec justice. Il nous a touchés ce matin quand il évoquait ce qu'il peut y avoir d'injuste à l'égard des dirigeants du Parti ; et je me souviens aussi de ce qui s'est passé, il y a deux ans, et je demande à Guy Mollet de faire un retour amer sur ce point.
Guy Mollet, vous avez été, tu as été à ce moment-là, permets-moi de résumer la chose en une seule expression, tu as été le Secrétaire général du mécontentement, de la concentration de tous les mécontentements. Ce sont ces mécontentements, joints à l'espoir de redressement que tu portais en toi, qui ont fait de toi le Secrétaire général du Parti ; et tu m'assures, à l'heure actuelle, avec amertume, combien il est douloureux de faire face à ces mécontentements, souvent injustes.
Je le dirai tout de suite, je n'appuierai pas sur ces mécontentements. Je considère qu'il serait indigne de critiquer et de condamner le Secrétaire général du Parti parée que les choses vont mal. Je sais que dans de nombreuses fédérations on a voté contre le Rapport moral, uniquement parce que la situation est mauvaise ou difficile, parce que la vie est dure ; et on a fait ce raisonnement simpliste :
" Les affairas vont mal, le Parti doit y être pour quelque chose, et le Secrétaire général du Parti doit y être pour beaucoup. Il a la responsabilité de tout : du Comité directeur, du groupe parlementaire, des événements de Schuman et de Poinso-Chapuis ".
Ce raisonnement-là, nous ne nous en servirons pas, il n'est pas digne de nous. C'est sur un tout autre terrain que je veux baser la discussion, en profitant de cette liberté que nous offre le huis clos et en disant à Guy Mollet avec la loyauté et la franchise la plus complète : " Le malentendu, il est venu, je crois, de vos interprétations des devoirs du Secrétaire du Parti ".
Guy Mollet, dans le désir d'être toujours fidèle à la règle et à la règle exacte, a oublié qu'il ne devait pas être simplement un exécutant, mais un chef, qu'il ne devait pas suivre simplement les mouvements, et les mouvements incertains d'ailleurs, souvent d'une opinion changeante dans le Parti, mais qu'il devait être un guide.
Et ce qui fait, Guy Mollet, que tu te trouves aujourd'hui devant de grandes difficultés, c'est que la politique que tu fais maintenant, tu n'étais pas pour elle il y a quelques années : tu t'y es rallié parce que les événements t'y ont conduit ; tu n'as pas été, pour cela, le guide du Parti. La politique de la troisième force,

mais ce n’est pas maintenant qu’il fallait la faire ! Il fallait la faire alors qu’elle aurait été une politique à plein rendement, alors que le Parti pouvait être pleinement l’entraîneur de la démocratie. Il ne fallait pas attendre. - (Et cela, je l’ai dénoncé depuis trois ans) - Il ne fallait pas attendre que le Parti fut coincé entre le Gaullisme et le Bolchevisme.
Tu répondras: " Mais je ne suis pas le seul responsable, et il est certain que les responsabilités sont partagées ".
Il est certain que beaucoup n’ont pas vu clair, mais tu as été peut-être un peu plus tardif à voir clair ; et ce qui a pesé sur ta politique, ce qui a fait que tu ne t’es rallié que très tardivement à cette politique qui ne portait pas encore le nom de la troisième force, qui eut été d’ailleurs, à un moment, la politique de la première force, c’est que tu ne t’es pas dégagé suffisamment tôt de l’emprise de ceux qui, dans le Parti, croyaient que notre action devait être liée à celle du parti Communiste.
(Applaudissements)
L’hypothèque qui a pesé sur ton secrétariat général c’est que tu n’as pas tu assez tôt les possibilités d’action indépendante du Parti, et c’est pour cela qu’au moment de l’affaire Thorez, tu t’es peut-être retrouvé un bon exécutant des décisions du Parti au sens strict du mot, mais tu ne t’es pas trouvé un bon chef du Parti. Et c’est là-dessus que je voudrais m’expliquer. Car je n’oublie pas qu’il y a un an encore, au Congrès de Lyon, sous la direction, on a blâmé, dans ce Congrès, les hommes qui avaient voté contre Thorez, un ordre du jour à l’Assemblée nationale.
Et je sais qu’en disant cela, je te fournis en apparence un argument, que tu vas triompher, que tu vas dire : " Mais vous me donnez raison, c’était moi qui avais la légalité, la loi ; le Secrétaire général doit faire observer cette loi ".
Ah, je me souviens de ce groupe parlementaire, à ce moment-là, où 85% de nos camarades étaient désireux de voter contre Thorez. Je revois le drame de conscience, je revois le Troquer (Une voix. - " Munich ") je revoie Daniel, Philip disant : " Peu m’importe, je ferai de mon vote un cas de conscience ".
J’ai l’impression que nous sommes revenus à une date comparable à celle de 1940, quand il s’agissait de voter pour ou contre Pétain.
Je n’ai pas voté pour Thorez, et si nous t’avions tous suivi, alors que tu voulais le respect des décisions du Parti, si nous n’avions pas à ce moment là émis un vote pour lequel nous aurions à l’heure actuelle les félicitations du Congrès et non pas son blâme, je ne blâme pas ce que la république serait devenue s’il n’y avait pas eu ce déplacement important des voix, si certains éléments louches des partis voisins ne s’étaient pas vu dans l’impossibilité de se rallier à une thèse comme celle de Thorez, vous auriez peut-être connu en France les événements de Tchécoslovaquie, Thorez aurait été le Gottwald de la France. La légalité du Parti aurait été sauve, mais le Parti et la République auraient été écrasés.
Voilà ce que je voulais dire d’abord. Si le temps de parole qui m’est accordé arrive à sa fin, je m’inclinerai devant la loi.

Le Président - S'il y a un camarade qui pense comme Le Bail et veut lui céder son temps de parole, car je suis obligé de faire respecter les décisions.

Une voix - très bien !

Le Bail - Eh bien, alors, je remercie le Président et l'Assemblée, et je quitte cette tribune.

Lamarcq Cando – Le Bail, je te donne mon temps de parole.

Le Président – Lamarcq Cando cède son temps de parole. Le Bail a la parole pour dix minutes.

Le Bail - J'ose espérer que dans une circonstance comme celle-là, le Parti aurait été assez pur pour ne pas fournir de Fierlinger, et je sais très bien que des hommes comme toi auraient été des défenseurs du Parti, mais il eut peut-être été trop tard. Cette politique a pour conséquence deux défauts : la politique que j'appellerai la politique d'absence et une politique de compromission.
Cette politique, en effet, te conduit devant le Congrès, à considérer que tout s'est décidé dans les Congrès, à laisser à nos camarades cette impression que, quand on a décidé de la politique du pays dans un Congrès, immédiatement la politique du groupe parlementaire est simplifiée et réglée, qu'il n'y a presque plus rien à faire, que le pays suivra, que le Parlement comprendra ; et avec une telle politique – une politique qui met quelquefois trop loin les possibilités offertes aux militants et aux rivalités de la vie politique – on en arrive à l'absence dans de grands problèmes. C'est ce qui s'est produit pour La Haye, où les représentants du Parti y sont allés à titre personnel et non pas comme représentants du Parti. Je sais que l'explication sera que nos camarades ne désiraient pas que nous aillions à ce Congrès de l'Europe.
J'ai remarqué, puisque j'y suis allé moi-même, que la délégation britannique y était très nombreuse et très bien constituée, et que nous, au contraire, Socialistes français, alors qu'il s'agissait de reconstruire l'Europe, qu'il s'agissait d'être présents, nous avons été ligotés et pour ainsi dire paralysés par les consignes données par le Parti. Un seul homme a pu sauver l'honneur, agissant à titre personnel en faisant prévaloir contre le vieux Churchill, contre le conservateur Churchill, les droits de la classe ouvrière : c'est notre camarade Ramadier.
(Applaudissements)
Mais nous ne pouvions nous empêcher de dire, dans cette ville de La Haye : " Ah, tout de même, si Jaurès eut été vivant, ce n'est pas Churchill qui aurait été le grand homme d'un pareil Congrès ".
Politique de l'absence, politique du recul et quelquefois de la compromission. Car pour avoir été trop exigeants à l'égard de Ramadier, nous sommes arrivés à Schuman, et à partir du moment où Schuman est là, on accepte des choses qu'on n'aurait pas acceptées de Ramadier.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le problème indochinois, il n'existe plus depuis qu'il n'y a plus de ministre socialiste...
(Applaudissements)
Un autre problème ne se serait pas posé si Ramadier avait été là : c'est celui de la laïcité.
(Applaudissements)
Si Ramadier avait été là, nous n'aurions pas eu le décret Poinso-Chapuis. Là existe une politique qui consiste à créer des difficultés aux hommes de son Parti, et à amener, par son intransigeance, des hommes d'un autre parti à la direction d'une même politique. Là est le vice le plus grave de cette politique que tu prétends être celle de la Troisième force qui, normalement, devrait être menée par le Parti Socialiste et dont nous donnons la direction à un autre parti, alors que, dans cette politique, pour qu'elle réussisse, il faudrait que ce soit le Parti qui soit la force d'entraînement.
Enfin, cette politique, qui est faite beaucoup plus de compromissions avec les autres qu'avec les nôtres, elle reste une dangereuse politique de suspicion. Le défaut de son secrétariat général, c'est d'avoir été soupçonneux à l'égard des fédérations qui ont leur franc langage, c'est d'avoir été soupçonneux à l'égard du groupe parlementaire, c'est de t'appuyer constamment sur cet état d'esprit qui n'est pas un état d'esprit généreux ni sain, que les parlementaires sont des gens qui peuvent être disposés à ne pas suivre les intérêts du Parti, dont il faut se méfier, qu'il faut surveiller.
Ce défaut, ce soupçon, nous l'avons retrouvé constamment à l'égard de l'homme à qui avait été confiée la direction du gouvernement. Ne venons pas dire, à l'heure actuelle, que le gouvernement Ramadier est tombé sous les coups des autres; c'est sous les coups du Parti !
(Applaudissements)
C'est à la suite des critiques incessantes que le gouvernement Ramadier est tombé. Cela, tu dois en prendre franchement la responsabilité aujourd'hui.
(Applaudissements)
Et c'est parce que tu as tout cela contre toi, Guy Mollet, que malgré les énormes qualités de militant que tu représentes pour ta fédération et pour le Parti, nous te disons : au nom des intérêts du Parti, il faut passer la main.
Ce Parti, tu le disais toi-même, il a besoin de confiance ; il ne doit pas être nourri d'éternelles suspicions à l'égard des siens ; nous ne sommes plus dans cette période d'opposition où l'on en est réduit à la violence de tous les instants. Nous avons besoin, à l'heure actuelle, de l'action, d'un grand acte de confiance du Parti. Nous n'avons pas besoin de tristesse, nous avons besoin de lumière souriante ; nous avons besoin de fraternité et nous espérons. Oui, je ne pense pas manquer à la fraternité en remplissant un devoir que je considère comme un devoir de justice ici, et ceux qui me connaissent savent que je ne fais pas à l'égard d'un homme je ne sais quelle basse opération à laquelle ma vie ne m'a jamais habituée.
Si je viens ici, c'est parce que j'ai la ferme conviction que je dis tout net, qu'alors que tu servais admirablement le Parti dans la propagande, tu ne l'as pas

Fondation Jean Jaurès

aussi bien servi à la Direction du Parti, et que si le parti doit survivre et échapper à la catastrophe, il a besoin de retrouver une de ces grandes voix qui sonnent comme le clairon, et rendent la confiance au Parti.
(Applaudissements)

Socié (Jura)
Camarades,
Augustin Laurent estimait ce matin que la discussion du rapport moral était inutile. La fédération du Jura regrette avec lui les trop nombreuses digressions entraînées presque régulièrement par la discussion de ce rapport. Mais nous pensons que ce débat est indispensable car le rapport moral a un objet précis et parfaitement indépendant des rapports statutaires.
Cet objet, c'est de rendre compte de la part du Comité directeur, du mandat qui lui a été confié par le dernier Congrès national ordinaire du Parti.
Quel était ce mandat ? Je passe sur la mission de réorganisation du Parti, puisque cette discussion viendra avec celle du rapport de la section d'organisation.
Au sujet de la politique générale, c'est à dire de l'orientation politique générale du Parti, ce mandat était conforme aux articles 29 et 30 des statuts, d'imposer au Parti, et par conséquent aux élus et au groupe parlementaire, le respect de la motion d'orientation de politique générale qui avait été votée par la majorité du Congrès de Lyon.
Qu'il me soit permis de rappeler quelques lignes caractéristiques de cette motion. Cette motion précisait :
" Le Parti Socialiste ne considère pas que la présence de ces hommes au gouvernement soit, dans tous les cas, une condition indispensable à la défense des institutions républicaines ".
La motion ajoutait: " Le problème n'est donc pas celui de la participation ou de la non participation à tout prix. Il est dans la fidélité à une politique correspondant aux aspirations profondes des masses populaires le bien-être et la liberté ".
" Au gouvernement si possible, dans l'opposition si c'est nécessaire, le Parti doit faire cette politique. Le 59e Congrès est résolu à ne plus laisser exploiter son attachement traditionnel aux institutions républicaines pour se laisser imposer une politique qui n'est pas la sienne ".
Nous sommes obligés de constater que le Comité directeur n'a pas pu ou n'a pas su remplir la mission qui lui a été donnée par le Congrès de Lyon.
Je sais bien, on peut regretter les défaillances individuelles de certains militants, même parmi ceux qui ont les postes les plus importants dans les responsabilités du Parti. On peut, avec Guy Mollet encore regretter et condamner sévèrement les responsables qui se livrent à un dénigrement d'autres caractères du Parti et qui, par conséquent, contribuent à affaiblir ce Parti qui n'en a pas tellement besoin.
On peut aussi, avec Augustin Laurent, craindre une renaissance des tendances à l'intérieur du Parti. J'irai peut-être encore plus loin qu'Augustin Laurent :

certains militants qui sont perdus dans les départements de France et surtout ceux qui sont investis de certains mandats communaux ou départementaux, ont l'impression, lorsqu'ils viennent dans ces Congrès, comme ils en avaient déjà l'impression en 1946 ou 1947 qu'il y a, au sujet du rapport moral et des différentes motions doctrinales, des querelles d'hommes qui se jouent et qui sont mouvant assez peu dignes d'un grand parti comme le nôtre.
(Applaudissements)
Je sais tout cela, mais à ce sujet, la fédération du Jura tient à préciser que son vote contre le rapport moral ne saurait, en aucun cas, servir une manœuvre quelconque à l'intérieur du Parti. Nous voterons contre le rapport moral, mais nous précisons que nous le faisons pour des raisons bien différentes sans doute de celles qui sont invoquées par nos camarades Jacquet et Leenhardt dans leur préambule de motion de politique générale.
On peut alléguer ces différents arguments ; mais enfin, camarades, le problème est plus grave que cela. Ce n'est pas de notre faute à nous si, si sur les points essentiels qui se posent à nous à l'heure actuelle, il y a des problèmes des salaires et prix, problèmes des crédits militaires, problème de la laïcité, pour citer les articles essentiels !
Le programme de Lyon n'a pas été respecté !
Il est nécessaire de dire, de faire le point une bonne fois. Il est nécessaire de dire que l'argument qui consiste, comme on nous a conseillé de le faire, à distinguer essentiellement la ligne du Parti Socialiste de la ligne gouvernementale à direction socialiste ou à participation socialiste, est un pauvre argument.
En effet, qu'on le veuille ou non, le Parti porte la responsabilité des fautes qui sont commisse, ou en tout cas, de ce qu'il n'a pas fait au gouvernement.
Guy Mollet, dans son rapport fort émouvant de ce matin, se plaçait sur le plan sentimental. Je dois lui dire en toute amitié, que nous-mêmes, contre notre désir, nous sommes obligés de juger, non pas sur des intentions mais sur des faits. Nous discutons en marxistes et n'attaquons pas Guy Mollet. Bien sûr, nous ne reprochons pas à Guy Mollet, nous ne doutons pas de sa sincérité et de sa générosité foncière, mais nous lui reprochons d'avoir trop souvent, avec la meilleure bonne volonté du monde sans doute, capitulé énergiquement. Nous lui reprochons d'avoir cédé, parfois malgré des affirmations extrêmement catégoriques et rassurantes, à je ne sais quels changements, à l'instabilité du gouvernement. Nous n'accepterons pas les dangers d'une crise ministérielle ouverte actuellement mais nous pensons que de capitulation en capitulation, le Parti deviendra incapable de reprendre l'assaut pour les conquêtes, pour nos conquêtes sociales et les libertés républicaines, et qu'il n'aura que le regret amer des erreurs passées.
C'est pourquoi nous voudrions que le Parti prenne toutes ses responsabilités pour rentrer dans l'opposition, de façon à redonner à ce Parti son caractère socialiste révolutionnaire.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Jules Masson (Finistère)
Camarades,
Je ne suis pas un habitué de la tribune du Congrès. Aussi, je vous demande de vouloir bien m'excuser si mon intervention est légèrement décousue.
C'est un des militants qui vient libérer sa conscience et exprimer les sentiments de sa fédération du Finistère dont, hélas, il est encore le Secrétaire.
Je voudrais vous dire le grand mécontentement qui s'est emparé de nos militants, mécontentement qui dure depuis le Congrès de Lyon et qui s'est dangereusement aggravé depuis l'affaire du décret Poinso-Chapuis.
(Applaudissements)
Et ici, je tiens à ouvrir une parenthèse. Me tournant vers notre sympathique Secrétaire général, pour lequel j'ai beaucoup d'estime et de sympathie, je lui dis qu'il se trompe.
Ce matin, il a déclaré que parfois, dans le Parti, on disait qu'un non parlementaire, que les membres du Comité directeur et que même les ministres, étaient des traîtres. Je tiens à lui dire que chez nous, personne ne pense comme cela.
Mais je tiens à lui dire également que le groupe parlementaire, que nos ministres, et surtout sue notre Comité directeur et son Secrétaire général, ont commis de graves erreurs qu'il est plus que temps de réparer.
Je vous disais il y a un instant qu'il y a trois causes principales au mécontentement. D'abord la création de troisième force. Est-elle inévitable ? Existe-t-elle réellement sur le plan parlementaire ? Je crois qu'il vaut mieux n'en pas parler trop longtemps : dans nos fédérations, elle est enterrée.
Il y a encore une cause de mécontentement : c'est la question du ravitaillement. Je crois qu'on n'en parle pas assez chez nous. C'est une politique d'incohérence, d'anarchie bourgeoise à laquelle le Parti, par l'intermédiaire de ses délégués au gouvernement, participe. C'est le contraire de la politique que voudrait le Parti Socialiste. C'est le libéralisme à outrance, la liberté des prix, les prix libérés, le marché sans aucune entrave, le poisson libéré.
Coudé du Foresto libère le prix du poisson : les prix doublent et triplent ! Il veut rétablir la taxation mais après avoir désorganisé complètement le marché du poisson, et c'est nous qui, par l'intermédiaire de nos ministres, participons plus ou moins directement à cette politique qui, je le répète, est absolument contraire à celle préconisée et votée dans nos fédérations.
Je me demande si le Comité directeur et le Secrétaire général, et nos ministres, ont tenu suffisamment la main pour mettre un peu plus de propreté et s'ordre dans la maison
Il y a encore un mécontentement plus grave et possible : c'est la question de l'école laïque. Elle ne date pas d'aujourd'hui. Avons-nous montré assez d'énergie pour mettre fin au scandale ? Il faut que cela finisse !
Dans notre département - et c'est un peu la même chose partout - les écoles d'enseignement dit libre ont trouvé le moyen, depuis la libération, de bâtir 67 écoles, qui sont chacune des palais scolaires, alors que chez nous, pas une seule des écoles sinistrées n'a encore, pu être reconstruite. N'avons-nous pas fait trop

Fondation Jean Jaurès

de concessions ? Nous voulions le statu quo ; hélas, on observe que de certains côtés, le statu quo a été fait à notre détriment. Nous l'avons observé loyalement, et au gouvernement, on le viole tous les jours ; nous faisons là un marché de dupes, il faut que cela finisse.
Le Finistère est le département de l'Ouest d'où est partie, il y a quelques mois, une nouvelle offensive pour l'enseignement public.
C'est chez nous que le Conseil général le premier a voté la subvention de deux millions pour l'enseignement secondaire, et j'ai le regret de dire que cette subvention, malgré le rapport du Préfet, véritable laïque, a été homologuée par le ministre socialiste et par le gouvernement.
Enfin est venu le décret Poinso-Chapuis. Cela, c'est le bouquet ! Je n'entrerai pas dans le fond. Je m'excuse auprès de Guy Mollet qui connaît mes sentiments à ce sujet, de le mettre en cause. Je le ferai le plus cordialement possible.
Mon cher Guy Mollet, j'ai lu avec intérêt dans " Le Populaire " daté dimanche-lundi, un article qui nous donne des renseignements précieux ; mais cet article ne m'a pas du tout convaincu, comme il n'a pas convaincu les autres. Il dit que c'est une victoire socialiste. Eh bien ! mon cher Guy Mollet, s'il y a beaucoup de victoires Socialistes comme celle-là, le parti n'a qu'une chose à faire : c'est de fermer ses portes.
Le décret du 10 Juin est moins dangereux, je le reconnais loyalement, que celui de Billoux qui a causé tout le mal, et que celui du 22 mai ; mais nous persistons à croire qu'il donne les subventions à l'enseignement libre. D'ailleurs, les cléricaux ne s'en cachent pas. C'est la revanche des cléricaux.
Eh bien, quoiqu'il en soit, ces maudits décrets Poinso-Chapuis et du 10 juin, ont créé un choc psychologique. Les camarades ne comprennent plus.
Certes, nous reconnaissons le danger d'une chute ministérielle ; nous voulons bien faire des concessions, nous voulons de temps en temps faire la part du feu, avaler quelques couleuvres, mais quand elles sont trop grosses, elles ne peuvent plus passer, on ne peut pas les digérer.
Mes chers camarades, vous trouvez d'ailleurs - et ce sera mon dernier mot - dans une motion dont je ne veux pas vous indiquer les signataires, un passage qui reflète admirablement bien notre état d'esprit non pas seulement dans le Finistère, mais tans tout l'Ouest en général. Que dit ce passage ? : " Après quatre ans, le Socialisme est aujourd'hui menacé, le Parti est en danger. " Le nombre de ses adhérents est en décroissance. Chez nous, l'an dernier, malgré les efforts de ma fédération, je n'arrive pas à avoir le nombre que nous avions l'année dernière : 4 000 cartes.
Je continue la lecture: " Une sorte d'antipathie s'est emparée des militants désabusés, découragés, car depuis la libération ils n'ont pas pu ou su respecter ceux que le Parti avait choisis pour le représenter ; au sein des gouvernements de coalition successifs, les ministres socialistes ont été maintes fois trop conciliants devant les exigences de leurs partenaires. Par souci d'éviter une crise ministérielle, ils se sont trop souvent employés à servir de médiateurs entre le gouvernement et le Parti, ce qui ne manquait pas d'encourager les autres représentants des partis coalisés".

Je n'en dirai pas plus. Je pousse devant vous un " SOS ". Est-ce que le Parti doit périr ? Je ne peux pas le croire. Il faut réagir. Malgré tout, j'ai confiance. Comment ! Depuis des dizaines et des dizaines d'années, nous avons lutté, nous avons bataillé, nous avons reçu et porté des coups, et tout ce que nous avons fait, tout cela est inutile ? Je ne peux le croire. Il faut que le Parti se redresse, qu'il réagisse.
Le Parti revivra, mais à deux conditions : c'est qu'il ait une politique plus nette, plus claire, véritablement socialiste, et à condition également qu'il respecte davantage la volonté sacrée des militants.
(Applaudissements)

Maurice Deixonne (Tarn)
Camarades,
S'il me parait difficile que ce Congrès se termine sans que je me sois expliqué sur les relations coupables que certains d'entre tous m'attribuent certainement avec Mme Poinso-Chapuis, je crois qu'il serait excessif de voir, de juger à travers ce maudit décret, les rapports de notre Secrétaire général.
Ce que je retiendrai pour ma part, c'est ce qu'il disait tout à l'heure, à savoir que certaines fédérations, se basant sur ce seul décret, ont pu émettre de fausses divergences, des jugements différents en ce qui concerne le rôle du Comité directeur et celui du groupe parlementaire.
A vrai dire mes affirmations ne convergent pas absolument avec celles de Guy Mollet. Je me suis laissé dire que certaines grosses fédérations avaient, au contraire sur ce point particulier, absout le Comité directeur et incriminé le groupe parlementaire.
Quoiqu'il en soit, je suis pleinement d'accord, sur ce point, avec Guy Mollet ; et ses articles, ses déclarations en font foi.
Notre action a été exactement la même, et ce n'est certainement pas sur ce point que je lui chercherai querelle.
Si ces assises ont un sens, il faudrait que ceux qui, mal informés, ont pu opposer sur ce point précis, le groupe parlementaire au Comité directeur, ravisent leur attitude. Si l'un est à blâmer, l'autre l'est aussi.
Voyez-vous, mes chers camarades, il ne faudrait pas s'en tenir aux effets : il faudrait remonter jusqu'aux causes. Je m'empare de l'affirmation de Le Bail, tout à l'heure : quelles que soient nos divergences, il y a une affirmation qui doit nous réunir tous: c'est que si Paul Ramadier était encore au pouvoir, c'est un problème qui ne se serait certainement pas posé.
(Applaudissements)
Et c'est pourquoi, ne pouvant tout examiner en dix minutes, j'ai voulu vous apporter le gros de mon exposé sur la question suivante :
- Comment se fait-il que Paul Ramadier ne soit plus au pouvoir, et quelle est sur ce point la responsabilité du Comité directeur ?
J'ai le regret de constater que toutes les versions de l'événement sont ou bien partielles ou bien partiales, et je voudrais faire devant vous cet effort

Fondation Jean Jaurès

d'objectivité, et situer les différentes responsabilités qui ont abouti à cet événement lamentable.
C'est d'abord celle des communo-gaullistes. Il est clair que ce sont eux qui ont cherché, par tous les moyens, à ruiner le cabinet Ramadier, comme ils essaient de ruiner le cabinet Schuman. C'est logique, cela ne doit pas nous surprendre.
Ils ont un but qui est le même: faire venir De Gaulle au pouvoir, avec cette seule différence que pour les gaullistes, c'est le but final, alors que pour les communistes, c'est un but intermédiaire. Il s'agit pour eux, de montrer, dans une première étape, que la 4e République est ingouvernable ; ensuite de montrer qu'il n'y a qu'une seule solution possible : celle de République populaire.
Je ne suis pas d'accord avec Guy Mollet lorsqu'il essaie de rejeter uniquement sur les communistes et les gaullistes, la responsabilité de la chute de Ramadier. C'est la cause n°1, mais il y en a d'autres. Lesquelles ?
D'abord la responsabilité qui est énorme parce qu'elle est celle - je n'ose pas dire de nos alliés - mais des coalisés qui entrent dans la formation gouvernementale actuelle. Je veux parler du MRP, qui a joué un rôle de premier plan dans la chute du gouvernement Ramadier.
Je ne citerai que 3 exemples déterminants.
- d'abord cette motion qu'ils ont publiée, qui appelait de ses vœux un gouvernement fort, ce qui était assez souligner la faiblesse du gouvernement au pouvoir.
- d'autre part, le fait qu'en plein débat sur les événements de Marseille, M. Lecourt ait refusé de s'associer à Lussy pour voter la motion de confiance alors que justement, le gouvernement Ramadier venait de faire preuve d'une certaine énergie dans le rétablissement de l'ordre à Marseille.
- le troisième point, lorsque Jules Moch a présenté au conseil des ministres un plan de redressement économique, le MRP a opposé une fin de non-recevoir parce qu'il n'appartenait pas à un gouvernement moribond de prendre de pareilles initiatives.
Mes chers camarades, nous manquerions à la justice, si nous ne situions pas la responsabilité énorme encourue par le MRP. Le Comité directeur a la sienne.
Je n'invoquerai pas certains arguments contestés par Guy Mollet, qui voulait bien me les dire récemment dans une conversation. Il parait que sa déclaration à la presse anglo-saxonne n'a pas pu agir par la seule raison qu'elle est arrivée après la chute du gouvernement Ramadier.
Mais il reste autre chose, hélas ! Il reste les critiques perpétuelles dont Ramadier a été l'objet de la part du Comité directeur, tant sur l'affaire d'Indochine que sur les affaires du Ravitaillement.
Les camarades du groupe parlementaire ici présents se rappellent comme moi ces exclamations de Ramadier qui en avait assez de cette perpétuelle guerre de coups d'épingle.
Je crois que, ne se sentant pas soutenu par le MRP, même pas soutenu suffisamment par son propre parti, Ramadier a fini par remettre les rênes du gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

J’ajouterai cette remarque : c’est que, dans sa chute, est intervenu à deux reprises Guy Mollet, pour annoncer qu’un candidat éventuel se présentait en la personne de notre camarade Léon Blum.
La seconde fois qu’il a fait cette annonce au cours d’une réunion du groupe parlementaire siégeant en même temps que le conseil des ministres, eh bien, c’est un camarade que je vois ici, qui était alors l’attaché parlementaire de Ramadier, qui est allé lui porter un petit papier pour le mettre au courant, comme c’était son devoir, que déjà on annonçait au groupe parlementaire, le successeur éventuel. C’est un fait historique que c’est à la suite de ce papier que Ramadier, obsédé, a remis sa démission.
Je termine au moins cette histoire. J’avoue qu’il y a, de la part de Ramadier, une part de responsabilité, car lui-même avait entamé des négociations pour modifier son gouvernement.
Mais oui, il faut poursuivre cet effort objectif, et à cet égard je ne partage pas le point de vue de Le Bail que Guy Mollet et le Comité directeur ont, seuls, la responsabilité de cet événement.
Ramadier a poussé l’imprudence jusqu’à faire une visite - exploitée comme vous le savez - à Paul Reynaud, qui a réuni aussitôt la presse et les photographes nécessaires à sa publicité personnelle.
Enfin, Ramadier a démissionné sans même mettre au courant le groupe parlementaire.
Permettez-moi de vous dire que ce groupe parlementaire, qu’on accuse souvent de bien des péchés, a au moins celui de l’ignorance.
Les ministères se font et se défont. Il l’apprend souvent comme vous-même, par la voie de la presse, faute de communications plus directes.
Voyez-vous, je pourrais continuer cette histoire, mais le Président me fait signe de m’arrêter, et comme Le Bail, en militant discipliné, je laisse à chacun ses responsabilités. Tant pis.
(Applaudissements)

Julien (Calvados)
Ce n’est pas une voix passionnée que j’apporte à la tribune, mais un modeste rapport de fédération.
Dans la petite fédération du Calvados, on a été divisé sur la question du rapport moral : à peu près également " pour " et " contre ". C’est le sens de cette division que je voudrais, en quelques mots, expliquer.
Il me semble que cela s’explique par le désarroi dans lequel se trouvent actuellement beaucoup de membres du Parti, parce que nous nous trouvons dans une situation imprévue, sinon imprévisible. Parce que certains de nos camarades sont pris littéralement de panique et que cette panique se traduit pour les uns par le découragement, pour les autres par le départ, et pour ceux qui sont à la tête du Parti, par ces motions byzantines que vous avez vues sur le Bulletin spécial, et sur lesquelles nous avons refusé de nous prononcer.
Mais ceux qui restent, comment réagissent-ils ? De deux façons, selon qu’ils mettent la responsabilité sur les hommes ou sur la situation.

Fondation Jean Jaurès

Ceux qui mettent la responsabilité sur les hommes refusent de voter le rapport moral, les autres l'acceptent.
Mais, ceci n'est peut-être pas spécial à notre fédération. Je voudrais dire quelques mots des petites fédérations.
Guy Mollet, ce matin, parlait de batailles héroïques qu'il a connues dans ses jeunes années. Eh bien, cette époque héroïque, je l'ai dit au Comité directeur mais également aux puissantes fédérations, existe toujours. On va encore faire des réunions à bicyclette les candidats députés collent encore leurs affiches. Il y a certains camarades qui sont venus bous aider, qui savent ce qu'est une campagne électorale dans un canton où il n'existe qu'une section de dix membres.
On disait ce matin qu'on voudrait voir des candidats dans tous les cantons ; mais il faudrait bien que tous ces camarades viennent faire un petit tour dans nos départements, qu'ils voient dans quelles routes nous avons à marcher, quels soutiens nous avons ; et alors, ils comprendront peut-être qu'il n'y a pas de candidats partout ou que les résultats, dans certains cantons ne sont pas très brillants.
Dans notre fédération du Calvados, nous avons, jusqu'à l'extrême limite, gardé un organe fédéral. Nous nous sommes réunis pour garder cet organe fédéral ; et maintenant, pour être un militant du Parti, il faut être un mécène ou un homme sacrifié. Les camarades des grandes fédérations ne connaissent pas ces difficultés.
Lorsqu'ils se déplacent pour aller à la Commission administrative ou au Congrès, ils ont leurs frais de déplacement payés ; nous, dans les petites fédérations, c'est de notre poche que nous payons cela. Il faut que les camarades des grandes fédérations le sachent, et je dirai amplement au Comité directeur qu'il ne faut pas encore accentuer notre crise morale, et qu'il faut au moins nous aider de temps en temps.
Or, j'ai quelques reproches à faire.
Notre fédération a essayé de faire deux grandes manifestations dans le Calvados. L'une à Bayeux. Vous savez ce que signifie Bayeux dans la France, vous savez quel symbole c'est. Nous avons demandé de nous envoyer un camarade éminent pour faire une manifestation et affirmer dans cette capitale du Gaullisme que les Socialistes étaient à l'avant de la bataille contre le Gaullisme. Le Comité directeur nous avait promis ce concours. Malheureusement, il n'est pas venu.
D'un autre côté, à Colombel, que vous connaissez peut-être de nom, c'est une cité sinistrée à 80%, nous avons voulu faire une grande manifestation pour inaugurer une cité suédoise construite avec l'aide de nos camarades Socialistes. Nous n'avons pas réussi à avoir ce concours.
Avant de terminer, je veux dire que si je fais ce reproche au Comité directeur, c'est notre droit, c'est notre rôle, mais personnellement, ce n'est pas pour moi une question de refuser le rapport moral, parce gue je suis persuadé que ai on met en balance le passif et l'actif la balance penchera encore du côté de l'actif, pour les raisons que Guy Mollet expliquait ce matin.

Nous avons réussi, dans le Calvados, l'unanimité dans l'action, et je dis aux camarades du Comité directeur : vous devez savoir que ceux qui restent actuellement au Parti, y restent parce qu'ils ont conscience qu'ils possèdent en eux la victoire. Il faut qu'on sache que ceux qui restent actuellement, sont prêts à se battre, et que le Comité directeur doit savoir cela. Le Comité doit compter sur ceux qui sont prêts à se battre, comme les camarades prêts à se battre comptent sur le Comité directeur.
(Applaudissements)

Marceau Pivert (Seine)
Je veux apporter simplement le témoignage des membres du Comité directeur pour que le Congrès puisse avoir l'appréciation aussi exacte que possible du problème dit des responsabilités, et par conséquent, du rapport moral que vous avez à juger.
Depuis le début, les camarades du Comité directeur pourraient en témoigner, je suis peut-être un de ceux qui, en différentes circonstances, a pu se trouver seul ou presque seul pour proposer certaines mesures ou certaines dispositions qui me paraissaient en effet correspondre à l'intérêt du Parti. Cela ne me permet pas cependant aujourd'hui de me désolidariser à quelque titre que ce soit, des camarades du Secrétariat du Parti. J'ai pu être, en accord ou en désaccord avec X, Y, juge de l'ensemble des événements et de l'activité qui a été développée depuis l'an passé avec l'objectivité et le sens de la justice qui me paraissent commander aujourd'hui votre propre jugement.
Il est en effet injuste d'appliquer à des camarades qui ont tout de même été les héritiers d'une situation, un jugement définitif sur cette manière d'endosser l'héritage de toute une politique qui a été celle du Parti depuis la libération. Il serait injuste et encore plus, de laisser des camarades qui ont participé à ces responsabilités, qui ont accepté un certain nombre de défaillances graves de la position socialiste au nom des problèmes occidentaux, qu'ils soient aujourd'hui plus qualifiés pour venir critiquer le résultat de l'isolement du Parti au point de vue international, ou de la faiblesse du Parti dans le pays. C'est pourquoi j'ai dit à des camarades affiliés de la Seine qui, sur ce point, ne partagent pas mon opinion, qu'il était un simple devoir de justice de voter le rapport moral ; car n'importe quel camarade autre que Guy Mollet n'aurait certainement pas fait mieux, dans les circonstances où le Parti s'est trouvé placé.
(Applaudissements)
Et cependant, nous avons fait un effort, dans la Seine, avec des camarades qui condamnent le rapport moral, pour essayer de sortir de cette sorte de polarisation du Parti qui a son sens et qui, si nous la voyons avec une certaine habitude d'analyser les phénomènes entre Congrès, cette polarisation du Parti est peut-être elle-même le produit de circonstances extérieures sur lesquelles vous ne pourrez pas ne pas vous pencher.
Car nous sommes persuadés que le secrétariat du Parti est l'objet de critiques quelquefois fondées mais contradictoires, les uns lui reprochant de ne pas avoir été, les autres d'avoir fait trop. Il est dans la position exactement Troisième

force à l'égard de ceux qui n'apportent pas' à l'intérieur du Parti, une certaine docilité à la pression venant soit d'un côté, soit de l'autre.
(Applaudissements)
Nous sommes, par conséquent, sur le plan socialiste, le seul qui puisse unifier le Parti et lui donner les moyens de résister à l'offensive sur deux fronts.
Nous sommes, en avalisant la situation, tout en appréciant l'expérience qui vient de se développer à sa juste valeur, tout en étant persuadés que chacun d'entre nous a déjà réfléchi aux défaillances de tel ou tel et désire améliorer la marche du Parti, nous sommes obligés de constater que si vous vous livriez à cette polarisation dans le Parti, la contradiction qui naîtrait alors pour condamner la gestion du Parti au cours de l'année écoulée, serait de la même nature qu'à la chambre, que le gouvernement tel qu'il est actuellement est condamné à la fois par le Stalinisme et le Gaullisme. On peut totaliser des négations, et cela ne veut pas dire qu'on aura vraiment travaillé pour faire un pas en avant dans la direction du socialisme.
C'est pourquoi nous avons fait un effort loyal, honnête, avec des camarades qui ont été dans d'anciens secrétariats, qui condamnent certaines attitudes ou certaines parties de la gestion, chacun conservant son appréciation, en homme libre. Nous avons fait l'effort d'écarter certaines des petites querelles personnelles, et voyons en Socialistes les causes de ce que vous avez mal fait ou de ce que le Parti a mal fait. Et si nous prenons le problème sous cet angle, alors c'est l'explication que je vous propose ; nous voyons que le Parti est en état de mutation, de transformation, de renouvellement et qu'il doit abandonner un certain nombre d'illusions :
- l'illusion que le plan gouvernemental suffit, l'illusion que le plan national suffit,
- l'illusion que l'alliance avec les communistes suffit, l'illusion qu'il peut encore se permettre de traiter sérieusement les problèmes économiques ou politiques sans avoir une mission internationale ou une perspective révolutionnaire.
Alors, camarades, les vrais révolutionnaires sont ceux qui savent apprécier exactement l'état d'un instrument de lutte et qui savent exactement quels sont les objectifs qu'on peut demander à une armée, quelle qu'elle soit.
Notre armée socialiste, dans notre pays, est encore en retraite ; elle est en retraite et se bat sur des points de résistance comme celui de la laïcité. Mon cher Masson, c'est évident : des victoires comme celle du groupe parlementaire sur le décret Poinso-Chapuis, ne sont que des victoires négatives. Camarades, le principal est de ne pas avoir un langage offensif quand on n'a pas l'armée nécessaire pour gagner une offensive. Le principal est de savoir que nous ne pourrons vraiment engager la contre-offensive que dans la mesure où nous la déclencherons là ou la bataille est engagée, c'est à dire sur le plan de l'Europe. Et nous serons tous battus si, comme des apprentis sorciers, nous voulons déclencher dans notre pays des phénomènes qui ne pourront que polariser des forées contradictoires sans avoir pris au préalable des précautions pour faire se manifester la solidarité socialiste internationale. Les problèmes d'aujourd'hui ne sont plus posés à l'échelle du gouvernement et de la nation. Nous sommes

commandés par des plans qui nous dépassent. C'est sur le plan international que les forces Socialistes doivent se regrouper et préparer leur contre-offensive. N'y aurait-il qu'un seul élément d'activité du secrétariat qui a maintenant terminé son mandat, c'est sur le plan international que, je continuerai de le dire, il a ouvert la voie à vers la contre-offensive socialiste européenne. Vous en sentirez bientôt toute l'importance ; pour cela, vous devez dire : bravo ! sans considération de personne ou de tendance ou de préférence personnelle.
Ainsi, camarades, nous servirons le Socialisme et, outre le Socialisme, la démocratie et la paix qui nous est plus chère que tout.
(Applaudissements)

Richard (Charente)
Camarades,
La fédération de la Charente a repoussé à l'unanimité le rapport moral du Secrétaire général. Néanmoins, je dois dire qu'il y aurait quelque injustice, comme l'a fait tout à l'heure notre camarade Le Bail, à vouloir donner au rejet du rapport moral, la signification d'un vote de défiance contre la seule personnalité du Secrétaire général.
(Applaudissements)
Nous estimons, quant à nous, que le rejet du rapport moral signifie notre désaccord avec une politique menée par le Parti depuis le Congrès de Lyon. Nous estimons qu'il y aurait également quelque injustice à faire peser la responsabilité uniquement sur l'organisme directeur du Parti, et qu'il serait bon, quelquefois, que certains militants ou responsables dans les fédérations, fassent leur examen de conscience.
Nous estimons que, certes, le Comité directeur n'a pas trouvé auprès des fédérations, l'appui qu'il aurait été en droit d'attendre, et quand on critique en particulier le décret du 11 juin, je dis que certaine camarades devraient se souvenir, en particulier certains de nos camarades de l'enseignement pas toujours très assidus à assister aux réunions du cercle Jean-Jaurès.
Si nous avons repoussé le rapport moral, c'est que nous avons estimé que le Parti avait commis une erreur grave en estimant que la lutte, à l'heure actuelle, se situe simplement sur le plan ministériel et parlementaire. Cela nous a amenés à commettre des fautes extrêmement graves, en ignorant, semble-t-il, l'importance de l'action dans la masse.
J'ai entendu, tout à l'heure, Masson qui critiquait le décret du 11 juin en se basant sur le fait qu'il constituait, par des voies détournées, une victoire, une possibilité de subvention aux organismes confessionnels. C'est vrai. Mais ce qu'il y a de grave, c'est qu'en votant ce décret, en le laissant voter, le Comité directeur et le groupe parlementaire du Parti ont donné une arme nouvelle à la fois au cléricalisme et au parti communiste. Nul d'entre nous n'ignore que les associations familiales sont pour plus de 80% dans les mains des cléricaux et des communistes. Et en votant ce décret, vous avez armé nos adversaires contre nous dans leur propagande de masse, parce qu'ils auront maintenant la possibilité de renforcer cette action à travers le canal des associations familiales.

Fondation Jean Jaurès

Mon regret, c'est qu'on m'ait pas demandé l'abrogation du décret Poinso-Chapuis : cela aurait été une victoire sur deux fronts.
La politique du Comité directeur a reçu une sanction tout à fait démocratique : nous voyons les rangs de nos sections s'éclaircir, et ce ne sont pas toujours les plus mauvais de nos militants qui partent. Nous avons vu l'organe du Parti perdre peu à peu ses lecteurs. C'est la réponse du pays, des militants.
Camarades, je pense que de nos débats ne doivent pas sortir des sanctions contre telle ou telle personne.
Je regrette, comme les fédérations du Nord et de la Charente, que trop de motions aient été signées d'individualités et non pas de fédérations ou de sections. Je me demande si certains signataires dont je pense qu'ils ont le souci du Parti, n'ont pas eu le souci de se poser en successeurs éventuels du Secrétaire général.
(Applaudissements)
Ce n'est pas Guy Mollet ou tel camarade du Comité directeur qu'il faut condamner, c'est l'affirmation socialiste et révolutionnaire que notre action doit se porter sur une action de masse. Je sais qu'on nous a dit constamment qu'il fallait accepter tel compromis pour ne pas mettre la combinaison gouvernementale en danger et que la République, si le gouvernement tombait, courrait de graves dangers.
Camarades, c'est une singulière erreur d'optique. La République ne se sauvera pas par un vote au Parlement : elle se sauvera dans le peuple et par le peuple.
(Applaudissements)
Je vous dis : " Méfiez-vous : à continuer cette politique, vous irez à la faillite ".
(Applaudissements)
Je vous dis, camarades, que si la République est en danger, une grave question se pose : Pensez-vous que les masses vous suivront, qu'elles vous reconnaîtront comme chefs et comme guides si, au gouvernement, vous ne leur apportez que des désillusions et des déceptions ? C'est vers les masses qu'il faut se retourner.
Les fédérations ont été inondées de circulaires, à croire que nous sommes gagnés par la bureaucratie ambiante. Mais quelle action a été menée dans les groupes socialistes d'entreprises ? Quelle action de masse a été menée pour créer des associations familiales depuis que le décret du 11 juin leur donne des droits étendus ? Aucune. On a dit que la troisième force s'oppose au Stalinisme et au Gaullisme ; encore, aurait-il fallu faire passer dans les actes ce que nous déclarons à la tribune de nos Congrès. Nous avons vu dans certaines communes, des camarades au conseil municipal, recueillir le poste de maire ou d'adjoint, appuyés par 14 voix RPR ? Et je vous donne l'histoire d'Alessandrie à la fédération de la Seine.
Je vous dis, camarades, quelle est la possibilité de propagande. Comment pourrez-vous dire devant les habitants de ces communes, où vous avez pactisé, tantôt avec le Communisme, tantôt avec le gaullisme, que vous êtes opposés également à l'un et à l'antre ?

Collection Jean Jaurès

Il faut que notre action soit empreinte de Socialisme, c'est-à-dire une action dans la masse et qui s'oppose, avec la même énergie, aussi bien au Gaullisme qu'au Stalinisme.
(Applaudissements)

Royer (Corrèze).
Camarades,
Il est certain que, à l'heure actuelle, le Parti traverse depuis plusieurs années, une crise qui affaiblit la portée de nos idées. Croyez-vous qu'il soit, pour cela, nécessaire de chercher chez nous des têtes de turc ou des boucs émissaires ? Il convient plutôt de regarder la réalité en face et de voir si cette faiblesse ne vient pas de nous-mêmes, des conditions dans lesquelles nous militons,
Les désaccords de principe, les divergences de vues, qui sont plus souvent des désaccords de tactique que des mésententes fondamentales sont le fait même de la démocratie de notre Parti. Mais on peut regretter qu'ils soient trop souvent débattus publiquement, au lieu d'être maintenus à l'intérieur du Parti.
Trop souvent nous donnons à nos divergences l'allure de luttes intestines, qui sont la meilleure arme dont nos adversaires se servent contre nous ; ils en usent avec vigueur. Il semble qu'il ne règne pas, entre les divers militants du Parti et en particulier entre les membres au Comité directeur, du groupe parlementaire, des ministres en exercice, la fraternité, l'amitié qui devraient régner entre tous les membres de notre Parti. Les critiques acerbes qu'à l'occasion du Congrès national nous voyons se faire jour dans les multiples motions qui nous sont soumises, ne nous donnent pas une force bien grande ; elles font, au contraire, que nous nous battons nous-mêmes : nous n'aurons bientôt plus besoin d'adversaires pour nous battre.
Nous ne prétendons pas que tout ce qui a été fait par les différents Comités directeurs qui se sont succédé depuis la Libération, soit exempt de critiques. Pas plus Daniel Mayer que Guy Mollet n'ont été des secrétaires généraux parfaits. Qui donc est parfait en ce monde ? Mais, si nous avons le droit et même le devoir, au cours de nos débats de politique intérieure, de leur apporter en toute fraternité, les critiques sur leur action, nous ne devons pas nous amuser à les démolir les uns après les autres.
Si, depuis la Libération, nous donnons l'impression que nous n'avions pas une politique ferme et suivi, que nous manquons de confiance en nous-mêmes, c'est que, pour des raisons qui tiennent plus souvent à des contingences personnelles qu'à des désaccords doctrinaux, nous n'avons pas su soutenir avec assez de fermeté ceux qui agissaient en mandataires fidèles du Parti, qui appliquaient les décisions de nos Congrès et Conseils nationaux et qui avaient à supporter le poids de nos propres fautes.
Ne voit-on pas, en ce moment à cette tribune, des camarades reprocher encore à Guy Mollet d'avoir provoqué la chute du gouvernement Ramadier ? Et ce malgré les éclaircissements qui nous ont été apportés par lui à notre avant dernier Conseil national, éclaircissements qui n'ont pas été contestés. Ne voit-on

pas des camarades reprocher au Comité directeur de ne pas avoir été assez ferme vis-à-vis de ce même gouvernement ?
Soyons donc logiques avec nous-mêmes et ne mous acharnons pas à une œuvre de démolition alors que nous devrions, au contraire, nous attacher à travailler ensemble. Les contingences politiques heurtées que nous vivons chaque jour amènent des incidents politiques qui ne sont pas prévus à tous les instants. Il appartient au Comité directeur, assisté quand c'est possible des conseils nationaux, de prendre toutes les dispositions que les circonstances exigent.
Certains ne peuvent pas être d'accord avec les décisions qui ont été prises, mais c'est ensuite dans nos Congrès qu'en toute amitié nous devons en débattre ; et ce n'est pas en apportant dans nos avant-propos des motions trop nombreuses, ni en apportant des critiques acerbes, que nous travaillons pour le Parti.
Le travail du Comité directeur a été approuvé, vous le savez, par la majorité de nos Conseils nationaux. Et cependant, dès le lendemain du dernier Conseil national, des camarades qui avaient approuvé cette action du Comité directeur, des camarades qui approuvèrent à l'unanimité le rapport du Comité directeur, ont signé de multiples motions qu'ils ont envoyées, où ils accusent le CD tout entier. Je crois qu'en particulier, il y a trop de contingences personnelles. Et c'est un peu le Secrétaire général qui a été visé personnellement. J'ai reproché à certains camarades il y a deux ans, les attaques qui avaient été menées contre Daniel Mayer.
Peut-être que leur vote de ce moment se retourne aujourd'hui contre eux. Mais ne faisons pas de continences personnelles, oublions le passé, songeons surtout à notre Parti, unissons-nous. C'est pour ces raisons que la fédération de la Corrèze vous demande d'accepter le rapport moral, de l'approuver, pour que demain, le Parti soit plus uni, sans luttes personnelles. A ce moment seulement nous regagnerons l'efficacité qui doit être la nôtre et à ce moment seulement nous pourrons compter faire appliquer les décisions qui nous sont chères et le programme constructif que nous verrons demain à la suite de nos débats sur la politique intérieure et la politique extérieure. A ce moment seulement, le Parti pourra triompher.
(Applaudissements)

Galland (Vendée)
Camarades,
Ce matin, le Secrétaire général de notre Parti nous a fait un discours extrêmement émouvant, auquel je fais cependant on reproche : il ne comporte pas de conclusion.
En effet, Guy Mollet a oublié de nous dire, en terminant son discours, que somme toute, quoiqu'il arrive, le Parti Socialiste devait rester au gouvernement, quelles que soient les compromissions auxquelles il serait obligé.
C'est pour ces raisons que la fédération de la Vendée a voté à l'unanimité contre le rapport moral, car il y a certaines compromissions qu'elle ne peut admettre. Voyez-vous, camarades, celles qui nous importent le plus, en Vendée, ce sont les compromissions relatives à la laïcité.

Fondation Jean Jaurès

Je sais très bien - un de mes amis très chers me le disait tout à l'heure - que la question de la laïcité n'intéresse pas tout le monde en France. Je vous assure qu'elle intéresse au moins tous ceux qui vivent dans l'Ouest. D'autre part, quand on dit que la question de la laïcité n'intéresse pas tout le monde en France, on se trompe lourdement, car si l'enseignement primaire n'a pas prospéré dans toute la France, le secondaire l'a dans tous les départements. Or, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu le groupe parlementaire socialiste, appuyé par le Comité directeur, voter le célèbre décret Poinso-Chapuis qui, qu'on le veuille ou non, constitue une atteinte à la laïcité, puisqu'il permet à des collectivités publiques de subventionner, par le canal des associations familiales, des établissements d'enseignement privés, qu'ils soient primaires ou secondaires.
On dit que ce décret n'a pas l'importance que nous lui attribuons. Si ce décret n'avait pas d'importance, il ne fallait pas le prendre ni soulever cette question singulièrement irritante.
D'autre part, ce qui montre que ce décret a de l'importance, c'est qu'on essaie de le justifier ; on essaie de nous faire croire qu'éducation et instruction, ce n'est pas la même chose. J'avais toujours cru, pour ma part, que l'instruction était incluse dans l'éducation, et que quand il s'agit de faire l'éducation des enfants, il s'agit également de faire leur instruction.
C'est un premier point pour lequel nous avons refusé de voter le rapport moral.
Le second, c'est en ce qui concerne le coût de la vie. Les ministres socialistes sont associés depuis plusieurs mois à des ministres MRP, et nous n'avons pas à rechercher s'ils ont les uns ou les autres pris la responsabilité des mesures qu'ils ont prises ; ces mesures pèsent également sur tous les membres du ministère, quels qu'ils soient. Le résultat, c'est que dans nos sections, dans notre fédération de Vendée, la vie devient de plus en plus difficile.
Il y a quelques mois encore, nous tenions nos sections. Je vous assure que lorsque nos camarades voient que les conditions de la vie sont de plus en plus difficiles pour eux, qu'ils voient que la laïcité, à laquelle ils sont attachés, vient à leur manquer, ils éprouvent use sorts de désaffection qui se traduit par l'absence, et qui se traduira par le refus du paiement des cotisations.
C'est une note un peu pessimiste que je vous apporte. Je le regrette, mais j'avais le devoir de le faire, parce que c'est l'expression de la vérité.

Edouard Depreux (Seine)
Camarades,
J'ai voté le rapport moral au Comité directeur, je l'ai soutenu devant la fédération de la Seine, je l'ai soutenu dans ma section, et je considère que j'ai le devoir, après certains propos entendus ici, de le soutenir devant le Congrès national, tout en pensant comme mon ami Augustin Laurent de la fédération du Nord, que-le débat académique et théorique sur le rapport moral, c'est peut-être le respect d'un rite pas très ancien, l'occasion d'un discours du trône universel, mais me parait d'une utilité extrêmement contestable en soi. Je pense que nous serions bien avisés si nous prenions à froid, pour l'avenir, la décision que nos autres Congrès ne seront plus encombrés par des discussions sur le rapport

moral qui chevauchent par la forée des choses, avec le débat politique lui-même. (Applaudissements)
Si nous prenons la décision pour l'an prochain, nous la prendrons en toute probité intellectuelle, sans que cela puisse avoir une répercussion sur telle ou telle préoccupation de majorité au sein du Parti, puisque nous ne savons pas comment le problème se posera.
Je suis certain que la discussion sur le rapport moral présente une très grande nocivité. Je dis que si c'était la rançon de notre démocratie antérieure, j'accepterais bien vite que les discussions continuent, car je préfère notre démocratie avec ses tares, ses défauts, ses insuffisances, où on a la responsabilité d'un secrétariat général, mais où cela comporte d'autres inconvénients majeurs. Ces inconvénients consistent peut-être à fausser le débat, très certainement à masquer leur importance relative aux yeux de l'opinion et peut-être à nos propres yeux.
Voici ce Congrès annuel du Parti. Est-ce que notre opinion intérieure, est-ce que toute l'opinion républicaine de ce pays se demande quel message le Parti Socialiste va lancer aux travailleurs de ce pays (la France républicaine), aux prolétaires de l'Europe et du monde ? Comment va-t-il permettre cette synthèse si dramatiquement attendue, et parfois avec angoisse, entre la nécessité de l'organisation collective de l'économie et l'épanouissement nécessaire de toutes les libertés individuelles ?
Quelle leçon a-t-il tiré des expériences manquées des nationalisations politisées pour définir sa doctrine sur la gestion collective ou démocratique des grands services publics ?
Se souviendra-t-il de l'appel pathétique de Marcel Sembat au lendemain de l'atroce scission qui nous a été imposée à fours, quand Sembat se demandait de quel côté était la jeunesse, et sera-t-il donné à la jeunesse de ce pays, des raisons de s'enthousiasmer et de se battre pour la démocratie, la liberté, la justice sociale ?
Va-t-il moderniser sa propagande écrite et orale ? Permettra-t-il de faire progresser les problèmes les plus angoissants ? le problème des prix et des salaires, celui du niveau de vie de la classe ouvrière et des salariés ? Car, tout de même, il sait que le baromètre des prix, c'est le baromètre de défense républicaine. Chaque fois que les prix montent, les partisans d'un régime totalitaire gagnent du terrain ; et qu'une baisse des prix, c'est la meilleure manière de défendre la République.
(Applaudissements)
Donnera-t-il quelque espoir à tous ceux qui constatent que la reconstruction est en retard, et que le problème du le logement est à l'origine de nos préoccupations ?
Pensera-t-on à ce problème de constructions scolaires qui est d'une telle acuité que dans deux eu trois ans il ne sera non plus tragique mais insoluble ?
La presse demande : Le rapport moral sera-t-il adopté ou repoussé ? Et pas seulement la presse adverse ! On dirait que je ne sais quel match sportif est

engagé pour savoir si Guy Mollet restera Secrétaire général du Parti ! (J'en ai l'impression, sans consulter tous les intéressés éventuels).
Je crois que le Parti a commis une très grosse faute il y a deux ans, quand il a repoussé le rapport moral de Daniel Mayer.
(Applaudissements)
Je crois qu'il s'en repent aujourd'hui, et je crois qu'il commettrait une nouvelle faute en repoussant le rapport de Guy Mollet. Pas seulement une faute, mais une profonde injustice, car il créerait un bouc émissaire de tous les mécontents du parti, alors que je voudrais bien que celui qui est sûr de n'être en rien responsable de la crise actuelle, jette à Mollet la première pierre.
(Applaudissements)
Je voudrais bien que celui qui est absolument sûr, dans tant de votes secrets ou publics, de se s'être jamais trompé - qu'il fallait nommer tel ou tel administrateur responsable au sein du Parti - celui là serait qualifié pour donner des leçons. En ce qui me concerne, j'en suis incapable. Je crois qu'en votant contre le rapport moral, on dirait " c'est une année de propagande du parti qu'on condamne ", ce sont nos Congrès, nos conseils nationaux.
Je n'ai pas toujours été d'accord avec Guy Mollet. Je n'ai pas toujours voté comme lui au Comité directeur et au groupe parlementaire. Je ne suis peut-être pas d'accord avec lui dans l'analyse qu'il a faite de la situation, notamment en ce qui concerne le bolchevisme.
Je pense qu'il serait intéressant que notre Congrès se penche sur l'affaire yougoslave pour, à la lumière de la doctrine socialiste, le Marxisme enrichisse notre expérience, car il y a un phénomène qu'il faut analyser sans passion à la lumière des faits.
Ne commettons pas cette injustice vis-à-vis de nous-mêmes, qui consisterait à repousser notre rapport moral. Discutons pour l'avenir, tenons compte des erreurs commises dans le passé pour essayer de mieux faire, mais il faut que nous sortions de ce Congrès avec la volonté de nous redonner à nous-mêmes des raisons d'espérer et de dire au prolétariat de ce pays, cette conviction qu'il est possible d'espérer, et sans compromission avec le capitalisme clérical, et d'aller vers l'émancipation ouvrière.
Notre message est de dire que nous formons cette chaîne contre le bolchevisme oppresseur des libertés humaines, et que nous sommes soucieux de préserver notre pays contre le bolchevisme. Le capitalisme se tromperait, car notre barrage au bolchevisme, c'est la révolution sociale. Tâchons de dire quelque chose de précis, de donner un programme cohérent quant à la fraternité socialiste. On en a parlé beaucoup et Guy Mollet a demandé qu'on la retrouve. Je pense qu'elle n'a jamais été perdue.
Camarades, je n'ai pas changé d'opinion en deux ans. Je vous demande de ne pas renouveler la faute commise il y a deux ans contre nous-mêmes, et si ce débat peut encore avoir quelque utilité, disons que l'an prochain, il n'y aura plus de rapport moral ; et que cette année nous votions la confiance à un homme, alors que les critiques qu'on veut lui faire sont des critiques qui attaquent presque toujours le Parti tout entier.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Gilles Gozard (Allier)
Je voudrais brièvement exposer la situation de la fédération de l'Allier en ce qui concerne le rapport moral.
Nous avons approuvé le rapport moral, non pas que nous approuvions totalement l'action qui a pu être menés par les organismes directeurs du Parti depuis le dernier Congrès national. Bien au contraire, nous aurions, nous aussi, des critiques à formuler et contre le Comité directeur et contre le groupe parlementaire sans doute aussi, car nous ne les avons pas vu toujours agir comme nous l'aurions voulu. Mais nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire que notre Parti use ses forces dans une auto-critique stérile.
Trop souvent, depuis la libération, pendant que nos adversaires de droite ou soi-disant de gauche (beaucoup moins à gauche que nous) tentaient de nous avilir par une action sinon concertée, tout au moins conjuguée, nous les aidions nous-mêmes par un " mea culpa " continuel qui aboutissait à notre paralysie totale. Ce n'est pas vers le passé que nous devons appesantir nos regards, c'est vers l'avenir qu'il faut regarder.
L'avenir sera au Socialisme. Blum le disait dans un dernier Congrès, à condition que nous sachions le prendre et le façonner nous-mêmes. C'est pourquoi nous avons voté et nous voterons tout à l'heure le rapport moral, mais en donnant à ce vote un sens bien précis, à savoir que c'est sur le programme de demain qu'il nous faut discuter et nous entendre. Qu'importe le passé ! Préparons l'action de demain. Oublions la chute passagère du socialisme pour ne penser qu'à ses victoires anciennes, que nous oublions trop souvent. Pensons surtout aux victoires futures qu'il nous faut inscrire sur le drapeau du Socialisme. Les tâches de demain étant nettement définies, il nous appartiendra alors de choisir les hommes auxquels nous ferons confiance pour les mener à bien. C'est ceux-là que nous élirons demain au Comité directeur. C'est dans ces conditions que, le regard tourné uniquement vers l'avenir la fédération de l'Allier a voté le rapport moral à mains levées, en exprimant la pensée qu'un grand parti comme le nôtre doit se déterminer, non sur le bilan du passé, mais sur le programme d'action pour l'avenir.

Legrand (Morbihan)
Camarades,
Nous sommes obligés, par nos diverses fédérations, d'exprimer le mécontentement des militants. Quelles sont les causes du malaise du parti ? Sur qui portent les responsabilités ? Il est certain qu'à cet égard, il existe chez les Socialistes, des opinions différentes. Cependant, est-il possible d'être étonné que c'est vers la tête que se tournent les militants qui cherchent le ou les responsables ?
L'an dernier, nous avons assisté à des débats pénibles, certes, car il est toujours pénible d'assister à certaines attaques. Lorsqu'on parlait du gouvernement, est-ce que quelqu'un pouvait penser à un huissier du ministère ?

Mais, camarades, et là je serai d'accord avec le camarade qui m'a précédé : s'il faut juger le passé, il est nécessaire surtout que nous tirions du passé des enseignements qui doivent nous servir pour l'avenir, et que nous recherchions ensemble les fautes qui ont été commises.
Il est possible, il est probable que pour l'avenir, le Parti Socialiste soit condamné en France, car cela constitue, dans une certaine mesure, use sanction.
Etre un parti gouvernemental, mais est-ce que pour autant il doive seulement se préoccuper des problèmes tels qu'ils se posent au gouvernement ? Je ne le crois pas. " Aller à l'idéal, comprendre le réel ", a dit notre grand Jaurès. Et le pays doit savoir du Parti tout entier, et c'est le Comité directeur qui doit prendre la tête du mouvement, - ce qu'est l'idéal.
Au dernier Conseil national du Parti, ce défaut est apparu dans toute son ampleur. Nous étions venus pour exprimer les désirs de notre fédération. Nous voulions qu'il sorte des délibérations de notre assemblée une proclamation de notre Parti, très nette, très catégorique.
Or, il s'est constitué, en réalité, un comité ministériel avant la lettre, qui a transigé sur la durée du service militaire alors que tous les Socialistes sont d'accord pour dire qu'ils ont horreur de la guerre.
L'idéal du pays, c'est qu'il n'y ait plus de service militaire du tout ; et on ne peut pas, comme terrain de propagande dans le pays, prendre une durée quelconque de service militaire. Ce qu'il faut, c'est que de nos délibérations, sortent des motions de résolution qui expriment le socialisme dans toute son intégrité.
En effet, distinguons les deux problèmes. Que faut-il faire dans le pays ? Adopter cette attitude nette, catégorique, nécessaire pour notre propagande.
Il faut que sur chaque problème, agissant avec le maximum d'indépendance à l'égard de tous les gouvernements, qu'ils soient ou non à direction socialiste, le Parti propose ses solutions propres et vienne dire au pays : " Voilà ce que nous voulons, ce que nous désirons ". Il est nécessaire qu'il y ait, pour chaque question à débattre devant le Parlement, un projet socialiste que nous puissions opposer aux autres.
Si demain le Parti avait la majorité absolue au gouvernement, que ferait-il ? C'est ce sur quoi nous devons débattre. Et il s'agit ensuite, camarades, après avoir ainsi fait la propagande spécifiquement socialiste, de se tourner vers les camarades au gouvernement et leur dire : " Voilà ce que nous désirons ; maintenant, agissez ". Dans ce domaine, c'est alors que doit apparaître la véritable fraternité, la véritable camaraderie.
Non, camarades, il n'y a pas de traîtres chez nous, et nous repoussons loin de nous cette idée. Mais il y a un minimum de confiance à observer.
Il ne peut y avoir – je reprends les paroles de Blum – " une tutelle soupçonneuse qui risque d'entraver l'action ". C'est ensemble qu'on doit examiner les possibilités de réaliser le plus possible. A cet égard, nous pouvons faire confiance aux camarades au gouvernement. S'ils réussissent, nous nous inspirerons de leurs succès pour les répandre dans le pays et dire – car il ne faut pas de complexes d'infériorité – que ce sont des Socialistes qui ont réalisé cela.

Contribution Jean-Jaurès

S’ils ne réussissent pas, si les responsables sont des Socialistes, nous sommes convaincus qu’ils se sont battus et qu’ils se battent, dans las conseils de gouvernement et ailleurs, et ils viendront nous dire pourquoi ils n’ont pas réussi. Alors, nous pourrons, à ce moment-là, établir les responsabilités. Non pas à l’intérieur de notre Parti, mais devant le pays, et lui dire : " Vous cherchez ou l’espoir doit résider ? Le malaise n’existe pas chez nous, camarades, car c’est encore au Parti Socialiste qu’il existe les meilleurs militants. On ne vient pas chez nous attiré par le succès, je ne le pense pas. L’espoir est dans le socialisme, et c’est en disant nettement ce que nous voulons que les masses viendront vers nous.
(Applaudissements)

André Ferrat (Comité directeur)
Je crois que la question a été bien posée par notre camarade Le Bail, lorsqu’il a dit : il s’agit de voter la confiance ou la méfiance au Secrétaire général du Parti. Il s’agissait, par conséquent, pour les adversaires du rapport moral, de dresser un réquisitoire. Voici déjà deux heures que dure ce réquisitoire. Il continuera sans doute encore, mais je dois tout de suite m’étonner que les accusations portées sont absolument contradictoires.
On a dit, et cela a été l’opinion peut-être de la majorité du Parti à l’époque du Congrès de Lyon, - mais n’oubliez pas, camarades, que les critiques contre Ramadier de la part de Guy Mollet n’étaient pas assez fortes encore ; - on a dit qu’il fallait davantage impulser le gouvernement à direction socialiste.
Permettez-moi d’apporter mon témoignage en tant que simple membre du Comité directeur.
Les efforts amicaux constants auprès de notre ami Ramadier pour le convaincre, le persuader de ce qui était à ce moment-là l’opinion incontestable de la grande majorité du parti - et il faut bien reconnaître que ces efforts étaient déployés en vain et que nous avions en face de nous un homme dont je suis le premier à souligner le talent et la volonté, mais qui selon une parole très juste de Guy Mollet, opposait aux critiques du parti la forme d’un mur rond, de telle façon qu’on ne savait pas comment le prendre et que le méridional qu’il est opposait l’entêtement d’un Breton.
On a dit ensuite à cette tribune... non, on a trop critiqué Ramadier. Camarades, si on l’avait critiqué de façon méchante, si Guy Mollet avait dressé le Parti contre lui, il y aurait une accusation fondée. Mais il n’y a pas un membre du Comité directeur qui puisse témoigner ici de la souplesse amicale, de la volonté de conviction qui a toujours été la méthode employée par notre Secrétaire général, mandaté par nous.
On a dit ensuite, et on entend cela toujours dans les fédérations : Le Comité directeur et son Secrétaire n’ont pas surveillé assez, n’ont pas critiqué assez les parlementaires. Et puis, on entend en même temps l’autre position, la position inverse : vous les critiquez trop, et Le Bail vient dire que cette critique a je ne sais quoi de " soupçonneux ".

Fondation Jean Jaurès

Camarades, j'ai assisté à presque toutes les séances communes du Comité directeur et du groupe parlementaire. Je suis venu dans ces séances sans aucun soupçon envers nos camarades du groupe, avec la volonté d'harmoniser nos vues en ce qui concerne la volonté d'appliquer ce que nous estimions être la ligne du Parti. Mais nous avons assisté quelquefois à certaines déclarations de membres du groupe qui, je le dis très franchement, aussi franchement que Le Bail a parlé tout à l'heure, étalent de nature à éveiller en nos cœurs des soupçons et des soupçons, je le crois, justifiés.

Lorsque nous avons entendu, camarades du Comité directeur, camarades du groupe parlementaire, à une de ces séances, un de nos camarades - et je dis son nom parée que moi aussi, comme Le Bail, je serai franc, lorsqu'on a entendu Le Bail déclarer en face d'une assemblée stupéfaite, qu'il avait été Munich, et qu'il le restait et qu'il s'en glorifiait, à ce moment, un certain soupçon est né dans nos cœurs, parce que nous pensons que cette ligne est mauvaise et que nous faillirions à notre devoir sacré de Socialistes et de patriotes si nous laissions entamer une telle politique.

En dehors de cela, nous n'avons pas de soupçons. La preuve, c'est que quand le juste équilibre a été était accompli par le vote d'un protocole d'accord entre le groupe parlementaire et le Comité directeur, qui est susceptible de résoudre pour le mieux les conflits inévitables qui se dressent toujours entre deux assemblées d'hommes qui ont des pouvoirs importants, camarades, en a dit : oui, vis-à-vis du Parti Communiste, nous avons changé d'attitude. Oui, c'est vrai.

Les uns disent : vous n'auriez pas dû changer d'attitude ; ce sont les camarades de la bataille socialiste qui en sont restés à la vieille conception de l'unité d'action que notre parti a justement, à mon sens, abandonnée. Les autres disent la critique inverse : vous vous êtes ralliés à l'abandon de la politique d'unité d'action, mais trop tard.

Non, camarades, soyez honnêtes avec vous-mêmes ; rappelez-vous quelle était l'atmosphère du Parti, il y a 2 ans, même encore il y a un an !

Il fallait ternir compte de cette atmosphère ; l'éducation d'un parti démocratique comme le nôtre est une chose lente, et c'est seulement lorsque le Parti, au fond de son cœur, a senti qu'il fallait changer cette situation, qu'on a changé de tactique, et qu'on a appliqué, lorsque la situation s'est transformée, la tactique que nous appliquons actuellement en face du Kominform et de ses agents. Par conséquent, là encore critiques contradictoires. Même tactique au sujet de la troisième force, où les uns disent qu'on a lancé trop tôt, d'autres trop tard. Je pense que le moment été bien choisi. Au moment du succès du RPF et des déclarations du Kominform, c'était le moment ou jamais idéal pour lancer un tel mot d'ordre qui, auparavant, aurait pu être compris d'une minorité.

(Le Bail : On fait la politique non pas avec une minorité, mais l'ensemble d'une majorité derrière soi.)

J'en viens au reproche majeur contre Guy Mollet.

On a dit : Tu as été un bon exécutant, tu n'as pas été un chef, un guide.

Camarades, les guides, les chefs, ce sont des mots qui me déplaisent. Un guide, c'est celui qui précède, qui prend seul les décisions et qui entraine ceux qui sont

Fondation Jean Jaurès

à sa suite. Si on veut développer vraiment cette conception à mon avis assez nouvelle du rôle du Secrétaire général du Parti ceux qui en voudraient faire un guide, un Frührer, un chef, je dis qu'alors il faudrait lui reprocher - et au fond c'est bien ce que certains lui ont reproché - de ne pas avoir appliqué une politique qui n'était pas encore celle du Parti, de ne pas avoir précédé le Parti, de ne pas avoir, en connaissant les sentiments du Parti, appliqué une politique qui n'était pas encore celle que le Parti voulait dans son ensemble.
Cela est dangereux que de vouloir gouverner, appliquer une politique qui n'est pas celle voulue par la démocratie socialiste. Lorsque j'entends développer cette idéologie du chef, cette nostalgie du chef, je vous dis que cela c'est le symptôme bien connu, symptôme caractéristique des démocraties malades, qui ne sont pas capables elles-mêmes d'élaborer leur politique, qui ne rêvent qu'à une seule chose : pouvoir se débarrasser du fardeau de la réflexion sur les épaules d'un homme qui pensera pour elles.
(Applaudissements)
Est-ce que le Parti Socialiste est une démocratie malade ? Est-ce que vous en arrivez à cette conception, ou au contraire vous aurez cette conception qui doit rester la nôtre, qui nous différencie à la fois du Gaullisme et du Communisme, cette conception qui fait que nous sommes vraiment le centre, le cœur de la démocratie, la 3e force, à savoir que c'est l'opinion commune, l'opinion moyenne de notre communauté socialiste et elle seule qui doit faire la loi.
Camarades, on peut dire, sans doute : mais le rôle du Secrétaire général, s'il ne doit pas être un chef, un guide, doit quand même être un homme qui éduque son Parti, qui sait l'aider à comprendre les changements de situation pour qu'il adopte des tactiques nouvelles.
Ce rôle-là, Guy Mollet a su le remplir de façon excellente. Là encore, je fais appel à tous mes camarades du Comité directeur, qui savent avec quel doigté il a su développer l'unanimité du CD sur toutes les questions essentielles de notre politique. Un seul exemple - j'en pourrais citer beaucoup - quand Guy Mollet a lancé le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, quand il a dit que cela était maintenant le mot d'ordre essentiel que notre Parti devait prendre.
Je dis que non seulement il a bien servi le Parti et la démocratie, mais qu'il a montré un flair, un sens de l'éducation du Parti qui est vraiment compatible avec les fonctions qu'il assume.
Camarades, c'est ce que nous voulons faire. Le Secrétaire général et le Comité directeur ne peuvent pas diriger le Parti contre sa volonté en lui imposant des politiques, des tactiques qui ne sont pas encore mûres ; au cœur du Parti lui-même et en ce sens, elles ne peuvent être que la résultante de forces convergentes. Sans doute, on peut reprocher à cette politique d'être un peu lente, mais cela, c'est le reproche qu'on fait à toutes les démocraties qui sont moins rapides dans la décision et dans la fixation des mots d'ordre, que les régimes totalitaires ou que les partis totalitaires. Mais, même au risque de perdre quelque efficacité, c'est cette méthode qu'il faut continuer. Dans ce sens, Guy Mollet, exécutant des volontés du Parti, a bien agi. Je crois qu'il était difficile de faire mieux qu'il l'a fait.

Je voudrais brièvement conclure en vous disant que puisque les critiques apportées, en vérité s'annulent les unes les autres, elles ne peuvent montrer qu'une chose : c'est qu'en adoptant une politique moyenne, le Secrétaire général du Parti a rempli son rôle dans le souci d'agir en sauvegardant l'unité du Parti et non pas en gouvernant avec une tendance contre d'autres. C'est ce qui doit nous préoccuper au moment du vote du rapport moral.
C'est en ayant cette idée bien claire de la sauvegarde de l'unité comme moyen supérieur d'efficacité dans notre action, c'est en ayant la certitude que nous avons raison, que je voudrais rappeler cette parole de la grande révolutionnaire Socialiste Rosa Luxembourg, qui disait : " Socialiste, lorsque tu es sûr d'avoir raison, lorsque ton Parti est sur d'avoir raison, alors, marche ta route. Marche, l'esprit clair et le cœur serein, même si, pendant une période, une partie de la classe ouvrière me te comprend pas ; le moment viendra où tu rencontreras sur ton chemin la classe ouvrière tout entière ; ce moment-là ne sera pas loin de la victoire finale ".
(Applaudissements)

André Routier-Preuvost (Loire)
Il faut beaucoup de courage à un militant de la base pour affronter la tribune après les orateurs qui se sont succédé. Il en faut d'autant plus quand on est une femme et qu'on connaît le discrédit qu'on attache en général aux paroles que peut prononcer une femme, même si elle a le péché de s'intéresser à la chose publique. Il y a aussi un certain courage quand on ne représente qu'une petite fédération qui a le triste mérite de ne posséder aucun élu.
Cependant, c'est au nom de la fédération de la Loire que je veux vous parler, que je voudrais voue demander de voter le rapport moral. La fédération de la Loire, à la quasi unanimité, l'a adopté. Est-ce à dire que, dans notre fédération essentiellement ouvrière, où à chaque tournant vous ne côtoyez que mineurs et matelots, tout va pour le mieux ? Est-ce que chez nous, les ménagères n'ont pas, comme dans les autres départements, lieu de se plaindre de la vie actuelle ? Est-ce que les femmes et les hommes Socialistes de notre département n'ont pas aussi des critiques à apporter ? Bien sûr, et nous nous permettrons de les apporter quand on envisagera le problème de politique générale.
Nous aussi, camarades, nous aurons des griefs à faire au Comité directeur ; nous aussi n'avons pas été toujours très à l'aise avec ce fameux décret Poinso-Chapuis ; nous aussi sommes très ennuyés quand il s'agit d'aborder le problème de la baisse des prix. Dans d'autres domaines, nous sommes gênés aux tournures. Cependant, la fédération de la Loire n'a pas cru devoir rendre responsable l'actuel Comité directeur et surtout l'actuel Secrétaire général, car à travers la lecture des différentes motions, nous avons l'impression très nette que c'est le seul qui est attaqué actuellement. Il est beaucoup plus facile de faire œuvre de démolisseur que de constructeur.
(Applaudissements)
Et nous avons l'impression que les camarades Socialistes se servent plus souvent, à l'intérieur du Parti, de la pioche que de la truelle. Aussi, mes amis,

quand nous aurons fait au Comité directeur les reproches que nous avons à lui faire, mais auxquels nous associerons les Conseils nationaux puisqu'ils ont toujours ratifié dans leur ensemble les conclusions des comités directeurs… (applaudissements)…, quand nous y aurons associé aussi le groupe parlementaire, car nous, savons, à travers les échos qui sont parvenus dans nos fédérations, que l'actuel Comité directeur n'a pas toujours eu la part facile avec l'actuel groupe parlementaire, à ce moment, nous serons en mesure de dire : " Voilà la politique que nous entendons voir suivre par le Comité directeur l'an prochain, voilà la politique que nous vous imposons et que nous voudrions vous voir suivre d'une façon précise, voilà ce que les militants de nos sections ont dit, voilà les griefs qu'ils ont à faire à l'un et l'autre d'entre vous ".

Mais cependant, nous avons, l'an dernier, demandé qu'il y ait changement dans la direction du Parti. Croyez-vous, mes chers amis, qu'en demandant un nouveau changement dans la direction de notre Parti, nous allons arriver à faire œuvre constructive ? D'autant plus que nous restons persuadés que le Comité directeur a fait de bon travail depuis deux ans. Je voudrais vous donner exclusivement le point de vue des femmes. Je pourrais aussi m'étendre longuement sur les différents problèmes agités depuis ce matin. Je crois que des deux côtés, tout a été dit et que tout ce que nous pouvons entendre ne sera que des redites. Je vous apporte le point de vue des femmes.

Je dis que, dans leur ensemble, elles sont actuellement unanimes derrière l'actuel Comité directeur pour l'œuvre qu'il a menée sur le plan international.

Nous, femmes, nous envisageons évidemment comme point primordial de lutte, les difficultés actuelles ; cependant, il reste vrai que pour les femmes, les mères de famille, il y a un point qui reste le plus cher à nos cœurs de mères : c'est celui de la paix. Et je ne pense pas qu'aucune femme, Socialiste ou autre, puisse en ce moment, reprocher quoique ce soit dans ce domaine, au Comité directeur actuel. Nous sommes infiniment reconnaissantes, et j'ose apporter ici le point de vue des femmes qui, évidemment sont Socialistes sans le savoir, qui paient leur cotisation sans en savoir plus, mais qui, cependant, quand on leur a expliqué le travail monumental que menait le Comité directeur pour réaliser les Etats-Unis d'Europe, nous ont toutes dit unanimement : " Priez pour que ça continue, il est dans la bonne voie ".

Oh, chers camarades, si vous êtes capables - je parle en ce moment de ceux qui ont critiqué le CD - de mettre aux lieu et place de celui qui y est actuellement, un autre Comité directeur capable de faire plus et plus vite dans la voie de la paix, à ce moment-là, je vous dis de remplacer immédiatement celui qui y est.

Cependant, dites-moi, si vous êtes des mécontents, dites-moi si, dans votre petite sphère, vous avez, les uns et les autres, fait tout ce dont vous étiez capables. Dites moi si chacun de vous a fait, dans son petit domaine, une infime parlai du travail qu'ont mené les camarades du CD.

Si oui, je vous en félicite et nous ne pouvons que bien augurer des jours qui restent à venir.

Cependant, en vue de l'unité totale de notre Parti, en vue de la réorganisation dont vous parlez et de la continuité dans cette action qui est commencée et que

nous voudrions voir poursuivre plus avant, nous vous demandons avec insistance, avec toute la flamme dont sont capables les femmes Socialistes, de voter le rapport moral, et de travailler ainsi pour la paix.
(Applaudissements)

Irma Rapuzzi (Bouches du Rhône)
Ce matin, Guy Mollet, enregistrant le vote hostile au rapport moral d'un certain nombre de fédérations, disait, parlant à un camarade : " C'est assez injuste ". Et un peu plus loin, il insistait encore et ajoutait " C'est encore plus injuste ". Et il disait aussi : " C'est faire bon marché des sentiments d'amitié, de fraternité qui devraient être à la base des rapports, qui ne devraient jamais cesser d'exister entre camarades Socialistes ".
Je sais qu'un certain nombre d'entre nous ont été sensibles à cette partie de l'argumentation de notre Secrétaire général. Comme la fédération des Bouches du Rhône a voté, dans sa majorité, contre le rapport moral, je voudrais indiquer ici que, dans notre vote, il n'est intervenu aucune considération d'ordre personnel. Nous avons voté contre le rapport moral en toute sérénité, et nous voudrions demander à notre camarade Guy Mollet quels étaient les sentiments qui l'animaient, en 1946, quand il conseillait à toutes les fédérations de repousser le rapport moral. Je suis sûr que la direction du Parti, en 1946, n'a jamais supposé qu'il entrait dans les sentiments de Guy. Mollet, le désir de démolir à tout prix une direction du Parti en vue de prendre sa succession.
(Applaudissement isolé)
Nous étions tous d'accord, en 1946, pour penser avec Guy Mollet qu'il fallait que des changements profonds, radicaux, interviennent dans la direction du Parti. Et nous persistons encore, en 1948 cette fois, contre les sentiments de Guy Mollet à observer la même attitude, répétant ces paroles d'alors on n'affaiblit pas le Parti à dénoncer ses défaillances, ses erreurs.
J'emprunte mon jugement à cette motion que Guy Mollet nous avait demandé de voter en 1946. Nous avons constaté, dans la direction du Parti, une succession d'erreurs et de défaillances que nous ne soulignons pas dans le désir de porter condamnation du passé, mais dans le but d'engager le Parti dans la voie du redressement.
Guy Mollet admet que la direction du Parti n'a pas appliqué fidèlement la motion votée à Lyon qui devait être pour tous la loi du Parti. Il disait récemment au Puy, il disait ce matin : si les conditions avaient été les mêmes hier qu'au moment du vote de la motion de Lyon, oui, nous aurions été traîtres au mandat reçu en ne l'observant pas.
Mais, pour nous parler de l'attitude de l'unanimité du Comité directeur, Guy Mollet dit : la situation n'a plus rien de comparable avec ce qu'elle était en août 1947 car des faits nouveaux sont venus modifier complètement le climat politique et les conditions de l'action politique dans ce pays. Mollet disait aussi : Si vous ne partagez pas mon sentiment sur cette question, si vous pensez que les changements intervenus ne sont pas de nature à justifier, un changement de direction, alors, vous avez raison, et condamnez-moi.

Je viens dire que si la fédération des Bouches du Rhône a refusé le rapport moral, c'est parce que nous considérons que l'accession au pouvoir du RPF et la reconstitution du Kominform, ne sont pas des changements radicaux auxquels on ne pouvait pas s'attendre.
En ce qui concerne le RPF en août 1947, personne ne pouvait nier son existence et le danger qu'il représentait pour la vie politique de notre pays ; il y avait eu le discours de Bruneval, Strasbourg, De Gaulle avait déjà posé le principe de la révision constitutionnelle dont nous avons été unanimes dès le début à considérer qu'elle représentait une grave atteinte contre les institutions républicaines.
On nous dit que la constitution du RPF a constitué un fait nouveau, qui a constitué un changement d'attitude après Lyon, nous ne le pouvons admettre.
En ce qui concerne la création du Kominform, notre attitude est plus catégorique. Il est vrai que le Manifeste de Varsovie date seulement de septembre. Nous reconnaissons que le parti communiste a créé une atmosphère, une certaine mise en scène ; il est vrai que pour un certain nombre, le Manifeste a constitué une bombe. Guy Mollet, est-il possible à un Secrétaire général de Parti, de prétendre que cette reconstitution du Kominform pouvait constituer, pour un certain nombre d'entre nous, une surprise tellement inattendue.
(Applaudissements)
N'avez-vous pas lu les lignes pénétrantes que Blum avait déjà développées sur ce thème dès le moment de sa captivité ? Avez-vous sous-estimé le danger de la tactique du parti communiste à l'intérieur du Front National ?
N'avez-vous pas mesuré, pas à pas, le noyautage des organisations démocratiques opéré par le parti communiste à l'intérieur des organisations de résistance ? Et surtout, avez-vous ignoré des angoisses, des souffrances des camarades qui, à l'intérieur des mouvements ouvriers, ont lutté pas à pas depuis la libération pour s'opposer à la colonisation des syndicats par le parti communiste ? N'avez-vous pas entendu comme nous le long récit des brimades que subissaient nos camarades, n'avez-vous pas mesuré toute la malfaisance des calomnies communistes ? Ne vous êtes-vous jamais trouvé en présence des militants syndicalistes écœurés par la tactique communiste ? N'avez vous pas eu maints exemples de ces tragiques liquidations physiques de ceux des militants syndicalistes qui s'acharnaient par dessus tout à résister à l'emprise Communiste ?
Tenir nous dire que la résurrection du Kominform était imprévue et a transformé la vie politique de notre pays, nous ne le pensons pas et ne pouvons le croire.
Quant à nous, militantes des Bouches du Rhône, qui avons déjà, l'an dernier, voté en majorité la motion Leenhardt qui demandait que le Parti précise son attitude en face de l'unité d'action en face du parti communiste ; nous qui avons demandé que la libération du syndicalisme soit entreprise sans plus tarder, nous ne pouvons souscrire à cette affirmation de Guy Mollet. C'est pourquoi nous, avons voté contre le rapport moral.
Nous avons dit déjà l'an dernier que l'heure du choix était venue et qu'il était nécessaire que le Parti, une fois pour toutes, adopte une politique plus nette,

mieux comprise de la part des masses ouvrières populaires de notre pays. Notre conclusion, nous l'empruntons à la motion Guy Mollet 1946 :
" En présence d'une telle situation qui risquerait de devenir rapidement catastrophique, nous estimons que le Congrès doit condamner catégoriquement la ligne politique suivie jusqu'ici, et rompre définitivement avec elle, en refusant d'adopter le rapport moral. "
Nous ne voulons pas aggraver les dissentiments qui pourraient exister à l'intérieur du Parti ; nous ne songeons pas à accroître les divisions entre nous : l'unité du Parti est nécessaire et indispensable, et l'amitié entre tous les camarades du Parti doit renaître. Mais nous disons que cette confiance, cette amitié, ne peuvent exister que dans la clarté, lorsque chacun aura précisé sa position.
Ce n'est pas impossible, puisque tout à l'heure Marceau Pivert exposait quels efforts avaient été tentés dans la fédération de la Seine, et nous montrait à quel point il était possible, par-delà les divergences passagères, de réunir les militants du Parti en vue d'une œuvre constructive.
Ce matin, Augustin Laurent, au nom de la fédération du Nord, disait : Nous souhaitons que l'an prochain il n'y ait plus de discussion que le rapport moral
J'exprime un vœu tout différent ; c'est qu'on discute encore du rapport moral, mais que, contrairement à tout ce qui s'est passé jusqu'ici, profitant de la leçon des événements, je souhaite que l'an prochain ce soit un vote unanime de solidarité et de confiance au Comité directeur qui termine le débat sur le rapport moral. Alors, nous aurons travaillé pour l'avenir du socialisme dans notre pays.

Jean Rous (Seine)
Parmi les camarades qui ont voté pour le rapport moral, certains nous ont dit qu'ils avaient agi par une sorte de commisération sympathique pour la situation du secrétariat généraI qui, selon eux, ressemblait à la 3e force, et c'est au fond par sympathie pour la 3e force ou l'idée même de cette 3e force qu'ils ont voté pour le rapport moral.
Personnellement, j'ai obéi à des considérations sensiblement différentes. Je ne pense pas non plus que ce soit une raison suffisante de se placer à un point de vue moral, purement moral, et de dire que l'on n'acceptera pas que le Secrétariat soit une sorte de bouc émissaire. Il est exact que l'on veut faire des boucs émissaires, et un parti qui se réclame de l'humanisme révolutionnaire ne devrait déjà pas le tolérer. Mais il y a une raison qui me paraît bien supérieure, puisqu'au fond, nous sommes réunis en Congrès pour faire de la politique, et cette raison est essentielle pour moi, une raison politique.
Certes, si je m'étais déterminé uniquement sur des considérations de principe et en fonction des divers courants qui peuvent exister dans le Parti, j'aurais moi aussi, attendu que j'ai été minorité dans le Comité directeur sur le problème de la participation au gouvernement Schuman et qu'à certains égards j'ai fait les plus expresses réserves sur la manière actuelle de pratiquer la politique de la 3e force ; - j'aurais pu me prononcer contre le rapport moral.

Mais, précisément, il nous est apparu qu'il ne s'agissait pas de cela, ou en tout cas uniquement de cela, et qu'à l'occasion du rapport moral, nous assistions à une vaste offensive qui avait un caractère politique, qui consistait, en gros, à dire ceci : " La 3ème force, mais c'était la politique de la minorité du Congrès de Lyon ; le comportement du gouvernement c'est la politique voulue par cette minorité ".
Eh bien, cette politique, disait-on à Guy Mollet, qui est aussi, dans une certaine mesure, avec l'atténuation qui s'impose – attendu qu'il s'agit de camarades du même parti – qui est aussi la politique des autres, nous te reprochons de l'avoir faite avec insuffisamment d'énergie, et sous demandons que tu cèdes ta place à un guide qui, lui, pratiquerait avec plus d'énergie cette politique de la 3e force. C'est cette politique gouvernementale que le Parti avait déjà condamnée par avance, et qui j'espère aujourd'hui sera aussi condamnée catégoriquement parce qu'elle a été jugée dans ses résultats.
Certes, je sais que notre Parti a été soumis à des difficultés et s'est trouvé enserré dans l'étau de l'offensive stalinienne et de l'offensive gaulliste, mais tout de même, n'allons pas chercher des prétextes uniquement dans les difficultés qui nous sont extérieures.
Il y a eu une politique pratiquée ouvertement sur le terrain des actes parlementaires et des actes ministériels, au nom du Parti, et nous connaissons les effets de cette politique sur notre Parti ; si notre désarroi est grand aujourd'hui, si nous ne retrouvons pas l'élan qui animait l'an dernier le Congrès de Lyon, c'est parce que, dans l'intervalle, près de 100 000 membres du Parti ont eu tort de le quitter, découragés, mécontents, disant qu'ils n'avaient pas pris une carte socialiste pour qu'on fasse, au gouvernement, une politique qui n'était pas socialiste.
C'est pourquoi aujourd'hui j'entends qu'on se félicite trop aisément qu'il ne s'est pas trouvé de Fierlinger dans le Parti. Je m'en félicite aussi.
Nous savons que dans notre pays, il y a une pression gaulliste, une pression réactionnaire, une pression capitaliste internationale, et nous disons : le danger des Fierlinger doit être dénoncé.
Mais un danger, Le Bail, que tu n'as pas dénoncé mais qui est tout de même assez actuel, c'est celui, à la suite d'une série de votes politiques, d'être acculé à faire parfois une politique qu'on pourrait qualifier d'une politique de noce. Et c'est pourquoi je dis : il y a, à l'occasion du rapport moral, des réflexions fort intéressantes faites par les camarades et qui nous disent, aussi bien dans les motions que les résolutions apportées à l'appui des votes pour ou contre le rapport moral, que nous sommes obligés de développer aujourd'hui une politique sur deux plans : d'une part sur le plan gouvernemental et parlementaire nous devons faire la politique du Parti ; d'autre part sur le plan extra gouvernemental, extra parlementaire, nous devons faire une politique de masse.
Cela est bien dans une motion, mais en fait, quelle a été la proportion dans la politique passée ?

Si l'on veut redresser la vapeur, il faut redresser la politique dans le sens d'une politique extra-parlementaire, d'une politique de masse, engagée dans l'action gouvernementale.
Nous, qui préconisons cette politique tout en soutenant, le cas échéant, la formation centriste réservant l'essentiel de ses forces pour l'action extra-parlementaire, nous sommes devant le fait qu'on a fait la politique contraire. C'est pourquoi certains d'entre nous, au pis aller, ont essayé de pallier cette erreur dans l'action du Parti qui fait que, tout en pratiquant un anticommunisme verbal, il faisait en réalité le jeu des communistes en leur abandonnant le terrain de classe, le terrain de masse… (applaudissements)… et c'est pourquoi nous avons voulu, alors qu'on n'est pas tellement difficile pour la participation à certains organismes extérieurs au Parti, qu'il s'agisse d'autoriser Ramadier à aller à La Haye où il s'est trouvé dans les mêmes conditions que des gaullistes notoires, nous avons voulu avec des gens avec qui nous ne sommes pas d'accord sur tous les points, dont certains ont quitté le Parti, dont d'autres sont des intellectuels importants, des cadres importants des mouvements d'émancipation nationale dans les colonies, dont d'autres sont des cadres importants des milieux de Jeunesse, nous avons voulu nous associer à un rassemblement extra-parlementaire qui a le nom de " Rassemblement démocratique révolutionnaire".
Nous avons eu une satisfaction, certes, à propos de malentendus qui pourront être redressés je l'espère ; puisque nous n'avons pas voulu nous livrer à une dissidence nous nous sommes inclinés devant la décision du Comité directeur.
Nous avons regretté de constater qu'on n'a pas voulu nous autoriser à continuer cette action, sous prétexte que cette formation ne s'était pas intégrée à un comité national de la 3ème Force dont vous seriez nombreux à constater qu'il n'est pas mort pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé. Il a été représenté par des fantômes. On aurait dû épauler certaines initiatives, au lieu de les brider avec certaines arrière-pensées.
Pour ma part, j'ai toujours été partisan d'une unité socialiste démocratique révolutionnaire plus forts, et pour renforcer le Parti j'ai toujours été partisan, qu'il s'agisse des Etats-Unis d'Europe, de mouvement fédéraliste démocratique, du Congrès des peuples, de certains mouvements d'émancipation des colonies. On aurait dû faire la même justice en ce qui nous concerne et essayer d'autoriser notre participation, d'autant plus que certains qui la condamnent, ont présenté dans la Seine une motion que nous avons votée à la quasi unanimité et qui spécifie : " Ce que vous venez de faire, nous allons essayer de le faire ". Et à l'étiquette près, on a proposé la même chose.
Je pense qu'il ne suffit pas de parler de redressement. Je me félicite que ce mot d'ordre soit à la mode. On lui trouvait un certain aspect démagogique, il y a 2 ans.
Aujourd'hui, tout le monde le reprend, et cela vient d'horizons les plus inattendus. S'il s'agit d'un grand élan ou d'un redressement effectif, nous serons d'accord pour considérer que cet élan ne doit pas être purement négatif et se borner à créer dans ce Congrès des boucs émissaires, mais à créer une atmosphère telle que, dans des manœuvres politiques et dans les appels de

confusion, on n'aboutisse à condamner ce qui ne doit pas être condamné, à ne pas faire la clarté sur certaine politique, et ; sous prétexte d'énergie, à repeindre de vieux ou jeunes roseaux.
Nous pensons que le redressement doit se manifester dans des actes ; il doit s'affirmer dans la motion de politique générale et se manifester tout d'abord par la condamnation de ces formules équivoques et de cette politique qui a échoué et qu'on a appelée la politique de la 3e Force pour faire activement non pas un comité fantôme, mais un rassemblement républicain démocratique et socialisant, où nous rassemblerons tout ce que l'idéal socialiste et républicain compte d'énergies et de sympathies, sans exclusive aucune.
En second lieu, nous pensons aussi que ce redressement ne pourra être effectué si l'on continue, conformément à la volonté de l'ancienne minorité du Congrès de Lyon, à s'accrocher au gouvernement sans considération des conditions politiques de cette participation.
Il est temps de poser ce problème. Si c'est pour faire avec plus de douceur, avec certains aspects répressifs en moins, une politique colonialiste anti-ouvrière, équivoque du point de vue international, qui serait faite par les réactionnaires, je me demande ce que nous avons à faire, à prendre des responsabilités majeures dans un tel gouvernement. Le Parti Socialiste se rend compte qu'il était dupe de ses sacrifices et que, pour d'autant mieux défendre la république, il ne peut pas s'associer à une politique réactionnaire dans le domaine économique de restauration du capitalisme, dans la poursuite des guerres coloniales, dans le domaine international une politique équivoque et qu'il exige, dans ces conditions, que ses ministres quittent le gouvernement si un redressement très net ne doit pas être obtenu.
Hors de cela, on peut broyer du vent, chercher des boucs émissaires, opposer des équipes à d'autres équipes. Si vous ne prenez pas des attitudes nettes sur ces points, qui sont loin d'être des points révolutionnaires, qui rallieront tous les courants depuis les réformistes jusqu'aux courants révolutionnaires, il sera vain de parler de redressement, et une fois de plus nous aurons été dupés. Pour ne pas l'être, il faut que le redressement s'inscrive dans des actes et des conditions précises.

Kastenbaum (Seine)
Camarades,
Je ne suivrai pas les orateurs qui m'ont précédé dans le domaine de la politique générale. Je me contenterai de rester sur le point du rapport moral.
Ce matin, la fédération du Nord avait présenté une motion préjudicielle tendant à la suppression du rapport moral. Son argumentation essentielle venait de ce que la discussion sur le rapport moral est incompatible avec une organisation de parti qui supprime les tendances organiques. Nous sommes pleinement d'accord sur ce point, mais il nous reste à dire un mot sur cette conception.
Qu'est aujourd'hui le rapport moral ? C'est tout simplement une soupape de sûreté, par laquelle la vapeur s'échappe quelquefois avec violence. C'était vrai au Congrès de 1946, c'est encore vrai aujourd'hui.

Je sais qu'il serait difficile de rallier les camarades à un système permettant la co-existence de tendances avec la suppression des inconvénients majeurs que les tendances combattent. Les vieux militants auront souvenir de la nostalgie du Parti à l'époque où les tendances organisées et légalisées existaient dans le Parti. On peut dire qu'à ce moment-là, notre Parti avait tout de même une autre figure que celle d'aujourd'hui. Au surplus, dites-moi bien : est-ce que les tendances ont vraiment culbuté ?

Est-ce que vraiment il y a une seule intervention dans les réunions de section, dans les Congrès fédéraux et nationaux, qui ne soit pas marquée par l'esprit de tendance? Tout au plus, vous avez fait, avec les changements apportés aux statuts du Parti au lendemain de la libération, que les tendances s'expriment en vase clos. C'est parce que les militants ne se sentent pas solidaires des décisions prises par le Parti, que nous sommes dans cet état d'apathie, de veulerie, de décomposition de notre Parti. C'est parce qu'ils sont mus avec un système amphibie qui n'est ni chair ni poisson. Vous êtes la réplique exacte du Parti puisque vous êtes élus en raison des opinions contradictoires que vous avez. Est-ce que les organismes dirigeants, notamment le Comité directeur, sera-t-il, lui aussi, la réplique exacte du Congrès ?

Permettez-moi de m'étonner, en mon âme et conscience de militant sincère et honnête, de constater qu'à l'époque où ce pays allait aux urnes au scrutin majoritaire, notre Parti était proportionnaliste à tous points de vue. Il a suffi que la proportionnelle soit admise par notre Parti pour qu'aussitôt, on ait recours au scrutin majoritaire. Je vous en conjure, quand viendra le moment de discuter de la réorganisation du Parti, de tenir compte de l'héroïsme d'un vieux militant. C'est le deuxième paragraphe de l'article 18 qui doit être changé. Le Parti a le droit de faire n'importe quelle politique. Vous avez le droit de faire la politique de la majorité du Parti indiquée dans un Congrès. Mais le droit que vous n'avez pas, c'est de faire de la politique sans l'assentiment du Parti. C'est de cela que souffre le Parti. Les militants n'ont pas conscience que la politique faite, bonne ou mauvaise, est partie prenante. C'est pour donner au Parti cette cohésion qu'ils demandent de la solidarité dans tous les cas : dans les bons et les pires. C'est en faisant cela, camarades, que vous aurez remédié à la situation misérable dans laquelle nous nous trouvons.

J'en ai dit assez. J'avertis le Congrès qu'au moment de la discussion sur la réorganisation du Parti, je déposerai une courte motion qui est la suivante :

" Les organismes d'exécution, à tous les degrés d'organisation, sont élus à la proportionnelle.

" Pour ce qui est du Comité directeur, ses membres sont élus proportionnellement aux voix obtenues par les mandats d'orientation et de politique générale au Congrès national ".

Georges Archidice

J'étais de ceux qui avaient pensé que ce Congrès ne devait pas saisir l'occasion du rapport moral pour régler la politique générale du Parti. Je suis de ceux qui ont signé la motion qui n'avait pas demandé au Congrès le rejet du rapport

moral. Mais parce que nous voulons justement donner à la ligne politique du Parti un caractère pratique et réaliste, la réalité nous a donné une leçon, que je m'empresse de saisir.
C'est le Parti qui a lui-même, par ses Congrès fédéraux, par ses consultations démocratiques et de section, décidé que sur le rapport moral, un jugement politique devait être porté. Et si l'on se refuse à juger sur le terrain du rapport moral, on est contraint, sous quelque prétexte d'attitude qu'on se place, à prendre une position en désaccord profond avec sa pensée.
Ce matin, mon ami Augustin Laurent plaignait ceux des nôtres qui allaient voter contre le rapport moral. Un réflexe m'est venu : je plaignais ceux qui, n'étant pas d'accord avec la politique de la majorité au Comité directeur, allaient par raison de scrupule, voter pour la politique. Car c'est bien cela que le rapport moral ; ce n'est pas un texte, et le meilleur des rapports moraux qu'on pourrait faire à la fin d'un exercice écoulé serait celui-ci :
" Le 39ème Congrès du Parti a élu, il y a un an, un Comité directeur qui a élu un secrétariat qui a fait la politique que vous avez connue. Signé : Guy Mollet ".
Voilà le rapport moral !
Vous avez à juger aujourd'hui, non pas un texte précis, mais quelle a été l'attitude de la majorité du Comité directeur au cours de l'année qui vient de s'écouler.
Pour ma part, je lui fais deux catégories de reproches :
- la première, c'est que (nous y reviendrons sur le rapport statutaire) la vie intérieure du Parti, par son organisation, sa propagande, son activité matérielle, n'a pas été celle que devait avoir un grand Parti.
On parle des responsabilités qui appartiennent au Secrétariat. Quand on pense que nous terminons l'année par un déficit de quinze millions, et qu'il y a eu 19 millions de salaires et charges sociales, et qu'on cite comme une preuve de l'activité, qu'on avait préparé des affiches mais pas d'argent, cela condamne l'activité matérielle du secrétariat général.
- Mais les reproches les plus graves sont :
1- sur l'atmosphère qu'on a infligée au Parti
2- sur ce qu'on a voulu lui faire faire.
L'unité, - dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle est indispensable au point de devoir interdire même l'auto-critique, le libre débat entre nous, - elle a toujours été indispensable.
Par des majorités disparates qui devaient nécessairement éclater sur les points constructifs et qui me pouvaient être réunies que dans la négation, on a fait, par nécessité, des permanences de majorité toujours dans l'intérieur du Parti, quelqu'un est représenté comme un responsable, un bouc émissaire. On a ainsi créé dans le Parti, une atmosphère qui n'était pas celle de l'amitié, de la camaraderie. On a trouvé des boucs émissaires. Cela a été avant la période que nous avons aujourd'hui à juger : une majorité, un secrétariat. Ce fut ensuite un chef de gouvernement. Et je puis en parler avec d'autant plus de liberté d'esprit que pendant des mois j'ai aussi présenté des critiques violentes, mais toujours amicales, sur le plan de la politique économique de Ramadier. J'ai cessé mon

opposition le jour où j'ai senti que c'était un changement de direction gouvernementale qu'on cherchait.
Surtout par les attaques du Parti, le gouvernement Ramadier a disparu. Alors, il a fallu chercher un autre bouc émissaire, et nous avons connu trois mois, un divorce qu'il y a eu entre le groupe parlementaire et le Comité directeur ; on a reproché à Ramadier les erreurs, les faiblesses, les incertitudes du Parti, alors que chacun sait que les fédérations ont confiance dans leurs élus pris tout seuls, mais ont méfiance, pris collectivement. On a essayé de faire du groupe parlementaire le bouc émissaire
Si on n'avait pas mis les intérêts de la République au-dessus des blessures d'amour-propre, on nous aurait imposé un Congrès national extraordinaire pour donner un désaveu au groupe parlementaire, parce qu'il fallait à tout prix canaliser les mécontentements qu'on n'a pas le courage d'examiner. Ce quelqu'un, c'était le groupe parlementaire qu'on avait choisi.
Et puis, aujourd'hui, comme on n'a pas réussi, qu'on a enfin compris les raisons qui avaient déterminé dans certains cas l'attitude du groupe parlementaire, que l'on s'est associé à sa politique ou qu'on l'a fait passer, que dans un débat encore récent le Comité directeur avec le secrétariat donnaient comme consigne au groupe de faire les compromis nécessaires pour éviter la chute du gouvernement ou pour empêcher la rupture de la majorité parlementaire, c'est le débat sur les subventions que j'évoque ici car c'est l'ordre qu'on a donné au groupe parlementaire. On ne peut pas lui reprocher d'avoir recherché un compromis, puisqu'on le lui a imposé.
Aujourd'hui, on vous dit : unissons-nous, plus de reproches, plus de querelles.
Je veux bien, mais que les responsabilités soient précisées, parce que les erreurs, il faut les condamner.
Permettez-moi de vous rappeler : il y a 2 ans, j'ai été amené à dire qu'il fallait un changement de politique pour nous rapprocher de l'unité d'action. J'ai dit à cette tribune : faites attention, vous nous dites à tout prix qu'il faut nous rapprocher du parti communiste.
J'ai dit : ce n'est pas possible, parce que, dans certaines circonstances, quand vous ferez un pas en avant, il sera loin de vous et vous ne pourrez pas vous déterminer.
A ce moment, on nous a jeté un désaveu, on nous a dit que nous avions tort. On a remplacé la politique du tripartisme. O inconséquences, manque de lucidité politique, imprévoyance des esprits et des hommes, puisqu'aujourd'hui nous souhaiterions un tripartisme et que nous sommes dans la politique que les faits nous ont imposée, alors que nous croyions que des hommes allaient déterminer la politique, et qu'ils ne faisaient que la subir.
Voilà les graves reproches que je voulais faire à l'action et à la politique déterminée par la dernière majorité du Comité directeur.
Il y aurait à dire que si on a commis m'erreur de croire que l'on pourrait dominer les faits politiques, que si on a commis l'erreur de ne pas s'apercevoir que sans ou avec le Kominform, les communistes étaient toujours le parti de la Russie, que si on a ignoré que la réaction capitaliste après le fascisme, trouverait

un autre moyen de se défendre, et que ce serait peut-être, je ne dis pas avec De Gaulle mais avec quelqu'un ; si on se croit trop puissant dans ce domaine, dans le domaine de l'action, on n'a pas su diriger, prévoir, on s'est laissé imposer les petits faits alors qu'on voulait indiquer la grande ligne politique. Il faut choisir cette ligne politique. Quand, on n'a pas su prévoir, on ne peut pas réaliser.

Albert Gazur (Seine).-
Quand le Parti examine le rapport moral, il penche sur l'histoire de sa dernière année. Il y a plusieurs façons d'écrire l'histoire. Il y a la manière qui consiste à l'expliquer uniquement par la personnalité des hommes, à dire que tous les événements historiques sont commandés par tel ou tel tempérament, ou tel caractère. La révolution de 89, c'est Louis XVI, celle de 1830 c'est Charles X, la suivante c'est Louis-Philippe ; et une autre, qui est la nôtre, qui consiste à ne pas nier les faits particuliers et individuels, savoir que les événements politiques sont commandés par l'évolution de l'esprit humain, le perfectionnement des tactiques, les rapports sociaux qui naissent des particularités de la production.
Dans le Parti, c'est la même chose ; on peut expliquer tous les événements de cette dernière année par les faiblesses des hommes, mais si on le fait, il faut le faire complètement ; il n'est pas possible de mettre l'accent sur certains et dissimuler d'autres reproches.
Il faudrait, par exemple, quand on examine l'organisation du Comité directeur, sa politique, savoir si l'organisation administrative du groupe parlementaire lui est supérieure, et si le groupe parlementaire a fait preuve de plus de clairvoyance et de plus de continuité de la politique au cours de cette dernière année.
Mais si on ne se livre qu'à cet examen et qu'on néglige l'essentiel, on aboutit à tout repousser, à tout critiquer, à tout détruire, à repousser rapport après rapport, et il ne restera plus, en fin de compte, que le néant, si on fait le total de toutes les combinaisons.
Le rôle des individus, administrateurs du Parti ou parlementaires, n'est certes, pas négligeable, mais ce n'est pas là-dessus que l'accent doit être porté. On ne peut pas comprendre les difficultés dans lesquelles nous sommes maintenant si on ne se penche pas sur des causes infiniment plus profondes. Nous sommes un parti de démocratie, mais dans un pays où l'esprit démocratique a été profondément blessé par la guerre. Le fascisme a perdu la guerre, mais il a gagné un certain nombre de consciences et un certain nombre de mentalités. La tolérance, le respect de la vérité n'ont pas le même caractère aujourd'hui qu'à certaines autres époques de notre histoire.
Nous sommes un parti qui veut l'organisation, la discipline économique dans un pays qui aspire aveuglément à la liberté totale de l'économie. Et alors que l'on pourrait comprendre que le loup veut la liberté contre l'agneau, on assiste à ce spectacle étrange que l'agneau lui-même veut la liberté, la liberté parce qu'il croit qu'étant libre, il pourra se défendre mieux contre le loup.
Et puis, nous sommes un parti de transformation sociale, alors que la capacité de gestion de la classe ouvrière n'a pas grandi aussi vite que les droits qui lui ont été donnés au cours de ces dernières années.

(Applaudissements)
Si, en matière de nationalisations, nous en sommes réduits à la défensive, c'est parce que nos adversaires ont pu trop facilement exploiter certaines erreurs de gestion ouvrière. Si de grandes réformes se trouvent actuellement à un point de stationnement, comme celle des Comités d'entreprise par exemple, cela vient de ce qui les travailleurs ont, en général, su assez bien gérer les œuvres sociales de l'entreprise : cantines, coopératives, colonies de vacances, ils ne se sont pas suffisamment servi des droits qui leur permettaient de s'intéresser aux gestions financières et industrielles des entreprises, en rendant ainsi impossible de demander des droits supplémentaires.
(Applaudissements)
Enfin, la socialisme a besoin, nous insistons, de prospérité économique ; et où est la prospérité ? Il a besoin d'un climat de paix ; et où est le climat de paix ?
Il ne faudrait pas, d'un bilan, tirer une conclusion de fatalisme, démontrant que ces événements nous poussent et que nous ne pouvons rien sur eux. Sur chacun d'entre eux, nous pouvons agir, difficilement mais efficacement. Nous pouvons développer l'éducation ouvrière ; nous pouvons montrer les erreurs que les consommateurs commettent quand ils prennent le parti de ceux qui les exploitent contre les contrôleurs qui venaient les défendre. Mais pour cela, il nous faut une organisation et des armes que nous ne nous sommes pas donné suffisamment à nous-mêmes.
Dans les circonstances politiques où nous nous trouvons placés depuis la libération : toujours en minorité, toujours néanmoins au gouvernement, ou si l'on se trouvait en dehors du gouvernement, presque toujours quand même dans la majorité gouvernementale, on est fatalement conduit à faire pression sur les autres, à négocier, à traiter ; mais à tout moment les autres savent exactement tout ce que nous sommes disposés à céder, et fatalement nous faisons dans chaque circonstance les concessions maximum, parée que nous n'avons pas les moyens qui nous permettraient de nous placer sur le même terrain tactique que nos adversaires.
Chacun de nous pense qu'il y a des points sur lesquels il est nécessaire de risquer ou de ne pas céder, au risque de ne pas ouvrir une grave crise ministérielle, constitutionnelle ou politique, mais on n'est pas d'accord sur le point qui doit être choisi, comme celui de l'intransigeance totale.
Les uns ont pensé que c'était sur la liberté des changes et de l'or qu'il fallait résister jusqu'au bout ; et quand les camarades reprochent à la majorité des CD d'avoir systématiquement, sur tous les points, soutenu le gouvernement Schuman, ils oublient de dire que sur un sujet en particulier, ils étaient décidés à voter jusqu'au bout cette espèce de projet René Mayer. D'autres ont pensé que c'était sur les lois concernant les hausses illicites qu'il fallait résister ; d'autres sur les traitements des fonctionnaires, la sécurité de leur emploi, la laïcité, les crédits militaires, le pouvoir d'achat.
Comme l'accord général ne se faisait pas sur les sujets à choisir par les oppositions conjuguées, c'est sur chacun de ces points qu'on était amené à tout céder.

Fondation Jean Jaurès

Pourquoi ? Parce qu'à un moment, où l'accord est à peu près total, mais où les problèmes de méthode et de tactique l'emportent souvent sur les autres, nous n'avons pas l'unité de direction et de commandement qui est indispensable pour faire face à une pareille situation.
Il faut un état-major. On n'en manque pas dans le Parti. Il y en a au moins trois :
- le Comité directeur
- le groupe parlementaire
- le groupe socialiste au gouvernement.

Une décision de ces trois états-majors ne se trouve pas coordonnée et normalement hiérarchisée.
Au Congrès de Lyon, dira-t-on, on avait décidé que c'était le CD qui avait pouvoir principal. Dans les faits, cette décision s'est trouvée contestée.
La motion du Nord pose le problème de savoir si le protocole d'accord fait une place suffisante aux prérogatives du groupe parlementaire. On peut être, comme je le suis, en désaccord profond sur cette conception. Mais il faut dire (si on veut placer le débat sur ce terrain) et savoir qui, dans le Parti doit dans les circonstances graves, avoir le dernier mot. C'est la manière la plus utile de régler les difficultés présentes, et qui sont plus importantes que les petites rancunes, mesquineries ou désirs de revanche. J'aimerais mieux cent fois qu'il en soit décidé par le Parti plutôt que de voir se perpétuer cette situation, parce qu'on se trouve sans cesse devant des faits accomplis.
Enfin, camarades, je crois qu'à l'intérieur du Parti, il est nécessaire de donner un meilleur exemple de la démocratie. Ne donnons pas de la démocratie une image décevante qui fait croire qu'elle est désordre, indiscipline, indécision. La démocratie est incompatible avec un commandement centralisé. C'est de la manière dont ce commandement est nommé qu'on juge s'il est démocratique ou s'il se l'est point. Ne laissons pas croire que le libre développement de la personnalité individuelle s'accommode avec le dénigrement entre soi ou vis-à-vis de nos adversaires, et qu'il est possible de se faire soi-même une opinion sans la travailler, sans y penser librement.
Il est quelquefois regrettable de voir qu'alors qu'il faut à peine une demi heure de travail sérieux pour constater que dans le texte, le décret du 10 juin n'attaque en rien la législation existante, bien des camarades l'ont condamné sans se donner la peine de cette demi heure de travail nécessaire à connaître la vérité. Ils ont préféré accepter, sans examen et sans esprit de critique, ce qu'on leur proposait, parce qu'il leur semblait qu'une opinion critiquant la position du Parti était forcément la bonne, parce qu'ils n'ont pas suffisamment de confiance dans leur cœur pour réagir contre tout ce qui met en danger l'influence du Parti. Ne laissons pas croire à la classe ouvrière que nous attachons moins d'importance à ses revendications sociales et professionnelles depuis le jour où une trop grande partie d'entre elle est tombée sous l'influence communiste.
Ne croyez pas que, lorsque nous donnons satisfaction à des revendications justifiées et que d'autres peuvent défendre avec nous, nous renforçons les autres ; c'est le contraire qui est vrai, et c'est en décevant des camarades qui

viendraient rapidement à nous, que nous renforçons l'emprise communiste qui est à l'origine d'un certain nombre de déviations dont on parlait tout à l'heure.
Je crois que le Parti sent cela, dans les circonstances graves. Regardez cet effort admirable que le Parti, à tous ses échelons, a fait et continue de faire en faveur du " Populaire ". On a beaucoup moins critiqué " Le Populaire " – heureusement – depuis qu'il est en danger de disparaître. Je crois que ce qui est vrai sur le plan matériel en faveur de notre journal, peut être vrai sur le plan moral en faveur de notre Parti. Des camarades mécontents de voir leur pouvoir d'achat si réunit, et dont Naegelen montre tous les jours les témoignages de sacrifice, font un effort magnifique pour aider le journal de liberté et de socialisme. Je pense que nous pouvons faire, sur le plan moral, la même souscription, faire litière de ces petites rancunes personnelles, qui sont peu de chose à côté des grands problèmes que nous devons résoudre demain. Alors le Congrès ne sera pas le Congrès d'un bilan mauvais, mais ce sera au contraire, comme pour " Le Populaire ", le point de départ pour un avenir meilleur.
(Applaudissements)

Francis Leenhardt (Bouches du Rhône)
En 1946, nous avons été nombreux à penser que la discussion érigée sur le rapport moral pouvait constituer dans certaines circonstances, une réaction de santé, et que ce rapport moral pouvait être la seule façon d'exprimer notre mécontentement, d'exiger un changement, la seule façon de sanctionner, si les promesses faites n'ont pas été tenues.
Mais cela est aussi, - et c'est pourquoi nous n'avons pas suivi Augustin Lauréat – la discussion du rapport moral permet aussi de dégager des débats de politique générale, toute la partie qui constitue le jugement porté sur le passé. Nous n'avons donc pas changé d'avis sur la question.
La fédération des Bouches du Rhône a voté contre le rapport moral pour trois raisons :
- manque d'organisation
- pas de clairvoyance
- pas de combativité
Pour le premier motif, la démonstration n'est que trop facile à faire. Il suffit de prendre la motion de 1946 signée par la majorité actuelle du Comité directeur et de voir qu'on a dit qu'aucune forme de redressement ne serait possible sans une profonde réforme de notre organisation. Après un an, ce sont les mêmes propositions pour la réforme de l'organisation qui sont faites, c'est à dire que rien n'a été fait pendant l'année écoulée.
On y relit : La structure du Parti date d'un demi siècle, n'est plus adaptée aux formes modernes de la propagande, etc. Toutes choses qui n'avaient pas été faites et qu'on a proposées à un Conseil national de faire, en décembre dernier.
La motion signée cette année par Ferrat, Gazier, Marceau Pivert, souligne que les hommes seraient moins responsables que les institutions, et nous propose - alors que depuis trois ans le Comité directeur pouvait prendre en temps opportun des mesures utiles - les réformes déjà esquissées. Manque d'efficacité de notre

Fondation Jean-Jaurès

Parti, méthodes artisanales de travail, organisation de travail cohérent. Le Congrès doit décider de réformer effectivement les méthodes de travail du Parti selon les directives du Conseil national de décembre. L'année prochaine, on vous lira, dans une motion, les mêmes promesses, les mêmes vœux. Par conséquent, nous sommes obligée de conclure que sur ce point, ce n'est pas sérieux.

Deuxièmement : pas de clairvoyance. On a invoqué des circonstances. L'argument n'est pas nouveau. Jamais on ne s'en est servi pour justifier des changements aussi considérables que ceux que nous avons déplorés de la part de la direction du Parti. Le moins qu'on en puisse dire est que ces circonstances établissent le défaut total de clairvoyance. Il n'était pas nécessaire d'attendre octobre 1947 pour comprendre ce qu'était l'asservissement du parti communiste à la Russie, puisque la motion de Guy Mollet de 1946 faisait déjà état de cet asservissement.

On a montré toute la propagande et les méthodes d'asservissement qui étaient apportées par les communistes. La circonstance du Kominform n'est pas nouvelle.

Le RPF s'est décidé trop tard à faire de l'anti-stalinisme.

En politique économique, on peut observer dans la motion de Gazier cette année, une affirmation : " Impossibilité où les Socialistes se trouvent provisoirement, d'exécuter leur programme, faute de majorité dans le Parlement et dans le pays ".

Je crois pourtant que l'Assemblée nationale actuelle est la même qu'en août dernier. On s'est trompé, l'année dernière, en déclarant que tout était possible ; on se trompe cette année, quand on voit le Comité directeur se comporter dans tant de circonstances que je ne rappellerai pas, comme si aucune partie du programme du Parti, en matière économique, n'était possible.

En politique étrangère, je me garderai de sous-estimer les efforts du Comité directeurs mais nous ne pouvons pas accepter qu'ils servent d'alibi à un manque d'action dans le domaine intérieur.

Guy Mollet disait ce matin que tous les problèmes de caractère national sont subordonnés au problème international, et que le Socialisme ne peut être poursuivi aujourd'hui que sur le plan international. Cette thèse est en désaccord complet avec la position que les Travaillistes ont prise dans les grandes conférences réunissant les partis Socialistes d'Europe.

Dans la déclaration Dalton en avril dernier, on assurait que la politique socialiste poursuivie dans notre pays, la Scandinavie et autres pays où l'influence du Socialisme se fait sentir, n'était pas mise en danger par la formation d'une création européenne politique. Par conséquent, loin de pouvoir nous autoriser des efforts pour les Etats-Unis d'Europe, il est nécessaire d'affirmer que c'est dans la mesure où nous aurons empêché notre pays de s'abandonner dans le libéralisme, que les possibilités de l'union politique de l'Europe pourront être accomplies.

Enfin, la route de l'union politique des Etats-Unis d'Europe est longue. Nous ne devons nous faire aucune illusion sur ce plan ; nous risquons de préparer des

Fondation Jean Jaurès

déceptions dans l'opinion publique. Nous ne pouvons donc pas cesser nos efforts pour la construction du socialisme en France.
Troisièmement, enfin, pas de combativité. Je ne veux pas reprendre ce que nous avons développé dans notre motion. Ce qui est frappant, c'est la peur excessive de prendre le moindre risque de crise ministérielle ; comme si cette crise était inséparable d'une crise de régime, et comme si elle risquait d'être provoquée aussitôt que nous prenons une attitude combattive.
J'en veux pour preuve ce que disait Guy Mollet : " Je veux savoir s'il y aura encore des sections, des fédérations, un Comité directeur, un Secrétaire général, en un mot, s'il y aura un Parti digne de ce nom ".
Lee circonstances du danger ? Car depuis que les motions sont sorties, il semble que les risques de crise apparaissent moins graves ; un des membres de la majorité du Comité Directeur déclarait qu'on peut chercher maintenant un point de chute contre le gouvernement. On n'a pas manifesté auprès de Schuman, les mêmes exigences qu'on avait faites à Ramadier.
Le 15 mars, quand j'ai demandé les mesures qu'il comptait prendre pour que la baisse soit sensible et effective - comme le réclamait Force Ouvrière au Conseil économique, il semblait qu'une telle affirmation était pour renverser le gouvernement. Ce n'était pas la peine, camarades, de demander à Lyon le mandat de veiller à l'application du programme !
En terminant, il est tard pour la majorité du Comité directeur, pour faire appel à l'unité du Parti. Je me demande s'il est qualifié pour faire cet appel, alors que depuis 3 ans, en trop de circonstances, nous avons eu à regretter de l'avoir témoigné dans un esprit fractionnel. Cette année comme les précédentes, on cherche à faire du groupe parlementaire, le bouc émissaire ; je me demande si c'est une manifestation de l'esprit d'unité.
Je ne puis m'empêcher de me rappeler que, sitôt que la majorité du Comité directeur a été, à Lyon, assurée de la majorité des votes, elle s'est manifestée avec intransigeance pour refuser la moindre retouche a la motion Guy Mollet et pour l'imposer comme ligne de politique générale sans en changer un seul mot.
Et notamment sans changer cette phrase meurtrière servie par le parti communiste dans les réunions de la campagne électorale, la phrase qui menaçait le gouvernement Ramadier comme asservi aux puissances d'inféodalité économique.
Pas d'organisation, pas de clairvoyance, pas de combattivité.
Voter le rapport moral, c'est se déclarer satisfaits, se résigner qu'il n'y ait pas de résultats meilleurs, que les mêmes erreurs et défaillances se renouvellent. C'est accepter que les décisions du Congrès puissent flotter au gré des circonstances. C'est pourquoi, comme il y a deux ans, nous disons : " Non ".
(Applaudissements)

Guy Mollet
Camarades,

Je voudrais reprendre la plupart des griefs qui ont été apportés, dans l'ordre où ils ont été prononcés. Je répondrai à chacun des camarades, sur le rapport moral, dans l'ordre chronologie, sauf pour Le Bail, qui rejoint Archicide et Leenhardt.
Le Bail, dans les premières minutes, dans ce qu'il appelle un réquisitoire, me fait comme grief essentiel d'avoir été toujours fidèle aux décisions du Parti, d'avoir toujours suivi ses décisions.
Saucié, du Jura, est monté à la tribune pour dire que lui aussi a voté contre le rapport moral, mais pour la raison inverse : pour ne pas avoir été assez fidèle aux décisions du Congrès. Saucié disait qu'au fond, Comité directeur et Secrétariat ont toujours capitulé énergiquement
Masson, au Finistère, tout en votant le rapport moral, disait qu'il faut exiger des organismes dirigeants du Parti, qu'ils respectent toujours ce qu'il appelle la volonté secrète des militants. Et Masson prend tout de suite un problème : celui de l'école laïque. C'est vrai qu'il a bouleversé le Parti et a influencé énormément les fédérations. Il est exact que, de vouloir présenter le décret en soi comme une victoire, c'est m fait, dans la mesure où s'il n'y avait eu que des Socialistes dans le gouvernement, il n'y aurait jamais eu ce décret.
C'est comme l'affaire Billoux : ce n'est pas une victoire en soi, mais ce que je demande de faire, aux camarades intéressés à cette question, c'est d'aller dimanche à la réunion du cercle Jean Jaurès, c'est, demain, dans d'autres débats, de reprendre dans l'ensemble l'étude du texte. Deixonne y sera, les différents membres des délégations y viendront, j'y serai. Nous vous apporterons, décret en mains, en vous faisant l'historique authentique, non pas déformé, de la façon dont s'est déroulé le débat, nous vous apporterons la preuve que si, dans toute la France, les militants laïques et les Socialistes au premier rang, savent s'opposer aux menées cléricales, ce décret, non seulement se traduirait dans les faits par un maintien du statuquo, mais serait, dans les régions de l'Ouest, un moyen de faire reculer les cléricaux. C'est un fait qu'on ne conteste plus quand on s'est donné la peine d'étudier la question. Il y a bien un recul, nous devons le concéder, sur le plan psychologique qui est dû à ce fait qu'automatiquement, les militants ont été heurtés ; et ils ont été perméables aux arguments de nos adversaires communistes. Le lendemain, c'est avec ces propres arguments qu'on combattait nos arguments. En disant cela, je me défends pas seulement le Comité directeur, car il est faux - je demande le témoignage de Lussy - il est faux que le CD ait fait pression sur vous. C'est ensemble que nous avons pris cette décision ! Est-ce vrai, Deixonne ?
Je la prends pour les camarades qui se sont battus à l'occasion : Depreux, Jules Moch, Deixonne, Lempereur, Rincent, Jean Meunier vice président du groupe, qui, tous, sans qu'il y ait pression de l'un des organismes sur l'autre, ont cherché le moyen de sauver à la fois la laïcité et le Parti, qui étaient mis en danger à l'occasion.

Depreux - Je voudrais préciser, pour l'Histoire et la loyauté, que le mandat donné par le groupe parlementaire aux négociateurs, avait été donné par le groupe parlementaire unanime moins deux voix.

(Applaudissements)

Labarthe - Une précision : oui ou non, Guy Mollet est-il venu au groupe parlementaire lui demander d'accepter l'accord réalisé dans la nuit précédente ; car il me semble que cette intervention de Guy Mollet avait son importance. Oui ou non, il intervenait au nom du Comité directeur ou en son nom personnel. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le groupe parlementaire était heurté par la situation où il se trouvait. Personnellement, j'ai voté contre le protocole d'accord qui a abouti au décret du 11 juin, et que 25 autres ont voté avec moi et que les autres se sont abstenus. Je suis convaincu que l'appel Guy Mollet a eu son importance et a fait pencher la balance au groupe parlementaire. Je ne suis pas sûr que sans l'intervention de Guy Mollet, le groupe parlementaire n'aurait pas voté l'accord de la nuit précédente.

Guy Mollet - Lamarcq Cando est fidèle à sa position. Dans sa fédération, il a fait voter contre le rapport moral, en disant que le groupe parlementaire n'aurait jamais adopté semblable décret si Guy Mollet n'en avait donné l'ordre.
Je voudrais que ce soit un parlementaire, je voudrais que ce soit Deixonne, que la vérité soit dite.
(Applaudissements)

Deixonne - J'apporte ce témoignage. Je ne peux que redire, à la demande de notre Secrétaire général : il n'y a pas eu, au cours de ces longues et difficiles négociations, où nous allions, je le dis, allègrement, attendu qu'on peut aller allègrement vers une issue pareille : le renversement du gouvernement s'il ne capitulait pas sur ce que nous estimions essentiel, il n'y a jamais eu la moindre fissure entre Guy Mollet et le groupe parlementaire. S'il est venu devant le groupe défendre la thèse qu'il croyait être la bonne, moi même, comme rapporteur, j'ai fait un exposé que j'estimais objectif, que je reprendrai si vous l'estimez nécessaire, à propos du rapport du groupe parlementaire, en disant qu'au point de vue technique, nous avons, Je l'espère, sauvé la situation au point de vue politique, à ce moment, le groupe s'est prononcé. J'espère qu'il l'a fait dans une entière liberté. Ceux qui ne l'auraient pas fait n'auraient qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes.
(Applaudissements)
(Protestations, altercation entre un assistant et le Président).

Guy Mollet - Si j'évoque rapidement ce problème, c'est parce que je pense qu'il va falloir qu'il soit traité à fond. Il faudra que les camarades, en partant d'ici, aient sur cette question, des renseignements complets. Si je l'ai évoquée, c'est parce que d'autres camarades l'ont évoquée à l'occasion du rapport moral.
Deixonne, qui était l'orateur suivant, commençait son intervention en disant que ce n'était pas à cause du décret qu'il fallait différencier Comité directeur et groupe parlementaire.

Fondation Jean Jaurès

Il faisait un autre grief, qui a été repris par les camarades dans les fédérations : c'est notre responsabilité, au Comité directeur, dans la chute du gouvernement Ramadier.
J'ai le compte-rendu des débats du mardi 12 décembre au Conseil national. J'ai fait le récit de la crise dame un discours que je prononçais à la tribune de la Chambre pour défendre le gouvernement Ramadier, de la façon dont le Comité directeur unanime - même ceux d'une minorité à qui vous faites le reproche d'avoir été souvent sévère - affirmait sa volonté absolue de défendre le gouvernement Ramadier. J'ai refait le compte-rendu minuté de la crise. Deixonne, il y a une heure, reprenait ce compte-rendu presque dans les termes où je l'avais fait devant le Conseil national. Je ne vais pas vous imposer une longue lecture ni un nouveau récit, ni l'attitude du MRP, ni les décisions prises par le MRP beaucoup plus responsable, car je n'ai jamais parlé des communo-gaullistes à l'occasion, ni des déclarations faites par le MRP au conseil des ministres, annonçant qu'il ne pouvait accepter le projet que Jules Moch présentait devant eux le mercredi matin, car on ne pouvait donner de semblables pouvoirs. La formule est la suivante : " Est-ce un gouvernement moribond "

Jules Moch - C'est exact

Guy Mollet - Cela avait paru dans les journaux du soir depuis dix jours ; Jules Moch, le mardi soir, disait : c'est lamentable qu'on ait lancé cette crise trop tôt.
Tout le monde était tellement pénétré que la crise était évidente, que des démarches - dont certaines n'étaient pas toujours très heureuses - étaient engagées par le président du Conseil lui-même. Il est tellement vrai que l'atmosphère de crise était acquise pour tous, que le mardi soir, devant une réunion du groupe, je pouvais - après consultation de Blum - faire part officiellement au groupe, sous les applaudissements de tout le groupe, que Blum se tenait à la disposition du Parti.
Alors, camarades, quand vous venez aujourd'hui essayer de reprocher au Comité directeur une responsabilité dans cette crise, à Guy Mollet personnellement à cause d'un discours qui aurait été rapporté à Ramadier par un de ses attachés de cabinet, s'il s'agit d'une interview, d'un journal, d'affirmer ce qu'a dit le Secrétaire général du Parti qui n'avait fait autre chose que répéter mot pour mot ce qu'il avait dit à la tribune de la Chambre, s'il suffit qu'un journal dise cela pour dégager sa responsabilité, s'il suffit qu'un attaché de cabinet interprète cela très mal pour qu'on vienne nous faire porter semblable responsabilité, je dis qu'on a de drôles de façons d'écrire l'histoire.
C'est là l'argument essentiel.
Dans la période précédant les décisions de septembre de Varsovie, il y avait eu des difficultés, je ne le nie pas, entre Ramadier et le Comité directeur, dont j'affirme qu'elles n'ont jamais cessé, ces difficultés, d'être tranchées entre nous sur le plan amical, fraternel.
Jamais il n'y a eu - ce n'est pas conforme à nos tempéraments - jamais il n'y a eu entre nous de ces attaques dont je suis aujourd'hui personnellement victime.

Collection Jean Poperen

Il y a eu des difficultés, c'est vrai. Il y a eu des jours où le Comité directeur unanime, minorité ancienne, ce n'est pas toujours la même… (applaudissements)…, pour les problèmes avec des minorités et majorités confuses, nous nous sommes trouvés en désaccord avec Ramadier ; il a les défauts de ses qualités, comme probablement chacun d'entre nous. Il y a eu des cas où il disait " Non, non, sur ce point, ce n'est pas possible, même si vous êtes unanimes ". Mais cela a été fini. Alors, comme je le disais ce matin, les deux problèmes se sont posés. A partir de ce moment, et dans les trois semaines qui ont suivi, jusqu'à la crise, le CD a été à fond derrière le gouvernement.

Paul Ramadier - Je crois que ce qu'a dit Guy Mollet est exact. En vérité, le Comité directeur a été en désaccord, sur un certain nombre de points, avec le gouvernement, à partir du Congrès de Lyon. Il est certain que le Comité directeur n'a pas joué, au moment de la démission, un rôle décisif ; il n'en est pas moins vrai que, pendant toute la période qui s'est écoulée entre le Congrès de Lyon et ma démission, des difficultés qui s'étaient produites, et qui ne se sont pas produites seulement entre nous, mais qui ont eu des émergences publiques, ont à un certain moment, été portées à la tribune de l'Assemblée et ont produit sur le gouvernement un effet ; et ce conflit finit, dans son moment final, par un désaccord avec le Comité directeur.
(Applaudissements)

Guy Mollet - La mise au point de Ramadier prouve au moins que sur un point, celui de la crise même, le récit qui nous a été vanté par certains camarades, était erroné.
Quant à l'attitude du Comité directeur entre le Congrès de Lyon et la démission de Ramadier, cela n'a été contesté par aucun d'entre nous, particulièrement jusqu'aux élections, qu'alors nous étions toujours très exigeants quant à l'application des décisions du Congrès de Lyon.
Si la situation politique était encore la même qu'elle l'était au moment du Congrès de Lyon, Si nous avions la conviction qu'il est possible, dans cette assemblée, de grouper un jour une majorité dans laquelle nous ne serions pas, pour faire une politique qui n'est pas la nôtre, si nous avions cette conviction, nous montrerions les mimes exigences.
C'est à partir de l'heure où nous avons eu cette idée, peut-être contestable mais qu'il fallait préserver une majorité de gouvernement - je ne dis pas une équipe gouvernementale, je ne dis pas telle forme gouvernementale ou tel chef de gouvernement - à partir du moment où nous avons eu la crainte qu'une crise gouvernementale cesserait d'être une crise gouvernementale pour être une crise de régime (cette crainte, un certain nombre de camarades ne la partagent pas) à partir de ce moment là, à l'égard de Ramadier, et en nous montrant exigeants, nous avons simplement pensé en ce sens que nous avons chaque fois cherché à faire prendre conscience à tous les partenaires de la majorité que les problèmes qui nous sont posés, que les dangers qui nous menacent en tant que Parti, leur

sont imposés à eux de la même façon, et nous avons cherché, dans ces conditions, à ménager les possibilités d'une majorité.
Notre ami Royer, de la Corrèze, je veux le remercier d'avoir fait un certain nombre d'éclaircissements sur les décisions du Conseil national de décembre.
Et notre ami Callot, de la Vendée, qui vote contre à cause du problème de la laïcité d'abord, qui, nous prête une phrase qui ne peut avoir été prononcée par aucun d'entre nous, quand il dit, en parlant de la laïcité, que cela n'intéresse personne. Je suis originaire de l'Orne ; je sais ce que cela représente là-bas, à peu près comme en Vendée. Je demande à Callot et plus particulièrement aux députés de sa circonscription, de concevoir que quand on a une position adoptée par un Parti, ce Parti doit avoir partout le courage de la défendre. Il n'est pas possible qu'un parlementaire fasse aux autres parlementaires cet affront de le laisser passer, dans l'opinion publique et socialiste, comme moins laïque que les autres.
(Applaudissements)
Certes, un parlementaire a le droit de monter à la tribune à propos des décrets Poinso-Chapuis et de dire que si nous avions été seuls, jamais nous n'aurions eu un texte semblable ; il a le devoir de s'associer à des questions.
Callot nous a parlé aussi du coût de la vie, et a dit que le ministre n'avait rien fait. Aujourd'hui, dans ce Congrès national, si j'étais ministre ou membre du groupe parlementaire, je me féliciterais de voir le Secrétaire général du Parti assumer seul la responsabilité de tout ce qui se fait depuis un an.
C'est le camarade Archidice qui nous parle de 1946 et dit : Guy Mollet avait demandé de voter contre le rapport moral. J'ai la conviction que les circonstances étaient différentes, non pas du fait que je suis de l'autre côté de la barricade ! Bon ! Parce qu'à ce moment-là, le rapport moral et le débat de politique générale étaient liés. Mais de toute façon, si j'avais eu tort, je trouve splendide aujourd'hui que c'est enfin l'occasion d'une revanche, pas pour les intéressés principaux, mais je trouve regrettable qu'on assimile les procédés à d'autres.
J'ai le texte de la résolution de 1946. Jamais, sur le plan personnel, nous ne nous sommes permis, à l'égard d'aucun militant du Parti, des attaques dont le Comité directeur et le Secrétaire général sont l'objet. Nous avons discuté de la politique avec une certaine passion, mais je défie qu'on trouve dans un texte des formules de ce genre-là.
Je n'ai jamais dit d'aucun militant du Parti - Leenhardt, c'est dans ta motion - qu'il était privé de lucidité ; - Jacquet, c'est dans la tienne - je n'ai jamais dit qu'il fallait choisir des hommes qui sachent donner au Parti son vrai visage de générosité, de courage, d'efficacité.
(Applaudissements)
Non, ce n'est pas avec des arguments comme ceux-là.
Archidice estime que nous avons manifesté notre désir " d'interdire " toute l'auto-critique indispensable ! Comment, où et quand le Comité directeur, le Secrétaire, ont-ils essayé d'empêcher les critiques indispensables ? Dans les lettres que j'ai envoyées même aux militants (dans les lettres que j'ai envoyées

aux militants depuis un an, je me suis beaucoup plus attaché à l'unité du Parti qu'à autre chose) jamais nous n'avons voulu empêcher l'auto-critique.
Je me souviens qu'au dernier Conseil national (j'ai l'impression qu'à certaines heures, il est des secrétaires fédéraux qui n'ont pas rendu compte d'une façon objective de ce qui s'est passé dans les conseils fédéraux) j'ai demandé aux camarades de prendre, de la démocratie intérieure au Parti, une notion plus exacte.
Je leur disais : Faites attention, il y a des critiques à faire sur le Parti ; il n'est pas d'organismes de travail dans lesquels il n'y ait d'erreurs commises ; il n'y a que ceux qui ne fichent rien, etc.
Vous appelez à vous des sympathisants ; à la fin de la réunion, vous les envoyez à votre Secrétaire de section ; ils ont été convaincus par ce que vous leur avez dit, vous leur donnez une carte, ils viennent aux réunions ; et ensuite, dans ce parti, ils vont expliquer que ce parti se trompe toujours.
Non, il n'est pas question de supprimer les critiques nécessaires ou la démocratie interne. Il est question d'obtenir des camarades un peu plus de fraternité, plus d'amitié surtout un sens un peu plus conforme à la réalité quand ils racontent l'histoire ou quand ils l'écrivent.
La critique sur la vie intérieure du Parti, je la reprendrai dans un instant.
Nous aurions eu, à l'égard de Ramadier, une attitude qui crée une atmosphère lamentable d'opposition personnelle. Je veux rappeler à Archidice ce qu'il a pu dire un jour, dans un conseil national, à l'égard de Ramadier, sans que cela puisse prendre un caractère national. Est-ce qu'Archidice accepterait qu'on lui fasse le reproche d'avoir fait son intervention par une sorte d'animosité personnelle ? Pas plus pour lui que pour nous, je dis que c'est inexact.
Après cela, il y aurait eu divorce pendant trois mois entre le groupe parlementaire et le Comité directeur. Lussy est peut-être parti ; il se plaît à dire, dans les conversations personnelles, combien au contraire les rapports entre CD et groupe parlementaire se sont détendues.
C'est vrai qu'au départ, il y a eu des difficultés, qu'il y avait de la part du Comité directeur, pour des raisons politiques, une sorte de réserve. Il y avait aussi des membres du groupe parlementaire qui manquaient parfois d'élégance envers le Comité directeur. (L'un a dit un jour : Qu'est-ce qu'ils représentent, ces gars-là ?)
Aujourd'hui, je dis que vouloir différencier l'un et l'autre, c'est du mauvais travail. Lussy en sera témoin, Meunier est là pour dire combien les rapports sont plus faciles depuis qu'il y a le protocole d'accord ; qu'on ne vienne pas nous dire qu'on a cherché à faire du groupe parlementaire un bouc émissaire.
Archidice disait lui-même que dans le débat sur les subventions, c'est l'ordre du Comité directeur qui avait imposé la volonté du groupe parlementaire. On vous a répondu.
J'en viens à Le Bail. C'est, a-t-il dit, un réquisitoire non contre un homme mais contre le Secrétaire général, le vote est un acte de confiance ou de défiance envers le Secrétaire général.

J’ai l’impression que c’est assez mal exposer le problème. Même posé sur ce terrain, je l’accepte. Le Bail me fait grief d’une fausse interprétation des devoirs de ma charge, j’aurais toujours été fidèle à ma règle, j’aurais oublié que j’étais non pas un exécutant mais un chef, un guide. Je voudrais dire comme Ferrat, qu’à certains égards, un militant responsable doit avoir le courage de ses responsabilités
C’est très vrai qu’il ne doit pas toujours suivre le courant, qu’il faut du courage pour le remonter plus qu’il n’en faut pour le suivre. N’y en a-t-il pas un certain membre d’entre vous qui ne se sont pas laissé aller à un courant ? Si vous aviez tous eu le courage d’expliquer la position du Parti, dans vos fédérations, vous auriez eu d’autres résultats. J’en suis certain, parce que tous ceux qui l’ont fait ont eu des améliorations.
(Applaudissements)
Seulement, avoir le courage de certaines responsabilités, cela ne veut pas dire qu’on devient un chef, un guide, un Führer, un duce. Non, il n’y a pas chez nous de César, ni de Duce, ni de Tribun, par conséquent pas de chef, pas de guide.
Pour La Haye, le reproche fait est que notre CD n’aurait pas envoyé une délégation ; la première décision du Comité directeur a été de faire le voyage à l’unanimité. Qu’est-ce qui importait ? Ce n’était pas le fait d’être à La Haye, mais l’idée de " faire progresser l’idée des Etats-Unis d’Europe ". Comment peut-on faire progresser l’idée du point de vue socialiste, en faisant prévaloir la conception socialiste, si ce n’est un accord des partis Socialistes sur la question !
A l’instant où il est apparu que nos amis anglais belges, une fraction de nos amis de l’Internationale y étaient hostiles parce qu’ils estimaient que ce n’était pas représentatif, qu’ils en faisaient presque une condition pour traiter le problème sur le plan socialiste, entre Socialistes, nous avons alors, à l’unanimité, au Comité directeur, dit :
" Ce qui compte, c’est que cela progresse ". Les conférences des 24 et 25 avril à Paris ont été un succès. On n’a pas le droit de nous faire ce reproche.
Nous aurions été, dit Le Bail, soupçonneux à l’égard des fédérations du groupe, lace qui concerne le groupe, je viens de répondre.
En ce qui concerne les fédérations : pas soupçonneux ?
Non ! nous avons simplement essayé de faire appliquer les règles du Parti.
C’est vrai, Le Bail, qu’il y a un conflit avec la fédération de la Haute Vienne. Je veux bien que cela vienne devant le Congrès ; on verra ce qu’a été la décision Sa Comité directeur unanime. On verra qui a eu raison quand la Haute Vienne a voulu donner la direction de son journal à un homme qui fut journaliste pendant la guerre !
(Brouhaha, cris : " C’est faux, c’est faux " ; " Vous avez menti ")

Le Bail - Vous avez menti devant le groupe an accusant l’homme qui n’est pas le directeur, d’avoir écrit des articles en faveur de la milice. 80 députés socialistes du groupe vont ont entendu déclarer que vous aviez ces textes, et ces textes. Vous n’avez jamais pu les montrer car ils n’existent pas. Voilà pourquoi ce jour là j’ai perdu confiance en vous.

Fondation Jean Jaurès

(Murmures)

Guy Mollet - J'ai permis à Le Bail de m'interrompre pour répondre.
J'ai dit simplement que si les faits allégués, pas seulement par moi mais par le Comité directeur unanime - je vois Daniel qui cherche les textes en question - je dis que le Comité directeur, déférant à l'invitation de la fédération de la Haute Vienne, a demandé que l'intéressé, le citoyen Clavaud, soit déféré à la Commission nationale des conflits.
Elle doit avoir aussi menti et tort, puisqu'elle a décidé que l'intéressé n'appartiendrait plus au Parti, et qu'elle l'a exclu ! Ce n'est pas être soupçonneux que d'exiger le respect des statuts sur le plan moral et la ligne générale du Parti !
Le Bail, quand on veut être sévère, on a le droit d'entendre certaines sévérités.
Pour échapper à la catastrophe, a-t-on dit, il faut, Guy Mollet, passer la main. Vous avez pris l'exemple de la Tchécoslovaquie ; on s'avait dit qu'il fallait du courage, qu'il n'y avait pas, chez nous, de Fierlinger. Le Bail, des leçons de courage, je suis de ceux qui n'en reçoivent pas de tout le monde.
(Applaudissements prolongés)
Notre camarade Leenhardt a reproché au Parti de manquer d'organisation ; il a repris lui-même certains passages de motions ; je suis volontiers d'accord avec lui. Je souhaite que dans le rapport statutaire, on en discute avec sérieux, car ce serait vrai qu'il y a manque d'organisation, qu'il y a impossibilité matérielle de certains moyens de propagande moderne. J'accepterais même qu'on trouve à la gestion actuelle des fautes.
Ce que je voudrais, c'est que le Parti ait le courage de se donner les moyens de faire une propagande moderne, que le Parti se donne financièrement les moyens de la structure en question.
Vous avez voulu un débat à huis clos, je ne veux pas dire de choses trop graves ; les ressources du Parti ne sont plus les mises en 1948 qu'en 1945 ou 1946. Il y a un certain nombre d'unités, comme différence, dans une année.
J'ai le droit de dire que l'année dernière, vous avez à l'unanimité voté sur la proposition de votre trésorier pour permettre par un biais (parce que le Parti n'était pas mûr pour accepter la cotisation sociale proportionnelle) et accepter quelque chose du même ordre ; le timbre à 30 F cela représente 14 millions. Il y a 5 fédérations qui en ont acheté pour 50,000 F.
D'accord pour accepter tous les griefs, tous les reproches quant à la mauvaise répartition des sommes dont nous disposons. Mais il faudrait que le Parti, s'il veut un appareil moderne, ait le courage de s'en donner les moyens.
Pas de clairvoyance parce que j'aurais dit, entre autres, que le problème se posait à l'échelle internationale ? D'accord, mais je n'ai jamais dit, à aucun moment, qu'on ne peut rien faire sur le plan national.
Leenhardt me pose le problème de l'Angleterre. Certains savent que je ne suis pas seulement un angliciste mais un anglophile. Les quelques-uns qui m'ont entendu savent combien je regrette que nos amis du Labour sont en train de faire la révolution sur le plan national.

Bien sûr, le problème se poserait autrement.
Est-ce que vous voudriez faire grief à votre groupe parlementaire, au Comité directeur et à vos ministres de ce que l'ensemble du pays ne nous a envoyés qu'à 105 à l'Assemblée ? Vous savez bien que non, que vous n'avez pas le droit de le faire.
Pas de combativité ? Nous avons la peur de prendre des risques, c'est-à-dire la peur de renverser le gouvernement ? Le tort d'avoir refusé de prendre des risques sur les projets René Mayer ? Pauvre Comité directeur ! Il y a eu l'échange des billets de 5 000 ; que faites-vous des risques de crise ! Et quand vous ne le faites plus vous manquez de combativité ! Qu'on me permette de dire que c'est le groupe parlementaire qui voulait, en janvier, la crise, et que c'est le Comité directeur qui à imposé la solution inverse !
Il y a quelque chose d'extraordinaire : c'est que nous considérions la crise possible : la crise de gouvernement, je ne dis pas la crise de majorité. Nous considérions la crise possible comme un risque à courir, qu'il va falloir savoir mourir sur le problème économique du pouvoir d'achat, mais nous ne considérons pas la crise comme un but à atteindre. Ce ne sont pas les mêmes qui sont pour la crise. Les groupes sont pour la crise à n'Importe quelle occasion, pour la crise tout court.
La motion Leenhardt, dans un de ses passages, dit que si on n'a pas satisfaction sur certains problèmes, il faudra rompre sans hésitation avec le gouvernement, quelles que puissent être les conséquences de cette rupture.
Cette formule n'est peut-être pas très claire. Leenhardt disait : " il faudra rompre sans hésitation avec le gouvernement et aller si nécessaire jusqu'à la crise ". Tout ce qui sera pour l'avènement du gaullisme, nous serons contre.
Quant à avoir fait de la propagande fractionnelle, c'est faux. J'ai eu cette année l'occasion d'aller faire des réunions dans un certain nombre de fédérations ; des militants sont venus dans la mine à l'occasion de Congrès ; ils me sont témoins que j'ai défendu la position du Parti partout, du groupe parlementaire comme du Comité directeur. Je mets au défi l'un d'entre eux de dire que j'ai fait du travail fractionnel. Puisque vous savez que ce n'est pas vrai, pourquoi l'écrivez-vous dans vos motions ? Depuis un an, je me suis arraché à cette idée de l'unité du Parti. La prise de position qui nous a été imposée a déçu, au Parti, les camarades, et parmi ceux qui, autrefois, avaient fondé dans la nouvelle équipe des espoirs que les événements ne permettaient pas de justifier, il en est un certain nombre qui sont de ceux qui, aujourd'hui, votent contre le rapport moral.
Par contre, je n'ai pas gagné pour autant la sympathie de tous ceux qui, auparavant, étaient pour cette nouvelle équipe. C'est très vrai que je travaille entre deux selles. Je regrette de parler en disant " je " : je n'ai jamais agi seul. Comme disait Roues, je n'ai aucun regret. Je n'ai aucun regret ; j'ai tellement eu le regret d'unir le Parti que, quelle que soit votre sanction, je ne regrette rien de ce que j'ai fait.
(Applaudissements)
Le vrai problème, celui qu'il faudra qu'on sache se poser, c'est de savoir si, en France d'abord, il est possible d'empêcher la venue au pouvoir de l'une ou

l'autre des deux forces antagonistes. Si au fond de bois, nous arrivons à un moment à cette conclusion qu'on ne peut pas l'empêcher, que vraiment tout ce qu'on fait est vain ! plus loin, si on arrivait à cette conception que la participation gouvernementale avec soutien, l'agglomération d'une unité non seulement n'empêche pas la venue au Gaullisme ou du Communisme, mais même peut-être le prépare, de conception en conception nous finirons pas amenuiser le Parti au point que nous serons le seul rempart pour empêcher un conflit entre las deux ; si vous arrivez à une semblable conception, il faut avoir le courage de tirer la conclusion immédiate : plus de participation au gouvernement, plus besoin de travail au Parlement, car le heurt est fatal, nous serons rejetés dans l'opposition.
Dans le premier cas, comme disait Richard, on ne comptera contre le Gaullisme que ceux de la réaction populaire, on vaincra le Gaullisme peut-être, on sera vaincus quand même, nous, Socialistes.
Dans une apposition victorieuse au Gaullisme par la violence, ce n'est pas nous qui, le lendemain, sentons les vainqueurs, mais les Bolcheviks ; nous au contraire, nous serions écrasés.
Au Socialisme, nous lui faisons assez de confiance pour savoir qu'un jour, d'autres reviendraient qui reprendraient le flambeau.
Si nous arrivons à cette conception, nous sommes arrivés à l'heure où nous ne pourrons pas empêcher l'un ou l'autre de gagner. Alors, vous avez raison : plus aucune espèce de compromission. Ce n'est pas seulement un problème français. Nous sommes des fous si nous pensons à une 3e Force internationale, si, au même moment, il y a la crainte que malgré cela, on n'empêchera pas le conflit entre les deux.
Si nous sommes devenus des utopistes continuant à lancer de grands mots au pays, de belles idées, mais convaincus qu'on n'arrivera pas à les faire triompher, sachant que ce sera le siècle de l'Amérique ou de la Russie, si sous croyons que l'heure est vraiment à la rencontre entre les violents et les puissants, d'accord ! Ayons le courage tous ensemble autant que possible, avec l'espoir qu'il n'en manquera pas un cette fois-là, ayant le courage, tous ensemble, d'accepter que les hommes socialistes disparaîtront peut-être dans la tourmente, que leur défaite passagère ne sera pas vaine.
On fête l'anniversaire de 48 ; on le fait fêter par des hommes qui auraient été des fusilleurs à ce moment-là. Ils sont tombés presque pour rien dans l'immédiat. Et pourtant, leur exemple a servi.
Si nous devions en accepter l'hypothèse, nous non plus, on ne tomberait pas pour rien.
Mais nous n'en sommes pas à accepter cette idée que le conflit est fatal tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Il est, autour de noue, des hommes qui attendent pour lutter contre l'un et l'autre dangers.
(Applaudissements)
Il faut y croire ; cela s'impose qu'on y croie, et que le Parti et nous-mêmes commencent à y croire.

Collection Jean Jaurès

Celui qui, en 1914, aurait annoncé aux anciens militants qu'on aurait eu Blum en 1934 se serait entendu répondre : Non, ce n'est pas vrai. Et pourtant, ce sont ceux qui ont eu la foi qui ont gagné.
En 1940, cela a été plus grave : il fallait y croire avec son cœur plus qu'avec sa raison, parce que alors les raisonnables...

(Une voix : Et Le Bail ?)

Il était de ceux qui disaient : " Ce n'est pas possible, on ne gagnera pas. La force brutale totalitaire est telle que toutes les démocraties ne remonteront pas le courant ".
Et pourtant, les démocraties ont gagné parce qu'elles savaient qu'il était possible d'allier les démocraties ; les démocraties ont gagné parce que, dans l'histoire de tous les peuples, ce sont les violents et les totalitaires qui gagnent la première étape, mais ce sont toujours les démocraties qui remportent la victoire définitive.
Mais cela suppose que vous repreniez confiance en vos militants et surtout en vous-mêmes.
(Applaudissements prolongés).

Le Président - Nous avons terminé le débat sur le rapport moral à 20 heures, comme prévu.
La séance de nuit reprendra à 21 h 30, avec la présentation du rapport sur " Le Populaire ".
Le rapport moral est ensuite adopté par : 2 150 mandats contre 1 955 et 620 abstentions. (Il y avait 4 726 mandats et 21 abstentions).

(La séance est levée. Il est 20h30.)

Séance du jeudi 1er juillet 1948 (nuit)

Présidence : Ferrat (Comité directeur) ;
Assesseurs : Yvette Daudet (Gard) ; Lesbros (Hautes-Alpes) ;

Rapport sur le populaire

René Naegelen
Chaleureusement applaudi par tout le Congrès alors qu'il s'achemine vers la tribune, va présenter le rapport sur le " Populaire ".
Camarades,
Le nouvel administrateur du " Populaire " pourrait se dispenser de présenter son rapport administratif puisqu'il était en droit de penser que les congressistes lisent régulièrement et attentivement le " Populaire " et que par conséquent, ils sont au courant des difficultés que nous rencontrons chaque jour et des efforts que nous tentons.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Je voudrais cependant leur donner des explications sincères sur les causes diverses et inéluctables qui ont amené ; le journal du Parti à la situation que vous connaissez.
Au lendemain de la Libération, le " Populaire " était un grand journal tirant à 300 000 exemplaires, plus même de 300 000 exemplaires parce que une fois de plus, les hommes et les femmes de ce pays se tournaient vers le Socialisme. Mais le Socialisme a apporté aux hommes et aux femmes de ce pays une déception inévitable quoi qu'en vérité, c'est la libération qui a apporté une déception au pays et il ne pouvait pas en être autrement au lendemain d'une guerre aussi ruineuse.
Le " Populaire ", dès le lendemain de la libération, gagnait de l'argent. Il a aidé financièrement le Parti dans sa reconstitution, il a créé, et personne ne peut lui en faire grief d'autres publications : " Gavroche ", " la Vie Heureuse ", le journal des femmes et " la Moisson ", le journal des campagnes.
Mais, au fur et à mesure que la déception grandissait dans le pays, au fur et à mesure le Parti perdait des électeurs et des élus, le " Populaire " perdait des lecteurs.
La perte était lente mais sûre. On a gagné de l'argent. Les charges s'accroissaient de mois en mois et puis arrivait une période, celle de 1946, où le budget du " Populaire " était équilibré, mais une période où déjà les budgets des publications soutenues par le " Populaire ", faisaient du déficit.
Et le tour est venu aussi au " Populaire " d'avoir un déficit mensuel. L'ancienne administration, nos camarades du Journal ont aussitôt réalisé des compressions. Les compressions, quand elles concernent le personnel, n'apportent des réductions de dépenses que bien tardivement.
Je dois vous dire qu'à la libération, on a du faire le journal avec les journalistes qui se trouvaient sur placé. Il a fallu ensuite engager, des journalistes, les anciens camarades du " Populaire " revenant de captivité. On a du commettre des erreurs inévitablement dans les engagements, au départ.
Tous nos confrères en ont commis de semblables.
Au fur et à mesure que nous réalisions ces compressions, nos charges augmentaient et nous étions toujours dépassés par les événements et nous nous trouvions toujours, malgré nous, devant un déficit grandissant.
Je dois rendre hommage aux camarades qui m'ont précédé et qui se sont attelés à la tâche de dégager le " Populaire " des autres publications déficitaires.
Je dois vous dire que ces publications ont coûté extrêmement cher à notre journal. Ainsi, quand on a à faire face à un déficit mensuel et qu'on a du crédit, on crée un passif, on fait des dettes. Le " Populaire " a des dettes, a un passif.
Mais il s'est trouvé vers la fin du mois d'avril, dans une situation de catastrophe où il semblait ne plus y avoir aucun espoir de poursuivre la parution du journal.
Pourquoi cette, situation catastrophique ?
Parce qu'au mois d'avril, au mois de mars, le gouvernement a promis des arrangements réservés à la presse d'opinion, à ce qu'on appelle la presse à tirage moyen. 55 centimes de ristourne sur le papier, par numéro, diminution des frais de transports. Nous étions en droit dé penser que si ces arrangements avaient été

réalisés dans la pratique, le " Populaire " aurait été dans une situation infiniment meilleure, devant un déficit léger en fin de mois et facile à combler par l'effort des militants.
L'ancienne administration alors, pour tenir, jusqu'à la mise, en pratique de ces arrangements, a réalisé des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations délictueuses, qui sont des opérations fort régulières dont je veux vous entretenir quelques instants
Nous avons demandé crédit à la société des papiers. Nous avons demandé une avance de fonds aux messageries et enfin, nous avons tiré des traites sur nos recettes à venir. Nous avons tiré des traites sur nos recettes de mai, sur nos recettes de juin et de juillet.
Ce sont là des opérations que toutes les entreprises commerciales réalisent et si nous avions pu les poursuivre, la situation du " Populaire " aurait été moins grave. Seulement, il s'est trouvé que nous n'avions plus de crédits et que par conséquent, nous ne pouvions plus tirer de traites sur un journal dont nos créanciers pensaient qu'il pouvait disparaître d'un jour à l'autre.
J'en arrive, camarades, à la situation tragique de la fin du mois d'avril, du 27 avril exactement.
Il n'y avait pas un sou en caisse. Le personnel n'avait pas encore reçu l'intégralité des salaires du mois de mars. Il y avait les échéances invariables du papier et de l'impression car si le Populaire ne trouve pas chaque semaine, les 600 000 FR nécessaires à l'achat du papier, il n'a pas de papier. Si le " Populaire " ne trouve pas chaque semaine les 750 000 FR nécessaires a l'impression, il n'a pas les titres le soir. La SNCF ne nous accorde plus aucun crédit et elle a raison puisque nous lui devons une somme d'argent très élevée.
Situation de catastrophe et c'est alors que j'avais commis l'imprudence d'émettre quelques suggestions sur l'activité d'un administrateur du journal du Parti Socialiste que notre camarade Léon Blum et notre camarade Guy Mollet m'ont demandé de me préparer à devenir l'administrateur du journal, tâche pour laquelle rien ne semblait me résoudre.
Le 29 avril, j'avais pu réexaminer la situation journal et j'ai dit à notre camarade Léon Blum que nous étions à la fois dans, l'impossibilité de continuer de paraître et aussi dans l'impossibilité de cesser brusquement de paraître – je parle devant des militants du Parti, je leur demande d'être discrets et de ne pas livrer ce qui pourrait être des armes entre les mains de nos adversaires –. Nous devions aussi de l'argent à la sécurité sociale. Le Parti qui a créé la sécurité sociale, n'a pas le droit, dans ses entreprises de ne pas faire face aux charges de la sécurité sociale.
Nous avions cependant envisagé pendant quelques instants de composer notre dernier numéro quand notre camarade Léon Blum m'a demandé de continuer.
Nous avons pris immédiatement les mesures qui s'imposaient. D'abord, réduire ce train de maison coûteux. Je dois dire qu'à cet égard, nous avons la plus grande compréhension de la part du personnel. Ce jour-là, à 4 heures du soir, nous avions rassemblé nos camarades de la rédaction, de l'administration et aussi de l'atelier. Nous leur avons dit toute la gravité de la situation, que nous

allions tenté un effort désespéré pour sauver le journal, que nous prendrions, à l'intérieur de la maison, sans faiblesse, les mesures qui s'imposaient. Il nous restait en caisse de quoi payer les appointements du personnel. Nous aurions voulu réserver cet argent à l'achat du papier et au paiement des frais d'impression. Nous leur avons demandé de courir avec nous le risque de travailler sans être payés et ils nous ont tous, dans l'enthousiasme, demandé de continuer.

Nous avons réalisé dans le premier mois 950 000 F de réduction de dépenses. Pour le mois de juin, ce n'est pas encore comptabilisé au francs, mais la réduction des dépenses sera de l'ordre de 1 300 000 F de réduction de dépenses que nous n'avons pas envisagés totalement dans le licenciement du personnel.

Bien sur, nous ayons licencié du personnel, mais je dois vous dire que le personnel du" Populaire " est maintenant revenu, tant au point de vue rédaction de l'administration, au chiffre de l'avant-guerre, que dans ce domaine, comme dans tous les autres, il nous est impossible de concevoir d'autres réductions de dépenses. Nous avons, dans l'ordre de l'augmentation des recettes, réalisé une augmentation de l'ordre de 600 000 à 700 000 F, augmentation que nous ne pouvait pas pousser plus loin, je ne le crois pas, dans l'état actuel des choses et dans la formule actuelle de notre journal. Vous seriez en droit de nous dire - et je veux aller au devant des observations qui devraient nous être faites - :

Pourquoi n'avez-vous pas réalisé plus tôt ces compressions ?

Parce qu'elles n'étaient réalisables que dans situation dramatique, que lorsque l'ensemble de nos camarades avaient compris que c'était pour le journal une question de vie ou de mort, pour le journal du Parti et pour leur propre situation.

Et puis, nous avons pensé que nos camarades avaient droit à la vérité et que nous devions lui dire la vérité tout entière sur la situation du journal. Et il s'est produit ce que vous savez.

C'est qu'à notre étonnement, à notre émerveillement, nous retrouvons chaque matin, le Parti qu'on croyait endormi, répondant à notre appel des quatre coins de Paris, l'argent est sorti comme d'entre les pavés, des quatre coins de France, l'argent nous est arrivé. Nous avons écrit, nous avons indiqué dans le hall, que le chiffre de la souscription était de 7 millions. Aujourd'hui, il a dépassé 9 millions.

Nous avons voulu consigner cela sur ce que nous appelons le livre d'or. Le livre d'or, il est dans le hall du journal. Je vous demande de le consulter.

Je ne connais pas, quant à moi, de lecture plus émouvante et plus encourageante. Ce sont les ouvriers, les petits fonctionnaires, des instituts beaucoup d'instituteurs, des retraités qui ne veulent pas voir disparaître le journal du Parti Socialiste qui nous envoient leur deuxième, leur troisième, quatrième, cinquième versement de 1 000 F, de 500 F et parfois de 100 F.

Nous avons voulu consigner cela au livre d'or. Si nos confrères de la presse étaient là, je leur demanderais d'aller le consulter. Il est le témoignage irréfutable que le journal du Parti a été sauvé par militants du Parti et c'est la plus belle réponse qu'on puisse faire aux calomnies déversées quotidiennement contre nous.

(Applaudissements).
Nous avons demandé dès les premiers jours à nous aider pour tenir ces trois mois terribles au cours desquels, nous sommes, privés de la presque totalité de nos recettes, au cours desquels nous sommes obligés d'amortir un passif - je dois à cet égard vous dire le passif du " Populaire " est déjà diminué de 5 millions et que la semaine prochaine, nous serons complètement libéré de notre dette en papier qui se chiffrait au premier mai à 6 700 000 F.
Nous avons demandé de tenir trois mois et nous vous avons dit il faut tenir deux mois de plus, il faut nous aider deux mois de plus, il faut poursuivra cet effort, il faut tenir jusqu'au premier octobre.
Pourquoi ce premier octobre ?
Parce que, voyez-vous, camarades, vous savez la situation tragique des journaux d'opinion, vous savez les difficultés de " Combat ", les difficultés " l'Humanité ", de " l'Aube " qui sont aussi catastrophiques que les nôtres. Parce qu'avec notre chiffre de tirage, nous ne pourrons pas réduire le déficit nous serons au premier octobre encore en face d'un déficit impossible à couvrir et nous entendons, et nous espérons faire vivre le " Populaire " sans demander encore et toujours des sacrifices financiers, à nos camarades.
Je voudrais - je m'excuse de ne pas l'avoir plus tôt - vous répondre par avance à des questions qui nous ont été posées : Ce journal a-t-il donc été si mal administré et si mal fait que son tirage a baissé ?
La vente du " Populaire " est revenue au chiffre d'avant-guerre. Quand j'évoque les chiffres d'avant-guerre, je veux parler des chiffres de 1958 et 1929 et des chiffres de 1956 avant l'avènement du Front Populaire et le gouvernement Léon Blum. A cette époque, le " Populaire " - je ne dirai pas le " Populaire " vivotait, mais très souvent, les administrateurs étaient obligés de demander aux militants des sacrifices financiers.
Aujourd'hui, nous sommes revenus au chiffre d'avant guerre et nous sommes en droit de dire que pratiquement, nous avons un chiffre de lecteur d'ailleurs cela se produit sur Paris - bien plus élevé qu'avant guerre parce que nous avons maintenant en province des quotidiens régionaux Socialistes qui nous ont pris des lecteurs et je les en félicite.
Ainsi, à Lille, il y a " Nord-matin " qui est bien fait : 40 000 lecteurs dont 15 000 abonnés. Nous sommes donc en droit de dire, puisque notre chiffre tirage est le même, nous avons une audience plus lu qu'avant-guerre puisque inévitablement, nous devions dans certaines régions, perdre des lecteurs au profit de quotidiens régionaux Socialistes.
Nous vous demandons de tenir jusqu'au premier octobre. Moi qui dépouille chaque jour le courrier, qui voit chaque les mandats, je vous demande de poursuivre vos efforts et je demande à nos camarades parlementaires, qui nous ont déjà apporté près de 2 500 000 F, de relayer l'effort des pauvres " bougres " de la base qui se privent du superflu et parfois du nécessaire pour que vive leur journal.

Je sais qu'ils ont été pris au Palais Bourbon. Je sais aussi qu'ils vont revenir dans leur circonscription et que par leur autorité, ils doivent et ils peuvent faire quelque chose pour nous.
Ils se considèrent comme en période électorale s'ils collectent auprès des sympathisants, je suis sûr que par leur effort, nous parviendrons tenir jusqu'au premier octobre.
Par ailleurs, nous nous sommes arrangés à rechercher les contrats de publicité et, dans ce domaine, d'ici peu de temps, nous aurons quelques contrats qui faciliteront notre tâche.
Mais en ce qui concerne la situation actuelle du journal, cette fin de semaine a été plus drastique encore que les autres parce qu'elle se complique du versement des charges sociales, versement qui s'élève à 764 000 F par mois.
Nous avons déclaré que la parution du jour serait non seulement et inévitablement subordonnée au paiement du papier et de l'impression, mais subordonnée aussi au paiement régulier à chaque fin de mois, des charges sociales et le jour où nous ne pourrons pas payer les charges sociales nous réunirons d'urgence le conseil d'administration, pour envisager de composer le dernier du journal.
La trésorerie où en est-elle ?
Pour la fin du mois, il nous manquait hier soir 500 000 F. Nous avons encore reçu ce matin 140000 F au compte chèques postaux, par sommes de l00 F, 500 F et l 000 F avec un seul envoi de 5 000 F d'une section.
Nous avons perçu des souscriptions. Il nous manquait ce matin 250 000 F et nos camarades de fédération de Belfort nous ont apporté leur deuxième versement car ils ont voulu faire honneur à leurs vieux militants et être à la pointe du combat pour sauver le " Populaire ". Ils m'ont apporte une somme 113 000 F, ce qui fait que là fin du mois est assurée.
(Applaudissements)
Mais il y a la semaine prochaine et nous n'avons donnée pour le mois de mai ; pour le mois de juin quel 5 000 F d'acompte à l'ensemble de notre personnel. Nous ne savons pas quand nous pourrons verser le deuxième acompte. Je vous assure que nous sommes soulagés d'avoir versé les 15 000 F qui comportent le minimum vital indispensable. Je dois dire à cet égard que nous sommes, pour les journalistes, tenus d'observer les tarifs syndicaux de la profession, mais les camarades de la hiérarchie, chefs de service, rédacteurs en chef et de l'administration n'ont pas encore reçu l'intégralité de leurs traitements d'avril de leurs traitements de mai.
Nous vous demandons de tenir jusqu'au premier octobre parce qu'il n'y a pas d'entreprise journalistique possible dans la période des vacances et des congés payés.
Nous vous parlons très souvent de la nouvelle formule du journal, du journal que nous allons apporter au premier octobre.

(A ce moment, un camarade apporte on message. - un chèque de 175 000 F provenant de nos camarades belges).

(Applaudissements).
J’avais oublié de vous dire que l’Internationale Socialiste a répondu à notre appel et que nos camarades ne sont pas indifférents à la situation dramatique de notre journal. Des aides substantielles nous sont parvenues de tous côtés.
Dites-vous bien, camarades, que dans la formule actuelle, même si nous arrivions à l’améliorer, nous serions encore en face d’un déficit impossible à couvrir et nous aurions mieux fait alors de disparaître au premier mai et de ne pas vous demander aux uns et aux autres, ces sacrifices coûteux.
Mais, nous avons l’ambition et nous avons l’espoir de réaliser, pour la saison prochaine, on journal qui vous plaira davantage et un journal dont l’équilibre budgétaire sera peut-être assuré ou pas loin de l’être.
Et j’en arrive, dépassant le rôle de l’administrateur proprement dit, à vous parler de la rédaction du journal. Je dois d’abord rendre hommage à mes camarades de la rédaction. Comment ne le ferais-je pas d’abord, moi qui appartenais depuis trois ans à la rédaction de ce journal et qui me considère toujours, quoi qu’administrateur, comme appartenant à la rédaction.
Ce journal ne vous plait pas, on le critique de tous côtés. Il est toutefois amusant de constater que ces critiques sont contradictoires et par conséquent, je vous assure que ce n’est pas facile de faire votre journal, camarades, dans la formule actuelle. Les uns nous réclament ceci, les autres nous réclament cela. À un certain moment, nos camarades des comités de diffusion nous ont dit : vous n’accordez pas assez de place aux faits divers, à l’information générale, vous devez être un journal d’information, vous devez accorder une plus large place aux sports, il faut mettre des grands titres ! et mettre, selon l’expression employée, " du sang à la une ".
Nous avons mis du sang à la une, et alors s’élevaient des protestations indignées de la part des camarades qui nous disaient : " cela est indigne d’un journal du Parti ".
Nous avons quand même réfléchi à cette question difficile du journal du Parti. Nous avons compris qu’en vérité, il faut que nous vous fassions deux journaux, l’un pour la province, l’autre pour la région parisienne.
Nos lecteurs de province sont, je ne dirais pas les adhérents du Parti, car si tous les adhérents du Parti étaient lecteurs du " Populaire ", nous ne connaîtrions pas de difficultés financières. Mais, c’est une fausse espérance que de s’imaginer qu’on pourra demander aux adhérents du Parti, d’acheter régulièrement le journal. Nos lecteurs de province sont des militants du Parti et ils sont aussi des sympathisants qui recherchent dans le " Populaire ", les articles approfondis sur les questions de politique nationale et de politique internationale. Je m’en rends compte par le nombreux courrier qui nous arrive chaque jour.
Camarades de province, nos lecteurs de province sont des gens sérieux et attentifs. Ils nous demandent un journal documenté, un journal riche en substances, alors que nous leur apportons un journal qui donne des informations du jour, nous arrivons avec 24 heures de retard ; ces informations paraissent

dérisoires, nos lecteurs les ont trouvées dans le journal quotidien régional qu'ils achètent chaque matin.
Nous avons donc retenu ceci, qu'il faut faire pour la province, un journal pour les militants, votre journal. Mais si nous essayons de faire sur la région parisienne le journal des militants, vous pensez bien que nous accentuerions encore une baisse considérable de tirages car les 2/3 de notre vente couvrent ce que nous appelons, dans notre langage journalistique, " la parisienne ".
Nous essaierons donc de faire pour Paris, un journal d'informations, un journal politique. Il s'agit, camarades, de savoir si vous voulez un journal pour vous. Si vous voulez un journal pour vous, c'est facile. Les militants alors pourront le faire et il n'y aura pas besoin de journalistes professionnels, ou il s'agit de savoir si vous voulez un journal pour les autres, un journal pour ceux qui ne sont pas des Socialistes convaincu mais qui peuvent se tourner vers le Socialisme et que nous devons, par le journal, amener au Socialisme.
Voila, camarades, les deux formules que nous essayons de mettre sur pied.
La commission de la presse qui s'est réunie cet après-midi vous demandera la constitution d'une commission qui sera chargée, dans les semaines à venir, d'étudier la nouvelle formule du journal du Parti et de la réaliser.
Je vous confesse que pour moi, l'échéance d'octobre est une échéance plus redoutable que celle du papier, de l'impression et des charges sociales car nous aurons à mener une lutte extraordinairement difficile. Les conditions d'existence d'une presse à moyen tirage sont impossibles. Et puis, nous avons à lutter contre la grande presse d'information qui s'organise, qui a des moyens déjà extrêmement puissants, qui aura demain des moyens plus puissants encore. Vous verrez bientôt un journal du soir se transformer en journal du matin, verrez bientôt d'autres fusions dans la presse d'information parisienne.
Nous avons demandé à des techniciens de la presse régionale socialiste de province, qu'ils veillent avec nous à cette commission. Ils travaillent avec nous pour réaliser ces formules, parce qu'ils connaissent la question et parce qu'il faut enfin que nous coordonnions les efforts de la presse socialiste à travers ce pays.
Qu'il me soit permis de dire à ceux dont la situation est aujourd'hui encore florissante, qu'ils sont à leur tour, attaqués par la grande presse d'information qui déversera rapidement, sur les aérodromes des grandes villes, des journaux à 6 pages, 8 pages, avec des informations extrêmement élargies.
Nous nous efforcerons aussi de rassembler les moyens de la presse socialiste régionale pour alléger ses charges et pour alléger nos charges. Nous aurons à mener une bataille extrêmement difficile parce que nous avons aussi à lutter et c'est la lutte la plus inégale contre une soi-disant presse d'opinion. Je ne veux pas la nommer, une presse qui a recherché une clientèle et qui pour conquérir cette clientèle a voté les intérêts de ceux-ci, les intérêts de ceux-là. Tel journal donnait systématiquement aux revendications des salariés, même et surtout lorsque ces salariés n'avaient pas entièrement raison. Un autre journal donnait satisfaction aux dications du petit commerce et nous avons de nombreux camarades Socialistes qui sont des petits commerces et qui délaissent le "

Populaire " parce qu'ils ont l'impression que tel journal les défend. Il y a des journaux qui se servent de la surenchère, de la démagogie et parfois du mensonge pour recruter la clientèle… ces journaux-là aussi feront que notre bataille sera extrêmement difficile. Mais, si vous donnez mandat à cette commission d'étudier et de réaliser les nouvelles formules du journal du Parti Socialiste, qu'est-ce que nous pourrons vous dire, nous, camarades du " Populaire ", et je parle, tant au nom de ceux de l'administration, de ceux de la rédaction, que les uns et les autres, et en mon nom personnel : que nous ferons sur le plan rédactionnel ce que nous avons fait sur le plan administratif, que nous travaillerons d'arrache-pied pour vous donner un beau journal, que nous y consacrerons tout notre temps, tous nos efforts, toutes nos ressources intellectuelles, que le journal du Parti sera toutes nos préoccupations, toutes nos joies et toutes nos peines.
Je pense qu'avec votre effort, votre concours ne sera plus un concours financier mais un concours de diffusion et un concours d'amitié, nous réunir dans cette tâche difficile et que nous arriverons doter le Parti Socialiste d'un journal qui sera un instrument de documentation pour les camarades, mais qui sera aussi une arme efficace de propagande socialiste qui nous aidera dans les luttes que le Parti Socialiste aura à livrer demain, qui seront, j'en la conviction, des luttes victorieuses parce que nous serons tous ensemble, d'un cœur unanime et fiers qui seront des luttes victorieuses aussi parce que elles seront avant tout les luttes du Socialisme.
(Vifs applaudissements).

Le Congrès unanime, vote dans l'enthousiasme là motion suivante proposée par la fédération de l'Hérault.

" Le Congrès adresse au camarade René Naegelen, l'expression de sa vive reconnaissance pour l'effort inlassable fourni en faveur du " Populaire ".
Il englobe dans cet hommage tous les camarades et le personnel travaillant au journal, unis par la même volonté de sauver l'organe central du Parti.
" Il prend l'engagement solennel de collaborer à cette œuvre de redressement et d'inviter tous les militants à le suivre dans cette voie ".

M. Delvaux (Commission de contrôle du Populaire)
Abordant l'affaire du " Populaire ", la commission de contrôle a tout d'abord tenu à rendre un ardent hommage au directeur qu'est notre grand Camarade Léon Blum et à l'assurer de toute son affectueux estime. La Commission, qui selon les statuts et la tradition était chargée de vérifier les comptes du " Populaire " n'a évidement pu que faire confiance au Conseil d'administration du journal.
Après avoir entendu le résume du plan établi par l'Administrateur, René Naegelen, la Commission de contrôle n'a pas cru devoir proposer au Congrès des solutions, mais elle a cru devoir lui demander d'orienter ces débats autour de trois problèmes :

Fondation Jean Jaurès

1) La situation financière catastrophique fin avril s'est-elle suffisamment améliorée depuis deux mois pour que l'expérience soit continuée jusqu'à début octobre ?
La Commission répond " Oui ", mais si le déficit prévu est compensé par un effort toujours accru.
2) Comment les militants du Parti soutiendront l'effort de l'Administrateur du " Populaire " jusqu'au début octobre ?
3) N'y aura-t-il pas lieu, à cette date, d'organiser la presse centrale du Parti selon nouvelle formule ?
La Commission propose que pendant les trois prochains mois, une commission de 15 membres soit chargée d'étudier ces problèmes de réorganisation de la presse. La Commission propose que ces 15 membres soient ainsi choisis :
- 5 choisis par le Comité directeur dans son sein ;
- 5 techniciens de la presse régionale socialiste ;
- 5 délégués des Fédérations désignés par ce Congrès National.
Tous les problèmes, de la réorganisation de la presse du Parti seraient examinés et résolus avec le double souci de l'efficacité et du respect de la volonté du Parti.
(Applaudissements)

Brel (Seine-et-Oise)
Camarades, il est inutile de vous dire que la fédération de Seine-et-Oise approuve le rapport de Naegelen et le rapport de la Commission qui vient de nous être soumis. Ce n'est pas la satisfaction que nous avons d'avoir en Naegelen, un homme, un camarade capable de rénover autant que possible la presse et le " Populaire " qui nous fait penser qu'il y avait tout de même avant Naegelen, un administrateur au " Populaire " et qu'il y avait également au " Populaire ", un conseil d'administration qui, à notre sens, devait tout de même avoir des comptes à rendre au Congrès.
Nous pensons également qu'il ne serait pas suffisant de demander à nos camarades cet effort constant qu'au premier octobre si nous ne pouvons répondre à nos camarades sur les questions qu'ils nous posent quant à l'activité qui existait avant que Naegelen prenne le " Populaire ".
C'est pourquoi, la fédération de Seine-et-Oise demande au Congrès de prendre en considération la motion suivante : " La fédération socialiste de Seine-et-Oise, émue de la situation du " Populaire ", invite le Congrès nationale à nommé une commission d'enquête chargée d'établir les causes et les responsabilités de la situation actuelle. Cette Commission devra faire un rapport devant le prochain Conseil national, habilité pour prendre toutes mesures et toutes sanctions qu'il jugera utile.
" Elle exprime à René Naegelen, ses félicitations pour l'action courageuse qu'il a entreprise ".
(Applaudissements)

Collection Jean-Jaurès

M. Clair (Seine)

Camarades, personne ne met en doute le courage qu'il a fallu à notre camarade René Naegelen pour prendre la situation actuelle du Populaire en main et personne ne conteste le magnifique effort qui a été fait par de multiples militants et également par des sympathisants du Parti, pour apporter leur obole au " Populaire ".

Si vous voulez bien, je voudrais me placer à un autre point de vue. J'ai quelque peu toucher aux affaires et lorsque l'on constate qu'avec persistance, un journal ne se vend pas, on en conclut, sur le plan commercial, que ce journal, par sa composition et sa nature, ne répond pas aux desiderata de l'opinion, publique. Et par conséquent, le problème ne se place pas uniquement sur le plan administratif, mais il se place également sur le plan de la qualité du journal.

A cet égard, il est très bien d'avoir pris un ensemble de mesures qui facilitent l'administration du journal, mais il faut également, et d'une façon corrélative, prendre un ensemble de mesures qui modifient la nature et les qualités du journal.

Or, à ce sujet, il est absolument incontestable que le " Populaire " ne sait pas exprimer les multiples aspects de la vie sociale et que dans de multiples domaines, on est gêné de lire certains articles, notamment en ce qui concerne la vie syndicale, en ce qui concerne la vie des comités d'entreprises...

En ce qui concerne la vie sociale, au sens le plus large du mot, car on s'exprime dans ce domaine dans un langage tel que l'on exprime des choses étrangères aux préoccupations publiques.

Je ne veux vous citer comme exemple que ceci : lorsque récemment, il a été fait mention de l'extrême importance de la réunion du 4 avril concernant les comités d'entreprises, provoquée par la CGT, on a lu dans le " Populaire " sur cette importante réunion sur laquelle je ne veux pas m'étendre de choses qui dénotent que le rédacteur qui a écrit cet article est complètement étranger à la vie syndicale et aux préoccupations de la classe ouvrière française et il est évident que dans tous ces domaines, s'il était très bien de prendre un ensemble de mesures administratives qui permettent une meilleure gestion du journal, la question essentielle d'en modifier le caractère et de donner au journal une valeur politique, une valeur sociale, d'opinion c'est-à-dire une valeur commerciale qui fasse reconnaître en lui un journal qui exprime les préoccupations publiques du moment. Il est extraordinaire que le " Populaire " qui se vend actuellement 70 ou 75 000 exemplaires, ne requiert pas, de la, part des membres du Parti, une attitude plus favorable.

Il serait vraiment très intéressant de savoir combien il y a de membres du Parti Socialiste qui achètent le " Populaire ". Et, camarades, cette insuffisance notoire est tout de même due, dans une certaine mesure au fait que le " Populaire " n'exprime pas toujours la politique du Parti.

Il est irrégulier, camarades, que dans un Congrès national, on veuille donner à un Comité directeur, une autorité et que dans la même période, on ne lui donne pas les moyens pratiques de contrôler effectivement sa presse.

Alors, on arrive à cette situation qu'à 24 heures d'intervalle, l'ensemble des militants du Parti est placé devant des leaders qui engagent la responsabilité entière du Parti et que nous sommes tenus tout de même de défendre sans que le Comité directeur ait su, 24 heures d'avance, que tel article allait paraître.
Je crois que cette situation doit prendre fin. Car enfin, on peut voter des dispositions excellentes dans un Congrès national qui affirme que l'autorité essentielle appartient au Comité directeur, mais si, dans la même période, on ne permet pas a celui-ci de contrôler politiquement la presse du Parti, c'est exactement comme si on n'avait rien fait.
Deux exemples : Le premier s'est passé dans notre propre fédération. Notre camarade L... posant au Secrétaire Fédéral la question suivante :
- Considères-tu que le gouvernement Schuman est un gouvernement de troisième force ?
Réponse de Marceau Pivert : Non.
48 heures après, un leader de notre Parti, camarade Léon Blum expliquait que le gouvernement Schuman était le gouvernement de la Troisième Force et il y a eu cet article... Eh bien, voyez-vous, camarades, le public n'a pas de ces subtilités et juge les choses d'une façon plus simple.
Je voudrais citer aussi cet article de notre camarade Léon Blum sur l'éventualité de l'association avec des PRL républicains, crue dans une réunion de l'Union cantonale de la Seine, notre camarade s'est vu dans l'obligation de contester.
En tout cas, en général, il est inadmissible les volontés exprimées dans un Congrès national du Parti, ne soient pas récapitulées par une organisation intérieure qui permette de donner à notre presse, aux affirmations du Comité directeur et aux actes de la fraction parlementaire, une homogénéité constante car ce sont les membres du Parti qui, devant l'opinion publique, sont tenus de prendre à leur compte, des articles auxquels ils n'ont nullement concouru, ni de près, ni de loin.
C'est pourquoi, en raison des difficultés actuelle du " Populaire ", nous pensons qu'il est temps' que le " Populaire " s'oriente vers une organisation d'un type nouveau et cette organisation d'un type nouveau, c'est une organisation coopérative. Organisation coopérative qui permette au Parti de contrôler d'une façon plus précise sa propre presse.
Je n'ai pas l'intention de développer ici aspects juridiques d'un tel problème car il y a évidemment une question de passif.
La Société coopérative en question sera-t-elle tenue de prendre à son compte, le passif de la Société nouvelle actuelle ? C'est un problème très important. J'ai entendu dire que nos camarades du Nord ont cette organisation coopérative pour " Nord-matin ".
Je ne sais pas si c'est exact, mais en tout cas, ça me paraît être la seule formule valable.
Je suis absolument persuadé que si on avait fait appel à l'ensemble du Parti en lui proposant une forme de réorganisation permettant un contrôle effectif du Parti sur la presse, nous aurions obtenu, dans ce domaine, 50 millions.

Fondation Jean Jaurès

Lorsqu'une formule coopérative est lancée avec habileté, on obtient des résultats considérables.
Je pense qu'à cet égard, l'expérience de " Nord-matin " est pleinement démonstrative et que les expériences réalisées par nos camarades du ont une incontestable valeur.
En tout cas, j'aurais aimé que notre camarade Naegelen confirme ou infirme cette nouvelle qui circule, à savoir que l'on envisage, dans le dernier trimestre de l'année, d'opérer certaine fusion du " Populaire " avec d'autres journaux.
De toute façon, nous aimerions savoir quelles sont les perspectives de l'administration du " Populaire ". C'est admirable de tenir le coup jusqu'au 1er octobre, mais, quelles sont les perspectives lointaines. Sous quelle forme d'organisation sont-elles susceptibles de se vérifier ? Qu'envisage-t-on dans l'avenir ?
Notre camarade Naegelen est en face d'une situation dramatique, il fait des efforts exceptionnels pour la surmonter. Mais, malheureusement, dans le domaine commercial, ce n'est pas toujours suffisant.
Nous aimerions savoir - c'est tout de même la tâche élémentaire d'un Congrès national - nous aimerions que notre camarade. René Naegelen nous précise quelles sont ses perspectives lointaines en ce qui concerne le " Populaire " et je terminera sur une remarque.
Je suis quelque peu inquiet du fait du départ de notre camarade Germain Saint de voir s'accentuer dans le " Populaire " le fait de ce que nous appelleront " le travail de masse ", notamment en ce qui concerne la présence du " Populaire " dans les courses car considère que dans un domaine de ce genre, ce manque au " Populaire ", c'est de s'exprimer sur plan véritablement populaire, de résumer en lui, dans des formes habituelles, les multiples préoccupations du commun des mortels dans tous les domaines d'activités, activité syndicale, problème du ravitaillement, de l'habitat, des consommateurs, etc. et d'avoir dans chacun de ces domaines des correspondants capables de lui apporter, les éléments nécessaires à la rédaction d'article car le Parti est suffisamment riche en militants pour utiliser leurs compétences multiples et donner au journal un caractère qu'il n'a pas encore.
Je reprocherai en terminant, amicalement, que le " Populaire " n'utilise pas suffisamment les multiples compétences du Parti et même, les textes publiés dans le Parti pour avoir des éléments d'information, de documentation et par conséquent, de la rédaction donnant à ce journal une richesse qui lui manque encore.
(Applaudissements)

La fédération de la Seine s'associe à la demande de la Seine-et-Oise, au sujet de la commission d'enquête sur le " Populaire ".

Jean Binot (Seine inférieure)
Camarades, la discussion de ce soir, sur le rapport relatif au " Populaire " répète pour nous, en l'accroissant, l'entretien qui a eu lieu, Salle Colbert, devant

Collection Jean Jaurès

groupes parlementaires et où notre ami René Naegelen a exposé la situation qu'il vous a rapportée ce soir en y ajoutant le plan de l'expérience qu'il depuis lors.
La fédération de la Seine inférieure a unanimement décidé, et c'est ce pourquoi j'ai demande à intervenir, de proposer au Congrès national de voter unanimement le rapport du " Populaire " en donnant à ce vote unanime, un sens que je vais m'efforcer de définir.
Nous n'entendons pas par là tirer un trait sur le passé et nous interdire de nous interroger sur les circonstances, sur les faiblesses, sur les maladresses, sur tout cet ensemble de fautes sont les fautes du Parti tout entier puisqu'il encourt les risques qui s'attachent à ces fautes. Seulement, nous avons le devoir de nous rappeler à nous-mêmes que dans les Congrès nationaux des années précédentes, une commission a examiné les comptes du " Populaire " et qu'elle est venue, à chaque fois, déclarer au Congrès que tout était pour le mieux et que l'on passait à l'ordre du jour.
Par conséquent, nous avons le droit de dire que ces camarades ont manqué ou bien de perspicacité ou de vigilance, mais qu'au total, le Congrès, en faisant siennes leurs conclusions, a endossé, malgré peut-être, mais a endossé en fait, la responsabilité devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui tous.
Et pour nous qui votons et qui demandons au Congrès national de voter unanimement le rapport " Populaire ", cela signifie en premier lieu que le Congrès national, que le Parti entend exprimer par sa confiance, son affection et son admiration, si 1e mot n'est pas trop fort, et je sais qu'il ne l'est pas, notre camarade René Naegelen qui se bat au nom et pour le Parti tout entier.
Ceci dit, je voudrais m'interroger devant vous sur les raisons qui expliquent l'état du " Populaire ".
C'est un fait général que les journaux issus de la Résistance, dits d'opinion, connaissent, à degrés divers et à des nuances près, une situation, comparable à la notre, mais il reste tout de même, frappant qu'un parti qui compte officiellement 500 000 adhérents ou davantage, doive s'avouer à lui-même qu'il vend moins de 100 000 numéros, c'est tout de même à partir de cette sorte de point de départ que nous pouvons entreprendre une sorte d'examen de conscience. Les critiques que nous formulons à la rédaction du " Populaire ", les contradictions que nous relevons parfois pour tel article à la " une " et tel article paru à la page 4, sont autant difficultés sans doute dont les militants doivent courir la responsabilité. Seulement, si le " Populaire " mérite des critiques, il n'en reste pas moins vrai que le jour où notre indifférence, où notre où cette espèce de scepticisme délectueux aurait pour conséquence que le " Populaire " n'existerait ce jour-là, je pense que nous saurions cesser toute critique pour la raison que le motif de la critiqué aurait cesse d'être.
S'il est vrai que notre Parti a des ressources en possibilités et qu'il ne sait pas s'en servir, cette sorte d'explication n'est malgré tout pas décisive. Il y a un problème technique, il y a un problème psychologique.
Quel est-il ? Les journaux de Paris ont perdu l'audience de la province. La radio donne chaque mal sinon en totalité, du moins en larges extraits des éditoriaux

politiques et l'homme de la province trouve sur place un quotidien qui est plus ou moins bien fait, mais qui le satisfait parce qu'il contient davantage d'informations locales et que le lecteur moyen s'en contente.
D'ailleurs, l'explication suivant laquelle notre journal se vendrait mal ou moins parce qu'il n'a pas bien fait, n'est malgré tout, qu'une explication superficielle si l'on tient compte que d'autres journaux que nous estimons, à tort ou à raison, mieux faits que le " Populaire ", se trouvent tout de même dans une situation aussi critique.
Mais les difficultés d'existence des journaux d'opinion n'ont après tout qu'un reflet de notre temps. Il y a vingt ans ou davantage, les journaux d'opinion, les journaux politiques étaient des instruments d'indications. Ils ont cessé d'être des instruments d'indication et, à l'heure présente, nous serions peut-être très embarrassés, les uns et les autres pour essayer de définir quelle leur mission nouvelle.
C'est une tâche à laquelle nous pouvons nous attacher, et c'est un labeur qui doit être le nôtres et qui devrait englober non seulement le " Populaire " mais tous les journaux du Parti parce que les difficultés que connaît le " Populaire ", nos journaux fédéraux les connaissent également et leur existence est aussi nécessaire au Parti quoi qu'à un degré moindre, que l'existence du " Populaire " lui-même.
Je voudrais dire pour conclure, que sans rien diminuer du mérite qui est celui de René Naegelen, sans entamer, en rien sa foi et celle des camarades qui luttent à ses côtes, je voudrais dire au Congrès qu'il doit prendre conscience de ceci, que la part d'efforts jusqu'ici accomplie, que les résultats obtenus quant à présent, ne sont que la part la moins difficile de toute la bataille qu'il faut conduire lorsqu'on a à faire face à un déficit énorme, ce n'est pas le premier 1/10ième ou le premier 1/4 du déficit qui est difficile à combler, c'est le reste. Il ne faut pas espérer qu'indéfiniment, surtout à l'heure actuelle, à l'époque la plus dure de l'année, que le miracle des chèques postaux se renouvellera tous les jours avec la même densité. C'est la raison pour laquelle je pense que notre Parti, que nos Fédérations, nos militants, ne doivent pas seulement se contenter de réfléchir, de s'inquiéter et de se nourrir de mots, mais qu'ils doivent, rentrés chez eux, faire l'effort concret, non seulement celui qui va consister, à réunir des fonds, parce qu'il faudra, faire face au reste du déficit et j'y insiste, c'est le plus difficile qui reste à faire, mais il faudra préciser que le Parti Socialiste travaille à accroître la vente du " Populaire ", faute de quoi, il aura discuté vainement, faute de quoi, l'effort de René Naegelen et de nos camarades groupés autour de lui auraient été dispensés en vain.
(Applaudissements)

M. Descamps (Gers)
C'est une fédération modeste comptant à peine 3 000 adhérents qui vous parle et cependant, c'est une fédération qui s'intéresse " Populaire ". Certes, nous avons connu, dans notre fédération, à une échelle beaucoup plus modeste, la crise qui atteint actuellement, le journal du Parti. Nous l'avons résolue.

Nous l’avons résolue par l’émission de 2 000 parts d’une société coopérative qui nous a permis de continuer la parution de notre hebdomadaire fédéral, 2 000 parts de 1 000 F, soit 2 millions. Nous avions une imprimerie coopérative gérée par notre fédération et ainsi, nous avons assuré la vie de notre organe fédéral.
On a déjà, abordé cette question ici et je crois fermement que là est le salut pour le journal de notre Parti. Certes, les lecteurs du " Populaire " se situe plus souvent dans les environs immédiats de Paris. Qu’importe aux militants des Fédérations lointaines, la chronique des chiens écrasés.
Le Congrès fédéral du Gers a demandé que la part réservée à la politique et à la doctrine dans le " Populaire " soit étendue de façon à ce que le nombre des abonnements puissent augmenter.
(Applaudissements)
Ainsi, peut-être, même dans les fédérations le plus éloignées, aurez-vous des lecteurs plus nombreux. Et puis, voyez-vous, nous sentiriez que dans le" Populaire " existe une vaste tribune libre où toutes les opinions puissent se faire jour et être respectées.
(Applaudissements)
Nous voudrions aussi un journal moins conformiste, un journal qui quelquefois, ne " déraille " pas dans la doctrine et notamment au point de vue syndical ainsi que le faisait remarquer le précédent orateur.
Enfin, le Parti perd peu à peu de son prestige et sa vigueur. Cela tient sans doute à sa politique générale
Nous en parlerons plus tard. Cette désaffection atteint l’organe du Parti. Si vous voulez que le " Populaire " il faudra que la doctrine du Parti se rapproche des vieilles traditions et de la vieille line de conduite du Parti.
Ainsi, il faut, voyez-vous, aborder cette question de la vie chère, de l’équilibre des salaires et des prix toujours promis, jamais obtenus. Nous nous éloignons des masses laborieuses parce qu’évidemment, nous ne représentons plus leur idéal. Il faut y revenir, par la parole, par l’action, par nos journaux.
C’est pour cela, que, rendant hommage à notre camarade René Naegelen qui nous a parlé ici en camarade, en ami, qui nous a exposé vraiment la situation du " Populaire " telle qu’elle est -nous avons suivi pas à pas, jour par jour, ses efforts pour résoudre les crises successives s’abattent sur ce journal nous disons que René Naegelen est un homme courageux dans lequel on peut avoir pleine confiance. Nous suivrons ses efforts et nous l’aiderons de toutes nos forces. Mais il faut enfin que l’on comprenne dans le Parti Socialiste que la solution qui peut sauver le Parti et le " Populaire ", réside dans une coopérative de notre journal. C’est là le Salut.
Lorsque cette coopérative sera créée, nous prenons l’engagement, nous, militants de province, ce soir, de donner notre argent tout ce qui est nécessaire pour notre journal reprenne auprès des masses, l’audition qu’il a cessé d’avoir.
(Applaudissements).

Contribution Jean Jaurès

Guy Mollet
Camarades, je ne veux dire que : quelques mots. Il ne s'agit pas, ce soir, de discuté : de la formule du " Populaire ". Il ns s'agit pas de chercher à établir, dans l'immédiat les raisons pour lesquelles la clientèle du " Populaire " a diminué.
Ceci appartiendra à une commission qui pourrait être celle qui vous a été proposée.
Il est très exact qu'il faut chercher d'une part dans la politique générale et d'autre part - et à mon avis beaucoup plus - dans le fait qu'un journal national, au point de vue politique, a une vie très difficile à assurer. Il y a l'existence d'un certain nombre de grands journaux régionaux d'une part, l'importance prise par la radio d'autre part. Cela complique terriblement la vie d'un journal national. Nous aurions 180 000 lecteurs pour notre organe national s'ils trouvaient, dans un organe local, les informations qu'ils trouvent dans l'organe national.
Aujourd'hui, avec la radio et les téléscripteurs, n'importe quel journal de province a les nouvelles paraissant dans le " Populaire " le lendemain.
Des formules nouvelles sont à étudier. Je ne pense pas que ça puisse être fait dans un Congrès national. Je crois qu'une commission doit être chargé de ce travail. Je pense que le rôle de ce Congrès est de dire, et de dire tout simplement que le Parti - et sur ce point, je voudrais que ce soit le Parti unanime - ne peut en aucune manière envisager la disparition de cet organe, de son organe national, que l'effort qui vous est demandé, c'est tout le Parti, tous les éléments du Parti, tous les organismes dirigeants ou autres du Parti, qui sont décidés à le faire.
C'est, je crois, la meilleure et la seule conclusion qu'il soit possible de tirer du débat de ce soir.
(Applaudissements)

René Naegelen
Je ne m'oppose pas à la nomination d'une commission d'enquête à l'ancienne gestion parce que j'en suis sûr, cette commission rapporter devant vous que le " Populaire " a été honnêtement administré. Et, j'ai là l'occasion de rendre à Marcel Decker, l'hommage qui lui est du. Il s'est battu dans l'indifférence du Parti car il est inexact de dire que l'administration du " Populaire ", ni la direction politique, ni Robert Verdier n'ont alerté le Parti dans ses assises régulières, sur les difficultés chaque jour plus grandes que rencontrait le journal du Parti.
Marcel Decker s'est battu, débattu dans l'indifférence presque totale du Parti. Il s'est usé en 18 mois d'efforts et de lutte. Il a eu, lui aussi, des sans sommeil et peut-être qu'au bout de 18 mois, je serai aussi fatigué et aussi critiqué que lui.
Clair a déclaré à cette tribune que le journal ne se vendait pas. S'il se vend 85 000 exemplaires, nous atteignons le chiffre d'avant-guerre alors que nous devrions perdre des lecteurs par la création de quotidiens régionaux Socialistes.
Le journal n'est pas mal fait. Je peux prendre n'importe quel journal et vous apporter des critiques. Nous recevons chaque jour de nombreuses lettres avec des critiques, mais qui me semblent être faites dans autre état d'esprit, dans un

état d'esprit amical le " Populaire ". Nous recevons aussi de nombreuses lettres de camarades qui nous disent qu'ils aiment le " Populaire " et qu'ils tiennent au " Populaire ", non seulement parce qu'il est le journal du Parti, mais aussi parce qu'il leur apporte ce qu'ils réclament chaque matin.
Nous avons dans la région parisienne, un tirage plus élevé qu'avant guerre.
(Se tournant vers Clair) : Je regrette pour toi mon cher camarade que tu te sois servi de trois exemples particulièrement mauvais. Tu as critiqué la rubrique sociale de notre journal. Elle est tenue par un journaliste professionnel qui est un journaliste de talent et qui se trouve être membre du Comité central de Force Ouvrière et qui est par conséquent en contact étroit avec FO. Tu t'es servi d'un deuxième exemple " Nord-matin ". Mais attention, " Nord-matin " n'est pas l'organe des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, c'est un journal régional d'informations et d'orientation politique, d'orientation socialiste alors que nous, nous sommes obligés de subir un certain nombre de servitudes et d'être dans l'embarras.
Tu as demandé que le Comité directeur soit appeler à participer plus intimement à la direction du journal, mais, camarade, un journal, non seulement il se fait tous les jours, mais d'une heure à l'autre, avec des informations qui se contredisent et qui se transforment et nous ne pourrions pas appeler, aller chercher aux quatre coins de Paris, les membres du Comité directeur et, dans le cas un peu délicats, nous nous adressons au Secrétariat général du Parti.
Le " Populaire ", comme tout autre journal doit être administré par des hommes en qui vous avez confiance.
3ème exemple, encore plus mal choisi et je m'excuse d'évoquer ici, un cas personnel.
Je me suis attelé à une tâche difficile et pas agréable car elle devait s'exercer parfois sur des camarades du Parti et qui s'e trouvent être des amis du Parti.
Le cas de Germain Saint... J'ai longuement réfléchi avant, de demander à Germain Saint de nous apporter sa démission. Nous avons demandé à Germain Saint, le rapport de son activité au cours de l'année 1947. Le " Populaire " n'avait déjà plus les moyens de consacrer des fonds à la propagande du journal.
Je dois dire qu'il a perdu inutilement dans la propagande que dirigeait Germain Saint.
Vous avez parlé des courses. Je suis de ceux qui pensent - et je pense que le Congrès sera avec moi – qu'il n'appartient pas au " Populaire ", journal d'opinion, d'organiser de grandes épreuves sportives qui coûtent excessivement cher.
En arrivant, j'ai été place en face d'un certain nombre d'engagements pris pour les courses.
Pour Bordeaux-Paris, je me suis adressé à mon confrère et lui ai demandé de supporter et de patronner avec nous cette course, qui, si nous l'avions organisée seuls, nous aurait coûté plus de 400 000 F. Pour le tour de France, j'ai moi-même, l'année dernière, seule, fait le tour de France pour la rédaction. Je n'étais pas très fier de voir dans la caravane publicitaire la voiture du Parti Socialiste, battue à l'avance par le car de " l'Humanité ".

Je pense que nous avons autre chose à faire que de participer à cette caravane de publicité.
Le tour de France... Nous ne devons pas être indifférents à cette épreuve car c'est une épreuve très populaire. Nous devons la faire suivre par un journaliste mais nous n'avons rien à faire dans cette caravane publicitaire.
J'ai été obligé de demander au " Populaire " de se séparer de notre camarade Germain Saint parce qu'en vérité, dans la situation actuelle, il n'y avait pas place pour l'activité de Germain Saint qui coûtait presque 35 000 F au journal.
Quand on réclame aux militants tous les mois, on n'a pas le droit de gaspiller l'argent.
J'ai demandé au camarade Germain Saint de donner sa démission. Je demande au Congrès de ne pas s'apitoyer sur notre camarade Germain Saint, que j'aime bien.
Certains employés à qui nous avons retrouvé une situation, ont renoncé à leurs indemnités de licenciement.
Lorsque Germain Saint est venu dans mon bureau on avait établi sa fiche qui se chiffre à 230 000 F. Germain Saint nous a fait remarqué que nous avions commis une erreur et l'indemnité de Germain Saint se chiffre à 302 000 F. Si nous nous sommes séparés du camarade Germain Saint, c'est parce que nous avions le souci des intérêts du journal du Parti.
Vous avez parlé d'une formule coopérative, les uns et les autres. Je ne suis pas l'ennemi d'une formule coopérative. En vérité, le " Populaire ", c'est déjà une formule coopérative. Au, conseil d'administration sont représentés les délégués du personnel, les délégués-syndicaux, les délégués du comité d'entreprise, qui participent à nos travaux et qui sont à nos côtés dans les sacrifices, dans l'effort de redressement que nous avons entrepris.,
Je ne suis pas l'ennemi d'une formule d'une grande société coopérative faisant appel aux militants.
L'administrateur que je suis, n'accepterait pas cette formule dans les conditions actuelles...
Je veux bien aujourd'hui demander de l'argent, aux camarades - et je le fais tous les jours -. Aujourd'hui, ce sont des dons. Quand nous aurons une société ce serait un prêt. Nous ne nous sentons pas capable à l'heure actuelle, de gérer l'argent des camarades.
Si un jour, le " Populaire " devient journal viable, ayant naturellement besoin de capitaux, alors nous pourrons nous tourner vers la formule coopérative et demander aux camarades du Parti ou qu'ils nous apportent l'argent par action. Nous pourrions ainsi transformer le journal en un journal plus grand encore.
Et puis - et j'en ai terminé - notre vente a baissé beaucoup, il y a eu la guerre, et déception de la libération, la politique du Parti, parce que aussi, nous nous sommes efforcés toujours d'être un journal honnête, nous n'avons jamais menti, nous n'avons donné que des nouvelles contrôlées, vérifiées. Nous n'avons jamais flatté les bas instincts du public : C'est parce que nous avons été un journal honnête que nous avons peut-être perdu certains lecteurs, mais je suis

convaincu que le pays reconnaîtra quels ont été de tous les journaux, ceux qui ont été les amis des gens qui vivent du fruit de leur travail.
(Applaudissements)

Chaza (Basses-Pyrénées)
La fédération des Basses-Pyrénées a voté le rapport du " Populaire " et accepte absolument tout ce qui s'est passé.
Tout à l'heure, j'ai entendu des observations. On a dit, on ne nous dit pas la vérité.
Tout à l'heure, j'ai entendu des observations. On a dit, on ne nous dit pas la vérité.
Lorsque René Naegelen parlait – et je rends hommage à René Naegelen –, on disait, il ne dit pas tout, il y a des voitures achetées au " Populaire ", on le dit dans les fédérations. On nous a répondu qu'on n'avait pas exactement la physionomie de la comptabilité du " Populaire ". Je vous avoue alors que nous sommes prêts à faire cet effort qui permettra au " Populaire " de sortir de l'ornière profonde dans laquelle il se trouve à l'heure actuelle, mais nous voulons être informés.
On m'a dit, le rédacteur en chef a acheté une voiture, le rédacteur en chef s'appelle Noguère.
Je voudrais des explications très nettes. Si des camarades, dans les départements, se privent du superflu, il faut qu'ils soient sûrs que ce superflu dont ils se privent, va réellement au " Populaire ". Il y a une inquiétude dans les fédérations, une désaffection à l'égard du " Populaire ".
J'aimerais que demain, le Parti puisse aller à la bataille avec toutes ses forces réunies. Eh bien, disons les choses nettement. Qu'on réunisse les camarades et qu'on nous dise la vérité. Je demande à René Naegelen, dont je connais la sincérité, la loyauté, dont je reconnais l'effort immense qu'il fait à l'heure actuelle, effort immense auquel le Parti ne répond pas car il y a encore peut-être, dans cette salle, des camarades qui ne sont pas abonnés au " Populaire "… Je demande qu'on nous dise exactement la vérité pour que nous puissions aller dans les fédérations et dire d'une manière très nette ce qu'est la situation du " Populaire ".
Il y a des camarades qui, tout à l'heure indiquaient ces renseignements, qui vont venir à cette tribune pour répéter les accusations portées contre la gestion du " Populaire ".

Louis Noguère
Je pensais que je serais peut-être amené à prendre la parole dans la discussion sur le " Populaire " parce que je pensais qu'il y aurait peut-être, sur la rédaction du " Populaire ", sur la tenue du journal, un certains nombre d'interactions qui mériteraient de la part du rédacteur en chef une mise au point.
Je regrette d'être obligé d'intervenir à cette tribune pour un fait très personnel.
Puisque j'ai été mis personnellement en cause, je crois, pour une question de voiture, je m'en vais rapidement vous dire un certain nombre de choses.

En 1936n lorsque je suis entré au " Populaire ", en qualité de rédacteur stagiaire, aux appointements de 1200 francs par mois, j'ai acheté à ce moment-là, une Simca 5, payable à tempérament et que j'avais fini de payer en partant pour la guerre. Je l'ai revendu 700 en rentrant de captivité. J'ai acheté un poste de TSF.
Par la suite, au lendemain de la libération, alors que je me trouvais dans une région qu'un certain nombre de camarades connaissent bien, puisque j'y dirigeais 6 départements au titre des Mouvements unis de la résistance.. J'aurais pu, comme un certain nombre de camarades, conserver pour mon usage personnel l'une des quelques vingt voitures que les FFIK de ma région avaient réquisitionnées.
J'ai acheté à ce moment-là une voiture automobile que j'ai payé un prix assez modique. Je l'ai " bien " revendue et j'en ai acheté une depuis.
L'année dernière, j'ai acheté une voiture que je payais à tempéraments. Tous les camarades du " Populaire " le savent. Les rédacteurs du " Populaire ", y compris le rédacteur en chef, ne touchent pas la totalité de leurs traitements et il y a exactement 10 jours, comme je n'étais plus à même de payer les traites, j'ai revendu la voiture.
Voilà exactement l'histoire des voitures du " Populaire ".

(Le rapport sur le " Populaire " est adopté à l'unanimité moins une voix.)

Metayer (Seine-et-Oise) – La fédération de Seine-et-Oise, tout à l'heure, par notre camarade Brel a déposé une motion demandant la création d'une commission d'enquête qui devrait étudier les raisons, les responsabilités de la situation du " Populaire " et devant rapporter ses conclusions devant le prochain conseil national, habilité pour prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles.

(Le principe de cette commission d'enquête est adopté.)

(La séance est levée. Il est minuit 30.)

Parti Socialiste SFIO
40ème Congrès national - Paris
1er, 2, 3, 4 juillet 1948.

Séance du vendredi 2 juillet 1948 (matin)

Président : Lucien Coffin ;
Assesseurs : Madeleine Bras (Seine-et-Oise) ; J. Feraud (Bouches-du-Rhône)

Rapport sur les femmes socialistes

Marie-Antoinette Carrou
Camarades,

Coll. Fondation Jean Jaurès

Je viens à la tribune pour vous rendre compte des travaux de la commission féminine. J'estime, pour ma part que cette commission féminine a bien travaillé cette année car elle peut apporter un bilan d'activité et c'est tout de même un résultat. Nous pouvons nous rendre compte du travail effectué pendant une période de six mois par Madeleine Rauze par exemple, en ce qui concerne les ménagères, Simone Weiller en ce qui concerne les questions juridiques, Berthe Fouchère pour ce qui a trait aux conditions du travail féminin… tout cela grâce à la collaboration d'un certain nombre de camarades qui leur ont aidé et leur ont ainsi apporté des renseignements.
Alice Carbanne nous a donné l'exemple de possibilités de patronages laïques qui peuvent fonctionner dans d'autres endroits avec d'autres méthodes quelle qu'elles soient pourvu que le résultat soit bon.
Nous avons entendu Emilienne Moreau qui représentait les femmes Socialistes à Vienne, nous rendre compte de cette conférence. Nous avons eu le plaisir de constater que notre bulletin qui, si il ne satisfait pas toutes les camarades, existe et se perfectionne.
Nous avons également pu nous rendre compte au cours de l'année de la bonne volonté vraiment méritoire de toutes nos femmes parlementaires qui, malgré leur nombre extrêmement réduit, qui de ce fait, leur a donné des tâches nombreuses, n'ont pas hésité à se dépenser.
Nous avons pu entendre – permettez-moi d'insister là-dessus, notre très chère camarade Irène Laure dont on ne dira jamais assez le travail qu'elle a fait pour mettre sur pied des œuvres sociales du Parti, montrant ainsi que le Parti, et en particulier son élément féminin, s'attache d'abord à la solidarité et fait cela avec une pénurie de moyens qui ferait honte à d'autres partis. Ce n'est pas tout. Ce qui nous a fait le plus plaisir chez Irène Laure de montrer à ces gens qui ne connaissent pas la femme française, encore moins la travailleuse française, que ce sont des femmes toutes simples des travailleuses, des mères et des ménagères et cela révélé certainement notre prestige aux yeux des étrangers.
Nous remercions tous ces militants dont nous connaissons le grand nombre qui, dans leurs sections, dans leurs fédérations, ont insisté avec patience, avec souplesse, avec diplomatie ou obliger nos camardes souvent à s'occuper de questions qui intéressent primordialement les femmes.
Si leur effort semble obscur, il est le plus nécessaire de tous puisque c'est grâce à lui que les autres peuvent produire.
Camarades, il faut en convenir, on eut moins de peine cette année que d'habitude avec les camarades secrétaires fédéraux ou secrétaires locaux.
Nous avons trouvé un concours grandissant parmi les camarades.
Au cours de l'année, les femmes se sont déplacées pour venir parler à leurs camarades militantes et sympathisantes et elles ont eu une très grande audience lorsqu'elles ont abordé les sujets tels que la paix, laïcité, vie chère,…
Dans tous les bureaux fédéraux, il y a aussi des femmes. C'est là un grand progrès et nous savons ce qu'il comporte de renoncement de la part de certains camarades. Il faut donc avouer qu'il y a eu un grand pas de franchi.

Confédération Jean Jaurès

Si depuis trois ou quatre ans on nous a priées de nous adresser au public en France concernant des questions plus spécifiquement féminines : le ravitaillement, l'éducation des enfants et si l'on veut la paix, on s'aperçoit que ces trois ou quatre ans, considérés comme mineurs sont à la base des exigences possibles du moment et que de mineures qu'elles étaient ce questions deviennent tellement primordiales qu'elles sont capables de faire chuter un gouvernement en quelques heures.
Par conséquent, nous avions vu juste, nous les femmes Socialistes, malgré tous les sourires, malgré toutes les ironies lorsque nous avions insisté pour que nos camarades dans toutes les provinces, dans toutes les sections, insistent sur ces questions-là.
Maintenant, camarades, tranquillisez-vous, les camarades qui se sont réunies n'ont pas adopté un programme politique. Mais, si dans vos sections elles s'occupent de ces questions politiques, si elles s'occupent avec vous de la lutte pour la baisse des prix, de sauvegarder autant qu'il se peut la laïcité, de la formation socialiste des esprits dans un Etat qui restera socialiste, si avec vous, elles s'occupent aussi des questions internationales, elles n'hésitent pas devant la grandeur des problèmes et avec toute leur bonne volonté, elles s'y attellent modestement.
Les femmes savent agir. Lorsqu'un enfant est très malade, elles n'abandonnent pas pour autant la nourriture des autres, elles ne négligent pas pour autant l'éducation et l'instruction des autres et n'oublient pas non plus de faire que leurs enfants d'aujourd'hui seront, demain, des citoyens du pays et c'est en cela que dans l'intérieur des commissions féminines, par l'élaboration de rapports, la diffusion au moyen du bulletin socialiste, des mots d'ordre que nous saurons trouver, nous essaieront de participer, en femmes, au redressement moral de notre pays, car il n'est pas besoin de faire des lois pour protéger les travailleurs si l'on continue, comme par le passé, dans la jeunesse et chez les adultes, à mépriser le travail.
Cette propagande, nous la ferons avec une foi que rien ne pourra abattre puisque les épreuves passées n'ont pas réussi à l'abattre. Nous comptons sur tous les camarades, sur tous les secrétaires fédéraux et sur le prochain Comité directeur.
(Applaudissements).

Meontine Roux
Camarades, j'ai coutume de dire " à chacun sa spécialité ". J'ai été plus de 39 ans dans une " usine ", dans une " usine " qui s'appelle une école, dans une usine où l'on forge des femmes, c'est-à-dire, des esprits libres, des volontés que rien n'ébranle.
J'ai surtout consacré ma vie, en dehors de mon travail de directrice d'école primaire supérieure, à l'œuvre essentielle entre toutes, à l'œuvre de la paix.
Je fais partie du Comité exécutif de la paix par le droit.
La Ligue des mères éducatrices pour la paix qui avait été fondée par Mme X... directrice de l'école normale de Douai et Mme Prudhomau, mourait. Elle mourait parce que des femmes qui s'appellent les amies de la paix, parce que

des femmes qui sont fondées par l'Union des femmes françaises, allaient sur nos brisées.
C'est alors que j'ai reçu de Genève un mot d'appel et l'on m'a dit : " Essayez de reconstituer cette Ligue admirable qui, avant guerre, groupait plus de 200 000 femmes. Et nous l'avons reconstituée.
(Applaudissements)
C'est dur, camarades, de reconstituer une Ligue. Nous y avons employé toutes nos forces. Nous avons, pendant un an, essayé de toucher toutes les directrices d'écoles normales, de collèges modernes et techniques avec de faibles moyens.
Nous avons même, au moment de la Conférence de Londres, pour qu'on compte avec nous, écrit personnellement à MM. Molotov, Bevin et Bidault ainsi qu'à M. Marshall. Récemment, nous avons prié la paix par le droit d'éditer dans ses feuillets, le dernier tract que je vous recommande et adressé aux femmes, commençant ainsi : " Si tu as oublié le sacrifice des martyrs des deux guerres, si tu es ruinée à une prochaine guerre qui te prendra ton fiancé, ou ton mari ou ton frère, ou ton père ou ton fils, ne va pas plus avant. "
Nous créerons une Ligue pour lutter contre la guerre froide, prélude de l'autre.
Le tract dit également, que nous gagneront par les efforts conjugués et tenaces des hommes et des femmes de bonne volonté qui, dans les nations, sans distinction d'opinions et de croyances, s'uniront pour l'organisation pacifique du monde et pour le triomphe de la justice.
Il se termine par ces mots : " Viens avec nous, viens avec nous et nous éduquerons. "
Oui, nous éduquerons par le tract, par la brochure, par la presse libre et honnête.
Oui, viens avec nous, et nous formerons l'immense et irrésistible armée des forces morales qui finira bien par rendre inutile les forces armées.
Voilà bien des années, deux femmes rédigeaient ceci " Les adultes doivent prendre l'engagement d'élever leurs enfants dans un esprit de bienveillance et de cordialité à l'égard de tous les hommes, quelle que soit leur condition sociale, quelle que soit leur patrie, quelle que soit leur race, quelle que soit leur religion".
Ces femmes nous ont quitté mais leur pensée nous guide et nous éclaire.
Soucieuse de soutenir de toute notre sympathie agissante les hommes et les institutions qui travaillent effectivement à l'organisation de la paix dans le monde, c'est la raison pour laquelle nous avions donné notre adhésion au mouvement pour les Etats-Unis d'Europe.
(Applaudissements)
(Ici vient le rapport des femmes Socialistes qui a été lu. Cependant, pour que vous ayez un compte-rendu plus complet, je vous les taperai et vous le ferai parvenir dès qu'Irène Laure me l'aura remis comme c'est entendu.)

Rapport sur les Jeunesses Socialistes

Capelie (Seine)
La fédération de l'Aveyron nous demande de repousser le rapport sur les Jeunesses Socialistes. Si elle nous demande de repousser ce rapport ce n'est pas

parce qu'elle veut ici faire une critique des hommes, mais surtout c'est qu'elle veut faire une critique des institutions.
Notre Mouvement des Jeunesses a connu une crise il y a déjà un an. Cette crise était due à ce que des gens avaient voulu utiliser notre mouvement à des fins politiques contre notre Parti. C'est à la suite de cette crise que le Parti a réuni à Toulouse, une conférence nationale des Jeunesses en vue de, redonner à notre Mouvement le visage qu'il n'aurait jamais du quitter.
Le Parti et le Comité directeur et le Parti avaient jugé bon d'essayer d'introduire dans la direction de notre Mouvement, une nouvelle formule et c'est pourquoi la conférence de Toulouse a marqué dans notre Mouvement, une nouvelle étape. Celle de l'ingérence des adultes dans la direction du Mouvement de jeunes.
Nous, avons aujourd'hui à analyser objectivement les résultats de cette méthode et nous le ferons sans aucune acrimonie avec le seul souci d'apporter à notre mouvement la place qu'il n'aurait jamais du quitter, avec le seul souci d'apporter au Parti, l'aide efficace ces Jeunesses.
Le Mouvement des Jeunesses a-t-il gagné à avoir des dirigeants adultes ? Voyez-vous, il est certain qu'à l'heure actuelle, le Mouvement ces Jeunesses subit le contrecoup de la crise du Parti. Il est vrai que les résultats de politique générale sont à la base du mécontentement général qui se trouve dans la Jeunesse et sont aussi à la base de nos difficultés. Mais il y a aussi des difficultés d'un autre ordre, dues à la structure même de notre mouvement.
Le Mouvement des Jeunesses, n'est pas ce qu'il devrait être. Il lui manque cet élément caractéristique de la jeunesse, cette foi, ce dynamisme. Les jeunes ont peut-être eu le sentiment, à tort ou à raison, que l'on voulait brimer par une crise dont ils n'étaient pas responsables. C'est ainsi que nous avons à l'heure actuelle un Mouvement de jeunes qui s'il correspond numériquement aux effectifs d'avant guerre, ne correspond pas, par son action à ce qu'il devrait être.
Lassitude et découragement des jeunes dus à ce complexe d'infériorité vis-à-vis des adultes, lassitude et découragement des jeunes dus à la politique générale. Lassitude et découragement des jeunes dus à l'organisation administrative du mouvement.
Par exemple pour la trésorerie, vous avez pu voir dans nos statuts faits à Toulouse et ratifiés par le Comité directeur, que la trésorerie des Jeunesses était remise intégralement aux mains du Parti.
Les trésoriers fédéraux, nationaux, doivent verser aux Jeunesses une certaine part, une ristourne sur le nombre de timbres vendus. Je vous demande quelle est la part qui a été versée. Je sais que le Parti a consenti de gros sacrifices financiers, même de trop gros sacrifices.
Ce qu'il faut, c'est spécifier son appareil administratif et pour cela revenir peut-être à notre idée première de notre Mouvement de jeunes.
Découragement des jeunes du peut-être à certaines erreurs du Comité directeur. Découragement peut-être du sur ce point, a des promesses inconsidérées.
Je voudrais simplement me souvenir de ce premier Comité national... au cours d'une réunion commune avec le Comité directeur... on nous promet monts et merveilles, de payer nos camarades, notre journal, on nous promet je ne sais

quoi et lorsque des militants de province repartent dans leur fédération pour dire à nos camarades, il faut faire un effort pour mériter la confiance du Parti, les largesses du Comité directeur, nous constatons quelque mois plus tard que le Comité directeur n'avait pas été à même de tenir ses promesses. Si la démagogie en matière de politique ne paie pas, elle paie encore moins lorsqu'on veut l'appliquer aux jeunes.

Erreur donc, erreur aussi quant au principe des statuts. Si demain, il y avait encore dans le Mouvement des jeunes, par malheur, une nouvelle crise politique, je demande aux responsables du Parti quelle autorité il pourrait avoir après ce qui s'est passé au sujet des statuts qu'il avait adoptés.

Je n'en prends pour exemple que la fameuse modification aux statuts de l'article 16 des Jeunesses. L'article 16 des Jeunesses adopté par le Comité directeur prévoyait qu'à l'échelon général, les Jeunesse auraient une certaine liberté d'action. Les modifications aux statuts sont instituées par le Comité directeur après consultation ou sur proposition du Parti.

Le bureau national des Jeunesses Socialistes réuni le 27 février 1948, a pris connaissance des décisions du Comité directeur de modifier l'article 16.

Dans, le principe même, c'est le Comité Directeur qui dispose mais ce sont les Jeunesses qui proposent alors qu'en vérité, c'est le Comité directeur qui dispose et les Jeunes qui entérinent la situation de faits. C'est peut-être ce qui a amené ce découragement de la part des jeunes.

Lorsqu'on veut travailler, il faut avoir une raison d'être, une raison de travailler.

Si nous réclamons un retour vers une certaine économie, nous le ferons en nous appuyant sur l'expérience de nos camarades des étudiants Socialistes.

Il y a à l'heure actuelle, dans le Mouvement des jeunes, deux groupes distincts, le groupe des étudiants et le groupe des jeunes.

La fédération des Jeunesses c'est ce que je viens de dire. Le groupe des étudiants Socialistes n'a cessé, depuis sa création, de se perfectionner. Il y a des responsabilités dans l'élément jeunes mais si l'étudiant avait une autonomie financière, s'il savait pourquoi il travaillait, et c'est parce qu'il savait pourquoi il travaillait que ce groupe des étudiants a fait un effort considérable. Il faudra rendre cette autonomie.

S'il doit rester un élément adulte dans l'administration de notre groupement Jeunesses, cet élément adulte ne doit plus constituer l'élément dirigeant des groupements de jeunes, mais l'élément permanent qui devra assurer la continuité du Mouvement et c'est pour cela qu'il faudra que le Secrétaire général des Jeunesses ne soit plus à la merci d'une élection au Comité directeur. Il faudra qu'il soit pris parmi les membres du Parti et non parmi les membres du Comité Directeur.

Approuver le rapport, c'est entériner la situation actuelle. Approuver le rapport, c'et vouloir que le Parti soit à côté de lui un Mouvement de jeunes qui de découragement en découragement, de lassitude en lassitude, ira vers sa disparition totale.

Si vous voulez cela, alors camarades, vous aurez demain un parti qui, à l'image du Parti radical qui n'ont pas voulu à côté d'eux, d'éléments jeunes parce qu'ils

ont peut-être peur de ces jeunes ; vous aurez un Parti qui sombrera, qui ira vers la décadence Il faut que vous fassiez confiance aux jeunes comme les jeunes ont confiance en vous.
Je remercie notre camarade Irène Laure du magnifique appel en faveur de notre Mouvement. Si nous avons nous jeunes, des responsabilités dans l'infériorité numérique de notre Mouvement, camarades, faites un examen de conscience. Combien de camarades, ou bien de militants du Parti ont leurs fils et filles qui militent dans notre Mouvement ?
Il faut que les camarades du Parti nous amènent leurs fils et leurs filles pour former le groupement des Jeunes.
Aider les Jeunesses sur le plan national, c'est la part du Comité directeur, les conseiller, les guider, c'est guider les secrétaires fédéraux et nationaux jeunes lorsqu'ils manquent, d'expérience.
Sur le plan fédéral, je crois que c'est le Secrétaire fédéral qui doit donner ces conseils.
Sur-le plan de la section ce sont nos secrétaires de sections qui doivent épauler et conseillé les jeunes.
Aider les Jeunes pour le Parti, cela consiste surtout à faire une politique jeune, une politique jeune, à l'heure actuelle, seul mouvement politique qui soit susceptible d'entraîner les jeunes. Nous ne devons pas manquer d'évoquer ici la magnifique action de notre camarade Léo Lagrange qui a su réaliser au sein du gouvernement une politique jeune.
C'est une expérience que nos camarades adultes auront comprise. Ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire triompher l'idéal de la jeunesse. Lorsqu'ils auront compris l'aide qui doit nous être, apportée, à ce moment-là.
Le Mouvement des Jeunesses Socialistes aura la première place dans les Mouvements de la Jeunesse française.
(Applaudissements)

Michel Lucas (Côtes-du-Nord)
Camarades, le camarade qui m'a précédé a fort bien fait de rappeler la crise qui traversait les Jeunesses Socialistes l'année dernière.
Je représente une fédération qui était traversée par cette crise et qui était attirée de deux côtés opposés. Elle considérait comme étant nécessaire la cohésion entre les camarades adultes et les camarades jeunes.
Je suis d'une de ces fédérations qui ont hésité plusieurs semaines avant de reconnaître la nouvelle situation qui était faite aux Jeunesses Socialistes et qui, en raison de cette crise de conscience qu'elle traversait était en droit d'attendre une politique des Jeunesses Socialistes, était en droit d'attendre quelque chose qui ne lui fasse pas regretter ce qu'elle avait abandonné.
Or, dans le rapport qui nous est présenté, peut-on voir dans ce rapport quelque chose qui concerne un congrès adulte ?... Ce que veulent savoir, les camarades adultes, ce que vous voulez savoir c'est à quoi ont servi les Jeunesses Socialistes, à quoi a servi la politique s'il y a une politique des Jeunesses

Fondation Jean-Jaurès

Socialistes et a quoi elles serviront a l'avenir, à quoi, en quoi elles pourraient aider la propagande du Parti et servir à la relève du Parti.
Il me semble que cette énumération de quelques taches administratives, que cette énumération des attributions montre qu'on a qu'une chose à faire d'un Mouvement de Jeunesses. Il s'agit de savoir par conséquent s'il y a une politique des Jeunesses Socialistes depuis le Congrès de Toulouse jusqu'à aujourd'hui et il s'agit de savoir si, en vertu du rapport qui nous est proposé nous pouvons compter sur une politique des Jeunesses Socialistes dans l'avenir.
Eh bien, je crois que la conclusion doit être très nette en ce qui concerne le rapport d'activité passée.
Il n'y a pas eu depuis Toulouse de politique des Jeunesses Socialistes. Sans doute, nous dira-t-on, parce que les circonstances étaient difficiles... mais nous verrons tout à l'heure en ce qui concerne, les tâches a venir qu'il y avait une immense possibilité, un rôle très beau et très noble pour le Parti Socialiste à jouer.
Or, l'activité passée non seulement ne permet pas de dire que cette politique a été amorcée, que cette initiative a été prise, mais encore que nous ne pourrons pas compter sur un tel espoir en-ce qui concerne l'avenir.
Pourquoi n'y a-t-il pas eu de politique des Jeunesses Socialistes.
Eh bien, il me semble, camarades que la faute en revient d'abord au Secrétaire général des Jeunesses, c'est-à-dire à Jean Courtois. Il ne semble pas que le camarade Courtois ait été a la hauteur de sa tâche tant en ce qui concerne le choix parmi les Jeunesses Socialistes qu'en ce qui concerne l'attitude à prendre, la politique à suivre des Jeunesses Socialistes. Nous nous rappelons, en effet que si le camarade Lacohen a été Secrétaire national des Jeunesses Socialistes, c'est en grande partie parce que le camarade Courtois avait compté sur lui. Il nous semble également que si la camarade Yvette Guillou a été Secrétaire nationale, c'est en vertu du même principe.
Or, tant en ce oui concerne le camarade Lacohen, qu'en ce qui concerne la camarade Yvette Guillou, nous ne pouvons pas dire que nous ayons eu un camarade à la tête de notre mouvement qui soit susceptible de nous proposer et d'amorcer une politique des Jeunesses Socialistes. Le camarade Courtois peut dire qu'il y a eu des fautes de commises vis-à-vis des Jeunesses. S'il y a eu des fautes, c'est peut-être parce que les Jeunes n'ont pas vu dans quel but ils travaillaient et s'il y a des défaillances dans le domaine administratif, c'est en grande partie parce que certains jeunes ne voient pas en quoi consistait leur tâche.
Mais ce qu'il y a de beaucoup plus grave que cela et ce serait injuste, ce serait anormal de ne point en parler.
Il y a eu, il y a toujours une crise de la jeunesse française comme une crise de la jeunesse internationale depuis la guerre et, en vertu de cette crise, dans le but de la résoudre, dans le but de proposer des objectifs précis à la jeunesse, il fallait pouvoir amorcer une politique, non seulement cela n'a pas été fait, mais encore, il semble que cette crise de la jeunesse française a traversé la Jeunesse Socialiste elle-même. Il semble que certains désabusements, un certain : goût de

Collection Jean-Jaurès

l'amusement et de l'insouciance qui traversent toute la Jeunesse en général a attaqué, a désagrégé la direction des Jeunesses Socialistes elle-même.
Par conséquent, manque de politique, manque de compétence, manque d'envergure, manque d'initiative devant la crise de la jeunesse, tout cela a amené à conclure que la présence des Jeunesses Socialistes sur le plan national et international n'était pas ce que nous étions en droit d'attendre.
Quel doit être l'avenir des Jeunesses Socialistes ? C'est ce que je voudrais dire maintenant.
Il y a, je vous l'ai signalé - tant que nous n'aurons pas pris conscience complète - il y a une crise profonde de la jeunesse et en vertu de cette crise, il faut à tout prix, donner un contenu aux Jeunesses Socialistes, il faut lui tracer une route tant sur le plan national que sur le plan international. Et cette voie tracée sur le plan national ne consistera-t-elle pas à amorcer, à exécuter, quelques initiatives. Il faut pouvoir développer l'action, des Jeunesses Socialistes en dehors du domaine politique, sur le terrain professionnel, dans le cadre de l'usine et d'autre part, sur le terrain jeune, des loisirs, en étendant l'activité des Jeunesses Socialistes dans les autres mouvements de jeunes… mouvements éducatifs.
Sur le plan international, il y avait une possibilité immense. Il y avait pour les Jeunesses Socialistes à suivre l'exemple que leur a montré le Parti, à savoir, une action dans le domaine de la fédération européenne. Il fallait que les Jeunesses Socialistes amorcent une politique qui déclenche l'enthousiasme des jeunes sur l'internationalisme. Il fallait dépassai le cadre étroit de quelques initiatives administratives pour développer un enthousiasme chez les jeunes et mettre ainsi un frein, arrêter cette crise. Il fallait montrer aux jeunes, aux jeunes de France que la solution était dans le cadre de la fédération européenne et il fallait monter aux autres Jeunesses les Jeunesses Socialistes françaises étaient capables d'avoir un sens internationaliste assez puissant.
La fédération, le problème de la fédération européenne ne sera pas seulement résolu sur le plan économique et politique mais également résolu sur le plan " Jeunesses ", quand toutes les Jeunesses européennes auront pris conscience des bouleversements politiques et sociaux.
La fédération européenne ne sera possible que lorsque toutes les jeunesses européennes auront conscience du rôle qu'elles ont à jouer. Et, je dis qu'en cela, il y avait une possibilité de propagande formidable pour développer le sens internationaliste de la jeunesse française. C'est là, à mon avis, le point essentiel de la propagande d'avenir. C'est là que dans le passé, la direction des Jeunesses Socialistes et en particulier, le Secrétaire général, n'a pas su proposer des buts précis et c'est pourquoi, je demande, au nom de la fédération des Côtes-du-Nord, de rejeter le rapport des Jeunesses Socialistes, C'est pourquoi, je demande également de prendre une décision en vertu de laquelle comme le rappelait tout à l'heure le camarade qui m'a précédé, le Secrétaire général ne serait pas soumis à une élection au Comité directeur mais que les jeunes pourraient également avoir un mot à dire en ce qui concerne le choix de leur Secrétaire général.
Il faudrait également pour pouvoir étendre notre action sur le domaine professionnel, des loisirs, sur le domaine internationaliste, avoir une semi-

autonomie. Il faudrait que l'ingérence des camarades de la direction du Comité directeur, soit moins grande. Il faudrait qu'il puisse avoir une certaine initiative des jeunes et c'est ainsi à notre avis, que non seulement les Jeunesses Socialistes ne disparaîtraient pas, mais encore, seraient capables de reprendre la première place dans les mouvements de jeunes et seraient capables de promouvoir un Mouvement internationaliste de la jeunesse.
(Applaudissements)

Robert Salmon (Seine)
Je ne reviendrai pas sur ce qu'on dit les deux orateurs avant moi. Tout de suite, je dois vous dire que je suis d'accord avec eux. Mais je voudrais traiter ici, à cette tribune des questions plus techniques, plus terre à terre, des questions d'actions des Jeunesses Socialistes.
Si nous examinons les décisions du Congrès de Toulouse, en particulier les décisions qui ont été prises dans le rapport qui a été adopté au Congrès de Toulouse sur les sports et loisirs, nous voyons qu'il n'y a rien de fait et c'est très grave camarades.
Car ce rapport du Congrès de Toulouse, c'était à peu près le même rapport qu'il y a deux ans, il y a trois ans, nous n'avons rien ajouté. Nous l'avons remanié simplement, pour les besoins de l'heure.
Ce que les Jeunesses Socialistes entendaient faire, c'était une action assez importante, notamment sur la question des maisons de Jeunes. Vous savez qu'à l'heure, la question des maisons de jeunes est primordiale. De la même façon que, sur le plan politique, la laïcité est au premier plan.
Les Mouvements de Jeunes sont attaqués. C'est ainsi que les cléricaux peuvent mettre devant nous rien que pour les sports un effectif de 200 000, alors que nous autres, en comptant le Mouvement d'enfants laïque, je parle des mouvements honnêtes, nous ne pouvons nous aligner, comme membres, comme adhérents que 110 000 adhérents pour toute la France et je ne parle pas de la JOC, de la JAC et des autres organisations qui ont peut-être actuellement en France 500 000 membres. Voilà camarades, le résultat que nous avons.
Tenez, sur la question des maisons de jeunes, hier j'étais à une réunion et je parlais avec d'autres camarades de maisons de jeunes… C'est toujours la même chose, nous Socialistes, nous n'avons que la parole dans ces maisons de jeunes car nous ne sommes pas une organisation sur laquelle on peut compter car nous ne représentons absolument rien ou presque rien.
Les jeunes l'avaient compris, c'est pour cela qu'ils avaient voulu faire une fédération des foyers, c'est pour cela qu'ils avaient voulu faire une coopérative d'équipement pour aider les camarades ouvriers à prendre des vacances, pour donner aux camarades ouvriers des objectifs de travail et des objectifs de travail très intéressants. Rien n'a été fait dans ce sens. Les décisions du Congrès de Toulouse n'ont pas été respectées.
D'autres décisions n'ont pas été respectées non plus. J'ai assisté à des comités nationaux. Nous avons eu trois Comités nationaux des Jeunesses. A chaque Comité national, nous avons été obligés de revenir sur d'autres positions. Nous

Fondation Jean Jaurès

avons été obligés la première fois de demande à notre camarade Catohen de laisser sa place de Secrétaire national des Jeunesses. C'était d'accord, nous partions d'un autre pied, le Comité directeur nous avait fait de belles promesses, ces promesses n'ont pas été tenues une deuxième fois.
Alors représentez-vous, camarades, ces délégués qui viennent aux Comités nationaux, qui s'en vont dans leurs fédérations avec les promesses d'un Comité directeur, des plans de travail bien établis, qui " gonflent " leurs camarades dans leurs fédérations et on s'aperçoit que les résultats ne sont pas ceux que l'on espérait.
Les jeunes qui, plus que les adultes se désespèrent, n'ont pas cette ténacité que nous devons avoir, mais ce n'est pas de leur faute, nous n'avons pas l'expérience des adultes sur le plan politique, pas l'expérience des luttes successives et les jeunes ne savent peut-être pas assez que la lutte doit être journalière. Mais, je le répète, ce n'est pas de leur faute. Ce sont tous les jeunes qui pensent cela.
A la deuxième conférence, au deuxième comité national, ça été à peu près la même chose. Nous avons parlé des " trois flèches ". Les " trois flèches " étaient lancées et puis, elles ont disparu. Et puis, à la troisième, je n'insisterai pas. On a essayé, avec le nouveau statut des Jeunesses que le Comité directeur contrôle plus efficacement les mouvements de Jeunesses. Eh bien, camarades, c'est une faute. Les jeunes ne sont pas des jeunes, les aspirations ne sont pas les mêmes, les moyens d'action ne sont pas les mêmes et si nous enlevons aux jeunes toute initiative dans la direction de leur mouvement, alors ce mouvement ne peut pas marcher.
Un mouvement n'est pas à l'image des dirigeants d'un autre mouvement adulte.
Trésorerie générale. Eh bien oui, d'accord, les jeunes n'ont pas eu une action bien grade quant aux moyens d'apporter de l'argent, mais, d'un autre côté, comment le pouvaient-ils ? Comment le Comité directeur voulait-il que les jeunes puissent prendre leur travail au sérieux alors qu'on leur refusait la gérance absolue de leur trésorerie.
Nous en arrivons au dernier Comité national. Il avait été décidé largement que le Congrès des Jeunesses Socialistes devrait se tenir avant le Congrès national du Parti Socialiste pour pouvoir éclairer les camarades du Parti sur les aspirations de la Jeunesse, sur les besoins de nos Jeunesses Socialistes, sur la nouvelle orientation que les Jeunesses Socialistes voulaient donner à leur mouvement et pour qu'en vertu des décisions, le Congrès national puisse se décider, puisse sanctionner les décisions des jeunesses. Rien n'a été fait, la réunion nationale des Jeunesses Socialistes n'aura même peut-être pas lieu. Eh bien, camarades, comment voulez-vous avoir un mouvement de jeunes " comme il faut ", alors que les décisions prises ne sont pas respectées.
(Applaudissements)
Je crois que j'en ai assez dit. Je pourrai continuer mais j'ennuierai le Congrès.
J'invite, en terminant, le Congrès à ne pas voter le rapport des Jeunesses Socialistes.

Bernard (Hérault)
Camarades, je ne dirai que quelques mots.
Il n'y a pas beaucoup de résultats acquis depuis Toulouse et même depuis la libération.
Nous avons proposé une politique orientée. Nous aurions du, dès la libération nous occuper de notre Mouvement de Jeunesses.
Je voudrais dire au Congrès que cette désaffectation des jeunes tient bien souvent à la faute des militants.
Les camarades jeunes qui viennent à nous, dans les réunions de Jeunesses et ensuite dans les réunions des sections adultes, sont frappés par cette " politique de talent " qui est nuisible. On leur parle toujours de marxisme. Mais, camarades, ils voudraient savoir ce que c'est le marxisme.
Beaucoup de camarades adultes sont de ceux qui disent aux jeunes que le Parti Socialiste ne fait pas le socialisme. Ils ne leur disent pas que le Parti Socialiste ne fait pas le Socialisme. Ils ne leur disent pas que le Parti Socialiste est au pouvoir et qu'il est obligé de faire une politique de compromission, mais ils disent, à ces jeunes inéduqués que le Parti trahit le Socialisme et des adulte viendront même dire aux jeunes que nos camarades députés, ministres, trahissent la mission du Socialisme.
Eh bien, vous pensez bien qu'ainsi, il n'y aura pas d'enthousiasme chez les jeunes. J'ai vécu Montrouge. Nous nous sommes battus à Montrouge contre des camarades qui voulaient faire un mouvement autonome des Jeunesses Socialistes, eh bien, ces camarades avaient tort… mais ce sont peut-être les adultes qui avaient tort, certains adultes qui les avaient montés contre le Parti.
S'il n'y avait pas eu de ces adultes qui font toujours dans les sections, du dénigrement du Parti, eh bien peut-être, nos jeunes nous seraient restés.
Je voudrais en terminant vous dire que si vous avez confiance en votre Parti, si vous savez ce que c'est le marxisme, c'est-à-dire que c'est de la science qui dit que nous devons tirer des leçons de l'histoire, des leçons pour l'immédiat – si vous leurs faîtes comprendre ce que c'est le Socialisme, non pas ce qu'est la politique du Parti, mais ce que sera le socialisme de demain, si demain le peuple de France nous donne la confiance, alors, là oui, vous aurez des jeunes et surtout, essayer de les garder par une politique jeune et vous aurez alors un mouvement de jeunes qui sans être aussi grand que les curés je ne le crois pas sera un mouvement puissant… A partir de ce moment-là, les jeunes ne nous quitteront plus, les jeunes viendront à nous.
(Applaudissements)

Bouzinas (Alpes-Maritimes)
Camarades, il existe une crise de la jeunesse et le Parti Socialiste a été incapable de pouvoir apporter un remède quelconque à ce mal.
Depuis le Congrès de Perpignan, le mal n'a fait qu'empirer. La fédération des Alpes-Maritimes a été absolument disséquée en deux parties et absolument incapable de pouvoir résoudre le problème qui se posait à elle.

Collection Léandri

Le Parti Socialiste n'a pas su donner aux jeunes un idéal capable de leur apporter quelque satisfaction.
La fédération des Alpes-Maritimes est arrivée à reprendre le dessus et à pouvoir conserver cette autonomie politique pour donner aux jeunes l'impression qu'ils peuvent promouvoir dans une certaine mesure le Parti.
Au Congrès de Perpignan, nous avions réclamé l'échelle mobile des salaires et les représentants du gouvernement du Parti Socialiste nous avaient donné leur entier accord.
Quelques mois après, nous avons été obligés de revenir sur la décision.
D'autre part, il y a cette question du service militaire. Nous ne pouvons pas arriver à un accord assez clair. Nous sommes dans l'impossibilité de leur donner des mots d'ordre venant de ceux qui à l'heure actuelle, prennent des décisions gouvernementales.
J'en aurai terminé en vous disant qu'il faut que nos militants puissent comprendre que les jeunes ont besoin de mots d'ordre clairs, concis et précise si l'ont veut que le Parti Socialiste aille de l'avant.
Il faut que les jeunes retrouvent leur autonomie perdue si l'ont veut qu'ils vivent.
(Applaudissements)

Beaumont (Pas-de-Calais)
Camarades, tous les orateurs qui m'ont succédé ont fait de beaux discours, mais je me demande si derrière eux, il y a vraiment une fédération des Jeunesses Socialistes du Pas-de-Calais, et nous avons dans cette fédération, forte d'ailleurs de 2 000 membres, une certaine maturité politique et nous ne sommes pas toujours pendus aux basques au Parti pour faire quelque chose.
C'est dans l'action que nous réussissons à avoir derrière nous une fédération puissante. Je vais vous citer quelques exemples.
Vous parlez des problèmes de la Jeunesse, et bien, dans notre fédération, nous avons créé des commissions des Jeunesses Socialistes où les jeunes sont chargés de rentrer en relation avec tous ceux qui se sous les drapeaux ou tous ceux qui connaissent la guerre en Indochine et nous voulons avoir, par là, leurs impressions sur les conditions de vie qu'ils ont. Lorsque nous avons des réponses de ces jeunes Socialistes, nous intervenons auprès des parlementaires de notre fédération. C'est là que nous prouvons l'activité de nos camarades parlementaires pour la défense des Jeunesses Socialistes.
Nous avons aussi une commission ouvrière qui recherche les injustices dans les puits de mine, dans les usines. Nous établissons des rapports qui sont envoyés au Secrétariat général du Parti et au groupe parlementaire de notre fédération.
C'est par là qu'on active les jeunes.
On a parlé également d'autres mouvements, où les loisirs étaient développés. Eh bien, permettez-moi vous le dire, nous avons constitué une commission des sports et loisirs, mais elle n'est pas simplement faite sur le papier. Nous essayons de constituer, dans chaque Section, des équipes de cyclo-tourisme, des équipes de sports. Nous n'avons pas négligé non plus le problème de l'éducation

Fondation Jean Jaurès

des jeunes puisque partout on se plaint du manque de cadres dans ce Parti, nous avons nous-mêmes, créé une école de cadres sur le plan fédéral. Nous avons tenu une semaine d'études dans le Pas-de-Calais du premier au 3 mai. Ces quelques exemples, je voudrais les apporter à ceux qui ont fait de beaux discours sur l'attitude des Jeunesses Socialistes ou sur ce qui aurait pu être fait.
Certes, il y a des choses qui nous choquent parfois, ne serait-ce que l'attitude de certains délégués ici, qui préfèrent bavarder plutôt que de se pencher sur le problème des Jeunesses.
(Applaudissements)
C'est une preuve qu'il y a parfois trop de désintéressement dans les fédérations adultes et le Parti tout entier à l'égard des jeunes, mais je le répète une fois de plus, les jeunes ne doivent pas être toujours pendus aux basques des hommes du Parti. C'est dans l'action que nous ferons le Mouvement des Jeunesses Socialistes.
(Applaudissements)

Jean Courtois
Camarades, l'année dernière, au Congrès de Lyon, la gestion du Secrétaire général des Jeunesses Socialistes avait été autrement attaquée qu'elle ne l'est cette année et le Congrès avait voté dans l'enthousiasme le rapport des Jeunesses Socialistes.
Ce n'est pas tant une approbation du Secrétaire général qu'un désaveu adressé à. un certain nombre de jeunes qui avaient fait du Mouvement de Jeunesses, un instrument à la solde d'un autre Parti, mais non au service du Parti Socialiste.
Cette année, d'autres jeunes viennent vous, demander de rejeter le rapport des Jeunesses Socialistes. Cela n'embarrasse pas le Secrétaire général des Jeunesses Socialistes. J'ai moi-même demandé à un certain nombre de fédérations de repousser le rapport des Jeunesses Socialistes.
Seulement, voyez-vous, il y a des modifications qui sont louables.
J'ai demandé à certaines fédérations de voter contre le rapport des Jeunesses en donnant ce sens d'un cri d'alarme dans le Parti, en lui donnant ce sens d'un reproche, non pas tellement aux jeunes, mais d'un reproche aux adultes que je représentent auprès des jeunes. Car il est vrai que nous n'avons pas tout à fait le Mouvement de Jeunesse que nous devrions avoir. Noua n'avons pas le Mouvement de Jeunes que nous devrions avoir, et je dis que c'est de la faute des adultes. C'est regrettable. Il y a eu dans un certain nombre de fédérations, je dirai même dans beaucoup de fédération, un nombre important de réunions au cours de l'année.
Vous avez pu constater comme moi, l'âge moyen des auditeurs dans les réunions de section du Parti Socialiste. L'âge moyen des auditeurs est de 50 à 65 ans.

(A ce moment, on salue l'arrivée au Congrès du camarade Krenski).

Fondation Jean-Jaurès

Je ne vois pas pourquoi on proteste. Mais oui, j'ai fait cette constatation et je dis que dans un certain nombre d'années, dans 15 ans, par exemple, le Parti aura vécu, faute de combattants si nous ne mettons pas ordre à cette situation.
Trop d'adultes n'ont pas compris la nécessité d'un mouvement de jeunes.
Les conversations actuelles pendant qu'on traite du problème des Jeunesses, comme les conversations tout à l'heure quand, on traitait du problème des femmes, prouvent qu'il y a des camarades qui ne savent pas faire la hiérarchie dans les problèmes du passé.
Mais, je le répète, si nous continuons, dans quelques années, vous ne discuterez plus de rapport moral ni de motions parce qu'il n'y aura plus de Parti, il n'y aura plus d'adhérents dans le Parti.
Oui, il y a nécessité d'un mouvement de jeunes, ne serait-ce que pour assurer la permanence du Parti.
Le Parti anglais, au dernier Congrès, ce parti qui pourtant a le pouvoir, a la majorité là-bas, eh bien, il vient tellement de comprendre la nécessité d'un mouvement de jeunesses que nos camarades anglais ont décidé à ce Congrès de créer un Mouvement de jeunes comme il en existe un en France.
J'ai dit, comme il y en existe un en France, c'est-à-dire sous la forme du Mouvement français. Des camarades sont venus ici, à cette tribune qui ont encore la nostalgie de l'autonomie du Mouvement de jeunes. Je n'ai pas, pour ma part, cette nostalgie. Je leur dit tout net qu'ils n'attendent pas de moi que je fasse quoi que ce soit pour rendre au Mouvement des Jeunesses Socialistes, l'autonomie dont il a joui il y a un certain nombre d'années. Qu'est-ce que ça voulait dire l'autonomie du Mouvement de jeunes ça voulait dire la liberté pour les jeunes de tracer une politique. Nous l'avions bien vu après Montrouge. Il ne faut pas s'illusionner avec les mots. Les jeunes d'autrefois se réunissaient en conférence nationale. Ils votaient une quantité de motions, discutaient de tous les sujets possibles. Et cela même quand ils n'avaient jamais discuté de politique dans leur vie. Ils votaient leurs motions et les présentaient au Comité directeur qui disait : " celle-là est bonnes parce que conforme à la doctrine du Parti ; celle-là pas bonne parce que contraire à la doctrine du Parti. Ce n'est pas de la démocratie.
J'ai dit l'an dernier que nous allions donné nous avons donné à Toulouse une possibilité aux Jeunes de se faire entendre dans le Parti en militant au sein des sections adultes et non au sein des sections de jeunes, des croupis de jeunes.
Durant les années passées, l'autonomie des jeunes a conduit à des crises cycliques. Tous les 2 ans c'était la crise, eh bien, j'affirme aujourd'hui que grâce à la suppression partielle de cette autonomie, le gouvernent des Jeunesses Socialistes est en excellente santé.
Quand je dis qu'il est en excellente santé, ça ne veut pas dire qu'il a des effectifs considérables.
Comment voulez-vous qu'il y ait des effectifs considérables au Mouvement de Jeunesses quand le Parti voit les siens diminuer. Imaginiez-vous combien il doit être difficile de faire de la propagande, auprès des Jeunes, combien il doit être difficile d'enthousiasmer les jeunes pour le Socialisme et derrière le Parti

Socialiste quand le Parti lui-même n'arrive pas à maintenir dans ses rangs des gens qui ont quarante ans de Parti ?.... Si je dis, que le Mouvement est en bonne santé, c'est qu'il n'y a pas de menace de crise dans le Mouvement. Il n'y a pas de menace de crise ni au sommet du Mouvement, ni dans les fédérations et je dis tout net que tant que le Parti me confiera la destinée du Mouvement de jeunes, j'irai moi-même dans certaines fédérations manier le bistouri et enlever certaine abcès, même si ça doit faire mal car lorsque j'accepte un poste de responsabilité, je ne l'accepte pas avec le souci de plaire, mais avec le souci de faire mon devoir et c'est quelquefois plus difficile.
(Applaudissements)
Un camarade est venir dire là - c'est notre camarade Lucas - que si le Mouvement des jeunes ne va c'est de la faute de Courtois. Ah, vous savez, je regrette vraiment qu'il n'ait pas dit la vérité car si c'était vrai, je m'en irais tout de suite pour que ça aille bien, mais ce serait trop simple cette solution. C'est beaucoup plus compliqué que cela.
Il a dit Courtois a mal réussi dans le choix des jeunes qui ont eu à diriger le Parti.
En premier lieu, je n'ai pas choisi les jeunes qui dirigent les Jeunesses. Ils ont été élus très régulièrement à Toulouse avec un poste absolument démocratique et s'il en et certains qui aujourd'hui sont mécontents, c'est parce que les jeunes n'ont pas voulu d'eux, mais je dois dire à notre jeune camarade Lucas que lorsqu'on a hésité pendant des semaines et des mois avant de savoir où était la voie qu'il fallait suivre, alors, on n'a pas le droit de dire eux autres qu'ils se sont trompés.
Je connais des jeunes et j'étais avec eux, qui, au moment de la crise, n'ont jamais hésité ils ont été de la première minute derrière le Parti. Il ne faut pas s'emballer. Quand on est jeune, on n'a jamais raison.
Je ne veux pas revenir sur la nomination des secrétaires généraux. Ce n'est pas vrai que c'est moi-même qui avait désigné Catohen. Il a été élu à l'unanimité par les jeunes du bureau national dès la fin de la conférence de Toulouse et je suis de ceux qui pense encore que pour diriger le bureau, malgré certaines défaillances Catohen le moins mauvais de ceux qui pouvaient être élus
Les jeunes qui sont au bureau national savent qu'il m'est arrivé de déplorer le manque d'efficacité et de coordination qu'il y avait entre eux. Je ne suis pour rien non plus dans la désignât de Yvette Guilloux. Elle a été désignée régulièrement lors d'un Comité National et elle pouvait dire elle-même que s'il n'avait tenu qu'à moi, elle n'aurait pas été Secrétaire nationale des Jeunesses Socialistes.
En ce qui concerne la politique à suivre pour les Jeunesses Socialistes, si ça vous intéresse un peu plus que ce je viens de dire, je vous dirai tout à l'heure quelle est la politique – si le mot n'est pas mauvais – que doivent suivre les Jeunesse Socialistes.
Au point de vue administratif, il y a une chose dont je suis fier. Il s'est institué depuis un certain temps des bureaux nationaux de Jeunesses Socialistes. Ils ont

Fondation Jean Jaurès

tous laissé au Parti des factures qui se chiffraient par des centaines de milliers de francs quand ça n'était pas des millions.
Je m'occupe du Mouvement des Jeunesses Socialistes depuis un certain nombre d'années. Depuis 2 ans. Je dis ici que le Mouvement n'a pas un centime de dette. Quand nous nous en irons, on ne trouvera pas une caisse pleine de factures à payer, mais on trouvera dans la caisse du Mouvement de quoi réaliser la conférence nationale qui se tiendra à Limoges, en septembre prochain. La situation financière est saine. Je voudrais dire en passant, à la commission de contrôle qui dans le rapport qu'elle a établi a bien voulu dire que les Jeunesses Socialistes " Arguments et Ripostes " n'avaient pas de recettes en contrepartie. Ce n'est pas tout à fait exact.
Le Mouvement des Jeunesses Socialistes a perçu, il y a un certain nombre de mois, au début de cette année, une subvention de 750 000 francs et le Mouvement, sur cette somme, a remis au Parti la somme de 450 000 francs.
Je ne veux pas répondre longuement sur les griefs qui ont été faits au Comité directeur au sujet des promesses inconsidérées. C'est vrai, oui. Je suis de ceux qui, auprès des jeunes, conseille toujours la modération. Il est certain que dans une réunion tenue entre le Comité directeur, réduit à sa plus simple expression et le Comité national des Jeunesses Socialistes, il a été fait aux jeunes un certain nombre de promesses que j'ai regrettées sur le moment parce que j'étais sûr qu'elles ne pouvaient pas être tenues. J'avais moi-même d'ailleurs, à certains jeunes qui sont bien forts en paroles mais pas beaucoup en réalisation, donné un certain nombre de conseils de modération. A la demande de la Conférence de Toulouse, nous avions lancé le journal " Les Trois flèches ". Si j'avais écouté certains, on lui aurait donné 6 pages, même 8 pages. On devait faire un grand format commercial. Il fallait un emprunt de plusieurs centaines de millions de franc que nous aurions remboursé je ne sais quand ni comment.
Je suis de ceux qui pratiquent le Socialisme à la manière jurassienne. Tous nos camarades de Saint-Claude ne pose une pierre sur l'édifice que lorsqu'ils se sont assurés que la précédente est bien solide mais ils ne bâtissent pas sur le sable, évitant ainsi que leurs œuvres soient emportées par le premier coup de vent.
Le journal " Les Trois flèches " a disparu. C'est paraît-il la faute du Comité directeur… Allons donc… Il y a ici des secrétaires fédéraux. Vous connaissez les difficultés qu'il y a à équilibrer le budget d'un journal. Bien que c'était un journal des Jeunesses Socialistes sur le terrain national… Il y a une chose qu'il faut dire, à ceux qui font des reproches aujourd'hui et qui sont les conseilleurs, je leur pose une question que je pose toujours : combien en vendaient-ils de journaux ceux-là ? C'est justement ceux-là qui n'en vendaient pas, ce sont ceux-là qui viennent regretter sa disparition. Le journal a disparu sans un centime de dette. Nous avons arrêté à partir du moment où nous n'avions plus d'argent pour payer. Je dis que c'est comme cela qu'on gère une organisation. On n'a pas le droit de gérer la société de demain quand on n'est pas capable de gérer sa propre société.
Pour ne pas abuser de la tribune, je voudrais dire en quelques mots ce que doit être la politique des Jeunesses Socialistes.

Je veux noter en passant quelque chose qui n'est pas dans le rapport que je vous ai donné, c'est l'activité des étudiants Socialistes. J'ai pris la responsabilité, peut-être pas très démocratiquement, de créer dans le Parti, différemment du Mouvement des jeunes, une fédération nationale des étudiants Socialistes. A ce moment-là, on m'a crié que je voulais mettre une barrière entre manuels et intellectuels. Je ne regrette pas d'avoir créer cette fédération. Elle marche, on le disait tout à l'heure, merveilleusement bien, non parce que ces Socialistes sont plus autonomes. Au point de vue financier, leur autonomie réside en une boîte vide en permanence et ils subissent non seulement la tutelle du Parti en ce domaine, mais même la tutelle du Mouvement des Jeunesses Socialistes car je confesse aux Jeunesses Socialistes qu'il m'arrive de payer les déplacements des membres du bureau national des étudiants avec des fonds des Jeunesses Socialistes pour bien montrer qu'ils sont solidaires les uns des autres. Ce Mouvement créé au mois de décembre, qui comprenait 4 groupes : Paris, Marseille, Toulouse et Bordeaux, a maintenant des groupes dans plus de vingt académies. Il y a maintenant 2 000 étudiants organisés.

Avec cette politique que je défends, ces jours-ci, au bureau national des étudiants qui est aussi celui des Jeunesses Socialistes, nos camarades peuvent le dire, c'était un plaisir pour nous, c'était un défilé d'étudiants qui, libérés depuis quelques jours de leurs examens, pensent maintenant à autre chose qu'au travail scolaire et ils défilaient dans notre bureau pour demander leur adhésion à notre Mouvement, à notre fédération des étudiants Socialistes.

On m'a dit, c'est parce qu'ils veulent aller en voyage avec les étudiants Socialistes. Mais, tous motifs sont bons, pourvu qu'ils y viennent et qu'ils y restent.

Je veux souligner l'excellent travail qui se fait aux étudiants Socialistes, travail qui réside pour une part importante dans le dynamisme que déploient les camarades du bureau national et je m'en voudrais de ne pas citer ici trois noms de camarades qui vraiment se sont dévoués depuis sept mois avec le plus grand mérite au service, je ne dis pas des étudiants, car il n'y a pas des étudiants, des jeunesses et le Parti. Il y a le Parti.

- Canila, Jacques Boueche, Leroux (Orthographe ?) qui à eux trois ont fait le travail que je viens d'indiquer.

Déjà à Paris, dans certains milieux, on peut mesurer le travail qu'ils ont fait. Ils ne se sont pas contentés de discours, mais ils ont fait du travail véritable. Je signale seulement, en passant, l'excellent initiative qu'ont prise les étudiants en médecine de Marseille qui organisent plusieurs fois par semaine, des visites gratuites de la maison du Parti pour les adhérents et les sympathisants, l'initiative également prise par les étudiants en droit des académies d'Aix et des universités de Marseille… Ils donnent des consultations juridiques pour les camarades du parti. C'est ça la véritable propagande qui nous amène bien plus le monde que les discours révolutionnaires que peuvent faire certains autres.

La politique des Jeunesses Socialistes.

Il n'y a pas de mouvement, il n'y a pas de mouvement puissant actuellement. Il n'y en a jamais eu. Je voudrais dire les points précis de la vie du mouvement.

- Comment amener les jeunesses au Socialisme ?
- Comment les maintenir dans l'organisation ? Car ce n'est as difficile, camarades, d'amener des jeunes, des gens à une organisation. Il suffit de les réunir un jour, de donner un coup de tambour et leur dire, prenez des cartes. Les uns les prennent avec conviction, les autres n'osent pas faire autrement. Seulement, la plus part du temps, un ou deux mois après, le groupe est mort parce qu'on a su le constituer, mais on n'a pas sur le faire vivre.
Ce qui est difficile, ce n'est pas de constituer quelque chose, c'est de le faire vivre et puis, je voudrais vous dire aussi, comment on éduque les jeunes au Socialisme.
Quand on les amène par des réunions privées, réservées aux membres du Parti et aux sympathisants – et je veux rappeler ici ce que disait Irène Laure, c'est que lorsqu'on veut faire du Socialisme, il faut déjà en faire chez soi –.
Top de camarades commencent par nous dire, quand nous leur reprochons de ne pas avoir amené leurs fils ou leurs filles : " moi, je laisse mes enfants libres ". Eh bien, je dis que ce n'est pas très honnête. Ce n'est pas violer la conscience de ses enfants que d'essayer de leur montrer qu'ils doivent aller vers le Socialisme. Tous les membres du Parti devraient envoyer leurs fils et leurs filles aux Jeunesses Socialistes.
On m'a dit, c'est difficile de les amener, car il y a la politique générale du Parti. Comme il avait raison, notre camarade Bernard tout à l'heure lorsqu'il disait que si les adultes, au lieu de toujours critiquer le Parti devant les jeunes, ils le soutenaient, même lorsqu'ils ont l'impression qu'ils se trompent, mais surtout parce qu'ils ont l'impression qu'ils se trompent. Les jeunes seraient peut-être plus encouragés et je connais certaines fédérations où je comprends très bien que les jeunes ne viennent pas au Mouvement et au Parti, parce qu'ils entendent toujours la moitié des membres qui passent leur temps à dénigrer le Parti, car c'est bien plus facile de dénigrer le Parti que de s'attaquer aux adversaires.
Comment garder les jeunes qui sont chez nous ? Jusqu'à maintenant, on n'a pas compris ce qu'il fallait faire. Jusqu'à maintenant, on créait un groupe de jeunes, et qu'elle était l'activité de ce groupe de jeunes ? Ca se résumait à des réunions mensuelles ou bi-mensuelles, voire même hebdomadaires. A ces réunions, la première partie de la séance se passait pour le paiement des cotisations, ça traînait lamentablement et puis, on commentait quelques circulaires, quelques circulaires qui ne sont jamais intéressantes à commenter. On les fait appliquer les circulaires, mais on ne les commente pas. Un camarade venait pour exposer un problème politique quelconque. Au bout d'un moment, les jeunes fuyaient le groupe. Ce dernier se disloquait et fondait comme la neige au soleil. Ah bien, je voudrais bien que le marxisme ça ne soit pas seulement quelque chose qu'on utilise au sein de notre parti pour l'organisation et la propagande du Parti.
Vous avez beau me dire : les jeunes d'aujourd'hui ne pensent qu'à s'amuser. Ils ne pensent qu'au bal, au vélo, aux ballades, à jouer au rugby ou au football. Mais, camarades, c'est un peu tant mieux pour la jeunesse d'aujourd'hui car si les jeunes de 17, 18, 19 ans étaient déjà des " mordus " de la politique au point de ne vouloir faire que de la politique, c'est qu'il y aurait beaucoup d'anormaux

dans ce pays et cela n'est pas souhaitable. Le marxisme ça consiste à utiliser ses aspirations de jeune en leur donnant satisfaction. C'est la raison pour laquelle il y a des fédérations qui marchent bien.
Tu avais raison, tout à l'heure, Lucien Beaumont, de citer ta fédération en exemple. On nous dit quelque fois que tu es réformiste dans certains milieux. J'aime les réformistes de ton genre. Chez vous, on n'y fait pas de discours, mais on y fait du travail.
Quels sont les groupes qui marchent. Quelles sont les fédérations qui marchent ? Celles dans lesquelles on a organisa des bibliothèques, des chorales, des fanfares, des groupes artistiques, des ballets de danse pour les filles, des clubs de cyclotourisme, des sections de camping. Ces groupes-là marchent parce que c'est cela qui intéresse la jeunesse. Vous me direz, mais alors, ça n'est plus du Socialisme, vous n'en faîtes pas des Socialistes.
Allons donc… Je vais vous dire comment je conçois l'éducation socialiste des jeunes. Jusqu'à maintenant, on prétendait toujours qu'il fallait former les Jeunes au Socialisme et on les formait de la façon suivante. On les réunissait dans une salle, on faisait venir un professeur ou un instituteur qui leur traitait un sujet sur Marx ou Jaurès. Mais le professeur n'était pas écouté parce que toujours, les camarades adultes qui vont parler aux jeunes n'essaient pas de se faire comprendre et essaient trop souvent de montrer qu'ils sont savant et les jeunes évidemment, n'y comprennent rien.
A ces espèces de cours, les jeunes venaient une fois, deux fois et ne revenaient plus.
Comment donc doit se faire l'éducation des jeunes ? Eh bien, voyez-vous, je suis de ceux qui pensent qu'il n'est pas nécessaire d'enseigner, dans ses moindres détails la doctrine de Marx ou d'Engels à tous les adhérents du Parti Socialiste. Je connais des Socialistes, et il doit y en avoir beaucoup dans cette salle, qui n'ont jamais lu Karl Marx, jamais rien lu de Jaurès, qui lisent de temps en temps l'article de Léon Blum dans le Populaire, ça n'empêche pas que ce sont d'excellents animateurs de leur section, dans leur municipalité. Il n'est pas nécessaire que la masse de nos adhérents soit imprégnée de toute la doctrine socialiste. Il est des gens qui viennent du Socialisme, non pas par doctrine, mais par sentiment, par affinité.
Vous savez bien que dans votre village ou dans votre ville, on vient au Parti Socialiste parce qu'il y a M. X ou M. Y qui est " quelqu'un " pour lequel on a de la sympathie. Ils y viennent pour cela puis ils deviennent Socialistes ensuite.
Je voudrais dire en passant que l'exemple des individus compte beaucoup pour les jeunes. Je voudrais dire aux adultes qui sont là, que chaque militant devrait être persuadé au fond de lui-même qu'il porte en lui une parcelle de l'idéal socialiste, que chaque militant porte une parcelle de Socialisme d'autant plus qu'il occupe au point de vue social ou dans le Parti, un rôle plus élevé et chaque militant doit savoir que chaque fois qu'il failli, chaque fois qu'il se conduit mal, ça n'est pas seulement lui qui subit le contrecoup, c'est le Socialisme qui est touché.

Vous me direz, il va falloir des cadres. Oui, demain il nous faudra des secrétaires de sections, de groupes, des secrétaires de syndicats, des délégués aux comités d'entreprises, il nous faudra des présidents de coopératives, des secrétaires de mairies, des conseillers municipaux et des maires de petites communes.
C'est la raison pour laquelle le mouvement de jeunes est décidé à faire campagne de stage d'éducation dans tous les coins du pays à laquelle nous invitons aussi les adultes. Bien sûr, on leur dira l'histoire du Mouvement ouvrier politique et syndical, on leur apprendra ce qu'a été l'avènement du Socialisme dans les esprits, ce que c'est que les Socialistes utopiques, les Socialistes scientifiques, cela d'une façon rudimentaire. On leur apprendra les réalisations du Socialismes et les buts qu'il veut atteindre, mais aussi, et ce sera la partie la plus importante dans nos stages, on leur apprendra comment est organisé le Parti, comment on anime un groupe, comment on anime une section, on leur apprendra des choses qui vous paraissent simples, comment on organise un bal car il y a trop de jeunes qui écrivent en disant, on avait organisé un bal mais on a fait 10 000 ou 20 000 francs de déficit. Eh bien, c'est parce que le bal était mal organisé. On leur apprendra comment on organise une kermesse, comment on monte des bibliothèques, comment on organise une tombola, comment on monte un groupe artistique. Nous leur apprendrons tout cela et ils rentreront dans leur groupe ou dans leur section et ils sauront ce qu'est le Socialisme et l'organisation du Parti Socialiste. Ils ne seront plus étonnés que le Président de la République et les ministres Socialistes n'aient pas réalisé le Socialisme dans les 48 heures.
Lorsque les jeunes auront fait leur expérience du Socialisme à l'école de la vie, alors ils diront que ça doit être difficile d'être ministre, ça doit être difficile d'être maire d'une grande ville, Secrétaire du Parti. Ils auront la critique un peu moins facile qu'aujourd'hui. Je dois dire qu'il nous faudra des cadres supérieurs dans les ministères. Les ministères qui sont là, comme ceux qui y étaient en 1936, nous disent les difficultés qu'ils ont pour faire appliquer la politique socialiste à travers leur administration. Leurs idées sont bonnes, leurs mots d'ordre sont justes, mais quand ils arrivent dans la pratique, ils sont complètement déformés par l'administration. Dans nos ministres, lorsqu'on reproche à nos camarades de ne pas toujours être entourés de camarades Socialistes, c'est parce qu'on ne trouve pas toujours à la fois le camarade compétent et Socialiste.
(Applaudissements)
Il faudra que le Parti se penche sur ce problème.
La création de la fédération nationale des étudiants a pour but de répondre à cela demain.
Mais il faudra aussi qu'on ne se contente pas de faire un recrutement parmi les intellectuels, l'expérience du Mouvement ouvrier prouve qu'il est des manuels capables de remplis les plus hauts postes dans la hiérarchie administrative et sociale. Il faudra voir ceux-là aussi.

Collection Jean Jaurès

Le Parti serai bien avisé de faire chaque année des semaines d'études comme celle que nous avons faite et que nous allons faire, semaines réservées à quelques-uns qui viennent passer là 8 jours de vacances, non pas réaliser une école socialiste comme celle qui a été réalisée où des professeurs savants font des cours qu'on imprime et qui coûtent très cher et que personne ne lit, à part une élite. D'ailleurs, à par un ou deux, il faut se mettre la tête dans les mains et bien réfléchir avant de comprendre. Si nos camarades ouvriers comprennent quelque chose à cela, eh bien, c'est une élite.
Les gens qui s'adresse à ces manuels, qu'ils les réunissent et qu'ils fassent le sacrifice de les instruire à la lumière du Socialisme.
Voilà comment je conçois la politique des Jeunesses Socialistes. C'est comme cela que nous formerons un mouvement qui servira le Parti.
En aucun cas, tant que je serais là, - ou ça se fera par ordre du Comité directeur – je ne ferai quelque chose pour rendre au Mouvement des Jeunesses Socialistes, leur autonomie, l'autonomie dont il a joui jusqu'à maintenant, ce serait une catastrophe pour le Mouvement des Jeunesses, ce serait aussi une catastrophe pour le Parti.
Seulement, j'ai dit que voulais lancer un cri d'alarme et je le lance.
Je dis que les jeunes ne vont pas venir tous seuls au Socialisme. Il va falloir que nous allions les chercher, et cela, c'est le rôle des adultes. Du Comité directeur, aux secrétaires de sections adultes, on n'a pas suffisamment, dans le passé estimé que le problème des Jeunesses était prépondérant. Le Comité directeur – il faut le dire – désintéressé pendant un an, pendant deux ans dans certaines fédérations. On a peur du Mouvement des Jeunesses parce qu'on n'a pas su le diriger jusqu'à maintenant, et aussi parce que c'est une tâche difficile de grouper les jeunes, de les organiser et de les maintenir chez nous.
Il faut que dans le Parti, on se mette dans la tête que Jaurès disait déjà que dans la vie, tout est toujours difficile. Il n'y a rien d'impossible.
Il y a quelque chose qui est souhaitable, c'est que les jeunes viennent à nous. Ce qui est souhaitable, rendons le possible. Les adultes ont entre les mains l'avenir du Parti, il dépendra d'eux que dans vingt ans, nous revenions ici défendre un rapport des Jeunesses Socialistes.
(Applaudissements)

(Le rapport des Jeunesses Socialistes est adopté à la majorité.)

Jeannette Mazier (Côtes-du-Nord)
Chers camarades, je veux dire deux mots seulement. Hier, deux ou trois fois dans la journée, on a fait un appel, pour qu'un réunion autre que celle-ci ait lieu pour entraîner au moins un délégué par fédération à s'occuper du camp international de jeunesses organisé à Coat-Ermit. Il semble que cet appel n'ait pas été entendu. Il a été fait en fin de séance et c'est pourquoi j'ai demandé, en quelques mots à vous entretenir de ce camp international de jeunesses.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le Parti, la centrale socialiste d'éducation et les Jeunesses Socialistes ont décidé de faire un camp international de jeunesses pour continuer ainsi la politique internationaliste.
Hier une femme rendait hommage précisément à l'action internationaliste de notre Parti.
C'est pourquoi j'estime que ce camp international de jeunesses qui permettra une compréhension plus grande entre les camarades de l'Internationale Socialiste, permettra à notre Parti d'étendre son action auprès des jeunesses pouvant appartenir à d'autres organisations. J'estime que ce camp a une très grande importance. Nous avons fait sur le plan du Parti, sur le plan de notre département tout ce qu'il fallait pour que ce camp réussisse. Nous avons obtenu l'aide de camarades, ne aide très efficace des différents ministères et nous pouvons espérer qu'il réussira.
Or, camarades, est-ce un manque de rayonnement de notre Parti, est-ce un manque de générosité, mais les inscriptions que nous pensions avoir et qui étaient de l'ordre de 300 au moins… Après toutes les circulaires que nous avons envoyées, après la réclame que nous avons faite, nous avons à l'heure actuelle 75 inscriptions de camardes des pays d'Europe, mais nous n'avons que 39 inscriptions de camarades de France. Hier, et la camarade Irène Laure l'a dit, je parlais à une militante adulte de notre Parti et lui demandais : où envoies-tu tes enfants en vacances… Elle m'a dit : au camp international, il n'en est pas question.
Pourtant, camarades, j'estime qu'il y a dans les fédérations assez d'adultes qui ont des enfants, assez de jeunes pour que ce camp réussisse ou alors c'est que l'idée socialiste et internationaliste n'a plus le rayonnement que nous pensions.
Je dis ceci : pour ma part, je me suis occupée du camp de Coat-Ermit dans mon département. Je ne veux pas que ce camp soit une escroquerie et s'il n'y a pas un nombre suffisant d'adhésion à la fin de ce Congrès, je dirai que c'est un signe de faiblesse de notre Parti et non des organisateurs qui fait tout ce qu'ils ont pu et je déclare qu'à ce moment-là, je ne m'en occuperai plus et je demanderai que nos camarades fassent comme moi.
Qu'un délégué des différentes fédérations vienne nous demander des renseignements. Je demande par exemple que cet après-midi, le bureau puisse organiser une réunion vers 15 heures par exemple, un délégué par fédération pourrait venir dans une salle, nous dire si vous croyez pouvoir nous envoyer des délégués et combien et ainsi, nous pourrons prendre ensuite nos responsabilités et voir si le camp doit avoir lieu ou non.
(Applaudissements).

(La séance est levée. Il est 12h30.)

Parti Socialiste SFIO
40ème Congrès national - Paris
1er, 2, 3, 4 juillet 1948.

Fondation Jean Jaurès

Séance du vendredi 2 juillet 1948 (après-midi)

Président : Marceau Pivert
Assesseurs : André Vienot
Léontine Roux
Auguste Lecomte

En ouvrant la séance, le Président donne quelques communications aux camarades des diverses commissions.
Il donne connaissance du nombre d'orateurs inscrits et propose de clore la liste des orateurs. (Adopté)
Le temps de parole est limité à 10 minutes.

Théodore Staub (Loire Inférieure)
En apportant ici le vote unanime de ma fédération contre le rapport du groupe parlementaire, je veux apporter la cause du mécontentement des militants de la base.
Je tiens à vous prévenir que j'en donnerai volontairement une cause atténuée, car les militants de la base parlent ou de trahison ou de capitulation ; et nous passons notre temps à nous user, à nous rendre suspects même à l'égard des militants en défendant les personnes de nos camarades du groupe parlementaire, sinon leur politique que nous jugeons indéfendable, et je fais appel aux témoignages de Nouinal et de Robert Verdier et de quelques autres pour dire que cette tâche impossible que nous faisons de défendre une politique indéfendable, nous donne peut-être le droit, ici, de dire ce que nous en pensons.
Je ne reprendrai pas les termes de nos camarades de la base, ils sont faciles et injustes, mais je vois deux termes : rébellion permanente, erreur permanente.
Rébellion lorsqu'en septembre dernier, par 21 voix contre 18 transformées en 20, le groupe parlementaire décidait de ne pas appliquer une décision du Comité directeur mandaté par le Congrès de Lyon. Il y avait rébellion inexcusable, car il y avait eu, à l'époque ni le Kominform ni la succès du RPF.
Rébellion ? D'autres vous en parleront, et d'autres vous parleront de l'erreur commise à propos de la liberté du marché de l'or, et aussi de l'erreur commise en couvrant toute l'année une politique de libéralisme économique au nom d'une décision dirigiste prise unanimement à Lyon.
C'est sur une autre erreur et une autre rébellion que je veux m'étendre, au nom des militants de l'Ouest, qui sont particulièrement chatouilleux sur la laïcité.
Hier, Guy Mollet, à juste titre, protestait contre la formule d'un camarade qui avait dit : " La laïcité, cela n'intéresse plus personne dans le Parti ".
Je crois que c'est inexact.
Par contre, est-ce que vous êtes bien sûrs, camarades, que la laïcité intéresse tout le monde dans le Parti ? Moi, je n'en suis pas sûr ! Et j'en apporte la preuve. Voici une lettre d'un parlementaire socialiste :

Fondation Jean-Jaurès

Cher révérend frère,
A l'heure où les problèmes d'enseignement prennent pour notre pays une importance sans cesse accrue, je ne voudrais pas attendre plus longtemps pour rendre à l'enseignement catholique l'hommage qui lui est dû.
Mes premiers maîtres, les missionnaires, ont compris que la formation intellectuelle ne suffit pas si on y ajoute une formation spirituelle, morale, par laquelle l'homme mérite véritablement son nom. Ils m'ont appris la patience, la ténacité, le dévouement, l'espoir en la miséricorde divine. Je tends ici un hommage tout particulier à l'Ecole Montfort, où les éducateurs s'emploient à ouvrir les âmes et les esprits. Aujourd'hui comme hier, ils forment cette élite agissante et fière par laquelle le paye montre sa vitalité, (signé) : Jauban, député du Gabon.
Ce texte, publié par un organe catholique, n'a pas été démenti.
Je demande quelles mesures seront prises peur une attitude qui est une atteinte d'indiscipline et de rébellion contre la volonté laïque du Parti.
Je ne veux pas être injuste, je ne parlerai pas de trahison, mais enfin, beaucoup de nos parlementaires ont la chance d'être élus dans des régions où la question cléricale ne se pose pas.
Ils ont la chance eux, de ne pas connaître cette lutte, périmée, si vous voulez, dans l'ensemble du pays, mais pas dans l'Ouest, que nous connaissons chaque jour.

(Une voix - Elle est périmée d'autre part)

Je le crois, Binault. Ils ont la chance de ne pas faire 20 kms pour trouver du lait pour leurs petits enfants. Noms connaissons cela, dans la Loire inférieure. Ils pourraient, ces camarades députés, écouter les informations de leurs collègues élus des régions où la question cléricale se pose, et s'ils ne la connaissent pas directement, ils pourraient voir les Camarades qui sont informés, et ne pas prendre une attitude qui, quand bien même elle serait justifiée au fond, diminue notre position et rend d'autant plus difficile notre lutte
J'ai dit : " quand bien même elle serait justifiée au fond ", mais je ne suis pas convaincu qu'elle le soit, car enfin - vous comprenez que je fais allusion à l'affaire du 11 juin - quand bien même ce serait vrai - je ne le crois pas - ce serait abusif de la transformer en victoire comme l'a fait " Le Populaire " de Paris. Il est abusif de présenter le contrôle des subventions comme une victoire. Il serait bon qu'il n'y eût pas de contrôle ! C'est cela qui constituerait une défaite !
Il est abusif de dire que si les conseils généraux et municipaux sont obligés de trouver les fonds sur leurs ressources, c'est également une victoire. Soyez tranquilles !
Ils les trouveront, que dis-je, ils les ont déjà trouvés ! Déjà les millions des conseils généraux et municipaux de l'ouest affluent aux organismes catholiques !

Collection Jean Jaurès

Il est abusif de dire qu'il ne s'agit pas de subventions à l'école privée. C'est exact. Quand on accorde des subventions à des organisations dirigées par les tenants de l'école privée, que l'argent aille dans la poche gauche ou dans la poche droite des cléricaux, c'est toujours dans la poche des cléricaux, et ce n'est pas être tout à fait de bonne foi que de dire que ce n'est pas la même chose. Ces victoires comme celle-là, Pyrrhus en remportait. Nous refusons de poser la question au fond, et quand même le texte du 11 juin serait inoffensif, il n'en reste pas moins que vous avez permis au MRP de sauver la face, et que vous avez perdu la face. Il n'en reste pas moins que vous pouviez refuser de soumettre au Conseil d'Etat, que vous deviez prendre une position d'ultimatum, si vous vouliez être fidèles à l'esprit des résolutions des Congrès et Conseils nationaux.

Vous avez perdu une bataille que vous pouviez gagner. Il n'est pas question de dire que vous avez triomphé, il est question de dire que vous avez eu une tactique catastrophique. Vous l'avez perdue, Camarades du groupe parlementaires les questions de gouvernement l'ont emporté sur la question de principe, et je crois que vous avez surestimé les problèmes de gouvernement.

Vous l'avez perdue parce qu'au fond de vous-mêmes, je suis persuadé que vous pensez qu'on peut faire sa part au cléricalisme et le contenir sans être vaincu par lui.

Je crois que vous avez perdu cette bataille parce que vous pensiez que notre départ du ministère serait catastrophique. Nous sommes quelques-uns à penser que ce serait un incident peut-être regrettable, qui peut-être rendrait notre bataille plus difficile, mais que ce ne serait tout de même pas une catastrophe, car il n'y a pas eu toujours des Socialistes au Parlement, et nous pensons qu'il n'y en aura pas toujours.

Nous pensons que vous avez perdu cette bataille parce que vous n'êtes pas exactement informés de la température de la base du Parti, parce que vous ne savez pas que depuis le 11 juin nous avons reçu une nouvelle série de lettres de démission, et pas des lettres de démission de récents adhérents, mais de camarades anciens de 20 ans, des démissions de camarades instituteurs qui sont tout de même - que vous le vouliez ou non - dans les campagnes, l'armature de notre Parti.

Vous avez perdu cette bataille parce que vous vivez en vase clos et que peut-être nous n'avons pas sa suffisamment vous tenir au courant de ce que c'est, chez nous, que cette bataille de la laïcité.

En votant contre le rapport, nous n'avons pas du tout l'intention de faire une manifestation d'hostilité, mais de tirer la sonnette d'alarme, de vous donner un avertissement. Car le jour où le Parti ne prendrait plus la figure qu'il a eue légitimement pendant longtemps d'être le seul parti vraiment et foncièrement laïque, nous nous demandons ce qui nous resterait à nous, qui dans l'Ouest, dans ces départements qui retardent de 150 ans. Essayons, en défendant le Socialisme, de défendre la République tout court.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Paul Rivet (Seine)

Je désire parler sans la moindre passion, et en même temps peut-être, faire une espèce d'examen de conscience collectif. Mais il me semble qu'il y a, entre le groupe parlementaire et le groupe socialiste à la base, un grand malentendu.

Lorsque vous faites, dans un Congrès socialiste, une motion, vous faites, je dirai presque de l'absolu, et vous avez raison. Lorsque le groupe parlementaire est saisi de cette motion, il travaille dans le relatif. Vos motions ne pourraient avoir un caractère intérieur que dans le cas où il y aurait 400 députés socialistes au Parlement, et un ministère socialiste homogène.

En second lieu, elle aurait également un caractère impératif si vous décidiez que le groupe socialiste, réduit à 100 élus, ne doit pas participer au gouvernement. Mais, du moment que vous acceptez la participation au gouvernement, il faut bien vous rendre compte qu'immédiatement nous entrons dans une politique de coalition, c'est-à-dire de compromis. Je crois qu'il y a là quelque chose qu'il fallait dire, parce que c'est l'expression de la vérité.

Vous n'avez donc à nous demander compte que d'une chose c'est si, dans la mesure des possibilités créées par cette situation parlementaire particulière, nous avons travaillé au mieux. Et c'est ici qu'il est bon que nous fassions, nous, parlementaires, un examen de conscience.

Tout à l'heure, le camarade qui m'a précédé sous a reproché notre position sur la question laïque, et comme lui, je ne considère pas que la position que nous avons été amenés à prendre puisse être interprétée comme une victoire socialiste. Cela a été une contre-attaque, une bonne contre attaque, mais ça n'a pas été autre chose.

Ce qu'il y a de grave dans cette affaire, c'est la réaction que nous avons trouvée dans toute une partie très large de l'opinion publique socialiste et en particulier chez nos camarades instituteurs qui, eux, ont considéré que c'était une défaite. Ils ont peut-être tort, mais nous devons tenir compte de cette réaction.

Ensuite, sont venus les accords de Londres. Là aussi nous sommes arrivés à une transaction, elle a été habile, car nous sommes arrivés à imposer à cette chambre un ordre du jour où la confiance n'était pas exprimée. Nous avons accompagné cet ordre du jour de toute une série de réserves, et de réserves extrêmement importantes, et le vote a été arrangé de telle façon que la personnalité du ministre des Affaires étrangères en sortait tellement atteinte, que l'on pouvait espérer qu'il comprendrait et que le ministère Schuman aboutirait à un remaniement. Eh bien, cette manœuvre a manqué son but en partie, et nous sommes arrivés à des résultats qui, pour moi, m'inquiètent beaucoup : c'est que notre propre vote a diminué l'autorité d'un homme qui n'en avait déjà pas beaucoup à la veille des grandes assises internationales où il devait représenter les intérêts de la France. Et voilà ce qui m'inquiète beaucoup.

Je passe ensuite aux accords économiques. On a dit que la " Guerre des deux Mayer " n'aurait pas lieu. Mais je voudrais bien connaître les conditions de l'armistice, et je voudrais être rassuré qu'après la faillite évidente de la politique de liberté, nous n'allons pas renoncer en partie à notre politique, qui est la seule

efficace, la politique du dirigisme. J'emploie ce vilain mot qui doit être banni de la langue française, mais que vous comprenez tous.
Et maintenant, nous nous trouvons devant une autre question ; celle-là est d'une gravité exceptionnelle. Il s'agit des crédits militaires.
Mes camarades, je m'excuse : je vais vous dire peut-être quelque chose qui révoltera un certain nombre d'entre vous, mais il faut que je vous le dise : au lendemain de la libération, il aurait fallu dire au peuple de France l'inverse de ce que De Gaulle lui avait dit le 18 juin 1940 et qu'il avait eu raison de lui dire à cette époque-là. Il fallait dire au peuple de France : " Vous pouvez encore gagner des batailles - et nous en avons gagné, et de magnifiques - mais en juin 1940, la France avait perdu la guerre. "
Voilà la grande vérité. Et au lieu de dire cela au peuple de France, on a fait une politique de simili grandeur. On est allé à Strasbourg revendiquer la rive droite du Rhin alors que nous avions 30 000 hommes sur le front et que l'Allemagne n'était pas encore libérée ni vaincue.
Eh bien, en politique militaire, nous avons fait la même chose qu'en politique étrangère. Blum l'a démontré dans un de ses magnifiques articles, ce qu'il y avait de vain dans cette politique de pseudo grandeur qu'on a poursuivie envers et contre tous et qui ne pouvait que coaliser contre nous tous les anciens Alliés qui, eux, étaient malheureusement - heureusement pour nous, naturellement - les vainqueurs, et par conséquent les maîtres de l'heure.
Pour les crédits militaires, on a très mal posé le problème. La question n'est pas de savoir combien d'hommes nous aurons sous les drapeaux, mais combien d'hommes les moyens actuels de la France nous permettent d'équiper, d'entraîner, de garder. Toute la question est là.
(Applaudissements)
Or, nous avons 650 000 hommes sous les drapeaux. Mais Dieu ! tout le monde le sait, ils sont nourris d'une façon insuffisante, et ils sont équipés d'une façon lamentable.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas une armée : nous avons un troupeau. Il vaudrait mieux, à mon sens, avoir 150 000 hommes bien entraînés, qui n'absorberaient pas les sommes catastrophiques que nous sommes obligés de verser chaque année au budget de la guerre, et qui, eux, représenteraient une force militaire en rapport avec les moyens dont dispose la France ruinée.
Voilà ce qu'il faut dire. Il faut renverser les données du problème.
Si nous n'avons pas les moyens - et je le crois - d'avoir une armée de 650 000 hommes, une véritable armée, il faut avoir le courage de le dire. Il faut restreindre les dépenses, car le pays ne comprend pas que, pour entretenir cette armée sans efficacité et qui ne nous protégerait pas si par malheur un conflit éclatait, nous mettions dans cette armée le tiers de notre budget alors que nos enfants attendent des écoles.
(Applaudissements)
Et que nos victimes de la guerre attendent encore un toit pour s'abriter.

Fondation Jean-Jaurès

Et puis, il y a une autre question que j'aborderai encore : c'est celle de notre politique de la France d'outre mer, et en Indochine.
J'affirme - et là encore je m'appuie sur le témoignage de Blum qui a publié également un très bel article à ce sujet - qu'en septembre 1946, la France pouvait traiter dans des conditions avantageuses et sûres avec le représentant du Vietnam, et que la paix pouvait être ramenée en Indochine.
J'affirme que le seul homme avec lequel il ne fallait pas essayer de traiter - et dès cette époque j'avais compris que c'était avec celui-là qu'on voulait traiter - c'était précisément avec l'ex-empereur Bao-Dai.
(Applaudissements)
Et l'on a attendu deux ans, pendant lesquels on a fait des dépenses effroyables, pendant lesquels on a sacrifié des hommes, des Français et des Vietnamiens, pour, en fin de compte, aboutir à un accord plus dur que celui que l'on nous proposait alors. Et c'est tout naturel. Il est évident que Bao-Bai devait faire de la surenchère sur Ho Chi Minh. C'était son rôle, je ne lui en veux pas.
Le Parti sait que cet accord ne ramènera pas la paix en Indochine. Vous pouvez en être sûrs. C'était avec le peuple vietnamien qu'il fallait faire la paix, mais pas avec Bao-Dai.
(Applaudissements)
La preuve en est que, dernièrement, " Le Monde " nous disait que malgré cet effort que nous avons fait pour maintenir ce qu'on appelle la présence française en Indochine, à coups de canons et de mitrailleuses, nous étions exposés à un nouveau et véritable " Langon ", c'est-à-dire à un massacre de ces postes isolés qui se trouvent actuellement repartis en Indochine.
Voyez-vous, ces deux points : notre politique en Indochine et les crédits militaires, ce sont deux points sur lesquels je voudrais que le Congrès prît une position ferme, catégorique, qui imposerait à notre Parti et à ses représentants, d'adopter une attitude qui, elle, ne comporterait pas de compromis.
Je le sais bien : cela va poser, une fois de plus, la question de l'éventualité d'une crise ministérielle.
Ah ! Camarades ! Nous vivons depuis un an sous un véritable chantage.
Car je suis partisan, je le déclare sans ambages, de la collaboration ministérielle ; mais dans une collaboration, on est deux, trois, quatre ; si nous, nous désirons que le ministère actuel reste au pouvoir, mais, nos partenaires dans ce ministère le désirent également ; il ne faut pas que ce soit à chaque coup le Parti Socialiste qui élève et sauve les combinaisons en faisant des concessions.
(Applaudissements)
Parlons d'égal à égal, n'ayons pas l'air d'être dans un état de défensive, et surtout ne donnons pas à nos militants l'impression d'être les sauveteurs permanents d'une combinaison qui continue malgré nos protestations.
Il y a une dernière chose que je veux vous dire : trop souvent, apparaît dans nos discussions, dans les décisions que nous prenons, cette espèce d'anticommunisme primaire qu'a dénoncé une fois au groupe socialiste, dans une de ces apostrophes dont il a le secret notre ami Daniel Mayer. Ne nous

Fondation Jean Jaurès

préoccupons pas, lorsque nous prenons une décision, lorsque nous avons à définir une attitude, de ce que font les gens qui sont à notre droite ou soi-disant à notre gauche. Nous avons une politique socialiste, et ne nous efforçons pas de prendre des décisions ou des attitudes qui soient fatalement en opposition avec celles des autres.
Il peut arriver, dans certains cas - et je crois que c'est le cas pour l'Indochine pour des raisons qui ne sont pas les mêmes - que notre attitude coïncide avec celle du Parti communiste ; mais prenez les devants, prenez une attitude ferme, catégorique, et alors, ce ne sera pas nous qui aurons l'air de conformer notre vote à celui du parti communiste, ce sera le parti communiste qui devra conformer son vote au nôtre, et pour des raisons plus nobles que celles qu'il peut avoir lui-même.
Voila, ses camarades, ce que j'avais à vous dire. Je vous en supplie. Il ne s'agit pas tant de discuter sur le passé. Dieu lui-même ne peut pas changer le passé, sauf les historiens, mais il faut que nous pensions à l'avenir. Il y a là deux problèmes : d'une part les crédits militaires, d'autre part la question de l'Indochine.
Donnez-nous des ordres, je vous les demande, et vous pouvez être sûrs que si vos ordres sont suffisamment impératifs, si vous en acceptez les conséquences possibles, vous serez obéis avec joie par beaucoup de vos ennemis.
(Applaudissements)

Montferrand (Seine)
Camarades,
C'est plus particulièrement sur le Protocole d'accord que je vais intervenir : Ce protocole d'accord, dont l'origine remonte aux indisciplines parlementaires de septembre, dont on avait laissé entendre qu'il serait réglé dans un Congrès extraordinaire de septembre, reporté ensuite en novembre, puis au Conseil national.
Le protocole d'accord qu'on soumet aujourd'hui à l'approbation du Congrès national pouvait être à la rigueur un " modus vivendi " entre le Comité directeur et le groupe parlementaire en attendant la tenue du Congrès national d'Angoulême et pour éviter le plus de heurts possible.
En vérité, il n'en est pas moins que les indisciplines parlementaires commises en septembre existent.
L'article 30 des statuts dit que le Comité directeur contrôle les élus du Parti comme il contrôle les militants. N'en déplaise à nos camarades, pour nous, les élus sont des militants. Les militants, quels qu'ils soient, ont la possibilité de discuter la politique du Parti dans leurs sections, dans leurs Congrès fédéraux ou nationaux ; et quand ils se trouvent sur le lieu de travail, il leur appartient de mettre à exécution les décisions du Congrès. Celles-ci sont interprétées par le Comité directeur, qui est l'organe souverain de la base entre deux Congrès nationaux.
En vérité, s'il y a un malaise, il est à l'intérieur du Parti. Le différend surgi entre le CD et le groupe parlementaire n'est qu'un aspect du malaise ; ce malaise,

Fondation Jean Jaurès

c’est qu’il y a toujours deux conceptions à l’intérieur du Parti. Il y a d’autre part des camarades qui comprennent que le Parti devient un élément classique bourgeois ; ce sont notamment ceux qui prétendent qu’il y a, avant le Parti, la constitution ; ce sont ceux qui prétendent que lorsque la politique du Parti ne leur plaît pas, il leur convient d’appliquer la politique qui leur plaît. Il y a cette conception qui soulèverait notre Parti Socialiste à la suite de la démocratie parlementaire, à la suite d’une de ces démocraties de la IVème République et qui devrait sombrer demain avec cette démocratie parlementaire.
Et il y a également les camarades qui sont fidèles aux origines du Parti Socialiste, les camarades qui considèrent que le Parti est toujours un parti de transformation sociale qui a pour mission historique de culbuter la société bourgeoise, de faire éclater son système politique et juridique, faire éclater toute sa structure pour y mettre une structure populaire et remplacer la proportion capitaliste par un système de proportion collectiviste.
Accepter le protocole d’accord, c’est permettre l’entorse aux principes du Parti ; par conséquent, rejetons le protocole d’accord.
Voici le texte soumis au Congrès fédéral de la Seine, qui a recueilli un certain nombre de suffrages :
Considérant que tout militant, quel qu’il soit, délibère de l’orientation politique dans les Sections, Congrès nationaux, et qu’il se retrouve sur les lieux de son travail ou dans son centre d’action pour mettre à exécution les décisions du Parti ;
Considérant que le Comité directeur, sous contrôle du Conseil national (article 29) est seul dépositaire entre deux Congrès, de la souveraineté de la base conformément aux décisions de Lyon 1947, il peut seul décider au nom du Parti, et que ses décisions ont force de loi pour tout militant sans exception.
Par ailleurs, 10 parlementaires siégeant au CD soit un tiers, une coordination peut être facilement assurée entre le CD et le groupe parlementaire.
Un tel protocole aboutirait en fait à un partage jusqu’ici réservé au Comité directeur en matière de décisions politiques ;
Il aurait pour conséquence la modification pratique de la structure du Parti, qui deviendrait progressivement un parti d’action exclusivement parlementaire appuyé sur de multiples sections, entreprises, etc.
Si on ne peut le faire respecter vis-à-vis des élus, on ne peut, il n’est pas question de le faire respecter vis-à-vis des militants de la base.

René-Pierre Debesson (Nord)
La fédération du Nord estime que les erreurs respectives du Comité directeur et du groupe parlementaire ont été définies avec justesse par Léon Blum dans la motion rédigée par lui en vue du Congrès extraordinaire qui avait été prévu en 1947.
Léon Blum disait :
Le Congrès rappelle que le Conseil national et le Comité directeur sont chargés de la direction du Parti. Le groupe parlementaire est chargé, dans son domaine propre, de l’exécution des résolutions des Congrès et conseils nationaux. Les

Coll. Fondation Jean-Jaurès

camarades ministres sont chargés d'interpréter ces résolutions auprès du gouvernement et de les introduire dans l'extrême mesure du possible en actes positifs. Ils doivent travailler dans une étroite coordination.
La fédération du Nord estime que les groupes parlementaires ont leur responsabilité particulière, et que notamment le vote des députés à l'Assemblée nationale ne saurait être traduit dans aucune éventualité, au rôle d'un agent d'exécution tenu d'appliquer purement et simplement les décisions du Comité directeur.
Elle considère que l'autorité du Comité directeur n'est pas suffisante pour imposer telle ou telle attitude au groupe parlementaire contre le gré de celui-ci, et dans pareil cas l'autorité du CD a besoin d'être couverte par le Conseil national.
Elle propose au Protocole une nouvelle rédaction des articles 1 à 4 les autres étant maintenus sans changement.
(Lecture des articles 1 à 4)
Je ne ferai que de brefs commentaires à la motion que je viens de déposer.
Hier, le camarade Gazier a excellemment posé la question : Qui doit avoir le dernier mot ? a-t-il demandé. C'était, naturellement, dans l'hypothèse de questions délicates et graves que se serait posée une telle question. Nous serons unanimes, sans doute, à reconnaître que le dernier mot doit appartenir au Parti lui-même, et que le seul but à rechercher est le moyen de connaître sa pensée.
Certains croient pouvoir affirmer que le CD est qualifié pour exprimer toujours et dans tous les cas, la pensée du Parti avec assez d'exactitude pour que son opinion prévale dans le cas d'un conflit avec le groupe parlementaire.
Ce serait peut-être vrai si le Comité directeur avait été constitué, comme on le désirait à la libération, dans un cadre très large, avec les meilleurs hommes du Parti, avec des représentants régionaux en contact permanent avec leurs fédérations, toutes les régions étant représentées. Avec un tel Comité, on pouvait se passer du Conseil national et on avait effectivement supprimé le Conseil national.
Mais, en définitive, on s'en est tenu, pour le Comité, à une formule beaucoup plus étroite, qui ne permet pas à toutes les fédérations d'y faire entendre leur voix. Le Parti a bien senti le danger, et c'est pourquoi il a rétabli le conseil national.
Le groupe parlementaire, qui constitue un groupe plus large comme tenant de toutes les régions, et qui de ce fait même peut être considéré comme réunissant les meilleurs hommes de ces régions, peut aussi prétendre représenter l'opinion du Parti. Et, à moins d'avoir cette suspicion envers tous les élus, on est bien obligé de leur reconnaître une compétence particulière dans le domaine de leur activité. C'est pourquoi nous demandons que le groupe parlementaire reste maître de sa décision jusqu'à ce que le Conseil national se soit présenté.
Notre Secrétaire général rappelait hier que le Parti n'acceptait ni un Duce ni un Führer. Nous ajoutons : le Parti ne doit pas non plus déléguer ses pouvoirs à un tigre qui agirait en son nom. Une telle façon de faire nous rapprocherait

Collection Jean-Jaurès

dangereusement de la forme d'organisation bolchévique, où le Comité central est tout-puissant.
Il n'est pas bon que, dans une période où nous prétendons que la démocratie est menacée - et elle l'est - nous paraissions, pour si peu que ce soit, abandonner la pratique démocratique et que nous fassions peser sur nos élus une autorité autre que celle directement exprimée par nos fédérations.
Guy Mollet affirmait hier que le principal mérite du Protocole était d'exister, et que depuis sa signature, il n'y avait plus de conflit entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. Peut-être attribuait-il au Protocole des résultats dus surtout à une nouvelle situation générale. Il convenait, d'ailleurs, que ses articles n'étaient peut-être pas tous bons. La fédération du Nord en est convaincue. C'est pourquoi nous vous soumettons une rédaction nouvelle.
(Applaudissements)

Henri Perdrix (Eure)
Camarades,
C'est également sur la question des rapports entre le Comité directeur et le groupe parlementaire, qu'au nom de la fédération d'Eure et Loire je veux dire quelques mots.
Nous approuvons, dans son ensemble, le Protocole tel qu'il a été rédigé.
On vous a dit tout à l'heure pour quelles raisons il était nécessaire de raisonner d'une manière nette les rapports entre le Comité directeur et le groupe parlementaire Les événements de septembre dernier l'ont démontré. Peut-être a-t-on dit que la situation générale s'est modifiée. Mais il se peut qu'il y ait également d'autres éléments sur lesquels le Comité directeur et le groupe parlementaire peuvent se trouver apparemment en désaccord. Ainsi, pour les questions qui n'apparaissent pas essentielles, il est normal que le groupe parlementaire conserve des prérogatives. Mais pour les questions fondamentales, telles que celles qui ont été indiquées dans le Protocole, il apparaît normal que ce soit la masse des militants, qui se sont exprimés par l'action démocratique du CD, ce sont ceux-là qui doivent en somme avoir la haute main.
Il est un point qui nous semble assez confus :
Il est dit que sur une question où le Comité directeur et le groupe parlementaire n'ont pu se mettre d'accord, il est loisible au groupe parlementaire de demander, sous certaines conditions, la convocation d'un Conseil national. Cela nous apparaît tout à fait justifié, mais ce sont les conditions mêmes, le texte même du Protocole qui nous apparaissent un peu ambigus et susceptibles d'amener un litige et un trouble assez grave dans le Parti. Il est dit que si le groupe parlementaire décide quand le nombre de présents est supérieur à la moitié des membres composant le groupe, il suffit que la majorité simple soit nécessaire. Pour un groupe de 160 membres, il suffit de 81 présents, et nous pouvons envisager ce cas paradoxal :
Admettons qu'il s'agisse de décider le retrait des ministres socialistes d'un gouvernement de coalition. Le CD le désire, et le groupe parlementaire a pris la

Collection Jean-Jaurès

position contraire ; 41 membres du groupe parlementaire vont demander la convocation d'un Comité national.
Ainsi donc, dans le texte même, tel qu'il est établi, 41 camarades vont se trouver habilités, dans des circonstances extrêmement délicates, à demander la convocation d'un Conseil national.
Est-ce la traduction publique d'un désaccord existant à l'intérieur du Parti, d'un trouble, d'une mésentente entre le Comité directeur - représentant théoriquement la masse des militants - et le groupe parlementaire, représentant lui aussi du Parti puisqu'on somme ce sont les meilleurs militants de l'ensemble des fédérations qui ont été envoyés à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République. Et ainsi, nous allons montrer à l'ensemble de l'opinion ce trouble intense dans le Parti, simplement parce que 41 camarades, dans un Parti représentant plusieurs centaines de milliers de membres, vont ne pas être d'accord avec le Comité directeur qui est l'émanation de l'ensemble de la volonté démocratique du Parti.
C'est pourquoi, tout en approuvant dans l'ensemble le Protocole d'accord, nous demandons que le paragraphe 2 soit rédigé comme suit :
" Au cas où le groupe parlementaire serait en désaccord avec une décision prise par le Comité directeur, dans le cadre du paragraphe fixé, il pourra demander la réunion d'un Conseil national.
" Pour être adoptée par le groupe parlementaire, cette demande doit recueillir la majorité des membres inscrits au groupe parlementaire ".
Ainsi, tout en sauvegardant les prérogatives du groupe parlementaire, nous ne permettrons pas que sur un simple jeu de présences au groupe parlementaire à propos d'un désaccord avec le Comité directeur, on puisse demander la convocation d'un Conseil national.

Paul-Emile Descomps (Gers)
Camarades,
Je veux rappeler l'œuvre accomplie depuis la libération, par les parlementaires. Et cependant, devant les attaques d'une presse hostile, il faut répéter et dire avec force que le Parti Socialiste a contribué, d'une façon prépondérante aux lois sociales dont presque toutes les familles de France bénéficient à l'heure actuelle.
Il faut rappeler aussi que si les nationalisations ont été entreprises et réalisées, certes, d'une manière imparfaite, il n'en demeure pas moins que c'est le groupe socialiste au Parlement qui en a été l'initiateur et le réalisateur.
Voilà, camarades, ce que pense une fédération de province, une fédération qui, pourtant, a passé quelquefois pour indisciplinée et pour, peut-être, se dresser souvent contre l'autorité établie. Mais, devant les attaques prodiguées, il faut quand même rappeler que le groupe parlementaire socialiste au Parlement a fait une œuvre socialiste pendant les années qui ont précédé.
Mais ceci n'est pas l'essentiel de mon propos.
Je désirerais aussi protester avec force contre le Protocole d'accord qui vous est soumis.
Ce protocole, camarades, ne vise à rien d'autre qu'à déposséder le Conseil national des attributions qui lui sont propres.

Fondation Jean Jaurès

Eh quoi ! Alors qu'un changement de politique est nécessaire dans le Parti, alors qu'une crise ministérielle s'ouvre, il appartiendrait au Comité directeur et au groupe parlementaire de la résoudre sans consultation des militants des fédérations ? Allons donc ! Cela heurte tellement les sentiments à démocratiques, que le Congrès tout entier, j'en sûr, saura, tout à l'heure, apprécier ce qu'on lui propose.
Voyez-vous, Camarades, allons-nous devenir, à l'exemple d'autres partis, un parti monolithique où les militants n'auront jamais la parole ? Allons donc !
Allons-nous jeter à bas cet article 41 qui dit que dans l'intervalle des Congrès, la parole est au Conseil national ? Vraiment, camarades, c'est là un tournant dangereux. On ne nous a quelquefois pas consultés sur certaines choses, et les résultats n'ont pas été heureux. Nous voyons quelquefois nos meilleurs militants déserter la maison socialiste parce que la doctrine n'est pas suivie.
Camarades, je vous demande d'y réfléchir : le Protocole d'accord, si vous l'acceptez, il dessaisit le Conseil national qui est l'expression même du Socialisme français.
(Applaudissements)

Guy Mollet - (pour une communication) La Commission d'organisation des travaux du Congrès vient de se réunir. Elle se réunira de nouveau ce soir.
Dès le début de la séance de nuit, elle se réunira pour organiser la séance de demain sur la politique générale.
Elle invite tous les camarades désireux de prendre part à la discussion sur la politique générale, à se faire inscrire cet après-midi même, à remettre au président de séance, une fiche avec le nom de la fédération
La liste des orateurs sera déclarée close ce soir à 20 heures.

Jean Meunier (Vice-Président du groupe parlementaire)
Ce n'est pas en ma qualité de délégué d'Indre et Loire que je parle. C'est plutôt parce que, vice-président du groupe parlementaire, j'ai été appelé à prendre part à ce qu'on a appelé les tractations relatives au fameux décret Poinso-Chapuis, que je veux répondre, d'une manière aussi simple que possible, aux accusations, aux objections exprimées ou non dans ce Congrès.
Nous sommes Socialistes, et par définition des démocrates, et notre rôle n'est pas toujours de laisser aller les jugements à priori, mais de juger les choses objectivement.
Or, il nous est apparu, à nous, qui avons conscience, dans la circonstance, d'avoir défendu comme nous devions le faire et le mieux qu'il était possible de le faire, la laïcité, il nous est apparu que non seulement un malentendu s'était répandu dans l'opinion à l'extérieur du Parti, mais même qu'au sein du Parti, un certain préjugé faisait dire ou penser à des camarades, des choses que, s'ils avaient jugé sainement, objectivement, ils n'auraient pas pensées ou n'auraient pas exprimées.
On a parlé de compromis, de transactions, et ce vocabulaire exprime bien le malentendu dont je parle.

Fondation Jean Jaurès

Il semble que, pour certains d'entre nous, il est absolument impossible qu'en aucune circonstance, les Socialistes, et notamment des parlementaires, gagnent une bataille, lorsqu'ils en gagnent.
A propos de la défense de la laïcité et du fameux décret Poinso-Chapuis, une seule chose doit compter pour les Socialistes : c'est la vérité, cette vérité que nous nous plaisons à dire, nous devons la rechercher et l'exprimer sans subir la loi du mensonge. C'est très joli de répéter ces formules ; c'est aussi beaucoup plus facile de reculer devant les manœuvres des adversaires et de s'incliner devant l'erreur qu'ont pu commettre certains de nos amis.
Quelle est la vérité sur cette question ?
Une législation laïque existe concernant les écoles : l'aide possible des collectivités publiques aux écoles privées. Cette législation, personne, parmi ceux qui critiquent ou qui nous accusent d'une manière directe ou indirecte de l'avoir abandonnée ou mal défendue, personne, sans doute, ne la connaît. Nous demandons seulement à ceux qui veulent se faire une opinion exacte, de se reporter au texte ; ce n'est que le jour où ils l'auront fait qu'ils pourront juger en connaissance de cause.
Il est un fait : c'est qu'une tentative de battre en brèche cette législation a été faite par le décret du 22 mai. Là-dessus, pas de discussion possible, tout le monde est d'accord, et nous sommes tous d'accord qu'aussi bien les ministres Socialistes que le groupe parlementaire, ont immédiatement fait barrage à cette tentative.
Je ne referai pas l'historique des démarches et des conversations qui ont suivi cette opération tentée par Schuman et Mme Poinso-Chapuis. Je rappellerai seulement que la conclusion qui a terminé ces démarches, c'est à dire la promulgation du décret du 10 juin, qu'on le veuille ou non, remplace le décret Poinso-Chapuis, tout cela a été fait en complet accord entre le Comité directeur et le groupe socialiste, et que les démarches, les conversations, ont été menées par des camarades que je ne citerai pas, mais que tout le monde connaît, et qui sont au-dessus de toute suspicion quant à leur attachement à l'idéal laïque.
Nous affirmons trois choses :
1.- Que ce n'est pas le décret du 10 juin, ni le décret du 22 mai, pas davantage l'ordonnance Bouilloux du 3 mars 1945, qui permettent à des associations familiales d'exister, et à des collectivités publiques de les subventionner.
Personne, jusqu'ici, n'a apporté une affirmation contraire, pour la bonne raison que chacun sait que, dans le droit commun, une association peut légalement se déclarer et que, lorsqu'une collectivité publique en exprime le désir, elle peut accorder, à un groupe de parents comme à une société quelconque, les subventions que décide sa majorité.
2.- Le décret du 10 juin maintient intégralement la législation laïque en matière scolaire. L'article 4, sans la moindre ambiguïté, visant tous les cas, applique aux Associations familiales l'intégralité de la législation scolaire
Il était jusqu'ici, dans le texte tout au moins, applicable aux collectivités publiques, et si quelqu'un veut se reporter à ce texte, il pourra constater qu'il ne s'agit pas actuellement de défendre une position sentimentale ou une action

générale, mais d'affirmer une vérité que la lecture du Journal officiel peut permettre de faire comprendre à n'importe qui.
3.- Non seulement nous avons, par le décret du 10 juin, fait barrage complet et vaincu la tentative de mise en cause de la législation laïque, mais, au cours de cette bataille, nous avons réussi à inclure dans un texte légal, certaines précautions qui n'existaient pas jusqu'ici, dont les principales sont un triple contrôle sur l'usage fait des subventions publiques accordées par les collectivités aux associations familiales.
Ce triple contrôle consiste d'abord par la soumission à l'autorité préfectorale, pour approbation préalable, des listes des bénéficiaires des secours aux familles. Le second contrôle, a posteriori des attributions faites. Le troisième est assuré par l'obligation que nous avons faite, de faire tenir la comptabilité des services de secours aux familles, de gestion des fonds, par un agent direct du trésor, et cela, pour les fonds d'origine publique ou privée.
Nous attendons encore que quelqu'un vienne, avec autre chose qu'avec des réflexions vagues ou des textes truqués, apporter la démonstration que nous avons commis une erreur.
(Applaudissements)
Nous sommes tous d'accord pour dire que la laïcité est menacée, mais ce serait une grosse erreur que de voir dans l'incident du décret Poinso-Chapuis et dans le décret du 10 juin qui a fait le barrage nécessaire et efficace à la tentative que constituait ce fameux décret, un symptôme particulier et essentiel de la menace contre la laïcité. Ce n'est, en fait, qu'un petit symptôme.
Le décret Poinso-Chapuis n'était, dans la vague, dans l'offensive, qu'un petit point que nous avons facilement neutralisé ; il était plus facile à neutraliser que les autres.
Sans doute, Camarades, je devine vos objections, mais elles n'apportent la moindre réfutation aux trois affirmations que je viens d'exprimer. Quand vous m'aurez montré que le décret du 10 juin est un recul sur la législation laïque, je m'inclinerai devant vos observations. Dans les menaces contre la laïcité, il ne faut pas confondre les effets et les causes. Cette menace vient de ce fait que depuis la libération, la majorité des assemblées locales a été faite, dans de nombreuses régions de France, par des non laïques ou cléricaux. Ce n'est pas le fait des Socialistes que 50 sièges ont été perdus par notre groupe pour être gagnés par le MRP, dont on sait les attaches et les sentiments. Et si nous nous trouvons aujourd'hui devant certaines attaques réitérées, ce n'est pas à ceux qui sont dans des difficultés plus grandes que celles d'hier, qu'il faut s'en prendre, mais avant tout à ceux qui ont laissé faciliter l'accession aux majorités des assemblées, par des partis qui n'étaient pas laïques.
Il est certain que si, au lieu d'avoir Schuman comme président du Conseil, nous avions eu Ramadier, la question du décret Poinso-Chapuis ne se serait pas posée, et que le trouble psychologique n'existerait pas.

Jules Moch - Je voudrais féliciter notre ami Meunier de l'analyse qu'il fait de notre offensive dans cette affaire.

Fondation Jean Jaurès

Le Président - Je fais observer aux défenseurs de la laïcité, que nous sommes tous pour défendre et respecter la liberté d'expression.

Jules Moch - Avec la permission de Meunier, je voudrais dire que je le félicite de l'analyse si claire qu'il vient de faire d'un décret du 10 juin, qu'il ne faut pas confondre avec celui du 22 mai.
Ceci me permet d'ajouter une petite remarque, dont je voudrais que tous les militants se servent, c'est que nous avons fait ajouter, toute la délégation qui a travaillé en commun, un article au décret, disant que lorsqu'une commune ou un département veut subventionner une association professionnelle ou familiale qui, je le répète, n'a pas plus de droits avec ces fonds que n'en avait la commune ou le département, dans ce cas, la commune est obligée de subventionner à titre de libéralité, ce qui veut dire que le conseil municipal est obligé de voter les recettes correspondantes, ce qui est un argument pour agiter l'opinion contre des impôts nouveaux votés pour subventionner les associations familiales.
Ceci n'était pas dans le décret Poinso-Chapuis initial et méritait d'être connu. Mais il y a plus : si, ensuite, une commune ayant subventionné une association familiale, celle-ci utilise les fonds en violation des lois laïques, il suffit que le préfet le constate pour que l'association soit obligée de rembourser non pas à la commune mais à l'Etat, à titre de sanction, les fonds reçus de la commune et employés en violation de la loi. Il y a là une garantie supplémentaire, et Meunier m'excusera de l'avoir rappelée.
Je voudrais indiquer, en terminant, que si, indiscutablement, on a voulu dans la première version, profiter d'un texte passé par surprise sans l'avis des Socialistes, la seconde version marque une défense totale des lois laïques et marque, en fait, un recul absolu des cléricaux.
De grâce, camarades, ne tombez pas dans un piège communiste de plus, en croyant que nous avons mal défendu la laïcité.

Jean Meunier - Je remercie Jules Moch d'avoir ajouté les précisions que j'avais cru devoir laisser de côté, pour ne retenir que ce qui, à mes yeux, paraissait essentiel. Pour des raisons dont je viens de parler, la majorité dans les assemblées, la présence à l'Assemblée nationale de 150 MRP contre 100 Socialistes, la présence à la tête du gouvernement de Schuman à la place de Ramadier ou d'un des nôtres, il y a une autre cause, et celle-ci, au moins, nous pouvons la regarder et agir sur elle : c'est aussi l'apathie que montrent bien souvent les milieux laïques, c'est la sorte d'indifférence qu'on constate bien souvent et une sorte de déformation que peut-être, nous, militants, nous devons combattre, qui consiste à défendre la laïcité dans les lieux où elle n'a pas à être défendus. Je fais de grands discours pour la laïcité au sein des sections socialistes, mais ne manque pas de libre pensée et de franchise en face des adversaires de la laïcité.
(Applaudissements)

Il y a une autre cause qui s'ajouterait à celles ci, si nous n'y prenons garde. Nous avons tendance à toujours considérer que nous sommes mineurs et faibles ; nous avons ce redoutable complexe, et nous le constatons à chaque Congrès ; on dirait que, pour certains camarades, toutes les hypothèses sont plausibles, et, qu'on le veuille ou non, dans cette bagarre, ce sont les Socialistes qui ont été vaincus. Tout ce qu'on pourra dire avant qu'on apporte une précision sur un texte ne changera rien à cette réalité.

Il y a deux manœuvres qui ont entretenu le malaise psychologique que la tentative Poinso-Chapuis avait créé dans les milieux laïques. Cette manœuvre est d'origine communiste, comme l'a dit Jules Moch ; comme aussi que nous sommes depuis longtemps soit des vipères lubriques, soit des renégats de la défense ouvrière.

Mais, camarades, on a besoin de réagir instinctivement contre de telles manœuvres avant de savoir si même il y a une ombre de vérité dans une accusation communiste contre nous. Agissez donc en militants, au lieu de vous laisser influencer par cette accusation, commencez par vous défendre en défendant le Parti.

(Applaudissements)

La manœuvre continue dans tous les milieux où le Parti Socialiste n'est pas immédiatement présent pour se défendre, et nous le constatons tous les jours.

L'autre manœuvre - celle des cléricaux - est facile à comprendre. Dans l'affaire des houillères, le MRP a marqué un recul. Dans l'affaire Poinso-Chapuis, il a été battu pour la seconde fois. Et c'est tellement vrai qu'il est certain que si nous avons gagné sur le fond, nous avons transigé sur la forme. Nous avons admis qu'il existe un second décret à la place du premier. Le MRP a calé littéralement sur sa première entreprise. Il a même demandé que l'article premier ne contienne pas la phrase traditionnelle : " Le présent décret abroge celui du 22 mai ". Nous avons accepté que l'abrogation ne figure qu'à l'article 9. Mais est-ce que cela change quelque chose au texte ?

Des camarades ont dit que nous cédions toujours à des raisons d'ordre gouvernemental ; sans doute en acceptant qu'un décret plus strict existe. Mais en donnant au MRP cette possibilité de ne pas s'avouer vaincu devant ses propres troupes, certes nous avons cédé, mais sur la forme, et nous avons gagné sur le fond.

Ce que je reproche aux camarades, c'est d'exprimer d'une manière imprudente les petits points sur lesquels nous avons cédé, et de taire les points énormes sur lesquels nous avons marqué une victoire.

Un autre fait que nous aurions tort de ne pas dire : c'est que cette double manœuvre des cléricaux et du parti communiste part d'un article d'Albert Bayet ; elle a influencé certains milieux dont on ne peut penser qu'ils soient cléricaux ou communistes.

Ce serait toujours une vérité, que de dire que l'article qui a paru dans le numéro du 17 juin de " L'Ecole libératrice " est un article erroné qui contient non seulement l'interprétation erronée du décret, mais des affirmations totalement inexactes. Il est certain que, dans toute la France, des instituteurs recevant ce

numéro, pour qui ce journal est l'évangile laïque, ont été fortement impressionnés par cela.
Mais les erreurs des adversaires ou ennemis ne doivent nous faire reculer devant la reconnaissance de la vérité pour défendre la laïcité. Etre laïque, ce n'est pas seulement refuser d'aller à la messe, c'est de refuser un jugement à priori aux vérités toutes faites. Les vérités toutes faites, nous les rejetons parce que nous sommes laïques, et en laïques, nous voulons voir les choses telles qu'elles sont.
Nous avons un devoir, pour défendre la laïcité : c'est d'abord de défendre le Parti, même quand il a tort, et à fortiori quand il a raison ; et cette fois, il a raison. N'ayez aucune crainte, aucun scrupule à le défendre. Nous avons conscience de n'avoir pas failli à notre devoir de Socialistes et de laïques.
Pour défendre la laïcité, il faut aussi défendre la République. C'est pourquoi, devant des adversaires, le Parti Socialiste doit cesser d'avoir cette figure de bête battue et doit faire front à toutes les attaques et à toutes les contre-vérités.
(Applaudissements)

Jean Courtois (CD)
Je voudrais simplement sur le problème du Protocole, non pas vous apporter une solution définitive et complète, mais donner quelques idées, qui sont le fruit de l'expérience d'un an aux deux assemblées constituantes, et de deux années passées au Comité directeur.
A la suite de conflits successifs entre le CD et le groupe parlementaire sur certains points de la politique générale, le Congrès de Lyon, l'an dernier, avait décidé qu'en dernier ressort, la parole resterait au CD. Cela paraissait absolument normal, c'était l'expression même de la démocratie, car s'il est vrai que les parlementaires sont des élus, ce sont les élus d'une masse de gens dont les uns sont Socialistes, dont les autres ne le sont pas. Mais la politique du Parti n'a pas à être fonction des fluctuations du corps électoral en général, elle doit être l'expression même de la pensée, de la volonté des Socialistes, des militants Socialistes dans le Parti.
Et cela paraissait normal ; mais, voyez-vous, il y a un certain nombre de choses dans le Parti comme dans la vie, qui paraissent normales, qui sont logiques, lorsque ce n'est que des constructions d'esprit, mais qui lorsqu'elles entrent dans les faits, se heurtent absolument aux réalités.
Je veux le dire ici : je ne suis pas du tout d'accord avec les conclusions du Protocole qui a été conclu entre le Comité directeur et le groupe parlementaire.
J'ai été au groupe parlementaire et au Comité directeur depuis deux ans, notamment dans cette dernière année, notamment dans les derniers mois, depuis les élections, où nous avons eu affaire au Kominform et au RPF à la suite des réunions de Varsovie et des élections communales.
Je veux dire ici qu'il n'est pas possible de parler de tendances dans le Parti. Il y a peut-être quelques individus qui créent des tendances imaginatives pour être les chefs de quelque chose, mais ce n'est pas vrai qu'il y a eu divergences.
Nous en avons eues, des réunions de Comité directeur, nous y avons discuté des problèmes importants. Je veux dire humblement ici combien, à plusieurs

Fondation Jean-Jaurès

reprises, je me suis senti tout petit à côté des problèmes que nous avons discutés et combien de fois j'ai remercié le hasard qu'il y ait, au Comité directeur, de par leurs fonctions de membres du CD ou de ministre des techniciens comme Jules Moch ou comme André Philip, ou comme Pineau, ou comme Gazier, pour me dire : voilà, je crois, comment, techniquement, il faudrait voter. Et au moment de voter, j'étais très embarrassé. Et quand je venais de voter, il y avait des moments où je me disais : ce n'est peut-être pas comme cela qu'il aurait fallu faire. Parce que les autres, quels qu'ils soient, se sentent quelquefois tout petits en face des problèmes

Alors que vous allez discuter tout à l'heure des motions, je vous demande de ne pas trop être obnubilés par un certain nombre de formules qui ont été conçues par des camarades, peut-être dans une espèce de tour d'ivoire dans leur esprit tout au moins, mais des camarades qui, je les ai vus : Boutbien, Bous, Leenhardt et autres, étaient bien près de la doctrine, mais pas de la réalisation pratique. Lorsqu'il y a conflit entre le Comité directeur et le groupe parlementaire, j'ose bien dire sans outrepasser la vérité, que c'étaient souvent des conflits d'autorité, parce qu'un vote du Congrès national avait confié je ne sais quelle autorité à un organisme et pas à l'autre, que c'étaient quelquefois des rivalités médiocres de personnes. Mais je tiens à le dire ici : les membres du CD en général - je dis en général parce qu'il y en a 21 qui sont non parlementaires et 10 parlementaires - les 21 non parlementaires, à part ceux qui sont permanents dans le Parti - et c'est un privilège pour eux, qu'ils ne l'oublient pas - à part ceux-là, je dis que les autres sont dans l'incapacité matérielle de pouvoir juger sainement un certain nombre de problèmes qui se posent au Parlement français. Il est impossible qu'ils soient suffisamment documentés.

Il y a des membres du Comité directeur qui ne sont pas permanents, qui ont des fonctions dans la vie civile, qui sont obligés d'assurer leur gagne-pain par une fonction sociale et qui n'ont pas la possibilité d'être toujours aux aguets de toutes les minutes pour voir ce qui se passe dans la vie politique nationale et internationale.

Or, Guy Mollet le disait hier : il n'y a plus de problèmes à l'échelle nationale, ils sont tous à l'échelle internationale. Cela suppose, devait penser Guy Mollet, qu'il faut avoir une connaissance presque complète, universelle, des faits qui se passent pour pouvoir juger sainement même des petits événements, qui ont une incidence sur les grands.

Il est impossible que les camarades du Comité directeur puissent avoir cette information complète. Certains l'ont : les membres du groupe parlementaire, qui sont sans arrêt " dans le bain ", qui sont abreuvés d'informations et sont en permanence en contact avec les autres parlementaires des partis amis ou adverses, avec les journalistes de toute nuance.

Et puis, il faut le dire, les parlementaires qui sont dans cette salle le savent : les crises politiques, on ne les prévoit pas toujours 24 ou 48 h à l'avance, elles naissent sur un incident ; elles naissent parce qu'un ministre - qui n'est pas ici - va lui prendre dans la main le bulletin du Parti en disant " Ce n'est pas comme ça qu'on votera ".

Alors, vous allez convoquer le Comité directeur ? C'est matériellement impossible. Car s'il y en a qui sont de Paris, il y en a qui sont aussi d'ailleurs, qui peuvent être de Biarritz ou de Nice, et qui n'ont pas le temps matériel de venir à la convocation, et qui, lorsqu'ils arrivent, ne savent pas exactement de quoi il s'agit. Il faut les informer très rapidement qu'ils émettent un jugement sain. Alors, le Comité directeur, tel qu'il fonctionne actuellement, n'est pas capable, de par son affirmation, de guider le groupe parlementaire quand il y a des problèmes importants à régler.
(Applaudissements)
Et puis, je veux poser cet autre problème :
Pourquoi voudriez-vous que les 31 membres du Comité directeur, parce qu'ils ont été élus dans un Congrès, aient plus d'autorité que les 160 membres du groupe parlementaire ?
Je reprendrai en conclusion : je voudrais qu'on considère, dans le Parti, qu'il n'y a pas de militants de la base et du sommet, et qu'il n'y a pas des parlementaires et des ministres, qu'il n'y a pas des élus au Parlement ou au Conseil général ou au Comité directeur, mais qu'il y a partout des militants qui font tout ce qu'ils peuvent et pas toujours ce qu'ils veulent, mais qu'aucun d'eux n'a le droit de donner les leçons aux autres.
Il n'y en a pas qui, par leur origine, possèdent l'orthodoxie socialiste quand d'autres ne la possèdent pas. Tout le monde essaie d'être aussi socialiste qu'il peut, et n'arrive pas toujours à être aussi socialiste que le voudraient les militants de la base. J'ai connu quelques exemples, et au dernier Congrès, à Lyon, j'ai été de ceux qui, au nom de la logique démocratique, soutenaient absolument l'idée que ce devait être le Comité directeur, issu des assises démocratiques du Parti, qui devait avoir le dernier mot ; seulement, l'expérience m'a fait changer d'avis.
Je vous cite un seul exemple. Guy Mollet ne m'en voudra pas, ce n'est pas un reproche que je lui adressé, je le plains plus que je l'envie, et dans certaines circonstances, j'aurais été embarrassé, j'aime mieux être à ma place qu'à la sienne.
Vous savez, en novembre-décembre, quand il y a eu les grèves insurrectionnelles, lorsque la République était en danger, lorsque Jules Moch a été à un fil d'abandonner certaines parties de la France au séparatisme, puisque le mot est de rigueur, alors que nous ne savions pas si nous allions sauver le régime, je suis sur qu'il n'est pas un d'entre vous qui n'ait pensé que le CD était mobilisé en permanence. J'ai posé la question à un certain nombre de camarades de province, je leur ai dit : " Vous pensez qu'on a du passer de drôles d'heures au CD. " Ils m'ont dit : " Pendant 8 jours, vous n'avez pas dormi ". Ce n'est pas ça : le CD ne s'est pas réuni une seule fois pendant cette semaine tragique. C'est vrai !
C'est vrai, comme dira Guy Mollet, que le CD a été alerté.
Ce n'est pas parce que tu n'y étais pas qu'il n'y a pas eu de réunions ; je le suis, le Comité directeur ; j'ai été assidu, car je remplis complètement les missions qui me sont confiées. Oui, le Comité directeur a été alerté, mais pendant tout le

Fondation Léon Blum

temps des débats, nous avons été quelques-uns qui étions présents, avec le groupe parlementaire. Mais j'attends le procès-verbal qui me dira qu'il y a eu une convocation et une session régulière du Comité directeur.
Je le répète, Guy Mollet, ce n'est pas un reproche mais une constatation, pour étayer ma thèse. Ce n'est pas le CD qui statuait, mais les ministres, le groupe parlementaire. C'est un fait, c'est une constatation, il ne pouvait pas en être autrement ; il ne pourra pas en être autrement demain, quelles que soient vos volontés. Voilà la vérité.
Il y a une autre constatation : c'est vrai que le CD dit " Nous nous occupons beaucoup de politique ".
J'ai peur parfois que nous nous en occupions trop par rapport à l'efficacité, car si nous discutons beaucoup et souvent, ce n'est pas souvent ce que pense le CD qui prévaut. Mais il y a " l'envers " de la médaille : c'est que depuis deux ans que je suis au CD peut-être pendant une séance et à la légère, comme par accident, parce qu'il n'y avait rien d'autre à l'ordre du jour, sinon on ne discute jamais de la vie du Parti, de l'administration du Parti.
Je ne veux pas ici faire état d'un certain nombre de réunions où j'ai été tellement déçu, mais c'est la vérité.
Vous savez, il ne faut pas incriminer l'administration du Parti ; depuis un an elle n'a pas été mauvaise, il n'y en a pas eu. Voilà la vérité.

(Le Président informe l'orateur qu'il dépasse le temps de parole imparti).

Lorsque les secrétaires fédéraux viennent au Parti, ils ne trouvent pas le Secrétaire général. Et encore, ce n'est pas de sa faute ; il n'est pas possible qu'il y soit, il n'a que 24 h. par jour. Ce n'est pas l'homme qui est responsable : c'est l'organisation, l'administration, les institutions.
Il devrait se faire remplacer par ses adjoints, qui ont beaucoup d'occupation aussi. Je dis que dans l'administration du Parti, il n'y a aucune coordination.
Je vais citer un exemple.
(Murmures, bruit...)
Il y a tout au moins de l'animation dans les conversations particulières, ici. Et pourtant, j'ai l'impression de toucher là un point vital du Parti.

X... - Il y a 1 h 1/2 qu'il parle depuis ce matin !

Le Président - N'interrompez pas !

X... - Si tout le monde en fait autant, on sera encore là dans une semaine !

Jean Courtois - Je regrette, mais il y a peut-être ici beaucoup de gens qui n'ont pas d'idées à exprimer.
Je dis qu'il n'y a pas eu de coordination sur un certain nombre de problèmes ; je pourrais citer des précisions ; je veux en venir à quelque chose de constructif.

Coll. Fondation Jean Moulin

Ce qu'il faudrait dans le Parti, c'est un Secrétaire général chargé des problèmes de politique intérieure et extérieure, mais pas d'administration du Parti, qui se " consacre tout à soi ", et c'est ce que fait Guy Mollet depuis un an. Mais il lui faudrait, à côté, un Secrétaire général adjoint qui soit une véritable doublure du Secrétaire général, en qui il ait absolument confiance, et qui, lui, soit en permanence dans la maison du Parti, un camarade qui représente le secrétariat et qu'on puisse trouver aux heures où en en a besoin ; un Secrétaire général adjoint qui donne l'impulsion aux fédérations, aux sections, dans les affaires courantes du Parti et qui – j'ose le dire, c'est le point important - organise au sein de l'administration du Parti, quelque chose qui puisse décharger nos camarades parlementaires de ces multiples interventions de leurs électeurs qui font que le régime parlementaire est complètement faussé, parce que les parlementaires occupent les trois quarts de leur temps à faire des interventions pour leurs électeurs et non pas à administrer la France.
(Applaudissements)
En cas de conflit entre le Comité directeur et le groupe parlementaire, je pense que c'est le secrétariat général qui devrait - puisque la question de confiance lui donne des délais maintenant - convoquer le Conseil national du Parti, qui représente tout le pays, pour régler les problèmes généraux.
Je pense surtout qu'il n'y aurait pas de conflit demain si, entre tous les membres du Parti, Comité directeur et groupe parlementaire, il y avait ce que j'appelle la fraternité socialiste qui est absolument indispensable pour que le Parti, par son Comité directeur, son secrétariat son groupe parlementaire, ses fédérations, fasse de nous le parti de gouvernement et d'opposition que je voudrais que nous soyons.

Le Président - Le camarade a fait un débordement de temps double de celui qui lui était imparti !

Maladrida (CD)
Je voudrais, en toute objectivité, donner des précisions sur la légitimité du Protocole d'accord que je vais m'efforcer de défendre, à la fois contre ceux qui le jugent inutile ou nuisible.
Il est apparu nécessaire de mettre au point les relations entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. La nécessité d'un complet accord entre ces organismes a été légitimée par la gravité du conflit survenu entre ces organismes. Pour le régler, il fallait, à l'époque réunir un Congrès général extraordinaire. L'importance et l'urgence de ce Congrès ont été jugées dépassées. Il n'en reste pas moins vrai qu'il fallait régler les rapports entre le CD et le groupe parlementaire. C'est ce qu'a dit de faire une commission composée de membres non parlementaires et de délégués et conseillers socialistes au Conseil de la République.
Cette commission a voulu, en établissant ce protocole soumis aujourd'hui au vote du Congrès, arriver à définir ces rapports, et en même temps à régler

certains problèmes importants de la vie politique, administrative, du Parti, à savoir :
- d'abord le problème de la direction générale du Parti ;
- celui du contrôle de la direction du Parti ;
- celui de l'action du Parti sur le plan parlementaire ;
- celui des relations entre le CD et le groupe parlementaire.

En voulant régler ces problèmes, il fallait éviter plusieurs sortes d'erreurs sur le plan psychologique et statutaire.

La première erreur à éviter était de laisser croire que le problème des relations entre le CD et le groupe parlementaire pouvait être résolu dans le sens d'une subordination étroite du groupe parlementaire au CD.

Une telle subordination, en opposition avec la Constitution, privait les représentants du peuple d'une liberté d'action qui est nécessaire et qui est compatible avec les règles statutaires de vie du Parti.

Une seconde erreur à éviter était de donner à croire, en sens inverse, à une tendance du groupe parlementaire à l'indépendance complète vis à vis de l'autorité du CD. Une telle indépendance laisserait le Comité directeur démuni de pouvoir et mis dans l'impossibilité de remplir convenablement un mandat sans doute d'autorité, mais toujours soumis, statutairement, à un contrôle suprême, celui du Conseil National.

Troisième erreur à éviter : c'est de laisser entendre une vaste hiérarchie des attributions, que l'activité du groupe parlementaire et du Comité directeur s'exercent en deux zones nettement séparées, et cela à la fois par un esprit mesquin d'incompréhension ou de jalousie vis-à-vis des prérogatives de chacun. Une telle séparation rigoureuse du travail de ces deux organismes nuit à la bonne harmonie des représentants du Parti, et par conséquent ne peut pas subordonner l'un à l'autre.

Puisqu'on ne peut pas les séparer les uns des autres, là seule conclusion, c'était de les faire travailler en commun, dans l'harmonie et la fraternité. C'est pourquoi a été élaboré un Protocole d'accord qui, lui-même, est issu d'une étude scrupuleuse des Statuts.

Il ne faut pas dire que les seuls statuts permettent de régler les rapports ; ils le permettent dans leur essence, mais encore, faut-il donner une nécessaire interprétation, une attitude qui éclaire complètement les problèmes, qui fixe à qui est attribuée la direction politique du Parti, à qui est attribué le contrôle, comment doivent être réglés les rapports entre ces deux organismes également chargés d'autorité et de responsabilités. Il a été résolu, le problème, par le Protocole d'accord. Et vous voyez, dans son premier article, énoncer ce principe que de nombreuses réunions du Comité directeur peuvent être suivies par non seulement les ministres socialistes, non seulement les présidents des groupes parlementaires, mais par tous ceux qui ont une responsabilité dans les grandes commissions, et inversement, il est demandé aux membres du CD d'assister aux réunions du groupe parlementaire.

De même, il a été demandé que les Comité directeur et groupe socialiste au Parlement aient des réunions communes.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, il a été défini le point de la vie politique où véritablement chacun a un domaine séparé ; et enfin, pour terminer, les points où l'autorité du Comité directeur est définie d'une façon statutaire sous la garantie du Conseil national.
Vous avez le protocole, qui part des statuts du Parti, qui les explique, les éclaire, et évite le retour de ce que nous avons pu constater : l'incompréhension et le heurt de deux groupements également disposés à travailler pour le bien du Parti et qui demandent maintenant, précisément, qu'avec ce Protocole, ces deux organismes aient devant le Congrès - autorité suprême du Parti - le moyen d'agir et de donner vie et force à vos prescriptions.
En adoptant le Protocole d'accord, vous donnerez des règles de travail, des principes de bon travail, à deux organismes qui ne demandent qu'à travailler pour le Parti.

Daniel Mayer (CD)
Camarades,
Je ne suis pas absolument convaincu, au fond de moi, que la question du Protocole d'accord est bien posée devant le Congrès national.
Si j'allais même jusqu'au fond de ma pensée, - et parce que je suis partisan de ce protocole d'accord entre le Comité directeur et le groupe parlementaire afin de préciser leurs rapports et leurs responsabilités respectives - j'irais jusqu'à dire : " Retirons-le de l'ordre du jour, et nous verrons bien, à l'usage s'il a effectivement, par son application pratique, supprimé les conflits existants. "
Je crois que c'est comme cela, si on était bien inspiré, que votre Commission des Résolutions, à laquelle il sera finalement renvoyé avec ses amendements, devrait effectivement agir.
Je voudrais cependant dire quelques mots, en m'en excusant devant un Congrès fatigué dans une acoustique probablement aussi ennuyeuse, je voudrais cependant rappeler les conditions dans lesquelles ce Protocole d'accord s'est avéré quelque peu indispensable.
Notre camarade Paul Ramadier, hier, au cours d'une incidente, a rappelé que le Comité directeur avait peut-être un peu usé le gouvernement qu'il présidait. Il aurait pu, s'il l'avait voulu, citer les rapports statutaires que le Secrétariat général du Parti a adressés à chacun, lire ce que vous trouverez au haut de la page 24, c'est-à-dire une décision du Comité directeur du trois septembre, prise à la majorité, et déclarant ceci :
" Considérant que les décisions du Congrès de Lyon relatives à la politique économique du gouvernement, n'ont pas été respectées ; que dans ces conditions, le Parti n'a pas à participer à ce gouvernement pour y faire une politique qui n'est pas celle définie par le Congrès ; a estimé qu'il convenait de déclencher rapidement une crise, et a fait confiance au Secrétariat général du Parti pour en rechercher les moyens. "
Je n'ai pas ici à souligner l'ironie qu'il peut y avoir à faire confiance au Secrétaire général d'un Parti pour déterminer une crise dont le but sera de renverser le président du Conseil, appartenant à ce Parti lui-même.

Fondation Jean-Jaurès

Je n'ai pas à rechercher l'ironie d'un tel propos. J'ai simplement annoté que le lendemain 4 septembre, le groupe parlementaire, informé de cette décision par le Secrétaire général du Parti, s'est prononcé par 21 voix contre 18 et 3 abstentions, contre l'éventualité d'une crise immédiate. Et cela a été le premier conflit réel entre le CD et le groupe parlementaire.
Il faut noter peut être, en passant, que le nombre des présents du groupe était disproportionné à l'importance de la responsabilité de la réunion

Jean Pineau - Cette réunion était inopinée.

Daniel Mayer - Dans la mesure où cette réunion était inopinée, comme le soutient Jean Pineau, les responsabilités vont à ceux qui ne l'ont pas convoquée à temps, mais le nombre des présents est malheureusement le même.
Je crois, pour ma part, que nous pourrons adopter tous les Protocoles qui conviendront. En réalité, ce n'est pas dans la lettre des textes qu'il faudra rechercher une harmonie nécessaire entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. C'est beaucoup plus dans les qualités des hommes et dans la volonté des hommes de résoudre à l'amiable les problèmes de la situation politique.
Je crois que le Comité directeur, au moins dans l'état d'esprit qui l'animait le 3 septembre, voulait à toute force une crise, et je crois que le groupe parlementaire, au moins le 4 septembre, ne la voulait pas.
Mais le même Comité directeur et le même groupe parlementaire ont parfois des prétentions inverses. Je crois qu'il y a, en ce moment, au sein du groupe parlementaire, des camarades qui veulent la crise, et que le CD dans sa majorité, ne la veut pas. C'est peut-être parce que le chef du gouvernement n'appartient plus à notre Parti.
(Applaudissements)
Je n'en sais rien. Ce n'est pas un reproche : je conçois très bien que des camarades exigent davantage d'un président du Conseil socialiste que d'un président non socialiste.
Mais, pour avoir renversé un président du conseil socialiste, le moins qu'on puisse dire, est qu'on n'a pas gagné au change. Et que la " Guerre des deux Mayer " aurait eu moins lieu s'il y avait eu un seul Mayer - le bon - au gouvernement !
(Applaudissements)
En réalité, pourquoi nous faut-il rechercher un accord nécessaire entre le CD et le groupe parlementaire ?
C'est parce que - les plus anciens d'entre nous s'en souviennent avec angoisse et ne veulent plus revoir ce jour là - c'est toujours d'un conflit entre l'assemblée plénière du Parti et le groupe parlementaire, que sont nés les conflits qui parfois avaient des formes de scission. C'est de la rébellion du groupe parlementaire de 1932 qu'est née la scission de 1933. Nous ne voulons plus revoir ces choses. C'est pourquoi il est bon d'écrire, noir sur blanc, quels sont les pouvoirs respectifs de l'un et de l'autre.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons là une contradiction à surmonter. C'est le lot même du Socialisme d'avoir à le résoudre.
Le Socialisme doit résoudre la contradiction qui est la sienne, entre la nécessité de diriger l'économie et la nécessité de conserver les libertés individuelles et humaines.
Le Socialisme doit résoudre la contradiction entre la nécessité de doter l'organisation internationale du monde d'un pouvoir fort, et de conserver la souveraineté de chacune des nations participantes.
Le Socialisme doit résoudre la contradiction entre la rigidité de sa doctrine et les méandres de sa tactique quotidienne.
Il doit résoudre la contradiction entre la rigidité du dogme qu'il soumet dans la propagande, et le caractère nécessairement humain, parfois même poétique, qu'il doit donner à sa propagande.
Le Socialisme doit tenter d'appuyer la doctrine de Marx en la présentant un peu dans le langage de Saint-Exupéry.
Le Socialisme doit résoudre toutes ces contradictions. Il y en a une qu'il est infiniment plus apte à résoudre que toutes les autres qu'il prétend résoudre, et qui consiste à savoir lequel de ces organismes doit avoir le pas sur l'autre.
Convient-il auparavant que les membres des deux organismes veuillent bien avoir l'orgueil de ne pas l'emporter sur l'autre mais de voir quel est l'intérêt supérieur du Parti.
Tel qu'il est, le Protocole d'accord donne le pas au Comité directeur, mais satisfait dans ses grandes lignes, parce qu'il faut quand même qu'il y ait un organisme responsable. Celui-ci, c'est celui qui est élu par le Congrès du Parti, c'est à dire le CD. Les autres ne sont pas élus par le Congrès. Les autres, ce sont les camarades qui, aux termes des statuts, sont versés au groupe parlementaire par leurs fédérations, qui sont responsables devant leurs fédérations, mais qui ne sont pas responsables devant l'organisation centrale du Parti réuni une fois par an.
C'est la raison pour laquelle le CD doit avoir le pas, car quelques camarades comme Imbert et Roux délireraient qu'il lutte avec la cravache du gendarme. Mais il doit avoir le pas après qu'un certain nombre de propos aient été échangés dans la fraternité.
Si vous aviez lu le Protocole d'accord, vous vous apercevriez que le CD et le groupe parlementaire doivent avoir un échange de vues avant de prendre une décision. C'est seulement dans le cas de difficultés particulières que le Comité directeur l'emporte. Et encore, est-il prévu, à la condition d'un certain nombre de présences au groupe parlementaire, que celui-ci peut, suivant des pourcentages soigneusement étudiés, demander la convocation d'un Conseil national qui, expression souveraine du Parti, doit résoudre le conflit, arbitrer le problème.
Camarades, au terme d'une intervention qui se situe sur un problème primordial, je veux prendre la responsabilité que j'ai prise hier au Comité directeur et au groupe parlementaire. Que nous perdions beaucoup de temps à tenter de résoudre des problèmes secondaires que nous perdions beaucoup de temps (je

Fondation Jean-Jaurès

parle sur le passé) pour savoir qui avait raison d'une majorité à d'une minorité, que quoiqu'il arrive, j'en ai l'expérience de 1946, j'en ai l'expérience de 1948, nos adversaires se chargeront de réconcilier par leurs coups et leurs attaques, quelle que soit la position personnelle que nous aurons prise.
(Applaudissements)

Charles Lamarque-Cando (Landes)
Camarades,
Une chose me parait assez importante pour qu'on ne veuille pas toujours limiter le temps des camarades. Elle intéresse trop la vie du Parti, son efficacité, sa santé morale et sou unité. Je demande que le Congrès veuille bien un peu être patient, même si à certains moments, au lieu d'employer des circonlocutions et de tourner autour du pot, je mets un peu les pieds dans le plat.
On dira que je suis méchant ; on le disait tout à l'heure, hier soir. Je ne suis pas méchant, mais je souffre parce que je suis un militant acharné. Je souffre, moi qui ai tant espéré du Parti et qui a été si souvent déçu, qui espère encore, je souffre quand je vois démolir par le haut ce que nous avons eu tant de peine à construire par la base.
Et lorsque nous nous acharnons à faire des fédérations puissantes, je souffre de voir les erreurs du Parti nous empêcher de maintenir nos fédérations dans l'état où nous les avons mises.
Je suis heureux que ce débat se déroule à huis clos parce que...

(Plusieurs, interrompant : Non ! non !)

S'il n'en est pas ainsi, je le regrette et je tempérerai un peu mes expressions.
On disait que le Comité directeur avait été absent au moment où il y avait des questions importantes à traiter. Moi je dis que, sauf de très rares occasions le CD, ça n'existe pas, parce que cela ne peut pas exister, parce que (c'est la faute des institutions, comme l'écrit Gazier dans sa motion) nous n'avons pas su organiser la direction de notre Parti, parce que nous la faisons, nous, d'une autre manière que d'autres partis politiques. Moi, j'accepterais, que si l'expérience avait démontre cela est meilleur, mais l'expérience a démontré que cela est plus mauvais.
Ainsi, par exemple, si vous regardez comment le parti Communiste a organisé son appareil directeur – j'ai ici la liste de l'appareil directeur du parti communiste - si vous regardez comment le MRP a organisé le sien, vous verrez que cela ne ressemble pas à la méthode que nous avons adoptée.
Je crois pouvoir dire que c'est notre méthode qui est la plus mauvaise.
Je crois pouvoir dire, parlementaire qui fait son métier de parlementaire comme d'ailleurs mes autres camarades font leur métier aussi, que la manière dont le Parti Socialiste a organisé son appareil directeur est la moins efficace, celle qui produit le moins, celle qui au Parlement démontre d'une façon à peu près constante sa carence. Je l'ai vu cet après-midi.

Collection Jean Jaurès

Je suis allé au Parlement, rapidement ; j'ai dû me disputer avec d'autres camarades socialistes parce qu'il s'agissait de savoir comment nous allions voter, et je m'en excuse auprès de Cartier si j'ai été désagréable vis-à-vis de lui, mais si le travail du Parlement avait été mieux organisé, s'il y avait véritablement une direction, cela ne se serait pas produit.
Pourquoi le parti Communiste a-t-il à peu près exclusivement des parlementaires et quelques grands représentants des fédérations syndicales communistes ?
Pourquoi le MRP a-t-il, à côté des délégués des fédérations de province, une délégation du groupe parlementaire de l'assemblée nationale, et une délégation du groupe parlementaire du Conseil de la République ?
Parce que c'est évidemment mieux ainsi !
Il n'y a aucune coordination entre notre travail au groupe parlementaire et celui du Conseil de la République. J'ai dû, à un moment, moi-même faire au Conseil de la République, la liaison qui aurait dû être faite par d'autres.
Lorsque j'ai posé le problème de la stabilisation des baux à ferme, j'ai dû écrire au Secrétaire général pour lui dire que cela intéressait la stabilisation des prix et que nous n'avions pas le droit de laisser prendre à certains ministres et même aux nôtres, certaine attitude. C'est une question qui intéresse non seulement la politique du gouvernement, mais un million et demi de fermiers avec leurs familles, soit 5 millions, et les autres travailleurs des catégories sociales qui ne veulent pas payer des denrées alimentaires trop chères.
Pas de coordination entre le CD et le groupe parlementaire, ni entre les groupes parlementaires entre eux !
Gazier est venu dire ici, hier, qu'il fallait
- une unité de direction
- une discipline
- un état-major
- une autorité souveraine.
Je suis d'accord, mais, l'autorité, on la mérite.
Elle a trois sources :
- l'une, la compétence supérieure
- l'autre, les succès obtenus, les preuves qu'on a faites
- elle a aussi l'attachement au Parti, l'ancienneté au Parti.
Moi, je dis que tel que le CD est composé, il n'y a pas cette compétence supérieure qui pourrait nous en imposer, à nous les vieux militants, chaque fois qu'il s'agit de questions techniques pratiques. Ce n'est pas un membre du CD ou un parlementaire qui vient nous faire la leçon : nous entendons, sur ces questions, ou Moch, Philip, Leenhardt.
Quand il s'agit des paysans, - on en parle très souvent - ce n'est pas non plus un membre du Comité directeur, où il n'y a aucun ouvrier.
Il faudrait qu'on sache que si vous voulez gagner la bataille politique, il faudra résoudre avec succès le problème technique. Si vous échouez dans cette tâche vous perdrez toutes les batailles politiques.
Il faudrait que le Comité directeur soit organisé d'une autre manière.

Fondation Jean Jaurès

Quand il s'est agi du plan Mayer, de la liberté de l'or, des salaires et des prix, nous n'avons pas vu de techniciens supérieurs, et j'aurais été heureux de les entendre, et si véritablement ils avaient démontré une compétence supérieure, je suis prêt à m'incliner.
Je dis que quand il s'est agi du statut politique, le CD a été toujours absent. On parlera tout à l'heure de certaines élections.
Nous avons toujours fait des concessions, dans des impasses, sans jamais demander de garantie ni obtenir une contrepartie ; et on nous a fait avaler bien des couleuvres. La dernière n'est pas une couleuvre, l'affaire chapeau pointu je l'ai eu sur l'estomac.
Je dis que c'est une faute de notre direction ! Il fallait refuser cette concession ; si nous l'avions refusée, nous aurions eu gain de cause. C'est une faute politique. Personne n'a trahi, mais on s'est lourdement trompé, et si notre appareil directeur avait comporté un certain nombre de représentants de province, si on avait eu les provinces de l'Ouest, on aurait senti que si, techniquement, le décret du 11 juin est défendable, moralement, il est désastreux.
(Applaudissements)
Et puis, il faudrait que ceux qui veulent nous diriger aient fait la preuve de l'excellence de leurs méthodes. Napoléon, quand il engageait un général, disait : " Est-ce que vous avez de la chance ? " Nous pourrions ; demander à certains membres du CD s'ils ont eu de la chance. Je dis qu'ils ont lamentablement échoué ; et ce sont, comme par hasard, les fédérations qui ont le plus échoué, qui dirigent le Parti.
La fédération de la Seine a 17 membres au CD sur 31 ; et quand Guy Mollet parlait d'un parlementaire qui avait dit : " Qui êtes-vous ? Que représentez-vous ? ", ce parlementaire, c'est moi ! Parce qu'il y en avait un que je ne connaissais pas. Il y a 20 ans que je fais les Congrès. Maintenant que je les connais, je m'en méfie un peu mieux qu'avant !
(Rires)
Car je connais un peu leur pedigree. Et quand je dis à ceux de la Seine : " Qu'est ce que vous êtes ? " Vous êtes la fédération responsable du fiasco du Parti Socialiste, c'est à cause de vous que le Parti Socialiste s'est maintenu à des conditions si difficiles ; s'il ne peut pas faire vivre son journal, c'est parce que vous avez maintenu dans ce parti, je ne sais quel climat de désorganisation. Vous, fédération de la Seine, vous n'avez que 256 mandats, alors que vous opérez où il y a 1 500 000 électeurs. J'ai 100 mandats avec 170 000 électeurs. Si toutes les fédérations en avaient autant que moi, nous aurions un million d'adhérents !
(Applaudissements)
Oh ! Gazier viendra dire que ce n'est pas le fait des hommes mais des circonstances. Allons donc ! les circonstances ne sont pas différentes dans le région du Nord. Elles sont plus difficiles où il y a des " gueules noires " qui ne sont pas plus faciles à mener que dans la région de Paris.
Dans le Nord, il y a 5 ou 6 fois plus d'adhérents ; là est le succès du Parti.

Fondation Jean Jaurès

Vous voulez émettre des exigences ? Commencez par vous donner les moyens d'avoir un Parti fort, un Parti nombreux.
Je ne pense pas comme Paul Faure qui, en 1936, avait peur parce qu'il y avait 100 000 adhérents de plus. Je dis qu'il ne faut pas avoir peut d'amener 100 000 adhérents.
(Applaudissements)
Je dis que la fédération de la Seine, qui n'a que 236 mandats et représente 1/20ème du Parti, n'a pas le droit d'avoir 55% des membres du Comité directeur.
(Applaudissements)
Si encore ils amenaient des ouvriers, s'ils allaient à la conquête des ouvriers qui lui ont échappé je serais d'accord, mais c'est parce qu'ils n'ont pas su faire ces conquêtes que leur place n'est pas au Comité directeur, mais à l'école ; et quand ils auront reconquis la classe ouvrière, ils viendront reparler ici.
Quant à échouer sur le plan électoral, - je suis surtout un militant devenu parlementaire malgré lui, parce qu'il est militant – c'est en militant qu'on a la mesure exacte de l'influence du Parti Socialiste, c'est là qu'est le succès électoral.
Il faudrait quand même que soit levée cette vieille hypothèque ; il y a, dans ce Parti, je ne sais quel relent de parlementarisme ; nous avons dépassé cette date et il faudrait que le Parti s'en aperçoive.
Ce que je regrette, c'est qu'il fonctionne mal, ce parlementarisme, alors qu'il devrait agir beaucoup plus vite et mieux. Il faudrait le réformer.
Ce que je regrette, c'est que le Parti Socialiste ne soit pas attaché à cette tâche.
Quand on nous dit que le parlementarisme est une chose dépassée, on ne nous offre pas autre chose. Et je dis qu'en ce moment, ce sont les Gaullistes et les Communistes qui essaient de saboter le travail du Parlement et de nous tourner en dérision. Alors, tâchez d'aider mieux les parlementaires qui veulent faire leur travail.
Je suis d'un département où nous avons 3 parlementaires sur 51 : 1 au Conseil de la République, 2 à l'Assemblée nationale. Nous nous partageons la besogne.
Il y a des parlementaires que je plains parce qu'ils sont seuls avec une petite fédération qui, au lieu de les aider, leur met les bâtons dans les jambes. La tâche d'un parlementaire est effroyable ; nous sommes condamnés aux travaux forcés, nous aurions besoin d'être aidés. Ceux qui veulent faire leur besogne ne connaissent plus la vie de famille. J'ai des enfants que je ne vois plus, je suis grand-père et je m'ennuie parce que je ne vois pas mon petit-fils, et je suis condamné à cela pour faire ma besogne.
Camarades, faites confiance à vos parlementaires.
Associez au travail, à la direction coordonnez les efforts, comme disait tout à l'heure Daniel Mayer. Qu'on ne vienne pas nous présenter, pour être dirigeants du Parti, des hommes qui ont échoué complètement, comme par exemple dans la fédération du Rhône, où avec 500.000 électeurs, il y a 36 petits mandats, qui a failli n'avoir plus un siège de parlementaire à force de se chamailler avec 3 ou 4 tendances.

Fondation Jean Jaurès

Le résultat, on l'a vu, et ce sont ceux-là qui veulent réorganiser le Parti ! Je leur demande d'aller réorganiser la fédération du Rhône ; après, on leur fera confiance.
(Applaudissements)
Quand on veut que des hommes aient de l'autorité, il faut savoir ce que sont ces hommes. J'ai dit à Mollet au groupe parlementaire : Qui êtes-vous ? Je ne le savais pas. C'est un fait que vous votez pour des gens que vous ne connaissez pas. C'est très grave.
Les femmes sont plus sérieuses ; elles ont su organiser l'élection d'une manière beaucoup plus sérieuse.
On dit que les yeux sont le miroir de l'âme ; je le pense.
Que voulez-vous ; moi qui ai 20 ans de Parti, qui ai tout risqué pour le Parti, qui ai toujours été protestataire parce qu'il y a 20 ans que je suis mécontent, je dis : ce ne sont pas les partis qui sont mauvais, ce sont les hommes. Je ne peux pas faire confiance à des hommes dont je me méfie. Leenhardt disait hier qu'il se méfiait de certains parlementaires. Je me méfie de certains membres du Comité directeur ; je n'ai plus confiance. Les convertis, les repentis, je veux bien les admettre, comme Jésus-Christ a dit : on peut beaucoup pardonner à celui qui a beaucoup péché. Mais quant à lui donner la direction du Parti !
Quand un homme n'a pas su choisir sa route, qu'il nous a combattus pendant des années et qu'il vient faire l'apologie de la démocratie ; et quand tel autre a été Trotskyste, je n'ai plus confiance. On pourrait rappeler le mot du poète après un beau voyage, quand il est revenu plein de bonnes raisons.
Je n'ai pas voulu voter Thorez ; je me trouve en face d'un membre du Comité directeur qui a deux ans d'ancienneté, moi qui en ai 20 ; il n'est pas fondé à me donner des leçons. J'ai dû lui lire une page de Blum, qui dit que, dans certains cas, il faut que les parlementaires sachent s'élever au-dessus de certaines erreurs qu'on voudrait leur imposer. C'est à la page 96 du livre " La chair humaine ". Daniel Mayer avait raison quand il disait qu'il y a des moments où les protocoles ne valent rien.
Je n'ai pas voulu voter, et je m'en féliciterai toute ma vie. Oui, il faut des hommes qui veulent nous diriger, mais qui ont fait leurs preuves de courage.
Je n'ai pas confiance en un parlementaire de la Seine, membre du CD, qui, un jour, appelé par les grévistes de Boulogne-Billancourt, chez Renault, n'a pas voulu aller les voir malgré l'insistance du groupe parlementaire. Eh bien ! moi, quand il y a des grévistes, je veux y être le premier! pour rien au monde je ne voudrais qu'on me dépasse ; et ce sont ces hommes-là qui voudraient nous donner des leçons ? Je n'en accepte pas ! Il y a trop longtemps que j'ai vu ici des beaux parleurs.
Je me souviens de Spinasse ; il faisait deux discours par an, et on pouvait se demander combien il y avait de sincérité. Et quand il a voulu, en juillet 1940, à côté de Léon Blum, trouver des hommes, Spinasse, qui avait du succès dans tous les Congrès - c'est si facile : il suffit d'y mettre des choses agréables et on est élu, mais cela ne fait pas des hommes.

Nous avons vu Zyromski. Qui ne s'en souvient ! Et nous avons vu s'il était un homme quand il a voulu faire de la Résistance!
Je vous dis : choisissez des hommes d'abord, organisez votre Comité directeur autrement, ne choisissez pas dans les amuseurs qui se sont toujours trompés, car il y en a, au Comité directeur, qui se sont toujours trompés. En particulier quand il s'agissait de l'attitude à prendre vis-à-vis du parti Communiste. On vient nous dire : " les circonstances ", etc. Ce n'est pas vrai.
Pourquoi, tous, ont-ils mieux réussi ? Les communistes des autres partis de l'Internationale ouvrière ont tous mieux réussi parce qu'ils ont toujours opposé au parti communiste l'attitude la plus intransigeante. C'est ce que j'ai fait, pour ma part ; mais ici il y a des hommes qui ont attendu le Kominform pour comprendre ; ça c'est plus grave. Ils n'ont pas compris qu'il faut se battre sur deux fronts, et ils vous proposent des motions dans lesquelles on néglige le danger communiste !
Qu'ils aillent voir dans les autres pays ; le Parti Socialiste espagnol est le plus inébranlablement opposé au Parti communiste ; il l'a payé assez cher pendant la guerre d'Espagne.
Quand il s'est agi de Saragat, on a appuyé Lénine. Ils se sont trompés sur l'échiquier international et ils voudraient nous diriger ? Je ne suis pas d'accord avec ceux fui sont des alliés.
Je dis que l'équipe qui, en 1946, a pris la direction du Parti, a abouti à un fiasco remarquable, qui s'est traduit par 100 000 adhérents en moins. Il y a eu les erreurs stratégiques, y compris la laïcité, la dernière. Ces hommes-là se sont lourdement trompés, et l'équipe qui avait prétendu, une fois de plus, redresser le parti parce qu'ils croient au miracle des mots (Je crois au miracle des adhérents et des masses qu'on a avec soi), cette équipe de redresseurs a volé en éclats.
Où sont-ils ? Mais regardez les motions ! Il y a presqu'autant de motions que d'anciens équipiers. On dit : ils sont d'accord puisqu'il y a autant de motions que d'équipera. En réalité, ils ne sont d'accord sur rien
Conclusion, je vous demande de considérer que c'est l'élection au Comité directeur qui est la plus importante. Je souhaite une réforme profonde de structure du Parti. Je souhaite que le CD soit élu de toute autre manière, et qu'il soit composé d'une toute autre manière ; qu'il y ait davantage et obligatoirement de paysans et d'ouvriers.
Je demande qu'il n'y ait pas plus de 4 représentants de la fédération de la Seine. Je demande aussi que les fédérations de province soient obligatoirement représentées et que, dans la Commission administrative du Parti, quand il y a des décisions importantes à prendre ou d'urgence, qu'il y ait les représentants des délégations exécutives, des groupes parlementaires et les ministres.
Vous voulez convoquer le Conseil national ? C'est un appareil très lourd. Il faut cette Commission exécutive ; c'est là qu'on prend la température des fédérations et du pays, qui vous permettra de prendre des décisions appuyées sur quelque chose. Mais si c'est appuyé sur 256 mandats, je vous dis que ce n'est pas sérieux. Ce Parti, jusqu'à maintenant, il a été trop organisé pour la discussion, mais pas organisé pour l'action. Il faut l'organiser pour l'action par des moyens

simples, directs, qui correspondent à la psychologie de notre pays. Or, ce que nous a proposé Ferrat est inapplicable, c'est pour cela qu'il sera inappliqué ; ce sont des confusions qui aboutissent à l'impuissance ; il faut l'aide dans l'action, dans le combat. Il faut être assez habile pour choisir des membres du Comité directeur qui soient trempés depuis longtemps dans le combat, dans la direction. Je ne suis pas candidat ! Quand je voudrai être candidat, je sais comment il faut faire : je viens de le dire.
(Murmures, protestations.)

(Président et orateur parlent ensemble)

Le Président - Les critiques, on a le droit de les dire, dans la limite du temps ; si cette limite n'est pas respectée, on met en danger l'organisation même du Congrès.

Lamarque-Cando - ... Ce n'est pas très bien faire son métier de parlementaire de prendre un peu de ventre, de ne pas faire trop de propagande et de se faire battre aux élections. Alors, même quand on a ajouté un siège die plus à sa fédération, on est élu au CD, et même Secrétaire général ! voilà !
(Cris dans la salle : hou ! hou !)
J'aurais voulu dire un certain nombre de choses que beaucoup ne veulent pas dire et que beaucoup pensent. Je dis que c'est un service à rendre au Parti que de dire les choses comme elles sont.
(Protestation générale, huées)

Guy Mollet
Je vais revenir aux problèmes posés : celui du rapport du groupe parlementaire et celui du protocole d'accord.
Cependant, je crois nécessaire, non pas de répondre à certains arguments employés, mais de reprendre ceux des arguments qui n'étaient pas ad nommen
Lamarque-Cando a abandonné hier son temps de parole à Le Bail. Il a quand même placé aujourd'hui son discours sur le rapport moral. Ce n'était pas tout à fait sa place.
Il y a quelque chose de fort amusant : c'est que la première phrase de Lamarque-Cando consiste à dire : " Le CD. ça n'existe pas " et qu'ensuite, pendant 35 minutes, il n'a parlé que d'un Comité directeur qui n'existe pas.
Normalement, il aurait dû nous parler du rapport du groupe parlementaire. N'empêche, dans ce qu'il a dit, une ou deux phrases sont à retenir, quand il regrette que parfois l'action du Parti se trouve engagée.
C'est vrai. Nous avons tous été d'accord, y compris les camarades ministres, pour estimer qu'après le Protocole d'accord, on devrait envisager de la même façon la question des rapports de nos camarades ministres au groupe parlementaire, et la question des rapports de nos camarades ministres au Comité directeur.

Fondation Jean-Jaurès

Quelques griefs sans valeur mais qu'il faut relever un non parlementaire membre du CD n'est pas qualifié pour s'occuper des problèmes politiques. De la même façon qu'en règle générale les militaires se recrutent dans le civil, de la même façon les parlementaires sont pris parmi les anciens non parlementaires ; du seul fait de leur réélection, ils seraient devenus des gens qualifiés. L'argumentation de Lamarque-Cando vaudrait si un Comité directeur avait la prétention de se préoccuper des problèmes parlementaires. Il n'a la prétention que de s'occuper des problèmes politiques et non pas parlementaires ou législatifs. Il est injuste de dire que, ces temps derniers, il n'y avait pas d'ouvriers. Je ne sais pas comment vous appelez des camarades comme Capocci, Provo !
Le problème était aujourd'hui de savoir si les fédérations qui ont échoué, etc. Lamarque-Cando a une expression splendide - il en a passé un certain nombre en revue -. Je ne sais pas pourquoi il n'a pas parlé de la mienne. Je ne marche pas mal, vous savez !
Il y a 20 ans qu'il est au Parti, qu'il est mécontent ? Je lui souhaite de vivre encore longtemps et qu'il sera toujours mécontent.
Il votera contre le prochain comme il a voté contre le présent ; après quoi il a une attaque contre un certain nombre d'hommes.
Je ne répondrai pas. Je dirai que c'est du fort mauvais travail. Vous imaginez-vous que des camarades viennent attaquer sur le plan personnel, un certain nombre de parlementaires, au moment où, dans une conclusion, on parle de confiance au Parti, confiance dans les militants Lamarque-Cando, je dis que c'est un travail que tu ne dois pas faire. Je serai d'accord avec toi quand tu seras venu devant les parlementaires, défendre ceux qui font leur travail, et ils sont tout de même la majorité. Il y a eu trop souvent, dans le Parti, un courant d'anti-parlementarisme regrettable, mais ce ne sont pas des interventions comme celles de Lamarque-Cando qui pourraient remonter le courant. Au contraire, les membres ici présents ne pourraient pas accepter qu'on considère le Congrès comme non existant, les parlementaires comme sans valeur. C'est tout ce que je veux dire sur ce problème.

X... - Il a démontré que le Comité directeur n'a pas fait son devoir. Nous avons, en décembre, tenu une réunion. Je me serais volontiers abstenu. Je lui dois des excuses, il était là. Il est intervenu dans les trois réunions qui se sont tenues et qui se tiennent avec le groupe parlementaire.

Guy Mollet - Les problèmes du Protocole d'accord et du groupe parlementaire sont liés. Ma conclusion sera celle de Daniel Mayer, à savoir que le Protocole était une nécessité. Je ne discute pas tellement de son contenu, encore que je le crois bon, mais je dis qu'il était nécessaire.
Le problème des rapports entre le CD et le groupe parlementaire était posé. Il ne l'était pas seulement à cause de l'incident des 2 et 3 septembre, dont la traduction a été un peu libre. Il l'était aussi à cause des incidents de janvier. Je fais appel à la mémoire de Daniel. C'est en janvier, lors des débats sur le projet

Fondation Jean-Jaurès

Mayer que le deuxième désaccord est intervenu et que le CD a fixé les délais de mercredi en mercredi, en disant " il faut trouver un accord d'ici là ".
Cet accord était nécessaire. Un Congrès aurait tranché. Je suppose qu'un Congrès dise : " C'est toujours le CD qui a raison " et qu'un autre dise " Ce sont toujours les parlementaires qui ont raison ", et qu'une décision de majorité soit imposée aux uns et aux autres. Je dis que ce serait d'assez mauvais travail. Ce à quoi on a abouti, c'est de trouver un accord qui soit accepté par les deux parties, parce qu'à ce moment-là, on a la certitude de voir appliquer un règlement.
Le rapprochement du groupe parlementaire et du CD s'est affirmé : il n'y a pas eu un seul incident. C'est la raison pour laquelle je conclurai de la même façon en ce qui concerne les rapports du groupe parlementaire, et de la même façon que je vous demande d'accepter le Protocole d'accord, je vous demande d'adopter le rapport du groupe parlementaire, justement parce qu'il existe un Protocole d'accord et qu'il est nécessaire d'introduire dans le Parti cette atmosphère de confiance.
Je vous demande de sanctionner la confiance en votant le rapport qui vous est présenté.

Charles Lussy (Président du groupe parlementaire)
Mes camarades du groupe parlementaire au Conseil de la République et du groupe socialiste à l'Union Française m'avaient demandé, pour gagner le temps du Congrès, de parler au nom de l'ensemble des représentants du Parti. Mais ma tâche sera facilitée, puisqu'il n'a été question ni du Conseil de la République, ni de l'Union française et que c'est, par conséquent, au nom du seul Groupe socialiste à l'Assemblée nationale, que j'ai quelques observations à présenter.
Si j'ai bien compris le sens des interventions des divers orateurs, les uns pensent - un orateur est venu le dire à cette tribune - que les parlementaires socialistes, les mesures du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, pour des raisons qu'il n'a pas développées et que je ne comprends pas, étaient en dehors de la vie, n'avaient aucun contact avec l'opinion des militants et jugeaient les problèmes dans l'incompréhension totale de la sensibilité socialiste. D'autres ont affirmé, au contraire, que nous étions des militants comme les autres et que nous devions être traités comme tels. Je préfère la seconde explication.
Je voudrais dire immédiatement, ou plutôt redire - puisque, à Lyon, j'ai déjà tenu un langage identique - que ce qui nous est le plus pénible, et ce qui, au fond, est à l'origine de ces malaise qui n'est pas d'aujourd'hui, qui est permanent dans le Parti, entre le Parti et ses élus, c'est que, dans l'idée des militants, lorsqu'un des leurs qu'ils ont choisi comme candidat parce qu'ils l'avaient vu au travail et avaient confiance en lui, quand il est battu, reste un militant parfait, mais s'il est élu, il devient le militant d'une catégorie spéciale qui, du jour où il a mis le pied dans les couloirs accessibles à toutes les intrigues et qu'on accuse de trahison quand on est sévère, d'incompréhension quand on veut être impartial ; eh bien, camarades, je n'aurai pas la naïveté de dire " répudions-le ".

Les élus socialistes, dans quelque assemblée qu'ils siègent, n'oublient pas qu'ils sont des militants, entendent n'être que des militants, et s'il y a parfois désaccord entre le groupe parlementaire et le Comité directeur, soit entre le groupe parlementaire et un certain nombre de fédérations (Cela c'est le cas aujourd'hui entre le groupe parlementaire et le Comité directeur d'une part, et un certain nombre de fédérations de l'autre) c'est parce que dans la recherche des moyens qu'ils jugent, les uns et les autres, les meilleurs pour servir les intérêts du Parti et en même temps pour défendre certaines libertés auxquelles nous sommes également attachés, ils n'ont pas choisi exactement les méthodes que vous préféreriez ; et je voudrais vous le dire aussi : quelquefois à cause des votes que nous avons émis. Je ne pense pas seulement au dernier, mais à beaucoup d'autres. Ils ont pu vous paraître singulièrement difficiles à accepter, vous en avez été douloureusement affectés.

Est-ce que vous croyez que nous les avons toujours émis avec joie ? Croyez-vous que les élus, mis en face de certaines situations et de certaines difficultés, ce n'est pas avec un certain serrement de cœur qu'ils ont émis certains votes ? Je ne vous demande pas plus de les approuver intégralement que nous ne les approuvons nous-mêmes ; je vous demande de tenir compte des situations dans lesquelles nous nous sommes trouvés devant certaines difficultés, dont Guy Mollet disait qu'elles se sont singulièrement aggravées depuis la naissance du Kominform et du RPF.

Et surtout, je vous demande de ne pas prêter une oreille trop attentive à certaines critiques qui, vexant de l'extérieur, sont projetées par les membres mêmes du Parti.

Et sans aller plus loin, s'agissant d'une question particulièrement sensible : la laïcité, je ne veux pas revenir sur ce que Meunier a dit excellemment, il n'y a rien à y ajouter, mais est-ce que vous allez tolérer longtemps que le Parti Communiste nous donne des leçons de laïcité ? Allez-vous admettre que des leçons de laïcité nous soient données par un parti qui, pour des raisons électorales, s'est affirmé partisan de la liberté d'enseignement ?

(Applaudissements)

Allez-vous admettre que des leçons de laïcité nous soient données par ceux qui croient avoir affirmé leur esprit laïque parce qu'ils ont chassé le crucifix pour le remplacer par l'effigie de Staline ?

Ne serait-il pas plus courageux et plus sage de penser que lorsque vos élus, d'accord avec votre Comité directeur - ce qui exclut même dans votre idée jusqu'à l'hypothèse qu'ils auraient pu être ces traîtres compréhensifs comme certains le croient - n'auriez-vous pas pu admettre qu'ils ont fait pour le mieux ? Car, comme l'a dit Meunier, si nous avons cédé sur la forme, nous avons gagné sur le fond.

Nous ne nous sommes jamais dissimulé que, malgré tout, l'attitude que nous prenions pouvait, sur le plan psychologique, avoir, au regard de nos camarades et des éléments de notre pays républicain fermement attachés à la laïcité, de fâcheuses répercussions.

Fondation Jean Jaurès

Alors, je voudrais appeler votre attention sur un fait qui n'est pas vieux : j'ai lu hier dans " Le Monde " que dans 150 communes de l'ouest, les maires avaient décidé de reprendre du 5 au 12 juillet la grève municipale pour protester contre le fait que les préfets et le gouvernement leur refusaient l'attribution des subventions aux écoles privées.
Je n'irai pas jusqu'à dire que nous avons remporté une grande victoire socialiste, mais que la réaction la considère comme un échec.
Je veux dire quelques mots sur le Protocole. Je m'en excuse auprès de notre camarade Courtois, mais je n'ai pas demandé à ma fédération de voter autrement que ma pensée. J'ai combattu le Protocole comme j'ai défendu le groupe parlementaire.
Non, Daniel Mayer, ce n'est pas par orgueil stupide, il n'y en a pas, ni du côté du groupe parlementaire, ni du côté du Comité directeur. Là encore, parce que j'essaie d'être de bonne foi et de tout raisonner dans un esprit de conciliation, là encore nous différons sur les meilleures méthodes ; le Comité directeur pense que la meilleure méthode pour assurer le respect des décisions du Congrès, c'est de décréter qu'à l'avenir, dans certaines circonstances, c'est l'opinion du Comité directeur qui prévaudra. Nous pensons que, du point de vue du Parti, c'est dangereux ; du point de vue de la méthode, ce sera impraticable.
C'est de là qu'est venu le conflit à l'occasion de la question de confiance posée par le cabinet Ramadier.
Jusqu'à présent, le groupe parlementaire s'est toujours prononcé en ce qui concernait les problèmes parlementaires, y compris les questions de confiance, le vote ou le refus. Ce n'était que dans le cas où il y avait opposition entre le CD et le groupe parlementaire que le Conseil national était consulté.
Et comme je vois en face de moi l'homme que nous considérons comme le président d'hier, d'aujourd'hui et de toujours du groupe parlementaire : Léon Blum… (applaudissements)… je pense que Blum ne me démentira pas si je dis que dans le passé, à peut-être une exception que j'oublierais, les seuls cas où le Conseil national a été appelé à se prononcer n'ont pas été des cas de désaccord politique entre le CAP et le groupe parlementaire, mais des cas d'indiscipline au sein du groupe parlementaire à propos des décisions du Parti.
Si je me trompe, Blum, comme je m'en voudrais de commettre une erreur...
(Du geste, l'orateur invite Blum à répondre)

Léon Blum (répondant à Lussy)
Je ne crois pas que ce soit tout à fait exact. Il est arrivé au moins une fois, à ma connaissance, que le Conseil national ait été convoqué à la suite d'une divergence de vues entre le groupe parlementaire et la CAP. C'est une question de participation ministérielle. Cela a du arriver en 1929 ; par conséquent, il y a un précédent en ce sens. Seulement, il faut bien se dire que la CAP de ce temps-là n'était pas le CD d'aujourd'hui. L'organe directeur du Parti était le Conseil national, et la Commission permanente était une Commission administrative chargée d'appliquer, dans l'intervalle des sessions du Conseil national, ses

décisions et les décisions du Congrès. La réforme des statuts de 1936 a modifié notre statut constitutionnel.
Maintenant, le CD, à la différence de la CAP est un organisme directeur du Parti. Je sais qu'on a embrouillé - ce qui a précédé la rédaction des statuts de 1946,- en réintroduisant le Conseil national, que nous avions supprimé et entre le CD et le Conseil national, actuellement, il y a un peu de flottement ; le dessein de cette constitution n'est plus d'une netteté absolument arrêtée ; il est cependant hors de doute que le CD d'aujourd'hui a des pouvoirs, une nature de pouvoirs que la CAP n'avait pas dans la constitution ancienne
Autrefois : la CAP n'a aucune autorité sur nous, (nous sommes un pouvoir indépendant, du moins sur le même pied que la CAP) et nous, comme elle, prenions, aux mêmes titres du Conseil national et du Congrès une méthode absolument inattaquable. C'est pourquoi, en cas de conflit, le recours au Conseil national était la seule chose possible : aucun des deux pouvoirs ne pouvait imposer sa volonté à l'autre.
Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose.
Sans mon opinion personnelle, je pense qu'il est correct et conforme à l'esprit des statuts, dépenser qu'en cas de conflit sur des points déterminés, entre le CD et le groupe parlementaire, la décision du CD soit considérés comme prépondérante par tradition... (applaudissements)… jusqu'à décision du Conseil national.
Puisque vous avez sollicité mon opinion personnelle, je vous la donne. Naturellement, il ne peut pas être question de faire intervenir l'autorité du CD dans la politique de chaque jour.
Selon moi, je le dis ici comme je l'aurais dit à Lyon si j'avais pu me rendre au Congrès, je pense que le CD est trop souvent intervenu dans le détail quotidien de la vie parlementaire. Précisément, le Protocole d'accord délimite les cas exceptionnels par leur nature et leur importance, et cette intervention peut se produire. C'est pourquoi mon sentiment est qu'on est arrivé à une solution raisonnable, acceptable, et que le Congrès, s'il est sensible à mon sentiment, devrait le ratifier, et que le groupe parlementaire devrait accepter sans difficulté.
Ce n'est pas la première fois que nous avons à régler cette question.
Vous vous rappelez, Lussy, que nous avons consacré presque toute une séance du Congrès d'Avignon, (à un moment où la CAP et le groupe parlementaire pour régler ce que je m'étais permis d'appeler irrespectueusement à cette époque le code de la route pour le CAP et le groupe parlementaire. Nous avons fait à cette époque, un effort analogue à celui que nous avons fait en rédigeant le Protocole d'accord. Je suis convaincu que nous étions arrivés à des solutions à peu près analogues et que la seule différence qui existe entre les deux textes doit tenir la différence incontestable de la nature des pouvoirs entre la CAP de ce temps-là et le Comité directeur.
Vous m'avez demandé une consultation, la voici.
(Applaudissements)

Charles Lussy
Je me félicite de l'intervention de Léon Blum.
Je ne sais pas - étant donné la thèse que je défends - si je dois le remercier. Mais en tout cas, je peux retenir de ce qu'il vient de dire, que j'avais bien fait d'émettre une réserve en disant qu'il y avait un ou deux cas. Pour le reste, il me suffit que dans ce protocole - que j'admets inacceptable dans sa forme actuelle - il y a cette décision, que le groupe parlementaire peut demander une réunion du Conseil national. Par conséquent, l'arbitrage du Conseil National subsiste. Ce n'est pas cela qui me gêne.
Ce qui me gêne beaucoup plus - je reconnais qu'il faut établir un texte qui élimine les raisons de conflit - c'est que, dans une certaine mesure, tel qu'il est rédigé, il place le groupe parlementaire - il s'agit d'une question de pratique parlementaire et non pas d'orgueil -, j'ai peur, que le groupe parlementaire dont vous savez qu'à certain moments, il peut essayer de peser sur la vie politique ou l'action gouvernementale, j'ai peur qu'il n'apparaisse comme singulièrement diminué dans son efficacité. C'est cela qui me préoccupe, par le fait qu'il serait établi qu'aucune décision valable à l'égard du gouvernement, ne pourrait être prise par lui-même.
C'est ainsi que, lorsque je lis que le Comité directeur aurait, en somme, un droit de priorité dans la décision en ce qui concerne l'adoption à un programme gouvernemental, cela me préoccupe. Or, dans la pratique constitutionnelle nouvelle, le programme gouvernemental, c'est une déclaration lue à l'Assemblée par le Président de la République investi. C'est à ce moment que le Groupe doit se décider. Vous connaissez la vie parlementaire mieux que moi. Je redoute qu'à ce moment, le Comité directeur ne soit pas particulièrement habilité pour suivre les travaux avec la rapidité nécessaire, et ne crée des incidents et pour pouvoir se réunir comme il le faut, à l'heure où il le faut, et quelquefois plusieurs fois dans la même séance.

Daniel Mayer
Je voudrais dire à Lussy qu'il commet quand même une légère erreur, parce qu'il est prévu pour l'adoption d'un programme gouvernemental, nous posons la question de prééminence de l'avis du Comité directeur ; nous nous arrangeons cependant pour que le CD soit exactement informé, à cause du point suivant :
La délégation socialiste chargée de discuter dans le cadre de la Constitution - la délégation officielle du Parti - ou de l'élaborer au nom du groupe parlementaire - par conséquent celle qui est légale à celle dont on ne peut pas dire qu'elle agit d'une manière extra-parlementaire ou extra constitutionnelle - comprendra trois membres du Comité directeur, dont le Secrétaire général du Parti.
Ces trois membres peuvent être trois parlementaires. Je voudrais que le Secrétaire général soit toujours un parlementaire. Je souhaite, justement pour éviter ces frictions, que ces trois membres du Comité directeur soient trois parlementaires.
Les statuts prévoient un maximum de 10 parlementaires au Comité, sur 31 membres. On s'aperçoit que, depuis 3 ans, ce maximum est toujours atteint.

Fondation Jean Jaurès

C’est dire que, dans la pratique, les choses s’arrangent d’elles-mêmes et que le groupe parlementaire choisira les trois membres du Comité directeur dans son propre sein.
Par conséquent, informé par trois de ses membres, tout Comité directeur pourra en délibérer et je considère que le problème gouvernemental étant le premier des chaînons d’un engrenage qui conduit à la participation, c’est un organisme issu au Congrès souverain qui doit décider de la participation ou non.

Léon Blum
Dans la Constitution actuelle, c’est le discours du Président du conseil se présentant devant la Chambre, et ayant constitué son gouvernement depuis son investiture, qui constitue le programme du gouvernement.
Je vous aurais répondu, moi aussi, que ce programme de gouvernement, malgré tout, est le résultat d’un certain nombre de conversations, de négociations, de transactions au cours desquelles l’accord entre le groupe parlementaire et le Comité directeur peut tout naturellement s’établir.
Plaçons-nous dans une autre hypothèse. Supposons qu’à son arrivée, le jour de sa présentation devant les Chambres, le Président du Conseil vous communique un programme qui ne soit pas exactement celui auquel vous auriez eu le droit de vous attendre d’après les négociations préalables. Cela peut arriver, et il peut toujours arriver qu’un groupe parlementaire se trouve en présence de circonstances qu’aucun sujet humain n’a pu prévoir. Je vous assure que dans ma vie de Secrétaire du groupe, il m’est arrivé d’avoir en séance même sur un incident imprévisible, été obligé de prendre seul des déterminations qui engageaient non seulement le Groupe, mais le Parti.
Que voulez-vous, mon cher Lussy, quand cela se trouvera, il faut risquer le coup. C’est la difficulté qui commence. C’est de votre devoir à tous de le faire selon votre conscience. Si le Parti estime que vous avez eu tort, il vous le dira. Mais, croyez-moi : le plus souvent, et même toujours, il vous saura gré de l’initiative courageuse avec laquelle vous et ses représentants naturels, auront paré à la difficulté du moment.
(Applaudissements)
Nous ne sommes pas des enfants, nous connaissons la difficulté, nous avons confiance les uns dans les autres.
Que voulez-vous, je ne veux pas comparer les petites choses aux grandes, mais, comme directeur politique du Journal, il m’arrive aussi, ayant tout juste le temps de consulter deux ou trois camarades, de prendre, au journal des initiatives qui engagent le Parti. Quand j’ai tort, on me le dit. Si on m’approuve, on ne dit rien.
(Applaudissements)
C’est le risque des fonctions de responsabilité que le Parti nous confie. Nous faisons de notre mieux ; et quelquefois, nous sommes obligés, par la force des choses de risquer. Le Parti reste le maître de nous désavouer s’il le juge bon, mais en attendant, nous remplissons notre devoir. C’est ce que, dans les circonstances que vous évoquez, le groupe que vous présidez ferait, comme le

Fondation Jean Jaurès

groupe parlementaire auquel pendant l'intervalle entre les deux guerres, Auriol et moi nous remplissions des fonctions analogues aux vôtres.
Et je vous l'atteste, bien qu'à certains égards, à cette époque, des crises de méfiance aient souvent éclaté entre l'organisme administratif du Parti et même la majorité du Parti et le groupe parlementaire, jamais on ne nous a su mauvais gré. Il en sera ainsi encore aujourd'hui.
Par conséquent, ne cherchez pas trop à imaginer d'avance les circonstances de l'application stricte et littérale des formules comme celle-là, pour imposer des gênes et des embarras. Les formuler est nécessaire, et les amortir est quelquefois indispensable. Le Parti sera juge, et si c'est vraiment à une nécessité que vous avez obéi, il vous remerciera au lieu de vous blâmer.
(Applaudissements)

Charles Lussy - J'avais l'impression, tout à l'heure, qu'à cause de vous, la roue de mon moulin ne tournait plus. Maintenant, elle tourne beaucoup mieux, et si les sentiments que vous exprimez et qui rejoignent au fond les préoccupations que j'exprimais tout à l'heure, s'ils étaient ceux de tout le Parti ; s'il était entendu, que ce soit dans la lettre où l'esprit que dans certains cas qui peuvent se poser avec urgence, je pense notamment - je ne ferai plus l'analyse du texte car vous avez dit l'essentiel -, si notre groupe déposait une motion de défiance - car quelques heures de perdues en atténuent la valeur politique -, s'il était entendu une fois pour toutes que lorsque nous agissons, nous n'agissons que dans l'intérêt du Parti

Léon Blum - Si un incident scandaleux qui amène à déposer une motion de censure contre le gouvernement, faites-le et n'attendez pas que le Comité directeur vous y autorise !

Charles Lussy
Alors, Léon Blum, il est possible, après quelques retouches de style, que le Protocole puisse être adopté par ceux-là mêmes qui l'ont combattu, étant entendu que si un jour, à cause de ce Protocole que nous n'aurions pas, à un moment donné, respecté, des camarades pouvaient nous taxer d'indiscipline, si j'ai le bonheur et la charge d'être encore votre successeur, je me réfugierai sous l'autorité de votre parole et des applaudissements qui l'ont confirmée.
Il reste les conflits dans le passé ; il y a eu des conseils nationaux depuis. Je crois que le Congrès s'honorerait en vivant, dans l'avenir, davantage que dans le passé.
Il reste que, depuis des mois, et je ne peux pas dire à cause du Protocole, la cordialité et l'accord entre le groupe parlementaire et le Comité directeur a été constant.
Je crois devoir dire que si, de notre côté, nous avons fait tout l'effort nécessaire, je dois aussi reconnaître que Guy Mollet, de son côté, a fait l'effort de conciliation chaque fois qu'il l'a pu. Et je dois dire parée que c'est la vérité, qu'il s'est efforcé, dans la mesure du possible, de ne pas faire trop apparaître au-

Fondation Jean Jaurès

dessus du groupe, cette tutelle que nous avons acceptée à titre provisoire, l'acceptant jusqu'au prochain Congrès.
Camarades, ce débat a duré un peu trop longtemps. Il a été pour une part rétrospectif puisqu'on a parlé du rapport moral, il a été de prévision puisqu'on a déjà abordé le débat de politique. Je termine en disant que vos camarades du groupe parlementaire vous demandent non pas de ne pas les juger, de ne pas les critiquer, mais de leur donner les moyens qui parfois leur manquent. Nous voudrions, quand nous défendons une certaine politique - le dirigisme - que nous ne nous heurtions pas, dans nos sections et fédérations, à des critiques parfois violentes de certains camarades qui nous reprocheront d'avoir quitté le chemin droit de la pure doctrine, et qui ce jour-là se font les apôtres du libéralisme le plus outrancier.
Nous ne demandons pas au Parti de ne pas donner des indications. Je suis certain d'être d'accord avec Blum : il est utile au groupe parlementaire, quand il a une pression a exercer sur le gouvernement, de pouvoir indiquer qu'il n'est que l'expression d'un Parti qui a une grande volonté, et que s'il est possible, dans des conversations, d'obtenir de nous certaines concessions, il ne faut pas qu'elles aillent plus loin que là où le Parti les acceptera. Il y a une condition dans vos affirmations : vous devez admettre les limites que nous devons atteindre, mais aussi celles qu'il ne faut pas dépasser.
On se trompe quand on dit que l'action socialiste n'est que dans le groupe parlementaire, et on se trompe quand on veut opposer l'action parlementaire à la lutte de classe, car les deux peuvent être faites en même temps. Un député, quand il sort de l'Assemblée où il a été contraint par la loi de la majorité de ne pas approuver la politique qu'il a voulue ou quand il revient de sa circonscription, alors le langage qu'il tient n'est pas le langage d'un membre de la majorité, mais celui d'un militant socialiste, qui indique à toute occasion aux masses qu'elles se plaindraient moins si elles avaient mieux voté ; et si les solutions provisoires que nous sommes obligés d'adopter ne valent rien au regard des solutions plus profondes auxquelles le socialisme reste attaché, nous sommes fidèles à notre idéal. Si nous savons fortifier, confirmer cet esprit de camaraderie, de cordialité, qui existe au sein du groupe parlementaire et qui devrait exister entre tous les militants le travail sera plus facile si tout le Parti élu ou non, c'est-à-dire les militants n'ont qu'une chose en vue : le triomphe du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président – Le vote va avoir lieu sur le rapport du groupe parlementaire. Voulez-vous voter par mandats ou à mains levées ?
(La préférence est pour le vote à mains levées)
(Les rapports des groupes parlementaires sont adoptés)
(Les textes du Protocole d'accord sont renvoyés à la commission des résolutions)
Nous devons maintenant entendre nos Camarades des Partis frères.
Pour les présenter, Guy Mollet a la parole.

Guy Mollet
Camarades,
L'ordre du jour appelle maintenant le débat sur la politique internationale, mais avant, je vais, au nom du Congrès, saluer les délégués présents des partis frères de l'Internationale, et chacune de ces délégations enverra à la tribune un délégué pour nous apporter, non pas seulement le salut de leur Parti, mais aussi, je l'espère, quelques informations sur la vie de leur Parti.
Nos amis, depuis 24 heures, ont pu avoir l'impression que nos débats étaient un peu passionnés, parfois peu bruyants et qu'il arrivait que nous nous opposions les uns aux autres sur certains problèmes stratégiques.
Je suis sûr qu'ils vont se rendre compte maintenant qu'il est un problème qui nous passionne certes plus que les précédents, mais sur le quel nous sommes unanimement d'accord : c'est notre attachement à l'Internationale Socialiste, c'est notre volonté de maintenir, de recréer au besoin et de renforcer dans tous les cas, nos liens avec les partis frères. C'est pourquoi je suis heureux de saluer ici la présence de deux représentants du Labour : Harold Laski et Moragan Philip.
(Applaudissements)
Je ne leur ferai pas un long discours ; je leur dirai simplement combien dans le parti français, nous regrettons que la presse française ne puise pas une place plus large dans ses informations sur les transformations profondes que le Labour a fait subir en Angleterre, de cette révolution clame, tranquille, qui se passe grâce à la fusion, la volonté et l'esprit civique de la population
(Applaudissements)
Ensuite Carlo Inviki, qui représente un petit parti d'un petit pays : la Vénétie julienne, très près de nous par le cœur.
Notre camarade Willy Spuekler, de ce vieux parti suisse, que vous aimez tous mais que les délégués à l'Internationale ont raison particulièrement d'aimer puisque c'est là que, chaque année, ils ont des raisons de rencontrer tous les autres délégués des partis frères.
Notre camarade Ryba, du Bund, est des nôtres ; nos camarades Llopis, Sborit et Parera du Parti Socialiste espagnol.
(Applaudissements)
Vos applaudissements me dispenseraient de dire à ces camarades que, dans la lutte acharnée qu'ils mènent pour la libération de l'Espagne, ils peuvent être sûr d'avoir toujours la SFIO à leurs côtés.
Notre camarade Jarblum, du parti palestinien, qui ne peut ignorer la position qu'a prise le parti français dans le drame sanglant qui à l'heure actuelle touche son pays.
Nos camarades Raskin, Ourth, Hummer et Braun, du parti luxembourgeois, ce parti dont vous ne pouvez ignorer qu'il vient, grâce à ses efforts, de remporter dans ce superbe Luxembourg, une remarquable victoire électorale.
Enfin, nos camarades du Parti Socialiste des travailleurs italiens Matteoti et Zavaroni, et les représentants du parti de Lombardo : Rollier et Carmagnola

Collection Jean Jaurès

Ces camarades représentent le parti italien qui tente à l'heure actuelle de recréer l'unité nécessaire, mais qui au cours des derniers mois, ont maintenu la permanence en Italie, d'un socialisme démocratique. Grâce à eux, il a été possible en Italie, au cours des dernières élections, de faire savoir que chez eux comme chez nous il y avait encore place pour des Socialistes se réclamant du respect de l'individu.
(Applaudissements) :
Au nom du Congrès, je les salue tous. Je vous demande d'être autorisé à envoyer nos salutations à nos amis du Danemark, de Belgique, de Hollande, d'Autriche, d'Allemagne, de Suède, qui se sont excusés.
Avant de leur donner la parole, je tiens à ce qu'ils sachent qu'ici, les partis de l'Internationale trouveront toujours le plus fraternel accueil, car le parti français tient à rendre vivante l'Internationale.

(L'Internationale est chantée par toute l'assistance, debout.)

Harold Laski (Angleterre)
Camarades, je regrette infiniment de n'être pas militant français de province, parce qu'alors, je pourrais demander au camarade-président au moins 50 minutes pour parler. Après la possibilité de dire mes émotions sur la conférence je pourrais avoir confiance dans mes ministres du Parti Socialiste ; c'est une chose magnifique, chers camarades, que d'être dans un ministère avec les responsabilités. Mais hélas, je suis seulement un invité anglais, et je dois être tout à fait discret.
Camarades, je vous apporte le salut fraternel de notre Parti, qui continue à exister et comme gouvernement et comme Parti. Nous faisons même des progrès : voici trois ans que nous sommes au pouvoir, et nous poursuivrons notre programme jusqu'aux élections de 1950. Nous n'avons jusqu'à présent, perdu aucune élection partielle durant ces 3 ans.
Je voudrais donner une grande emphase aux relations entre le parti français et le parti anglais, relations facilitées par la présence à Londres, d'un délégué permanent du parti français : Louis Levi. En passant, je voudrais rappeler les deux visites de l'an dernier à Londres, du docteur de l'université d'Oxford… (applaudissements)… et dire que le camarade Blum a été le premier homme d'Etat étranger socialiste qui ait été fait docteur en droit honoraire de l'université d'Oxford.
(Applaudissements)
A cause de cela, nous avons eu la chance d'échanger des idées avec nos camarades français sur toutes les questions politiques et économiques internationales, et avons décidé que " nous resterons à Berlin à n'importe quel prix ". Nous ne voudrions pas être en désaccord avec les Russes, car nous connaissons les grands sacrifices qu'ils ont, pendant la guerre, acceptés avec fierté. Ils ont été l'admiration de tout le monde. Mais ils doivent accepter aussi le socialisme de l'ouest, comme un véritable et grand Socialisme. Ils doivent reconnaître aussi que les sacrifices des Français et des Anglais…

Contribution Jean-Jaurès

(applaudissements)… ne sont pas de petits sacrifices, et que nous avons le droit d'être là côté des Russes, dans n'importe quelle question, notamment sur l'avenir de l'état, du peuple allemand.
(Applaudissements) !
Nous gardons notre socialisme anglais comme vous gardez votre socialisme français, comme humanisme, c'est à dire que nous voulons sauvegarder la dignité de la personne humaine.
(Applaudissements)
On ne peut sauvegarder la dignité humaine sans la liberté civile, économique et politique. Sans cette liberté, la personnalité de l'homme est détruite, ainsi que la socialisation des industries, même l'appel du capitalisme ne vaut presque rien, car sans la dignité humaine on ne peut distinguer l'homme de la brute.
(Applaudissements)
Camarades, nous avons accepté le grand effort, fait pour l'Europe par les Etats-Unis, avec gratitude. Mais nous insistons : nous ne voudrions pas que l'Europe soit une province des Etats-Unis.
(Applaudissements)
J'espère qu'en cette année d'élection présidentielle, cela soit bien entendu à Washington, comme c'est entendu à Londres.
Nous comptons sur la France, sur le Socialisme français, sur le Parti Socialiste français, et vous me permettrez d'ajouter en commentaire : sur la France de Léon Blum.
(Applaudissements)
J'ai passé presqu'une journée à écouter de vives discussions. Camarades, vous êtes spécialistes des nuances de la doctrine, vous êtes des médecins remarquables pour analyser jusqu'au dernier point les détails.
J'ai confiance dans les délégués de province, dans les grands chefs du parti français, comme j'ai confiance dans les grands chefs de notre parti anglais. Je ne crains pas que Blum déserte le Socialisme.
(Applaudissements)
J'ai une confiance totale - qui remonte à plus de trente ans -, en mon vieux maître du Socialisme historique le bien-aimé Bracke, et je serais étonné si je rencontrais, même au parti communiste, quelqu'un qui connaisse le Marxisme comme lui.
Votre devoir, notre devoir aussi, c'est de compléter la Révolution française. Elle reste incomplète. Vous avez posé, Français, la grande question de l'avenir humain. L'expérience de 1848, et celle assez difficile de la révolution russe, ont détourné notre esprit de la ligne des grands principes de la Révolution française. Le mot liberté est un bon mot, mais il ne signifie pas fraternité.
Liberté et égalité sans fraternité ont toujours un résultat mauvais. Nous devons, comme pionniers de notre mouvement, saisir l'occasion de proclamer bien haut que nous sommes des Socialistes démocrates, et que jusqu'à la victoire, nous nous battrons pour la démocratie et le Socialisme, car l'une est l'expression de l'autre.
(Applaudissements prolongés)

Collection Jean Jaurès

Marc Jarblum (Palestine)
Chers camarades, j'ai représenté jusqu'à présent l'Internationale des partis socialistes de Palestine. Maintenant je représente le Parti Socialiste de l'Etat d'Israël, le dernier Etat qui a été proclamé le 15 mai suivant décision de l'organisation des Nations Unies, qui a adopté à une majorité imposante la création de cet Etat.
Je tiens à exprimer, au nom de ce Parti, nos vifs remerciements et notre reconnaissance au Parti Socialiste français pour l'aide morale qu'il a accordée au Parti Socialiste de ce jeune Etat, par la décision, la résolution du Comité directeur saluant ce Parti Socialiste ouvrier et l'Etat, et en demandant la reconnaissance immédiate par la France.
J'ai été très touché, en entrant dans cette salle, voir parmi tous les drapeaux, celui de l'Etat d'Israël.
A la tête de l'Etat d'Israël, se trouve le Parti Socialiste, la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Le président du Conseil, les ministres des Affaires étrangères et des Finances, les grands chefs militaires sont membres des partis des ouvriers, des anciens ouvriers, des travailleurs agricoles dans nos colonies collectivistes en Palestine. Car la Palestine est déjà un pays collectiviste, basé sur la liberté individuelle absolue. Nous avons accompli ce miracle de combiner les collectivités économistes avec la liberté absolue individuelle ; nos communautés socialistes collectivistes sont basées sur le principe de cette liberté : on y entre, on en sort. Grâce à cette liberté nous sommes arrivés à créer une grande partie de notre économie. Dans l'agriculture presque 80% sont purement Socialistes ; dans l'industrie nous avons 20% des richesses qui sont complètement socialisées et qui sont dans les mains de la classe ouvrière. Ceci prouve que le nouvel Etat fera partie de la grande famille internationale. Il veut la justice, la liberté, la paix.
La classe ouvrière de l'Etat d'Israël fait appel à vous tous. Dans cette lutte, elle n'a qu'un espoir : arrêter le plus vite possible cette guerre qui lui est imposée.
J'ai visité, il y a quelques mois, la Palestine ; j'ai vu la paix qui règne entre la population ouvrière, juive et arabe, tous deux ont intérêt à ce que cette paix existe et se développe au profit de tout le pays. La guerre est venue de l'étranger. Nous faisons appel au monde entier pour nous aider à rétablir la paix dans ce pays, pour que les deux Etats qui doivent être créés dans ce pays : l'Etat d'Israël et l'Etat arabe, vivent dans une harmonie complète, en travaillant ensemble dans l'intérêt des classes laborieuses. Nous comptons sur la solidarité de l'Internationale. C'est aux partis socialistes tout d'abord de nous aider pour arrêter cette guerre, et dans la paix exécuter les décisions pour l'établissement des deux Etats.
Je profite de cette occasion pour remercier le Parti Socialiste pour ce qu'il a fait, pour remercier la France en acceptant cette idée de la création de l'Etat d'Israël. J'exprime l'espoir que la France joindra aux autres pour reconnaître le plus tôt possible ce jeune Etat.

Pendant les quelques dizaines d'années que la classe ouvrière juive a travaillé en Palestine, elle a accompli des miracles économiques, politiques ; dans tous les domaines, a fait un travail énorme. Ce travail a profité non seulement à la Palestine juive, mais aussi à la Palestine arabe. C'est le devoir de l'Internationale socialiste de nous aider à rétablir la paix pour permettre le développement pacifique des 2 Etats.
La collaboration entre ces deux Etats, en ce qui nous concerne, sera aussi libre.
La population d'Israël lutte depuis plusieurs mois ; vous savez dans quelles conditions, contre des adversaires qui ont une aide de l'étranger. Le pays d'Israël veut, le plut tôt possible, faire partie de la grande famille internationale, et il jouera son rôle pour la paix socialiste. Nous vous demandons votre aide. A l'avance, je vous en remercie.

Carlo Invinki (Vénétie julienne)
Je suis chargé par la Vénétie, de vous apporter son salut cordial. Placés à cheval sur le rideau de fer de Tito, nous continuons la bataille pour la liberté et la démocratie, et le retour de ces régions à l'Italie. Nous demandons pour cela un plébiscite en pleine liberté et sous contrôle international. Le Parti Socialiste de Vénétie est cependant convaincu que la vraie solution réside dans une Europe fédérée et socialiste.
(Applaudissements)
Il fait des vœux pour qu'une décision sorte de ce Congrès encore plus vite et que votre Parti continue avec ardeur son action pour les Etats Socialistes d'Europe, dont il a été l'animateur à la conférence internationale d'avril dernier.
Vive la SFIO. Vive l'Internationale.
(Applaudissements)

Willy Spuekler (Suisse)
J'ai l'honneur d'apporter le salut fraternel Parti Socialiste suisse. Il y a 25 ans déjà, j'étais de votre 5ème section à Paris. C'est dans ces réunions, où j'ai trouvé la grande figure de notre ami Bracke, que j'ai connu votre Parti et le mouvement socialiste français.
Le Parti Socialiste suisse a des relations étroites avec vos camarades ; elles sont cordiales et surtout aussi idéologiques et politiques.
Le camarade Laski avait dit tout d'abord qu'il venait tout simplement vous dire que le Parti anglais existait. Permettez-moi de vous dire que sa seule est de vous dire aussi que le Parti suisse existe, et travaillent qu'il fait des progrès. (Applaudissements)
Ce n'est peut-être pas très révolutionnaire ce que nous faisons en Suisse, mais je crois pouvoir dire que nous arrivons à créer de meilleures conditions de vie pour la classe ouvrière, que celles qui existaient avant guerre.
Le problème gouvernemental ne se pose pas de la même façon que chez vous, mais la participation de notre Parti au gouvernement suisse, qui est un très petit gouvernement - 7 ministres dont un seul socialiste - ne nous empêche pas de suivre notre politique socialiste proprement dite.

Fondation Jean Jaurès

J'ai vu, durant les quelques heures que j'ai passées chez vous, que les problèmes qui se posent chez vous sont les mêmes que ceux que nous cherchons à résoudre nous-mêmes.
Je peux vous affirmer que nous sommes persuadés que tous ces problèmes, nous les résoudrons, parce que nous avons foi dans la victoire du Socialisme dans notre pays, dans le vôtre et dans l'Europe.
(Applaudissements) ;

Ryba (Bund)
J'ai le plaisir d'apporter à votre 40e Congrès, le salut des travailleurs Socialistes juifs groupés dans les organisations du Bund dans différents pays.
Avec une attention particulière, nous suivons les travaux de votre Congrès, car nous connaissons le rôle important du Socialisme français dans la lutte pour une Europe démocratique et socialiste. Nous nous rendons compte de vos difficultés, mais nous sommes sûrs que la SFIO trouvera, comme par le passé, la force intérieure pour vaincre ces difficultés, et donnera au Socialisme français et international, l'élan nécessaire dans la lutte pour la démocratie socialiste, surtout en ce moment, qui parait devenir propice à la propagande socialiste, car la fissure du Kominform ouvre aussi le chemin qui conduit aux ouvriers égarés et happés par l'habile propagande communiste. Nous savons qu'il y a un grand travail à faire pour gagner la confiance des masses travailleuses. Nous le savons d'autant mieux que nous nous trouvons devant ces mêmes problèmes dans notre propre milieu. Nous aussi, nous appartenons à un peuple qui a été toujours menacé et l'est encore par la presse antisémite. Vu cet état de fait, nous vivons toujours dans des conditions extrêmement favorables au développement du nationalisme. Cependant, nous n'avons jamais cédé au nationalisme d'autrui ni accepté de compromis avec notre propre nationalisme, qui est soutenu et alimenté par le Communisme.
Nous vous parlons non seulement au nom des Socialistes juifs, mais au nom de tous ceux qui ont tant souffert pendant la guerre, et n'ont pourtant pas perdu leur espoir dans la victoire du Socialisme, dans la victoire de justice de l'humanité.
Nous voulons attirer votre attention sur les problèmes dont on a déjà parlé à cette tribune. Nous continuons à considérer qu'un Etat juif ne résout pas le problème des Juifs en Palestine, ni des Juifs dans le monde entier ; mais la question la plus urgente est maintenant de rétablir en Palestine la paix, malgré la volonté des nationalistes des deux côtés, et arrêter l'effusion de sang dans ce pays.
Fidèles aux conceptions Socialistes, nous considérons qu'une guerre n'a jamais résolu et ne résoudra jamais le problème des relations entre les peuples. Il faut tout faire pour que l'armistice actuel se transforme en une paix stable et quand le calme régnera à nouveau, il y aura possibilité de résoudre, de la seule manière réelle et durable et juste, le problème palestinien. Cette solution est basée sur la collaboration judéo-arabe dans le cadre de l'Etat démocratique.
Cette solution de la tragédie actuelle ne peut être une solution générale pour le problème juif, ni même pour toutes les personnes déplacées qui attendent depuis

longtemps que leur soit donné un accès libre au pays où ils pourront reconstruire leur avenir. Comme par le passé, la majorité du peuple juif vivra dans le vieux et le nouveau monde. C'est pour cela que nous sommes toujours persuadés que l'avenir des Juifs est lié à l'avenir de toute l'humanité, l'avenir du Socialisme international et démocratique, avec la constitution, la construction d'éléments nouveaux basés sur la justice et le droit pour tous les individus et tous les peuples, dans cet esprit socialiste internationaliste, dans cet esprit qui est de combattre tous les nationalismes, de quelque côté que ce soit.
Nous vous adressons nos salutations les plus sincères, et je termine en disant : " Vive la SFIO, Vive l'Internationale Socialiste ".

Giacomo Matteoti (Italie)
Camarades, chers amis,
Je suis heureux d'apporter à votre 40e Congrès le salut fraternel et la solidarité du mouvement d'Unité Socialiste italien, qui vient de sortir de sa première affirmation politique aux élections générales du premier Parlement de la République italienne.
Nous apportons ici l'écho d'une situation tout fait particulière, l'écho du drame qui a provoqué une crise profonde au sein du mouvement socialiste d'un pays qui est au centre du continent européen a été frappé profondément par la division du monde en deux blocs, et a dû faire une expérience douloureuse, qu'on pourrait dire à demi balkanique et occidentale. Je ne veux pas vous parler de l'histoire de la scission, dont la valeur a été comprise par la plupart des Socialistes comme un acte nécessaire pour éviter à notre pays une division nette entre le monopole communiste des forces de gauche à travers le front démocratique populaire et un bloc catholique, maître absolu de toute la vie économique et du gouvernement du pays.
Nous serions là aujourd'hui s'il n'y avait pas une force de démocratie socialiste comme la nôtre. Nous sommes sortie à temps d'un parti contrôlé par un appareil tout puissant, dirigé par des forces extérieures avec la connivence de nos Fierlinger qui voulaient faire une expérience orientale dans un pays déplacé en zone occidentale. Contre cet appareil, les Socialistes démocratiques n'avaient et n'ont rien à faire. On a vu au Congrès de Rennes, ces jours derniers, que la volonté autonomiste des militants a été étouffée, malgré les réactions et le bouleversement provoqués par la défaite du liront populaire. Mais cette phase difficile et dangereuse pour le maintien de notre démocratie est désormais close, et une troisième période commence : celle de la réunification de toutes les forces Socialistes.
Nous n'avons pas fait la scission par sectarisme politique ou pour nous enfermer dans un petit parti. Nous avons voulu donner à la classe ouvrière italienne, une nouvelle plate-forme de lutte autonome, pour refaire sur cette base, l'unité de tous les Socialistes, pour restituer à l'Internationale, un parti démocratique des travailleurs italiens.
Pendant un an, à plusieurs occasions, nous avons invité les camarades de l'autre parti à refaire l'unité. Vous connaissez l'histoire des refus. Maintenant, la

Fondation Jean Jaurès

situation est mûre. Un premier pas important vers ce but fondamental a été accompli avec l'alliance entre le Parti Socialiste des travailleurs italiens et l'Union des Socialistes, sous le symbole de l'unité socialiste qui a eu aux élections du 18 avril presque deux millions de voix, dont une partie importante recueillies parmi la classe ouvrière des zones industrielles.
Cette alliance est devenue plus étroite et s'étendra bientôt à tous les groupes de camarades du Parti qui commencent à comprendre qu'on ne peut développer une action socialiste dans un parti dont les délégués réunis dans un Congrès qui devait être celui du redressement, applaudissent en majorité, comme l'autre jour à Gênes, un membre du Comité directeur qui s'écriait : si Dieu le voulait, nous entrerions tout de suite dans le Bloc oriental communiste.
Nous pouvons vous assurer que la marche vers la réunification continuera ; c'est l'appel des masses populaires portées à la défaite par la politique communiste qui l'impose. Et comme nous avons été bien décidés sur le terrain de la scission en avril 1947, nous le serons sur celui de l'unité dans l'été de 1948, à travers la convocations d'un Congrès extraordinaire, le plus tôt possible, qui sera une véritable Constituante du Socialisme italien.
Je souhaite que très prochainement, la SFIO puisse envoyer ses délégués à ce Congrès de réunification, qui reconstituera dans notre pays un seul grand Parti Socialiste démocratique.
Je voudrais à ce sujet remercier le parti SFIO pour l'aide qu'il nous a donnée par ses déclarations et ses manifestations de solidarité avant et pendant la campagne électorale. Permettez-moi de m'adresser, en particulier, au camarade Léon Blum, pour lui exprimer toute notre gratitude, pour avoir apporté en Italie sa parole humaine et socialiste une contribution précieuse à la cause de la démocratie italienne. J'assure le camarade Blum que nous n'oublierons jamais son geste de fraternité et de solidarité.
Et maintenant, deux mots sur notre action intérieure et internationale.
La situation actuelle dans notre paye est particulièrement difficile, et nos responsabilités extrêmement lourdes.
Toute possibilité de revanche est finie pour classe ouvrière groupée autour du parti Communiste italien
L'éventualité d'une stalinisation de la péninsule n'existe plus pour le moment. Mais la défaite communiste risque de se transformer par une défaite de la classe ouvrière, et d'empêcher le développement démocratique de la vie italienne.
Dans ces conditions, il est évident que toute possibilité de revanche des forces ouvrières est liée alla création d'un Parti Socialiste fort, qui se place entre le Front communiste en dissolution et la droite cléricale victorieuse. Les camarades français, mieux que les autres peuvent comprendre notre situation, parce que l'expérience française se rapproche de la nôtre très souvent, avec cette différence que jusqu'à présent, nous avons eu, dans la bataille politique, on peut le dire, un parti communiste et demi, un demi-parti Socialiste, et un parti catholique qui n'a rien à sa droite.
L'unité socialiste a décidé de participer, avant la réunification complète, au gouvernement catholique, pour ne pas laisser dans les mains d'un seul parti le

Fondation Jean Jaurès

monopole du pouvoir économique et politique, pour contrôler que l'utilisation des " aides Marshall " ne sert pas seulement les intérêts d'une classe privilégiée, pour empêcher les autres de faire une politique de conservation, anti-ouvrière.
Action de défense extrêmement difficile pour un Parti qui s'est présenté à la classe ouvrière avec un programme de réformes sociales, et qui risque de faire la politique des autres.
Il s'agit, pour nous, de tenir bon jusqu'à ce que l'unification réalisée, un Parti Socialiste uni et fort, ayant une affirmation électorale décisive aux prochaines élections régionales, ait le droit de demander une participation bien plus profonde au sein du gouvernement pour poser comme nouveau but, la réalisation des premières réformes Socialistes sur lesquelles nous sommes très es retard. La chance de réussir, c'est la foi en nous-mêmes et dans le Socialisme international.
L'aide que vous pouvez nous donner, c'est de rendre plus étroits les liens internationaux entre tous les partis Socialistes. Notre destin est lié à la possibilité de créer en Europe un monde nouveau d'Etats unis Socialistes, qui soit une véritable 3e Force de paix, entre les deux grands protagonistes qui menacent de nouveaux conflits.
Il s'agit de continuer jusqu'au bout une action rapide de reconstruction pour dégager la classe ouvrier de l'influence communiste, en élevant ses conditions de vie et pour défendre l'autonomie économique et politiques de l'Europe contre l'influence du capitalisme américain.
Pour arriver à la constitution de ce bloc socialiste, il y a cette condition : que tous les partis Socialistes, en dehors de l'influence des deux blocs, réalisant une étroite coopération, et que le plan Marshall ne soit pas seulement un instrument pour la reconstruction de divers pays, mais un plan de collaboration économique effective non seulement dans la répartition des aides, mais dans leur destination coordonnée, dans le but d'unifier les diverses économies nationales.
La récente conférence pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, à Paris, a démontré qu'il existe une altitude précise des Socialistes pour la création de cette fédération européenne.
La victoire de la thèse fédéraliste nous dit que les Socialistes ont compris que les alliances militaires, les blocs et la politique de puissance ne peuvent résoudre le problème européen, qui est le problème de la paix.
Maintenant, il est nécessaire que le programme die la Conférence devienne une réalité. Mais il faut faire vite car une vague de pessimisme monte, et on parle plus facilement de guerre que de paix. Nous avons derrière nous la force immense de dizaines de millions d'hommes et de femmes qui n'ont qu'une aspiration : mettre la guerre hors des lois, des rapports internationaux.
Il faut que le Socialisme triomphe, pour éviter l'humanité la catastrophe d'un troisième conflit mondial, pour créer une société nouvelle basée sur la démocratie, la liberté et la justice sociale.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Raskin (Luxembourg)
Camarades, Guy Mollet vous a dit tout à l'heure que nous avons remporté chez nous une victoire électorale. Notas avons pu augmenter le nombre de nos mandats à la Chambre de 50% et avons obtenu 47% des voix. Mais ce qui, pour noue, était le plus important que le nombre absolu des voix, c'est que nous sommes, de loin, le parti le plus fort dans toute les circonscriptions industrielles : nous avons la majorité absolue dans les 9/10 des circonscriptions ouvrières. Dans l'une d'elles, nous avons, à nous seuls, 75% des voix, sans que pour autant il n'y ait aucune de ces démocraties populaires dites populaires.
(Applaudissements)
Nous avons combattu à notre droite et à notre gauche. Quand je dis " à notre gauche ", je me trompe peut-être de direction, car je parle des communistes.
(Applaudissements)
Nous sommes persuadés qu'il ne peut y avoir qu'un parti de gauche, qu'un parti de liberté, et nous nous sommes posés, dès l'entrée, comme le véritable, le seul parti de gauche d'aujourd'hui.
(Applaudissements).
Nous n'avons jamais cru non plus que nous devions être les gérants honnêtes du capitalisme.
(Applaudissements)
Nous avons pu et su prendre nos responsabilités gouvernementales. A un certain moment, nous avons su aussi sortir du gouvernement.
Nous savons que le Socialisme est un humanisme, mais nous savons aussi qu'il ne suffit pas qu'il soit une aspiration généreuse des cœurs, qui élève les hommes de terre et les fait circuler entre terre et ciel. Nous avons toujours cru qu'il fallait garder les pieds sur terre, et que le véritable humanisme commençait à la table de la famille ouvrière.
(Applaudissements)
Si nous avons pu, dans une certaine mesure, désagréger la classe bourgeoise chez nous, c'est que nous avons compris que le libéralisme intellectuel, économique et social avait fait son temps, et qu'il y avait là tout un monde qui cherchait intellectuellement et même politiquement, quelque chose de nouveau sur quoi s'appuyer. Nous avons fait un travail de désintégration ; nous avons même fait appel, pour faire ce travail, à trois de vos camarades qui sont ici (Vieno Mayerich – luxembourgeois -, Marceau Pivert, Guy Mollet) que je tiens à remercier publiquement pour les services éminents qu'ils ont rendus à notre cause.
(Applaudissements)
Nous avons combattu à notre gauche en faisant comprendre aux ouvriers luxembourgeois que la victoire du Parti Socialiste ne constituait nullement une victoire de la classe ouvrière luxembourgeoise, mais la victoire d'un organisme étranger. La victoire des Stanovo, nos ouvriers n'en veulent pas ; et c'est en nous tenant sur les bases essentielles du Marxisme tel que l'ont développé vos propres grands théoriciens, que nous devons finalement la victoire électorale de chez nous.

Fondation Jean Jaurès

Nous croyons aussi que nous la devons un peu la foi que nous avons eue dans le Socialisme même, car nous sommes convaincus que c'est le Socialisme qui est l'expression historique de notre temps ; et si nous savons bien qu'il ne se réalisera pas sans nous, nous savons qu'il se réaliser dans chacun de nos pays d'Europe, à moins que chacun de nos pays et l'Europe ne veuillent périr.
C'est dans cette conviction que nous sommes venus à Paris pour, je dirai même dans une certaine angoisse, savoir le message que les Socialistes français allaient apporter au Socialisme européen. Car nous savons, nous qui par les conditions géographiques, économiques et autres sommes des internationaux par définition, qu'il n'y a pas de Socialisme national, qu'il n'y a qu'un Socialisme international.
Je dois vous avouer que nous, luxembourgeois, nous sommes venus à ce Congrès dans l'espoir de voir les Socialistes français réaliser pour la classe ouvrière française, ce qu'à notre avis, il faudra un jour qu'elle réalise. Nous avons l'échelle mobile des salaires, le salaire minimum légal est le double de ce que demandent chez vous les ouvriers, les circonstances économiques ne sont pas les mises.
Mais je dirai aussi qu'il y a tout de même quelque chose à faire pour la classe ouvrière française, et qu'il ne faut pas avoir peur des récriminations capitalistes ou des considérations d'ordre national ou international, qui cachent très souvent des intérêts strictement privés.
Dans l'espoir d'entendre ce Congrès prendre un élan nouveau pour donner à la classe ouvrière française l'espoir dans le Socialisme français, c'est un peu dans et espoir, que nous sommes venus ici -.
(Applaudissements)

Rodolfo Llopis (Espagne)
Camarades, Je tiens à vous exprimer, au nom d tous les Socialistes espagnols, notre salut fraternel.
Au nom du Socialisme, et depuis bientôt dix ans, nous promenons par toute l'Europe, notre titre d'exilés politiques. Un nombre important de camarades est resté en Espagne où depuis 10 ans pour les uns, depuis 36 pour les autres, ils mènent la lutte contre le régime franquiste dans les prisons, à la maison, à la montagne, dans les champs.
Dans ce salut fraternel, je tiens à souligner que si nous ne sommes pas étrangers ici, qu'un Socialiste n'est jamais étranger dans une réunion, dans n'importe quel pays socialiste.
(Applaudissements)
Nous, Socialistes espagnols, depuis dix ans nous travaillons avec vous dans les sections et les fédérations ; nous pouvons vous répéter aujourd'hui que nous sommes Marxistes et que notre Marxisme nous a été apporté en Espagne par un Français : Lafargue, et que notre déclaration de principes, est au fond la traduction de celle de Jules Guesde et Jaurès, a une forte influence en Espagne.

Fondation Jean Jaurès

C’est la première fois que nous nous présentons ici non pas comme invités, mais comme membres officiels reconnus par ce qu’on appelle le " Comisco ", c’est à dire le commandement de la véritable Internationale Socialiste.
Je profite de cette occasion pour remercier le Comité directeur de la SFIO et les hommes qui vous ont représenté à Anvers, Bruxelles, Londres : Guy Mollet, Boutbien, Grumbach, Coutant, et qui ont discuté la question de notre affiliation. Je veux les remercier parce qu’ils ont apporté leur vote à notre admission comme parti régulier de l’Internationale Socialiste.
Votre Congrès a pour nous une grande importance, et nous suivons avec grand intérêt vos travaux, pour ce que la France signifie pour tous et pour ce que signifie la SFIO dans le Socialisme du monde entier.
Peut-être ne le soupçonnez-vous pas, camarades : vous êtes une force internationale très grande, une force morale très grande et plus qu’une force morale vous êtes pour nous un symbole. Et chaque parti de l’Internationale, dans ses heures de joie et d’allégresse comme dans ses heures de détresse tourne toujours les yeux vers vous en attendant de savoir ce que pense et ce que fait le Parti Socialiste français SFIO.
Cela, camarades, augmente vos responsabilités et vos obligations, obligations envers vous-mêmes, envers la classe ouvrière française et l’Internationale Socialiste.
Nous avons besoin, nous tous, les partis de l’Internationale, d’un Parti Socialiste français fort, énergique bien bâti pour la bataille qui convient à tous les partis Socialistes.
(Applaudissements)
Je ne peux pas chasser de ma pensée - et tu t’en souviens -, mon cher Rasten, et toi aussi Coutant -, dimanche nous étions à Gand. Quel beau spectacle, ce Parti Socialiste belge dans ce pays petit géographiquement. Nous sommes allés rendre hommage à un des anciens militante du Parti Socialiste belge dont le monument a été inauguré, et nous avens défilé, 50 000 Socialistes : jeunesses, pionniers, faucons rouges, femmes, beaucoup de femmes, avec leurs drapeaux rouges, avec les fanions, la musique. C’était un spectacle réconfortant. Et nous avons assisté l’après-midi, au serment que les 50 000 et en plus 10 000 ont présenté nous avons fait le serment de fidélité aux idées et au Parti Socialiste. Ce Parti Socialiste belge qui se prépare toujours pour la lutte et qui se prépare pour de grandes tâches n’est pas pour me faire oublier qu’il y a deux jours, nous avons vu à Vienne - aussi un petit payé géographique du point de vue de la population - les camarades français anglais venus à la Conférence socialiste internationale, Dans ce pays entouré de démocraties populaires, occupé par quatre des pays qu’on appelle " les Grands ", nous avons pu faire un meeting sur la Place de l’Hôtel de ville devant plus de 20 000 Socialistes rassemblés.
Et le lendemain, dans une petite localité au cœur même de la zone russe, à Heinfeld, 130 000 Socialistes le sont rassemblés, et nous avons pu crier la grande joie ce nos camarades autrichiens, qu’il n’y a pas de Socialisme s’il n’y a pas de démocratie, et vice-versa.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Nos camarades ont dit qu'ils sont libérés mais ne sont bas libres. Nous avons pu crier cela plusieurs fois, dans la zone russe, pour que tous les occupants, les uns plus que les autres, sachent que Vienne la Rouge est encore rouge, plus rouge que jamais, et que l'Autriche est toujours un pays socialiste.
Camarades de l'Internationale, voilà la conclusion que je voulais vous apporter.
Un de nos camarades de l'Internationale a demandé à un de nos camarades autrichiens : " Où est le secret de votre force ? C'est un miracle ". Et nos camarades autrichiens ont répondu tout simplement : " Pas du tout, le secret de notre force, c'est parce que le Parti Socialiste autrichien a confiance en lui-même ; notre secret, c'est que nous restons fidèles à notre doctrine socialiste, face à la classe ouvrière ; nous n'avons pas ce sentiment de complexe d'infériorité que d'autres subissent ; nous n'avons pas peur ni des uns ni des autres ; nous, Parti Socialiste autrichien, nous ne restons pas sur la défensive nous prenons l'initiative de l'attaque quand il le faut ".
(Applaudissements)
C'est parce que nos camarades belges et autrichiens ne sont pas ici que je vous apporte, pour ainsi dire, ce message de notre visite à Vienne et à Gand.
Notre camarade Guy Mollet nous a demandé de dire ce qui se passe dans les pays de chacun de nous. J'ai aussi à vous apporter un message de mon pays. Ce n'est pas un message comme celui que je viens de vous transmettre de Vienne ou de Gand, c'est un message que vous allez me permettre de lire. Mon message est de nos camarades des Asturies, qui viennent de nous envoyer la lettre que voici : " afin que vous puissiez le diffuser par presse et par radio je vous transmets le récit d'un crime horrible entre tous parmi ceux qu'on continue de commettre dans notre pays :
" Dans les Asturies, surtout dans les bassins miniers, le franquisme a détaché quelques petites brigades spéciales de la Garde civile, renforcée d'éléments choisis pour leurs instincts criminels, dans les milices phalangistes. Ces brigades commettent sans cesse d'innombrables crimes dont sont victimes les paisibles travailleurs pourtant déjà épuisés. Elles se vengent ainsi de leur impuissance à en finir avec les Groupes de guérilleros qui, malgré 11 ans de résistance, continuent de lutter pour la liberté de l'Espagne, avec des moyens extrêmement réduits mais avec un inégalable courage.
" Durant le mois d'avril, les brigades spéciales arrêtèrent, à leur propre domicile, 22 citoyens rentrant travail, pour la seule raison qu'ils étaient tenus pour militants du Parti Socialiste, et par conséquent, des coreligionnaires de ceux, qu'on ne pouvait arriver à capturer dans les Monts Asturiens. Ces 22 camarades, des districts de San Martin del Rey Aurelio, Laviana, Infiesto et des villages contigus, furent emprisonnés plusieurs jours, suppliciés, puis livrés à une effroyable mort. Les brigades de Langreo conduisirent les 22 prisonniers en un lieu appelé Pena Mayor, et dans la partie de cette sierra soumise à la juridiction du district de Laviana où se trouve un puit naturel, le Pozu Fumeres, ils les assassinèrent. Comment, en jetant les 22 malheureux dans le puits.
" Les plus favorisés moururent du choc de leur corps contre les parois ; les plus malchanceux, par surcroit de souffrance, conservèrent la vie durant quelques

jours, puits, sortaient des lamentations d'agonie qui, mêlées à une insupportable odeur, dénoncèrent la tragédie. Les bourreaux y mirent un terme en faisant éclater entre les moribonds et les cadavres, des cartouches de dynamite et en arrosant d'essence que les explosions se chargèrent d'incendier. Ils étaient sûrs ainsi que personne ne survivrait.

" Voilà un fait entre beaucoup d'autres également terrifiants, à la charge des célèbres brigades.

" Je pourrais en raconter bien d'autres, mais celui du Pozu Fumeres me parait suffisant pour démontrer la nécessité d'une ardente campagne contre des crimes horribles, ignorés en Espagne. Si le monde ne se sent pas capable d'en finir avec le régime d'oppression qui accable l'Espagne, qu'au moins il atténue la répression. Ceux qui doutent de l'authenticité du crime peuvent en avoir la confirmation en rendant visite aux orphelins et aux veuves dans les villages de Hueria de San Andrée, Barredos, Tirana, Laviana, et dans d'autres de Infiesto.

" Les larmes aux yeux et la rage au cœur, ce récit, non pour que vous le brandissiez comme un nouveau titre de gloire du Parti Socialiste, mais pour que vous protestiez et fassiez protester tous ceux qui aiment la liberté et respectent le droit des gens, tous ceux qui ont lutté contre le fascisme et le nazisme et qui tolèrent encore après sa défaite, le rejeton bâtard qu'est le franquisme, plus cruel et plus insupportable encore que les régimes italien et allemand qui l'engendrèrent.

" Nous avons déjà dit que, connaissant bien l'auteur de cette lettre, nous répondions de l'authenticité du récit. Mais si quelqu'un a le moindre doute, le texte transcrit donne des moyens de contrôle à travers les parents des victimes, nous savons bien que ce contrôle n'est pas à la portée de n'importe qui citoyen, car les enquêteurs pour eux aussi trouver leur tombe au fond du puits où la dynamite et l'essence feraient vite cesser leurs lamentations.

" Mais il en est qui peuvent faire cette enquête sans risque, qui doivent la faire comme une impérieuse obligation morale : les Ambassades des nations démocratiques à Madrid C'est ce que nous demandons à leurs gouvernements respectifs, et pour répondre aux appels tragiquement anxieux des Asturiens, nous sollicitons des journaux et des postes de radio qu'ils se fassent l'écho de notre requêtes que les partis politiques et les organisations syndicales y souscrivent et s'adressent aux collectivités similaires d'Europe et d'Amérique pour réclamer qu'elles exigent de leurs gouvernements cette intervention imposée par la solidarité humaine. Nous aurions ainsi au moins un indice de ce que la tragédie du peuple espagnol émeut le monde, le monde qui en porte la responsabilité, et de ce qu'on ne nous condamne pas à la froid indifférence universelle, comme si nous étions un peuple honni, poursuivi par la malédiction pour avoir versé plu de sang que tout le monde pour défendre la Liberté.

" Faisons résonner dans les âmes gouvernementales du monde civilisé, les clameurs déchirantes qui sortirent du Puits Pena Mayor, jusqu'à ce que les explosions et les flammes imposent un lugubre silence à la montagne sanglante,.

" La tragédie du Puits Fumeres n'est pas un fait isolé, pas davantage le couronnement d'une période répressive. Les brigades spéciales, bandes de bêtes fauves en uniforme, mélange de barbarie et de sadisme, continuent à agir.
" La nuit du 9 Mai, un de ses directeurs et inspirateurs, Juan Falechosa Vasquez, chef local des milices phalangistes à San Martin, qui se vantait de dizaines de crimes commis ou suggérés par lui, fut tué à coups de fusil par un groupe de guérilleros. Les brigades spéciales, trois lâches pour franchir la montagne et affronter les guérilleros, car elles ne pourraient pas se prévaloir devant eux de leur traîtrise, parcourent de village en village les zones 1ères des Asturies, sortent de leur domicile tous ceux s'honorent du titre glorieux de socialiste, et, dans leur implacable soif de vengeance, les emmènent sans en laissant aucune trace. Dans quel puits sinistre auront-ils été eux aussi ?
" Que Paris, Londres, Washington nous entendent. Que Rome et Bruxelles nous entendent, ainsi que La Havane, Montevideo, toutes les capitales qui maintiennent des relations diplomatiques avec le régime franquiste. Qu'on nous entende et qu'on notifie à Franco qu'on ne peut plus accepter les cruautés qu'il autorise et qu'il ordonne.
" Travailleurs du monde, forcez les portes de vos gouvernements, pour leur remettre ce message, débordant de colère et de douleur. "
Camarades, quels crimes avons-nous commis en Espagne ? Parce que nous avons fini la guerre sans défaite militaire, nous continuons dans cette situation.
Notre crime a été de défendre la liberté en Espagne pendant trois ans, avec les armes à la main.
Notre crime est d'avoir, pendant trois ans, les armes à la main, défendu l'indépendance de notre pays.
Notre crime c'est de défendre la République, si le Peuple avait votée librement, et l'avoir défendue les armes à la main.
Nous sommes déjà fatigués de demander aux gouvernements de tous les pays d'en finir avec cette situation. Mais si nous ne pouvons pas empêcher que les gouvernements de tant de pays serrent la main à un homme aux mains ensanglantées de crimes, nous avons le droit de vous demander, à vous, Socialistes français, à vous, camarades de l'Internationale, à la classe ouvrière, à tout le monde, de faire le possible pour empêcher que ces crimes continuent en Espagne. Nous faisons appel à cette Europe démocratique et socialiste qui est en train de se former pour qu'elle nous aide,, pour en finir avec les bourreaux, les sanguinaires que connaît l'Europe. Merci, Camarades !
(Applaudissements prolongés. Chant de l'Internationale.)

Le Président
Au nom du Congrès tout entier, je remercie les Camarades de l'Internationale, notamment ceux qui, parmi eux, sont les plus malheureux. Je les remercie d'avoir apporté à ce Congrès le sentiment de ses responsabilités internationales.
Je les remercie et je pense à ceux qui n'ont pu venir ; je pense aux absents et à ceux qui ne sont pas encore admis dans l'Internationale, et qui sont piétines par le totalitarisme dans l'Europe orientale.

Fondation Jean Jaurès

Je pense au valeureux peuple grec, au peuple espagnol encore victimes des conflits impérialistes qui considèrent les peuples comme des pions sur l'échiquier.
Au nom du Congrès tout entier, je suis persuadé de pouvoir assurer les délégués des Partis frères, que nous avons chaque jour un peu plus, le sentiment d'une solidarité qui ne pourra plus, maintenant, se disperser.
Camarades, cette atmosphère vient d'être ramené à sa juste valeur.
Ce sont tous les prolétaires d'Europe et du monde qui devraient être unis pour se débarrasser de l'impérialisme capitaliste et de l'impérialisme totalitaire qui menacent aujourd'hui la paix du monde et la liberté
Tout le Comité directeur a fait un pas en avant, au cours des derniers mois, dans une Marche vers la reconstitution d'une véritable Internationale.
Je crois pouvoir dire, pour simplement évoquer les difficultés passées, qu'il y en aura encore.
Les Camarades de la fédération de la Seine ont accueilli dans leurs rangs les Espagnols, les Grecs, les Yougoslaves, les Polonais qui ne sont pas gouvernementaux. Ils les considèrent comme des frères, comme les mêmes combattants pour la démocratie socialiste internationale. Les Socialistes de la fédération de la Seine ont été à la tête de la constitution du mouvement pour les Etats unis Socialistes d'Europe. Ils seront à la tête avec vous tous, pour la prochaine étape : le grand Congrès socialiste international, où tous les problèmes, qui sont les mêmes en Angleterre, en Espagne, en Allemagne, en Autriche, devront être examinés dans la liberté absolue et s ans préjugés parce que tel ou tel Parti est malheureux ou faible. Ce n'est pas une raison suffisante pour croire qu'il est bon que d'autres dans certains milieux difficiles. Il au contraire à souligner que les militants Socialistes, fidèles à la démocratie de l'Internationale, ont plus mérites que les autres.
Au nom du Congrès, à tous les représentants de l'Internationale, je dis à l'année prochaine, au Congrès constitutif démocratique de la véritable Internationale Socialiste.

(Séance levée à 20 h 15. Séance de nuit à 22 h.)

Vendredi 2 juillet 1948 (Séance de nuit)

Président : Paul Ramadier
Assesseurs : Guillet (Gironde), Mme Malroux (Tarn)

Le Président - Il faut que nous en finissions ce soir avec le débat sur la politique extérieure ; 14 orateurs sont inscrits ; il est donc nécessaire de décider la clôture de la liste orateurs et de limiter le temps de parole à 10 minutes. Pas d'oppositions ?
(Adopté)

Léon Boutbien, Rapporteur

Chers camarades,

Le Congrès a eu la bonne idée d'offrir, en prélude au débat de politique générale, le rapport de la commission internationale du Parti. J'ai l'intention de fournir un rapport détaillé des principaux événements qui avaient marqué l'activité internationale au cours de cette année.

Il apparaît que pour des raisons d'horaire, cet exposé ne peut être fait dans ces conditions, et je vais essayer de résumer les principales questions qui ont marqué l'activité internationale, en m'excusant par avance si, certains points, je suis obligé d'être très bref, en priant le Congrès de ne pas considérer la brièveté sur certaines questions soit comme une indifférence de ma part, soit comme une volonté de ne pas informer suffisamment le Parti de ces questions. La tâche que vous nous avez confiée l'an dernier était de faire tous nos efforts pour reconstruire une Internationale ouvrière socialiste. J'avoue que l'idée même de reconstruire une Internationale ouvrière socialiste n'est pas, en soi idée originale, mais qu'il apparaissait plus que jamais nécessaire, après le désarroi causé par cette guerre, de rassembler, l'ensemble des Socialistes du monde et de permettre un regroupement efficace et agissant qui soit cette fois capable de créer les conditions d'un monde meilleur. Dani cette question, nous n'avons jamais manqué d'enthousiasme. Mais en matière internationale, il ne faut pas éveiller d'illusions ; il ne faut pas non plus croire que la réalisation de programmes internationaux soit chose facile, et il faut avoir de la patience et de la persévérance pour arriver au but.

Aujourd'hui, après une année riche d'expérience, on peut dire que la reconstruction de l'Internationale a fait de très nets progrès, qui se situent dans une meilleure organisation des Conférences internationales.

La conférence de Zurich en 1947 avait posé la question devant l'opinion socialiste internationale, de la reconstruction de l'organisation.

La conférence d'Anvers a abordé cette discussion en septembre 1947. Mais il est apparu très rapidement un certain nombre de difficultés qui rendaient impossible une réalisation immédiatement désirée par notre Parti, de l'Organisation socialiste internationale. Et ce, pour de nombreuses raisons ; toujours d'abord, du côté du Labour Party, il y avait incontestablement la volonté de ne pas presser la réalisation de la reconstruction de l'Internationale. Un certain nombre d'autres pays, sur le plan politique aux extrêmes même de la vie internationale comme la Hollande, la Tchécoslovaquie estimaient qu'il n'était pas possible de reconstruire une organisation internationale avant qu'une large discussion ait permis à en établir les statuts et permis de montrer l'identité de vues entre les différents partis Socialistes.

D'autres pays comme la Grèce, la Palestine, se trouvaient dans des conditions particulières tellement difficiles, qu'ils ne pouvaient concevoir l'organisation d'une Internationale, que dans la mesure où tous les partis, Socialistes s'engageraient à respecter les décisions prises par cette conférence, et vous comprenez très facilement les difficultés pour les gouvernements ou pour les

pays qui sont essentiellement Socialistes, à accepter en quelque sorte une discipline internationale dans ces conditions.
Mais il y avait d'autres difficultés, d'ordre beaucoup plus général. Il apparaît nettement au sein des conférences internationales, et sans vouloir donner à classification une valeur absolue et définitive, que l'on peut classer les différents partis qui se réclament du Socialisme dans le monde en cinq grandes catégories de partis, dans les circonstances présentes.
Je mets tout d'abord de côté les partis extra-européens et nous avons la joie de connaître actuellement une Internationale qui n'est plus comme la Seconde Internationale, uniquement européenne, mais qui étend ses ramifications en Afrique, en Amérique, en Asie ; mais ces Partis n'ont pas encore a une importance décisive dans leurs propres pays, et sont en phase de préparation, de maturation, et ne jouent pratiquement aucun rôle sur le plan international.
Il y a une seconde catégorie de partis qui se caractérisent par leurs vieilles traditions réformistes. Ils ont une influence directe, réelle, sur la classe ouvrière de leurs pays ; ils exercent les responsabilités gouvernementales, mais avec eux, la classe ouvrière ne connaît pas d'opposition, et les mouvements communistes, dans ces pays, sont sans efficacité : la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, Suède, Norvège, Danemark. Quand ils abordent la réalisation d'une Internationale, c'est à travers leur expérience partagée et ce qui domine leur détermination, c'est surtout de ne pas nuire à leurs propres réalisations.
Une troisième catégorie de partis se situe sur l'axe occidental, dans laquelle on retrouve la tradition ouvrière, qui peuvent ou non participer aux responsabilités gouvernementales, qui ont le plus souvent à faire face à une opposition communiste dans leur pays et qui, comme la Belgique, la Hollande, la Suisse, le Luxembourg, la France et l'Italie, du fait même de leurs préoccupations intérieures, de leur situation, consentent plus que les autres à être internationalistes, à accepter une limitation de la souveraineté nationale de leurs pays, au profit d'une organisation internationale.
Ne vous faites aucune illusion : le mouvement socialiste international n'est pas nécessairement, pour autant international dans tous les cas ; et cela ne facilite pas la solution des problèmes.
Une quatrième série de partis se développe sur l'axe oriental ; elle est en voie de progressive disparition. Le groupe les représentations Socialistes des pays de démocratie populaire par suite de la politique du Kominform, la politique d'éloignement a été appliquée dans ces pays. Bien entendu, ces partis ont progressivement disparu des Conférences Socialistes internationales. Je reviendrai sur cette question car elle mérite de soi lever chez nous une discussion sur le fond.
La cinquième catégorie de partis est la résultante des vestiges du fascisme dans le monde. En même temps que l'apparition sur la scène mondiale, de nouvelles forces totalitaires qui obligent les esprits libres à connaître le chemin de l'exil et de l'émigration politique, cette catégorie sauf pour l'Espagne, n'est pas encore admise dans l'organisation internationale.

Fondation Jean Jaurès

Si vous voulez envisager les efforts qui ont été entrepris, vous pouvez constater que de la libération jusqu'à la conférence du 22 mars à Londres, on a assisté à une extension géographique progressive de l'organisation internationale. Les premières conférences étaient, en quelque sorte, un simple rapprochement entre Socialistes des pays alliés. Les conférences qui suivirent virent apparaître les payé neutres. Enfin, à Anvers, on admettait la Social-démocratie allemande et un certain nombre d'autres partis de l'Europe orientale. Il y eut ensuite une phase de clarification politique au sein même de ce regroupement, et cette clarification aboutit au départ des partis Socialistes de l'est européen.
On est quelquefois gêné pour aborder l'étude de cette question, tout au moins si on ne voulait pas s'arrêter à une définition de pure forme et à essayer de voir le contenu.
Je suis convaincu qu'on pourrait trouver des explications intéressantes pour notre propagande quotidienne, car l'expérience que viennent de vivre nos camarades de l'est européen n'est pas seulement une arme de lutte contre certaines formes de totalitarisme dans le monde : c'est l'échec d'une expérience ouvrière.
Si un homme neutre, qui aurait ignoré la Russie soviétique, se serait promené dans ce pays, s'il a oublié qu'il était sous la domination communiste ou non, mais s'il s'était simplement attaché à chercher quelles étaient les conditions de la vie ouvrière dans ce pays, les conditions d'expression de la liberté, il serait rapidement arrivé à conclusion que ce système exprimait des formes d'oppression particulièrement brutales et que la condition ouvrière s'y trouvait défavorisée par rapport aux autres pays.
Je fais abstraction de toute polémique sur le Communisme : j'essaie de l'analyser en fonction de la situation des ouvriers dans ces régions. Je m'aperçois que le standard de vie de la population y est très bas ; que dans les pays comme la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie, le standard de vie de l'ouvrier est très faible et bien au-dessous du minimum vital indispensable ; le droit de grève y est interdit, et le syndicalisme a changé de caractère : il n'est plus un organisme de défense, de revendication ouvrière, il devient un nouveau système d'oppression au service de l'Etat. Quand on va plus au fond des choses, on s'aperçoit que l'économie du pays est singulièrement organisée, et l'étude économique du système sert grandement à expliquer certains événements récents qui viennent de se produire en Yougoslavie. L'URSS n'accepte conclure avec ces pays que des pactes bilatéraux. L'économie de ces pays s'est trouvée placée dans un état de sujétion complète à l'économie soviétique ; ces pays sont tributaires de l'économie soviétique et on leur enlève toute possibilité d'avoir un développement, un rendement industriel ou commercial véritablement autochtone.
Il est curieux de voir que l'on importe en Roumanie le coton brut qu'on transforme sur place, jusqu' à en faire du fil ; quand il est arrivé à un degré de production semi-fini, le fil repart vers l'URSS où il est achevé. Dans ce stade intermédiaire, c'est là qu'est la possibilité de l'exploitation la plus facile. Comment s'effectue-t-elle ? L'équipement technique est insuffisant ; on a

Fondation Jean Jaurès

recours à une forme de " sur-travail " humain qui représente sous un aspect démagogique ces brigades volontaires de travail, l'utilisation des détenus politiques, un stakanovisme appliqué autour du principe de l'Etat. Tout cela crée les conditions d'une " sur-exploitation " humaine qui peut être comparée au phénomène de colonisation pure et simple de n'importe quel régime impérialiste.
(Applaudissements)
Ce qui est grave, c'est que, dans le cadre même de cette économie, l'ensemble est entre les mains des soviétiques mixtes " soviéto-national ".
Cette nationalisation, qui s'est effectuée sans aucune espèce de garantie démocratique, qui a permis l'emprise de l'Etat sur la vie économique du pays, cette nationalisation a ruiné définitivement les possibilités d'expression humaine démocratique. C'est là où l'on sent qu'une nationalisation risque d'être une arme dangereuse si elle ne s'accompagne pas d'un contrôle ouvrier, démocratique, dans la gestion même.
(Applaudissements)
Les " commissions ", qui n'étaient pas plus fortes que les autres au moment de la libération, ont eu l'appoint de cadres venus des SI pour les soutenir. Ces cadres et la présence de l'armée rouge ont donné une accession rapide au parti communiste, parce qu'il a su grouper autour de lui les opportunistes bourgeois, en même temps qu'un certain nombre de collaborateurs.
Dans ces pays, que j'ai visités les tins après les autres, sur lesquels je pourrai rapporter des anecdotes typiques, que se passe-t-il en définitive ? On peut dire notamment que ces démocraties ne sont démocratiques que de nom, et populaires que de nom, car il est curieux de constater les réactions de la population. Je n'ai pas le temps vous rappeler toutes les réflexions qui ont été faites, on peut dire que dans les pays comme la Tchécoslovaquie, aujourd'hui 80% de la population est hostile ; en Roumanie 90 à 95% est hostile ; et ce ne sont pas les tenants de l'ancien système : ce sont les ouvriers qui se sont aperçus qu'ils ont été trompés.
(Applaudissements)
Du fait même de cette situation, je vous raconterai un exemple ; je crois que le témoin oculaire est dans cette salle ; il s'agit d'une révolte dans une usine textile, dont les ouvriers étaient allés présenter une réclamation au directeur, qui était communiste. Ils ont été chassés par les gardes ; ils se sont rebellés ; le directeur a pris la fuite pour aller rejoindre le siège du parti communiste, il s'est armé d'une mitrailleuse et a fait feu sur la foule. Les ouvriers qui sont arrivés en le poursuivant ont néanmoins attaqué ; une ouvrière a réussi à désarmer cet homme et l'a assommé à l'aide de la crosse de la mitrailleuse.
Le gouvernement a considéré que cette révolte partait atteinte au prestige, et les ouvriers, dont plusieurs avaient été tués, les autres arrêtés et transférés en prison, ont été condamnés à 5 ou 10 ans de bagne, pour avoir manifesté une revendication légitime.
En Tchécoslovaquie, savez-vous ce que réclament les ouvriers qui viennent de France, d'Angleterre ? Ils réclament qu'on leur envoie des médecins qui sachent

calmer l'angoisse et la peur. Ils nous disent : nous n'avons plus, de chaussures, plus de textiles, 100 grammes de viande fraîche tous les 15 jours.
Ce sont là des chiffres, des faits, des documents, Vous comprenez que, dans ces conditions, indépendamment même de savoir quelle est l'étiquette qu'on colle sur un tel système, nous ne pouvons pas confondre le Socialisme avec la démagogie.
(Applaudissements)
C'est alors qu'est née l'émigration qui, à son tour, pose des problèmes difficiles, des drames humains.
Voilà des hommes qui se retrouvent dans l'émigration après avoir combattu dans la résistance de leur pays, après avoir porté les armes contre Hitler, détruit les vieilles classes dirigeantes ; ils risquent de rencontrer à nouveau ceux contre lesquels ils s'étaient battus. Ils rencontrent des Américains qui considèrent que parler des nationalisations est aussi indécent que de parler de vouloir coucher avec sa grand-mère.
Il est évident que le problème de l'émigration va poser un problème fondamental pour le mouvement socialiste car nous devons exiger que les mouvements Socialistes en exil gardent leur autonomie et ne se confondent pas avec les autres mouvements qui peuvent se trouver dans l'émigration. Nous pouvons aussi leur demander de ne pas être un facteur d'agitation et de préparation à la guerre. Nous pouvons leur demander aussi d'avoir confiance dans la destinée du Socialisme international.
Mais alors, il s'impose dès à présent, pour tout le Parti, nos sections, fédérations, nos camarades, un devoir de solidarité. Le Parti doit accueillir, héberger, nourrir et procurer du travail à des milliers d'hommes qui arrivent tous les jours dans ce pays. La solidarité doit être agissante et active, et cela suppose une participation globale du Parti.
Ce simple énoncé de difficultés vous montre combien il nous a été difficile de répondre à l'appel que le Congrès avait fait de reconstruire le plais rapidement possible l'Internationale. Aujourd'hui, un pas a été franchi depuis Anvers. D'ores et déjà, si l'Organisation Internationale n'est pas reconstituée, un Comité permanent pour les conférences internationales assure le lien entre tous les partis Socialistes du monde.
On assiste même - et Grumbach ne me démentira pas - au fait qu'à Vienne, le secrétariat voulait s'approprier pouvoirs exorbitants car rapport au problème de l'organisation internationale. Il ne faut pas presser le mouvement plus qu'il ne peut aller, mais faire tout ce qui est possible pour ne pas le retarder.
Nous avons eu à résoudre un certain nombre de difficultés particulières, sur lesquelles je ne m'étendrai pas, mais que je dois signaler au Congrès car elles ont soulevé des controverses stupides, inexactes, injurieuses, au sein du Parti : on avait tendance à considérer que les représentants du Parti avaient certaines préférences qu'ils voulaient faire passer avant les considérations générales qui étaient celles du Parti !
Llopis a démontré que, sur la difficile question espagnole, la Commission unanime et sa représentation à étranger, a toujours fait un effort dans le sens que

lui a dicté le Congrès. Le problème espagnol est d'ores et déjà réglé. Il a été difficile à l'être, car pendant longtemps, la question de savoir quelle serait la fraction du Parti Socialiste espagnol qui était véritablement représentative du mouvement socialiste espagnol, avait été posée. Pendant un certain temps, les efforts internationaux avaient consisté à tenter de réunir les deux fractions ; ces efforts ont échoué. De Brouckhere lui-même, à Zurich et Anvers, a été obligé d'arriver à une conclusion à cause de l'injustice que cela pourrait créer, quant à savoir quelle organisation détenait légitimement le pouvoir.

Nous nous sommes arrêtés à savoir quelle était la fraction qui était la plus efficace à l'intérieur de l'Espagne même. Sans donner les raisons de notre choix, la Commission unanime, à l'exception du Camarade Pros (Pologne) qui s'abstenu, a décidé de reconnaître l'organisation représentée par Pères et Llopis, comme la fraction représentative du Parti espagnol.

Le fait d'avoir reconnu une organisation socialiste espagnole n'est pas la fin de notre travail. Vous avez été émus par la poignante lettre que nous a lue Llopis. La solidarité doit être active et agissante en faveur de l'Espagne républicaine, car sa situation est telle qu'il lui faut, incontestablement, une aide internationale si elle pouvoir continuera vivre.

Je n'ai pas le temps de faire l'exposé de la situation intérieure en Espagne ; mais vous devez savoir que le maintien ou le départ du régime franquiste dépend de l'altitude que prendront les gouvernements de savoir s'ils aideront ou non l'Espagne franquiste.

Je sais que le problème espagnol n'est plus espagnol, et qu'en définitive, il est vu à travers l'américanisme anti-soviétique. Ce qu'il y a de sérieux, c'est que la menace qui pèse actuellement sur l'Espagne ne vient pas que d'un seul côté. On ne peut pas seulement dire que l'Amérique favorise le maintien du capitalisme en Espagne ; il y a des choses plus graves et plus sérieuses et sur l'échiquier international, qui pourra connaître la vérité réelle ? Certaine duplicité confondra beaucoup de gens ; car nous savons que le Dr. Peron, de l'Argentine, a consenti un prit important au franquisme ; la solidarité des dictateurs entre eux est évidente, agissante. Et Prieto, à Porto, au début de ce mois, laissait entendre que derrière cet accord, et en fonction d'une hypothèque d'une politique internationale beaucoup plus large, il y aurait peut-être derrière cet emprunt, quelque chose de plus. Mon vœu, c'est que, lorsque la République espagnole aura retrouvé ses droits, elle sera en même temps en mesure de récupérer l'or qui se trouve actuellement à Moscou.

(Applaudissements)

Aider la République espagnole c'est en même temps, manifester notre solidarité agissante de tous les instants, pas simplement par des vœux, des protestations.

Nous sommes fatigués de ces protestations ; alors je dis très nettement : si une organisation internationale doit avoir une action, elle le peut, car nous ne sommes pas les seuls dans cette organisation internationale ; et peut-être que nous voudrions voir modifier la politique certains gouvernements vis à vis de l'Espagne.

Collection Jean Lafitte

Je pense à un autre problème particulièrement douloureux, lui aussi : celui de la Palestine. Vous pensez que l'ampleur de cette question ne peut pas laisser étranger l'opinion socialiste. J'ai l'intention de l'aborder et de donner notre position sur la question.
Devant le droit international, devant la morale internationale, la position et les revendications des juifs sont irréprochables. Le peuple d'Israël ne se présente pas à nous comme un inconnu ; des engagements internationaux formels, solennellement pris, ont admis la justesse de cette cause.
Cette cause, camarades, n'a-t-elle pas été sanctifiée par le sang de six millions de Juifs morts dans les fours crématoires d'Auschwitz ou tombés dans les combats contre les troupes hitlériennes, et aussi ceux qui sont tombés dans les troupes alliées, la fameuse Brigade juive. Mais il y a plus : par leur labeur, les Juifs ont créé en Palestine un état moderne nouveau, et ils ont transformé un désert en région fertile. Ils ont contribué, sur place, à de véritables réformes, dont nous pouvons dire qu'ils ont le droit d'en être fiers. Car si " Istraduk " est un rassemblement des ouvriers, il est un rassemblement des consommateurs. Ils ont créé là-bas une organisation sociale et nous ne pouvons pas aborder cette question sans tenir compte de cette réalité.
C'est pourquoi, ce problème étudié par plusieurs Commissions, a reçu une solution par le quorum des Nations Unies. L'ONU a décidé de partager la Palestine en deux parties, avec zone neutre : Jérusalem, commun aux Musulmans, aux Juifs et aux Chrétiens. Pour la première fois, Russes et Américains étaient d'accord pour reconnaître cet étal de choses. Et les Juifs ont mis leur espoir dans le fait que cette décision serait respectée et maintenue. Le 15 mai, après que le mandat britannique eut pris fin sur la Palestine, ils ont constitué leur gouvernement, à la tête duquel se trouve un de nos camarades Socialistes. Ce gouvernement provisoire a pris toutes les mesures pour sauvegarder l'ordre sur le territoire qui lui était attribué. Pendant ce temps - et il faut le dénoncer - les autorités britanniques, au fur et à mesure qu'elles quittaient le territoire palestinien, livraient les armes aux Arabes, et les positions stratégiques. C'est ainsi qu'ils ont livré des armes à des hommes comme le Mufti et comme Petzichaoutohi, collaborateurs de l'Allemagne hitlérienne.
La question des peuples ne joue pas. Cette région est riche en gisements pétrolifères extrêmement importants ; on cherche à garder la domination sur cette région, en fonction des richesses du sous-sol. La responsabilité de l'Angleterre est double, car les Anglais ont encouragé le départ des Juifs après la guerre de 1914/1918. Aujourd'hui, ils ont estimé qu'une minorité juive était insuffisante et qu'il valait mieux s'appuyer sur des féodaux arabes qui, malgré tout, peuvent être plus facilement manœuvrés.
Quand nous abordons ces problèmes, nous ne voulons pas confondre la masse du peuple arabe qui pense comme nous, qui mène son combat particulier avec un certain nombre d'éléments d'une politique internationale qui fait d'eux aussi une victime.
Je considère qu'il est indispensable qu'en face de la situation qui risque de mettre le monde dans une situation dramatique, notre pays prenne la décision de

reconnaître le nouvel Etat d'Israël, et qu'une motion votée par ce Congrès en décide ainsi ; ceci, pour éviter une extension à une situation qui risquerait d'être particulièrement grave et dramatique.
Il y a aussi d'autres problèmes qui nous préoccupent qui sont particulièrement tragiques. Je n'oublie pas la situation de la Grèce quoique dans le monde actuel, il y a la possibilité de définir d'une façon socialiste de qui pourrait être une 3e force. Je ne connais pas d'exemple meilleur que celui qui nous est offert actuellement par nos camarades de Grèce, parce qu'à la fois ils sont pourchassés par Sophoulis, ils n'ont aucune possibilité de réunion, de diffusion de journaux, ils n'ont plus la possibilité de se déplacer à l'étranger ; leurs femmes sont arrêtées comme mesure d'épuration ; ils ont refusé de jouer le jeu qui consiste à dire qu'il y avait une menace pan-slave dans leur pays.
Il y a quelque chose de plus : la dictature monarcho-fasciste qui s'est établie alors que les Grecs sortaient d'une résistance où ils avaient mérité l'estime du monde entier. Leur situation est particulièrement douloureuse et dramatique.
Nous recevons des lettres qui disent : " Nous regrettons et avons l'impression que le Labour-Parti et la SFIO nous oublient ".
Et pourtant, toute notre action, tous nos efforts étaient basés sur les résolutions votées en assemblée générale à Zurich, (Tu t'en souviens, Grumbach ?) où nous exposions la véritable position des Socialistes. Nous demandions le retour aux libertés pour ce peuple, la suppression du régime monarcho-fasciste ; nous demandions que soient garanties l'intégrité, la sécurité et l'indépendance du peuple grec.
Les véritables mouvements qui se déclarent progressistes dans le monde sont ceux qui considèrent, comme le disait Philip à la conférence de Vienne, l'homme, non pas comme un moyen, mais comme une fin, alors que les mouvements de droite considèrent l'homme comme un moyen.
On peut dire que sur le plan international, on peut faire une définition qui s'applique rigoureusement ; vous sentez bien qu'il ne s'agit pas de dire : je suis pour les Américains ou les Russes ". Il y a des cas particuliers ; la solution est dans l'organisation d'un Socialisme démocratique efficace qui reste sur la position de classe, de la classe ouvrière et qui, parce qu'il est en butte aux forces totalitaires, ne cherche pas à favoriser la restauration de la monarchie, et qui, parce qu'il est en butte avec les forces d'oppression russes, devient en quelque sorte l'adversaire des revendications et des réformes nécessaires pour la classe ouvrière.
Il y a encore d'autres questions. - Je ne sais pas si vous me permettez d'avoir encore cinq minutes. - L'organisation des travaux du Congrès a télescopé le rapport sur la situation internationale ; il faut un minimum de temps pour analyser les éléments.
J'aurais voulu vous parler de la question italienne, car si on compare habituellement l'Italie à la France aux réalisations politiques, il y a un certain nombre de dissemblances sur lesquelles il faut insister.
Il n'y a pas, en Grèce, de danger militaire par un général issu de la Résistance. La situation de l'Italie ne l'avait pas permis. Il n'y a pas, en Italie, la possibilité

de confondre la démocratie chrétienne avec le MRP de France. Nous ne pouvons pas oublier que la présence du Vatican en Italie n'est pas la présence d'un mouvement qui favorise progrès social, et qu'en définitive, la position de la démocratie italienne en Italie est déterminée par les intérêt capitalistes que représente le Vatican, et par les intérêts idéologiques que l'église catholique a dans le monde, et qui cherchent à éviter l'extension du progrès socialiste dans le monde.

Nos camarades qui ont engagé une bataille difficile, ont été engagés dans une collaboration avec les communistes. Si les communistes et les Socialistes avaient joué avec les mêmes cartes, leur tactique se défendait. Mais le drame est qu'il y en a qui ont joué avec des cartes ordinaires et d'autres avec des cartes biseautées, et que c'est moins une erreur de base qu'une erreur de tactique qui est la suite des évènements que nous avons vus.

Nous avons essayé de réunir autant que nous l'avons pu, les différentes factions du mouvement italien. Saragat lui-même est venu-nous trouver avant Anvers. Son message disait :

" Si le Parti Socialiste italien s'engage à ne pas faire de liste homogène avec le parti communiste, aux prochaines élections nous reverrons la question et entrerons dans la voie de l'unification. " Saragat disait lui-même : " Je suis prêt à me retirer ".

Après s'être " éperdus " dans cette politique, nos camarades du Parti Socialiste italien ont continué à commettre un certain nombre d'erreurs impardonnables.

Quand Grumbach leur a demandé s'il était vrai qu'ils avaient envoyé un télégramme de sympathie à Fierlinger pour sa réussite en Tchécoslovaquie, ils se sont abstenus de répondre. Quand ils ont quitté le Comisco, ce fut la même chose. Il y avait des préoccupations électorales là dessus, ils ne voulaient rien faire quelques jours avant les élections. Mais ils ont pu se rendre compte eux-mêmes que, dans leur expérience, ils ont été les dindons de la farce.

Nous assistons à un regroupement du Socialisme italien. A Gênes, la motion Lombardo triomphe sur Nenno ; elle signifie que 70% du Parti Socialiste italien était hostile à la fusion avec les communistes. Si la solidarité s'était manifestée, nous aurions peut-être pu l'éviter, à la veille de la campagne électorale, le parti italien n'avait pas les moyens financiers de faire campagne électorale et était obligé de chercher, par les syndicats et coopératives de consommation, des moyens la faire. Et la condition posée par ces syndicats et coopératives, c'était précisément une liste homogène avec communistes.

La question italienne n'est pas encore réglée, autour de Lombardo et Silone ne constituait un mouvement italien, si autour de Saragat se retrouvaient les deux courants de pensée de la vieille équipe, il y a une chose vers laquelle nous devons tendre : c'est qu'après l'échec qu'ils viennent de recevoir aux élections, nous devons souhaiter ardemment : c'est que le Congrès d'unification de toutes les forces Socialistes en Italie connaisse le plus grand succès, et qu'après une expérience, les frères qui s'étaient séparés momentanément se retrouvent pour agir ensemble. Ils ont beaucoup faire. Matteotti nous le signalait ; il ne faut pas que le Communisme s'aveugle pour ne pas considérer les dangers qui menacent

la classe ouvrière italienne si elle ne fait pas front contre les dangers d'une fraction cléricale et capitaliste.
J'en arrive à la conclusion, qui est un peu de pessimisme et beaucoup d'espoir.
Un peu de pessimisme, car dans le monde modem si riche en paradoxes, de contradictions, d'impuissance, nous avons bien l'impression qu'aujourd'hui le monde change de sens et les gens malins, ceux qui, sur le plan international, croient ou spéculent sur l'inévitabilité de la guerre, commettent une erreur grave ; ceux qui acceptent la fatalité la guerre acceptent déjà l'idée de la guerre. Et puis, nous savons que la première victime de la guerre, c'est d'abord la vérité et quand la vérité est vaincue, il n'y a plus de possibilité, pour les Socialistes, de faire comprendre aux peuples l'erreur dans laquelle ils tombent.
Quand vous-vous êtes engagés dans la guerre de 1914, l'objectif était clair. Nous nous sommes engagés dans la résistance dès 1939, l'objectif était clair : abattre Hitler. Aujourd'hui, le paradoxe du monde moderne c'est que, quel que soit le clan que vous choisissez, Américains et Russes, et dans l'éventualité même d'un succès de l'un à l'autre, dans les deux cas, après leur victoire, ils se retrouveraient dans des conditions de structure telles qu'ils seraient incapables de reconstruire le monde ; plus malins auraient été des dupes. Nous verrions des venues de l'Orient sous le drapeau des démocraties populaires et d'autres sous le drapeau de la démocratie occidentale. Est-ce que le combat des démocraties socialiste est dans les aspects formels des questions, ou se situe dans la défense des conditions ouvrières ? Cette guerre moderne qui peut arriver, avais-je raison de dire que ceux qui croient qu'elle est inévitable se trompent ?
Les récents événements de Yougoslavie viennent démontrer qu'une démocratie populaire cesse d'être populaire pour devenir un Etat national communiste. Sur ce point, la condamnation de fond sur le régime Tito est valable pour toutes les autres démocraties populaires.
Ce qu'il y a de grave et de réconfortant : de grave parce qu'un pays qui a voulu créer une fédération des peuples avec la sécurité de ce pacte bilatéral, se trouve exclu ; ce qu'il y a de réconfortant, c'est qu'une démonstration de plus est faite, et qu'ils sont incapables de maintenir éternellement leur monopole et leur domination.
Ce qu'il y a de plus grave derrière tout cela, c'est qu'il y a peut-être derrière ce plan, une préparation méthodique à la guerre qui est faite. Cette politique de l'artichaut, pratiquée par l'Autriche-Hongrie et Hitler, mène à la catastrophe.
Je pense qu'il est indispensable que nous redoublions d'efforts sur le plan socialiste international et que nous créions les conditions de la paix. En matière de socialisée international, les fruits mettent longtemps à mûrir. Il ne faut pas que notre tentative de reconstruction de l'Internationale se termine comme la première Internationale, avec les luttes de Paris, comme la Seconde Internationale, avec la guerre de 1939. Si nous voulons rester fidèles au message qu'attendent de nous l'ensemble des partis Socialistes du monde, il faut prendre résolument l'avant-garde d'un combat libératoire non pas seulement, pour nous, mais pour l'ensemble des pays opprimés par les forces totalitaires.
(Applaudissements)

André Philip (Rhône)
Nous abordons ce soir le problème le plus important et le plus grave de toutes les discussions de notre Congrès. Je tiens à dire tout de suite, en commençant, que je suis du même avis que la conclusion de Boutbien, qui a dit que notre tâche essentielle, à l'heure actuelle, doit être et avant tout, la reconstitution de l'Internationale
A l'heure présente, et ce n'est que récemment que nous-mêmes en avons véritablement pris conscience, tous les problèmes se présentent sur un plan international. Aucun d'entre eux ne peut être résolu dans un cadre national, et il n'est pas possible de construire le Socialisme ou défaire une expérience socialiste dans le cadre de nos petits Etats occidentaux parce que les problèmes à résoudre débordent de beaucoup le cadre de nos Nations. C'est dans la mesure où nous agissons sur le plan international que nous pouvons résoudre nos difficultés, et je voudrais que de ce Congrès, sorte notre résolution, un appel au pays qui lui définisse les vrais problèmes à résoudre, les conditions de solution de ces problèmes, et qui fasse véritablement dans ce pays encore apathique, découragé, dégoûté par suite des désillusions nous avons successivement rencontrées dans les tentatives solution de problèmes purement nationaux, qui fasse dans ce pays un sursaut de foi, d'enthousiasme et d'action créatrice oui, je crois, est malgré tout, encore possible.
Comment se pose, en particulier, le problème économique, à la solution duquel nous sommes, dans tous les pays, attachés depuis la libération ? C'est clair et simple, dans sa tragique nudité : la France et l'Europe sont sorties beaucoup plus ruinées de cette guerre-ci qu'au lendemain de la première guerre, avec beaucoup plus de destructions, avec l'outillage détruit et non renouvelé suivant les inventions techniques qui s'étaient produites dans les autres pays ce qui fait que nous avons maintenant 10 et 15 ans de retard sur les grands pays industriels modernes. Les fonds de l'équilibre européen ont été détruits, parce qu'avant la guerre, nous étions tous, même les ouvriers, un peu des capitalistes. Avant la guerre, toute l'Europe vivait en réalité de l'équilibre de sa balance des comptes, grâce à trois milliards de dollars, chaque année, de revenus d'investissements placés à l'étranger, qui ont maintenant disparu et fait place, au contraire à des emprunts, à des intérêts qu'il faut payer à des déficits de la balances de comptes. En réalité, en France et en Europe, nous vivons et nous avons vécu au-dessus de nos moyens, au-dessus de ce que nous produisons effectivement nous-mêmes, grâce à l'aide qui, depuis la libération, nous a été et continue à nous être apportée par des pays d'outre-Atlantique et particulièrement les Etats-Unis. La réalité, c'est qu'en France et dans l'ensemble de l'Europe, l'an dernier, on a exporté vers les Etats-Unis, suffisamment pour payer 15% des achats, et qu'il n'y a pas de quoi payer les 85% restants. La réalité, c'est qu'à l'heure actuelle, 40% des matières premières qui font vivre l'agriculture sont importées des Etats-Unis et que, nous n'avons pas les moyens de les payer. Nous avons vécu, l'an dernier, une angoisse terrible au gouvernement Ramadier : en septembre, nous étions obligés d'interdire tous achats autres que le blé et le charbon ; qu'au

15 décembre il serait nécessaire d'arrêter même les achats de blé et de charbon. Et si nous n'avions pas eu l'aide intérimaire pour passer l'hiver, cela aurait signifié, cet hiver, trois mois sans pain, et une réduction nouvelle de 20% dans notre capacité de production, la fermeture des usines et l'apparition du chômage. L'aide intérimaire nous a permis de traverser cette période difficile. Le plan Marshall nous permet d'entrevoir une période suffisante pour améliorer notre situation, mais ne nous apporte rien de plus ; il nous permet de continuer à acheter aux Etats-Unis autant que nous avons acheté au cours des trois dernières années. Il évite une catastrophe terrible qui aurait signifié une baisse de moitié dans notre niveau de vie actuel des Français ; il ne résout aucun problème : il nous donne le temps d'en trouver nous-mêmes la solution.
(Applaudissements)
Quand on parle du plan Marshall, vous connaissez les attaques des communistes, parlant de l'impérialisme américain, et qui quelquefois ont trouvé quelque écho et semé quelque inquiétude jusque dans les rangs de nos camarades Socialistes. Je crois que, pour l'instant, il n'y a pas ce danger de l'utilisation du plan Marshall pour un impérialisme américain. Je crois qu'avec l'opinion américaine telle qu'elle est, avec l'administration américaine telle qu'elle existe maintenant, il y a volonté sincère d'aider l'Europe à résoudre ce problème dans le respect de ses libertés.
Il y a quelques mois, revenant de la conférence de Hooden (?) j'ai eu l'occasion de faire trois réunions à Washington. Deux Américains, dont un colonel envoyé par l'état-major afin de parler sur le fondement stratégique du plan Marshall, a dit :
" A l'heure actuelle, il y a dans le monde, deux grandes puissances : Etats-Unis et URSS ; si elles continuent, elles arriveront à se battre. Cette guerre, nous la gagnerons, mais elle nous coûterait très cher. Elle signifierait la fin de la civilisation dans certains pays du monde, des destructions terribles. Il coûte moins cher de gagner l'organisation de la paix que de gagner la guerre. C'est pourquoi il faut la création, sur le front international d'une Europe unie aussi indépendante, aussi libre, aussi différente des Etats-Unis ; que de la Russie. "
Certains industriels américains avaient demandé qu'on sollicite les bénéficiaires de renoncer désormais à toute nationalisation ou à toute intervention de l'Etat portant atteinte à la liberté d'entreprise. Il a dit : " Je suis conservateur, mais si l'Europe s'unifie sur la base du régime américain, ce sera une annexe des Etats-Unis, comme les pays satellites sont une annexe de la Russie ; c'est la guerre inévitable, tôt ou tard. La seule espérance de paix, c'est que l'Europe s'unifie et s'organise sur la base d'un système économique aussi différent de celui du capitalisme libéral américain que du collectivisme autoritaire russe. Cette seule voie, c'est celle du Socialisme démocratique européen.
Cette vérité, toute une série de gens la voient aujourd'hui en Amérique. Dans ces conditions, il n'y a pas pour l'instant, pour nous, de danger. Je dis " pour l'instant " car cela peut changer. L'opinion américaine est variable. Il y a des groupes sociaux différents, en opposition, en lutte les uns contre les autres, en Amérique. Il n'y a qu'un Wall Street pour suivre une politique qui n'est pas

Fondation Jean Jaurès

celle la majorité de l'opinion américaine et qui cherche à réaliser une pression et une pénétration du capitalisme dans l'ensemble de l'Europe et à rejouer la carte jouée au lendemain de l'autre guerre, des investissements de capitaux avec des gens plut souples. Il y a aussi, du côté américain, un autre danger à l'heure actuelle : ce sont les maladresses du gouvernement américain, c'est l'inertie du gouvernement américain.

Car, lorsque De Gaulle voudrait introduire chez nous un système présidentiel calqué sur le régime américain, il faudrait qu'il aille voir le fonctionnement aux Etats-Unis ou que certains de ses hommes y suivent avec intelligence les négociations internationales actuelles, pour voir qu'une de nos grosses difficultés, dans les questions graves et délicates, c'est que chez nous un ministère qui fait une politique opposée à celle d'un autre ministère, différente également de celle d'un autre groupe, et que très souvent ,des difficultés relatives à l'accord bilatéral franco-américain venaient de cette anarchie qui existe dans l'administration américaine.

Le danger le plus important actuellement, ce n'est pas l'utilisation du plan Marshall dans le sens de je ne sais quel impérialisme ; le danger qui nous menace, c'est manque de continuité de vue dans la politique américaine. Si le plan Marshall avait été apporté par des Anglais, pourrions être tranquilles, car nous recevrions pendant 50 ans ; ils sont longs, mais certains dans leurs décisions. Mais les Américains sont susceptibles de changement brusque.

S'il n'apparait pas, dans les mois qui vont venir que le plan Marshall est utilisé par l'Europe en vue de s'unifier et de résoudre ses problèmes, non pas seulement pour obtenir des biens de consommation, mais pour améliorer son appareil productif, nous ne savons pas si, en janvier prochain, le Congrès américain ne sera pas saisi d'une cague de découragement, disant : tout cela c'est de l'argent placé à fonds perdus, les Européens ne s'entendent pas.

Nous ne savons pas si, à un moment donné, ils ne laisseront pas tout tomber et ne nous laisseront pas en face de ce problème : 40% de nos matière première venant de l'étranger, une baisse de 40% de notre niveau, de vie le jour où le plan Marshall se trouverait arrêté.

C'est pourquoi la France et l'Europe ont les 4 ans du plan Marshall pour devenir indépendantes des Etats-Unis, c'est-à-dire pour développer chez nous une grande industrie moderne capable de produire à des prix de revient extrêmement faibles parce qu'elle produit en série. Ceci n'est possible que si cette industrie dispose, au point de départ, d'une très large marche de 250 millions d'habitants, seul moyen de produire en quantité suffisante pour abaisser les prix et créer l'industrie moderne qui assurera notre libération. C'est pourquoi le problème de l'unification économique de l'Europe n'est plus un rêve, un idéal ; il faut le dire dans l'Europe, et au pays : réaliser l'union de l'Europe économique en 4 ans, c'est pour nous une question de vie ou de mort. Si on ne la fait pas, c'est, au lendemain du plan Marshall et peut-être avant, la ruine totale avec tout ce que cela signifie de misères pour la classe ouvrière, et de plus, une politique vers la dictature, je ne sais pas trop laquelle.

Pour nous, comment agir ? Deux mots d'ordre essentiels : le premier, c'est que l'Europe que nous voulons construire, ce n'est pas seulement l'Europe occidentale, c'est l'ensemble de l'Europe libre, et que nous commencions par l'Europe occidentale puisque c'est le seul moyen.
Les Russes n'ont pas voulu marcher ; les autres pays de l'Europe centrale et orientale ont été poussés à refuser leur adhésion au plan Marshall, par la pression des événements, nous savons lesquels.
Malgré cela, une des sources de nos difficultés c'est l'effondrement du commerce et des échanges intra-européens. C'est le fait que le commerce est moins de la moitié de celui d'avant guerre, et qu'il faut faire tous nos efforts pour reconstruire le commerce entre l'est et l'ouest. Ce n'est pas impossible.
En mars, à Genève, à la Commission économique européenne, il s'est produit un fait nouveau dont on n'a pas saisi l'importance : c'est la révolte de la plupart satellites, sous l'impulsion, de la Pologne, reconnaissant publiquement que la Russie est, économiquement, incapable d'assurer de relèvement de leur niveau de vie, qu'ils resteront dans la misère s'ils ne se tournent pas vers l'Ouest, afin d'accroître et d'améliorer leur appareil productif. La Pologne, la Hongrie, la Bulgarie l'ont dit. Les Russes ont suivi et ils ont proposé à la Commission Economique européenne, la création d'un Comité international du commerce, afin de faire le bilan total des besoins et des possibilités de l'est et de voir comment l'est et l'ouest peuvent multiplier l'ensemble de leurs échanges de marchandises. La Yougoslavie est furieuse parce que l'orientation dans la voie d'un accord, cela signifie définitivement renonciation à Trieste, à la Carinthie, à la Macédoine.
J'interprète les derniers événements comme le signe que les Russes s'orientent vers une négociation générale à terme, dans 7 ou 8 mois, après les élections américaines, et qu'ils viennent de liquider l'extrémisme national qui s'opposait à cette orientation.
Servons-nous de l'affaire Tito et de la signature de Duclos sur un document qui condamne un gouvernement qui respecte la propriété des paysans ; tirons tout le profit cela nous donne, pour la propagande. Mais ne croyons pas que Tito risque d'aller dans le sens d'une démocratie vers les Occidentaux, alors qu'il est, au contraire, l'expression d'un national Communisme avec un nationalisme anti-occidental particulièrement exacerbé, à l'heure présente tout au moins. C'est ainsi qu'il faut faire l'analyse, pour l'instant. La première idée à retenir c'est que nous devons faire tout ce qui est possible pour développer les échanges commerciaux entre l'est et l'ouest. Entre nous, occidentaux, il est nécessaire d'aller plus loin et plus rapidement dans la voie d'une unification économique totale : non seulement l'union douanière dont parlent certains ; mais nous savons très bien que nous devons nous différencier des autres mouvements à caractère socialiste qui se trouvent en Europe. Une union douanière sans plus est quelque chose qui ne peut pas être réalisé. Le jour où on supprimerait des barrières douanières sans avoir fait un travail préparatoire, c'est que les entreprises à bas prix de revient élimineront les autres par la concurrence ; et que la rétention de la production par l'élimination des entreprises les moins aptes, va plus vite que

l’extension ultérieure des entreprises les plus aptes, ce qui signifie une période transitoire pendant laquelle il y aurait du chômage, et l’outillage non utilisé ; les protestations seraient telles qu’on ne pourrait pas aboutir à un résultat. C’est pourquoi l’Union douanière doit être accompagnée par des unifications législatives pour tout ce qui touche à la fiscalité, les salaires, la sécurité sociale, la législation monétaire, afin d’unifier, au point de départ, tous les éléments autres que ceux du prix de revient. Il faut examiner industrie par industrie.

Comment réorganiser telle ou telle industrie le plan européen ? En formant petit à petit les éléments les moins bien outillés. Ceci suppose la planification dans le cadre industriel, préalable à la suppression des barrières douanières. Les accords industriels inter-européens ne sont possibles, et là apparaît la nécessité d’une action sur le plan purement politique, qui n’est possible que si on crée un tribunal des cartels et un organisme de lutte contre les monopoles et les taxations de prix, par des ententes industrielles.

J’indique que dès maintenant, dans l’organisation des " Seize ", on sent la nécessité de planifier les efforts communs de tous les peuples d’Europe sur le plan des importations et exportations ; comment il faut penser le problème des transports, de l’électricité dans un cadre européen comment nous devons arriver, pour la grande industrie base, à envisager dès maintenant une internationalisation industrialisée par la création de grands organismes publics européens autonomes dépassant l’ensemble des frontières internationales pour être efficaces et au service de l’ensemble de tous les peuples.

C’est dans la mesure où nous allons marcher sur le plan de réorganisation européenne qu’il nous sera possible de résoudre le problème allemand.

Avec les accords de Londres, nous sommes arrivés à un tournant de la politique extérieure française. Nous sommes au moment où l’on se rend compte de l’effondrement total d’une politique extérieure suivie par la France au lendemain de la libération et dont les principes avaient définis par le président du Conseil d’alors : De Gaulle. Il y a eu un changement pendant la courte période du gouvernement à direction Blum ; après quoi notre ministère des Affaires étrangères fait une nouvelle politique sans qu’on se rende compte qu’elle était contradictoire et que les éminents fonctionnaires du Quai d’Orsay ont combattue avec beaucoup d’énergie dans les réunions internationales, plus pour ce qui restait de la vieille politique que pour la nouvelle impulsion que nous avions commencé à donner.

Ce n’est pas comme a pensé De Gaulle et a continué à le demander notre ministère des Affaires étrangères, en séparant de l’Allemagne certains territoires comme la Rhénanie et la Ruhr, ce n’est pas en opposant un régime politique fédéraliste ou autre ; j’espère que l’Allemagne s’organisera sous la forme socialiste. Mais pour que cela se fasse, il ne faut pas que ce soient les commandants des zones d’occupation qui l’imposent. Il faut réorganiser le peuple allemand lui laissant le plus de responsabilité et de liberté, et concentrant nos efforts comme on aurait dû le faire, c’est possible encore, sur le problème de la Ruhr et la situation internationale des grandes industries de base.

C’est parce que nous ne nous sommes pas assez bien défendus, parce que nous avons mélangé les revendications légitimes qu’avait réclamées le parti avec les restes d’une vieille politique dépassée que nous n’avons obtenu que le contrôle de la répartition par une autorité internationale qui n’est pas séparé du contrôle de la gestion. Répartition et gestion sont tellement mêlées, que cette autorité internationale ne fera pas même la répartition, ou, si elle la fait, elle sera amenée, par la force des évènements, à prendre en mains le problème de la gestion. Le problème sera résolu sous la forme de l’intégration et de la subordination de l’économie et de l’industrie allemandes au service de l’économie de la fédération européenne à créer.
Voilà les quelques observations que je voulais présenter au Congrès. Je crois que c’est cela le message essentiel que le pays attend, qui est capable de réveiller ses énergies latentes, qui doit être le fondement et le centre du message et de l’appel que le Congrès socialiste adressera au peuple français.
L’idée de la fédération européenne, de l’unification économique et politique qui doit aller en même temps poux avoir la force nécessaire, appuyée sur l’opinion publique de réaliser les réformes économiques indispensables, cet idéal était un rêve. J’ai essayé de vous montrer que maintenant c’est devenu pour nous tous une question de vie ou de mort. Si c’est de l’utopie, où est la réalité ? Si c’est la lune où est la terre ?
Je crois que le Parti Socialiste montrera qu’il est le seul véritable réaliste, c’est-à-dire celui qui, au lieu de se plier aux seules réalités d’aujourd’hui, a assez de courage et d’imagination pour penser et créer la réalité de demain.
(Applaudissements prolongés).

Le Président informe le Congrès que 142 orateurs sont inscrits dans le débat de politique générale, il invite un certain nombre d’entre eux à se réunir pour se mettre d’accord et réduire le nombre des interventions.

Grumbach monte à la tribune, considère un instant l’assistance d’où monte le murmure des conversations particulières, puis quitte la tribune en déclarant en " aparté " Je renonce à la parole.

Ansier (Seine et Oise)
C’est le cadre de cette discussion qu’il faut circonscrire d’une manière précise pour aboutir à des résultats qui nous permettent de remplir la mission qui nous est dévolue.
Les deux orateurs qui m’ont précédé ont indiqué analogies dans lesquelles nous sommes, de faire en sorte le Socialisme puisse lancer au peuple de ce pays un suffisamment clair pour que demain, sur les routes de la propagande, il réunisse autour de notre doctrine de suffisantes audiences.
Je voudrais, au nom de l’unanimité de la de Seine et Oise, vous indiquer quelques-unes des qui nous sont venues à la lecture du rapport sur l’Internationale et sur les problèmes généraux que posent les conjonctures sur le plan international.

Nous devons être des internationalistes ; l'objectif principal du Socialisme français doit être de faire en sorte que nous puissions reconstruire l'Internationale. Comme disait Boutbien, c'est prendre en charge les intérêts des prolétariats qui se trouvent aujourd'hui dans l'incapacité politique de pouvoir exprimer leurs revendications. Il que nous, Socialistes français, par notre force, parce que nous faisons des événements, nous prenions justement en charge de ces prolétariats, et que dans les organisations nous sommes membres, nous puissions faire en sorte que ces revendications deviennent quelque chose d'effectif, de réel.

Quand, dans les démocraties dites populaires, le standard de vie diminue, lorsque dans un certain nombre de pays, le fascisme continue à sévir (vous avez entendu l'appel de Llopis), il faut qu'une protestation s'élève, mais non pas une protestation insuffisante, incertaine, uniquement sentimentale, mais hautement motivée.

Le discours de Philip nous fournit l'élément concret qui doit permettre à cette revendication d'obtenir le maximum de rayonnement.

Obtenir l'audience de la classe ouvrière internationale, c'est poser les revendications de classe ouvrière internationale. C'est pour cela que, dans notre pays, il faut que nous revoyons ce qu'il peut y avoir au fond de nous mêmes de tradition internationaliste, dans le sens même de notre tactique. Je voudrais essayer de vous dire comment nous devons concevoir la position de cette revendication.

La paix est nécessaire ; elle est le climat naturel dans lequel doit évoluer le Socialisme démocratique. Il n'y a pas de défense de la liberté, dans le sens où nous l'ont appris nos doctrinaires, sans atmosphère pacifiée. La dépense de la paix reste, selon l'expression de Jaurès, le plus haut des combats. Il s'agit par conséquent de savoir dans que cadre juridique les nations vont continuer à se développa pour aboutir à cette paix.

La constatation de la division du monde en deux blocs n'est pas suffisante ; il faut que nous essayons de montrer aux classes ouvrières de tous les pays, l'expression d'une analyse politique chaque jour plus poussée, et l'établissement d'un programme qui donne à chacun l'impression qu'il vit dans un monde qui peut apporter la paix.

Je voudrais, d'une manière extrêmement simple, dire au Congrès que c'est un devoir qui s'impose aujourd'hui, non pas seulement parce que c'est le devoir traditionnel du Parti, mais parce que c'est l'intérêt de notre politique intérieure,

Je ne reprendrai pas la démonstration de Philip, ce vieillissement dans lequel nous vivons depuis 30 ans, en retard sur le progrès technique, et qui détermine nécessairement un abaissement du pouvoir d'achat et du standard de vie de la classe ouvrière. Je voudrais vous rappeler que c'est à nous, Socialistes français qu'on doit un certain nombre d'analyses officielles qui ont permis à notre propagande de trouver audiences favorables auprès de la classe ouvrière.

Si nous avons une politique de l'Allemagne, nous la devons à un chef de gouvernement qui, à Strasbourg, s'est opposé à la politique du Quai d'Orsay ; nous la devons aux mêmes conceptions de ce même gouvernement quand il

déclarait qu'il fallait dire la vérité au pays, cette vérité que nous oublions trop parce que nous ne savons pas défendre nos hommes et parce que nous faisons en sorte d'oublier ce qu'ils ont apporté de positif à notre doctrine : action, tactique, conception du progrès politique de la classe ouvrière.
Nous savons comment les communistes d'une part, les autres, ont essayé de décapiter l'état-major du Parti Socialiste des principaux hommes d'Etat qu'il pouvait mettre à la disposition de la IVe République. Ce que je veux, c'est éveiller en vous ce qu'il doit y avoir de patriotisme et de confiance.
Trop longtemps, dans ce pays, la politique a dominée par la présence d'un Communisme autoritaire. Aujourd'hui, nous devons reprendre confiance en nous, et dans le combat pour la paix, nous avons le terrain le plus propice de cette reprise de confiance. Aujourd'hui, la bataille commencée dans notre fédération de Seine-et-Oise nous avons obtenu le succès de campagne le plus marquant : à Savigny, avec Ramadier et Brossette, nous avons réussi à imposer notre parole. Il s'agissait d'un débat organisé, où les idées se développaient selon un rythme harmonieux, et quelques jours après, notre section enregistrait un nombre imposant d'adhérents. Cet exemple est modeste, mais je vous le donne à méditer. Je vous demande de faire que le Congrès se termine par ce message : " L'heure est aujourd'hui au Socialisme, demain elle sera à la paix ".
(Applaudissements)

Jacques Piette (Comité directeur)
C'est un procédé artificiel qui distingue la politique internationale de la politique générale. On ne peut pas discuter utilement des problèmes économiques, c'est-à-dire des salaires et des prix, sans examiner la production française sous l'éclairage du plan Marshall, pas plus qu'on ne peut approuver ou refuser des crédits militaires ou loi de recrutement sans s'être indiqué les limites de la production de ces institutions démocratiques, et sans avoir examiné la portée du pacte de tutelle.
Si j'ai choisi le terrain international, c'est parce que j'ai considéré que c'était l'un des rares points sur lesquels le Congrès a fait confiance ; je voudrais dire que c'est ce qui m'a paru l'essentiel du Parti, cette année. Un certain nombre de camarades se sont rassemblés sur le terrain des idées internationales et se sont efforcés de faire avancer la politique du Parti. Il me parait que l'action du Parti est ici plus féconde parce qu'elle est plus facile en plus enthousiaste, parce qu'elle commence à être créatrice. Nous ne sommes plus sur la défensive, nous attaquons parce que nous commençons à prendre une vue claire de nos perspectives internationales.
Je pense que nous vaincrons, parce que cet événement le plus frappant du Comité directeur, c'est qu'une équipé s'est formée autour des problèmes internationaux, et qu'elle a donné un certain nombre de résultats positifs.
Je voudrais rappeler la parfaite homogénéité des délégués du Parti dans les différentes conférences internationales, mais plus, à la conférence des 24 et 25 avril à Paris. Nous avons été d'une homogénéité rare, et avons été vraiment

Fondation Jean Jaurès

émerveillés, impressionnés, par la démonstration intellectuelle et politique de notre grand camarade Blum.
Nous avons préparé une documentation abondante qui n'a pas été suffisamment diffusée ; nous avons remis l'ensemble de ces textes à Blum, et quand il a terminé son intervention, les camarades de la délégation se sont regardés, et nous nous sommes dit que nous n'avions plus rien à ajouter. Et l'histoire a prouvé que nous n'avions pas tort, car c'est grâce à cet effort de synthèse que le Socialisme a conquis une victoire.
Mais il ne suffit pas de se borner à un rappel des faits. L'Internationale a longuement hésité à approuver les instruments de son auto-détermination, subordonnée dans une large mesure à l'exercice du pouvoir. Les prolongements politiques qui plongent leurs racines dans la bourgeoisie et ses organisations, l'Etat, les fédérations patronales, et qui résolvent les contradictions d'un impérialisme russe, ont faussé pendant de longs mois le jugement des Socialistes authentiques. Leur sens national justifiait qu'ils étaient dans le sens de l'honneur et celui de la liberté a entravé notre action au lendemain de la libération ; le chauvinisme national entrainait le Parti Socialiste au pouvoir dans un relatif abandon sur ce terrain. Qui dira le découragement de nos premières rencontres quand nous voulions, cet hiver, tendre la main au parti frère ? Dans nos propres rangs, les difficultés étaient grandes.
Nous pouvons dire que l'inertie a été vaincue notre dynamisme ; chaque section connaissait son propre combat. Mais la liaison est accomplie, et le Parti Socialiste français ne lâchera plus la tâche qu'il s'est imposée. Il a commencé à s'engager sur le terrain international, il ne reviendra en arrière. Est-ce à dire que le terrain est rendu plus facile ? Oui, mais moins rapide ; et parce que les forces qui nous régissent, sont les mêmes, il s'agit de faire une courte analyse.
Depreux souhaitait, hier, que nous examinions l'étude du conflit du Kominform vis-à-vis de la Yougoslavie, voudrais donner mon sentiment personnel sur cette histoire grave de conséquences pour le Parti. L'attitude de Tito définie par des apparences et des réalités ; au centre, il la condamnation d'une contre-révolution agricole. La vipère lubrique a pris un aspect particulier je me suis cet après-midi, à rechercher dans Lénine, un certain nombre de déclarations qui ne manquent pas de piquant aujourd'hui, le parti communiste est le défenseur de l'indépendance économiques.
En 1920, Lénine écrivait : " Il y a deux sources de financement ; la première : la concentration du pouvoir d'achat ; la seconde, disait Lénine, c'est qu'il y a beaucoup d'audace à accepter à concéder au capitalisme étranger le 1/4 de nos forêts, le 1/4 de nos pétroles de Bakou et de nos gisements ; ce n'est pas excessif si nous obtenons en échange un équipement ultra-moderne. " (Lénine, *Œuvres complètes*, p.213). Un second point, c'est qu'il y a une espèce de conception autocratique d'un régime qui veut rompre en quelque sorte l'attitude homogène des pays satellites.
Lorsque le Parti a défini la politique qu'à l'égard du plan Marshall il entendait défende devant la Conférence internationale, il avait souhaité que l'accord entre le gouvernement américain et les Seize bénéficiaires ne soit pas imposé par des

accords bilatéraux, mais par un accord unique entre les 16 Nations. L'histoire a été tout autre ; on a imposé, en définitive les 16 accords bilatéraux. Le drame c'est que nous avons manqué la plate-forme sur laquelle action socialiste internationale était possible il y a 48 heures car elle était possible aux Socialistes qui n'acceptaient pas de négocier seuls, mais avec les 15 autres, de manière que s'inscrire dans les textes la politique homogène. Ce n'est pas par ce moyen qu'on peut envisager de faire triompher l'Europe. On fera triompher les intérêts de l'Autriche ou de la France par des négociations de marchands de tapis. Mais on avait l'occasion de rassembler les seize participants ; nous avons manqué une chance. Je demande au groupe parlementaire, dans la discussion, la semaine prochaine, sur l'accord bilatéral, qu'il ne manque pas de discuter sur ce point. Ce ne serait pas faire injure aux parlementaires que de leur demander de tenir compte des résolutions que nous avons éprouvées unanimement.
Une question n'a pas été posée ici. Je disais : il n'est pas possible d'apprécier une politique des crédits militaires ou de la loi sur le recrutement, sans avoir défini la portée des engagements bilatéraux.
Je crois qu'il est possible aujourd'hui - car le Parti Socialiste a acquis suffisamment de titres dans la résistance pour que son honneur et son courage ne soient mis en cause - il lui appartient de tout mettre en œuvre les partis frères, pour que très rapidement nous soyons, en Europe - comme l'a défini Blum - libres de déclarer la neutralité de l'Europe, de la manière la plus solennelle, C'est la réponse pratique à la question que soulevait Philip.
Si nous avons le courage de dire qu'il nous faut affirme avec nos camarades des partis frères, et préparer la déclaration solennelle de neutralité de l'Europe libre, alors la paix peut être faite. C'est en dépassant le stade de la diplomatie pour descendre dans les masses ; ce n'est pas signe de faiblesse. Je demande au Parti de se prononcer là dessus au cours de ce Congrès. Quelques minutes de réflexion méritent qu'on s'y attache. Oui, le Parti est capable du rassembler toutes les masses populaires pour une déclaration solennelle de la neutralité de l'Europe libre.

Marceau Pivert (Seine)
Je ferai une brève déclaration. Je voudrais souligner simplement que l'importance des questions est, à nos yeux, de premier plan, et qu'elle commande les autres questions, qu'il s'agisse, par exemple des problèmes extrêmement précis que le groupe parlementaire doit résoudre dans les jours qui viennent, qui sont une organisation militaire ; cela entraine une conception générale de la structure ouvrière et par conséquent, qui est posé au Parti, c'est de savoir s'il est en mesure de déterminer une crise en faisant face à ses responsabilités devant le problème qui est celui d'imposer des solutions Socialistes non pas dans tel ou tel pays, mais à travers l'Europe.
Les discours de Piette et de Philip me permettent de résumer d'un mot. Les Allemands avancent très vite ; ce que nous craignons le plus c'est qu'ils devancent le réveil des consciences Socialistes internationales, et que nous arrivions trop tard, au moment où des positions ont été conquises sur le plan

international, par exemple par les autorités militaires ou les grands monopoles, qui ont leur solution de l'Europe.
Le point sur lequel je veux insister est que la stratégie du mouvement socialiste à notre époque est complètement différente de ce qu'elle pouvait être entre les deux guerres et avant 1914.
Vous vous rappelez la phrase de Lénine, concernant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Un homme comme Lénine, ou n'importe lequel d'entre nous, aurait tout de suite compris et mis en évidence que c'est exactement le contraire de ce que nous sommes en train de subir, c'est à dire que non seulement la Grèce et l'Espagne en sont des exemples tellement dramatiques, que c'est à chaque instant que nous en recevons des échos. Ces guerres civiles ne sont que des éléments de la guerre impérialiste. Les grands impérialistes savent, aujourd'hui, commuer les efforts du prolétariat. Nous avons la guerre civile et la lutte de classe.
Quand les ouvriers souffrent, quand ils veulent comme en novembre - décembre, une amélioration de leur sort on utilise ce mécontentement pour en faire un outil politique sur le plan international, et c'est la conversation qui continue entre Molotov et Bevin. Et à un moment donné, Molotov dit : " puisque vous n'êtes pas d'accord, vous allez voir ce que je vous réserve ". C'est le blocage des ports, des gares, des usines. Nous sommes dans une époque de guerre impérialiste à l'état latent et ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, dans leurs revendications, sont utilisés par les extrémistes. Cette idée est la seule que je développerai. Elle vous conduit à un renouvellement complet de votre stratégie. Et comme disaient Piette et Philip, dans le déroulement de ce dynamisme, de ces impérialistes, une stratégie socialiste est possible, parce qu'il y a des nécessités internationales d'organisation de l'économie.
Le problème qui se pose n'est pas le pouvoir dans tel ou tel pays ; le problème qui se pose est notre position clef pour que l'internationalisation économique de l'Europe soit bientôt non seulement contrôlée, mais dominée par la volonté du prolétariat européen. Mais celui-ci doit prendre conscience de lui-même, et par conséquent, tous les problèmes de politique intérieure et de politique internationale, doivent être abordés aujourd'hui, non pas comme au temps de l'artisanat. Il y a encore actuellement des réflexes de l'état artisanal qui permettent de croire que parce qu'on a déclenché une grève, on va faire avancer la lutte de classe. En réalité, on est victime de la psychologie qui croit qu'il s'agit de s'agiter sans avoir calculé. C'est tout simplement la théorie du " laisser-faire " ; et on en est encore à cet état élémentaire, et on croit qu'on est sous la position socialiste. Et les militants qui croient avoir prédit un certain nombre de conséquences des erreurs de la classe ouvrière, aujourd'hui attendent que la classe ouvrière, non seulement ici mais les autres pays d'Europe, ait suffisamment éveillé sa conscience internationale pour que s'engage l'offensive du Socialisme européen. Et toute contre-offensive, sans avoir l'ampleur européenne, serait condamnée à être écrasée, parce que l'adversaire des classes se place sur le terrain international.

Nous avons été vaincus, en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, entre les deux guerres, parce nous nous sommes battus chacun dans notre petite cellule, sans voir que nous étions liés les uns aux autres.
La véritable stratégie socialiste commence par passer sur cette reconquête de la solidarité politique ces prolétaires européens ; c'est pourquoi, l'an passé, nous avons, à la " Semaine d'Etudes ", établi un cahier de revendications (articles 1 et 2) pour une stratégie commune ; nous sommes à peine en train de commencer les premières conversations. Il faut aller plus vite que cela ; nous vous demandons d'en prendre conscience et de dégager de ces discussions une volonté commune, pour traiter même des participations ministérielles sous cet angle international. Nous sommes au gouvernement, mais aux côtés de nos camarades anglais, avec tout le prolétariat anglais ; et s'il est prouvé que dans ce gouvernement, les affaires internationales sont contrôlées par la bourgeoisie, nous devons nous en aller de ce gouvernement, parce que c'est en fonction d'une politique internationale. Si nous pouvons faire la solution vers la socialisation de la Ruhr, nous devons rester dans ce gouvernement, parce que cela domine et commande tous les autres problèmes. Voilà consent vous aurez une vision des problèmes les plus élémentaires de la vie quotidienne.
(Applaudissements)

Pierre-Emmanuel Guillet (Gironde)
Je ne crois pas être en dehors du sujet en présentant quelques observations qui touchent de près le politique intérieure, mais qui sont reliées de façon très directe aux événements internationaux. Je pense en effet que depuis déjà très longtemps, tous les événements politiques à l'intérieur de notre pays ont été déterminés par des événements de politique extérieure.
J'évoquerai les problèmes de politique extérieure parce qu'ils sont déterminés par les grands courants internationaux qui traversent le monde.
Nous avons à résoudre un problème, mais nous ne devons pas le résoudre seulement à travers une politique de Congrès, mais au contraire, en prenant conscience des devoirs qui sont les nôtres, tant à l'égard de la politique socialiste qu'à l'égard de la politique internationale.
Jusqu'à l'année derrière, trois grands courants ont partagé le mouvement socialiste. Nous avons eu un courant qui s'est toujours vanté d'être un courant un et un autre courant qui, à l'inverse, était résolument autonomiste. Et entre ces deux courants, un autre qui, être unitaire, reconnaissait comme un dogme les faits, suivant que l'action du Parti devait toujours, en tout et en tout état de cause, être inséparable de l'action parti communiste.
D'un autre côté en déclarant qu'ils avaient une attitude de 3e force, est-ce que cela voulait dire que les autres camarades qu'il avait à ses côtés, seraient quelque peu partisans d'une autonomie gaullisante ? Nous ne saurions accepter une telle interprétation.
Je voudrais retenir à ce qui est encore à la base de l'argumentation de nos camarades unitaires. Je veux parler de ceux qui ont signé la motion de vigilance. Je voudrais le faire avec le plus parfait esprit d'objectivité.

Pour défendre leur position, ils sont obligés de développer un certain nombre de concepts.
Je ne suppose pas qu'ils soutiendront, ces camarades que le parti communiste a pu changer, que le parti communiste de 48 ne ressemble que très peu au Communisme d'avant 1939. Il faut tenir compte des sacrifices du parti communiste pendant la clandestinité, qu'il partage cette espèce de mythe de la résistance qui est défendu en particulier par les Gaullistes.
Relisez les œuvres du colonel Remy. Il ne parle jamais de la résistance intérieure des camarades gaullistes ou communistes. Mais il n'y a pas place, dans les récits de Remy, pour d'autres formes de la résistance. Je ne sais si nos camarades de vigilance partagent un tel point. Ils ne nous diront pas non plus que le parti communiste a depuis un certain nombre d'accommodements à la doctrine traditionnelle, notamment en ce qui concerne les problèmes de la terre, qui donnent lieu à quelque chose qui ressemble à de la démagogie de la part de Waldeck-Rochet et de ses élus.
Je pense qu'ils ne se bercent pas d'illusions, parce que Duclos apparait comme un tempérament authentiquement français, que Thorez a été collaborateur extrêmement loyal d'un homme qui se trouve ici et qui a eu de lourdes responsabilités ministérielles. Je voudrais liquider un petit compte que j'avais avec un certain nombre de camarades qui ne pensant pas comme moi.
Le 7 janvier 1945, dans un Congrès qui n'était pas le Congrès du Parti, et la question était de savoir si on devait s'allier au front national, où étiez-vous Monsieur Mauriac ? Vous avez bien changé. Et le RP Philip, tant défendu par les camarades du front national, Pascal Copeaux a bien changé aussi, et même un peu Hervé. Qui sait ?
Dans cette salle, nous avons discuté de l'opportunité de s'allier avec le Front national même, dirigé par les communistes à une époque où déjà on pouvait deviner que c'est par le truchement du front national que, dans l'esprit de l'Europe centrale, le parti communiste semblait partout au pouvoir. Nous devons nous féliciter qu'en France l'expérience n'ait pas réussi. Car, autrement, peut-être aurions-nous aussi un gouvernement exactement dans le genre de ceux sous lesquels se courbent les prolétariats des pays d'Europe centrale ; toujours par ce procédé excessivement vieux : le noyautage, que nous retrouvons dans toutes les organisations, quelles qu'elles soient, où Socialistes et communistes se trouvent en présence.
C'est la raison pour laquelle, à côté des camarades de la motion de vigilance, 3j ne suis pas d'accord avec eux.
Je voudrais m'adresser aux camarades qui voudraient s'intéresser au RDF : quand on veut lutter avec un adversaire, il faut commencer par lui ressembler. Si l'on veut abattre des gangsters, il faut prendre des mitrailleuses. Hitler n'a pas été abattu par des sermons. Si nous devons lutter contre le noyautage, c'est avec l'armature d'un parti semblable. Croyez-vous que véritablement ce sont les mouvements les plus énergiques qui sont susceptibles de se défendre le mieux contre le noyautage ?

Le RPF sans colonne vertébrale, sans armature, avec des camarades dont on dit qu'ils ne sont pas Socialistes mais qui seront une proie toute trouvée pour les noyautages qui s'installeront à l'intérieur du RPF.
Vouloir constituer honnêtement dans cet ordre c'est renouveler toutes les erreurs.
Au demeurant, je voudrais que nous comparions ce qui vient d'être dit avec un événement qui a son importance. Je ne veux ajouter ni retrancher un mot à ce que Philip vient de dire en ce qui concerne la condamnation de Tito par Staline ; mais tout de même, quand ce ne serait que pour notre propagande, je ne dis pas pour la presse, elle est partie, c'est dommage, il y aurait à souligner un certain nombre d'observations, car pour la première fois à ma connaissance, les dirigeants soviétiques ont exprimé le fond réel, exact, de leur pensée.
Ils nous ont dit que tout parti devait sincèrement observer la ligne marxiste léniniste, c'est à dire que tout parti communiste en France, s'il prenait le pouvoir, devrait observer cette ligne, ligne déterminée par un autre parti communiste : le parti communiste d'URSS, lequel s'identifie d'ailleurs avec la volonté d'un seul homme.
Je voudrais également souligner la position du parti communiste d'URSS en ce qui concerne le problème paysan. Il serait très intéressant que le journal " La Terre " publie la partie de la condamnation de Tito qui concerne les problèmes agraires. Mais si le parti communiste ne fait pas cette publication, je pense que tous les organes fédéraux du Parti devraient y suppléer. Tito est taxé de Menchevisme parce qu'il noie la massue des militants communistes au sein d'une masse énergique qui constitue le front national de Yougoslavie.
Cela signifie que, dans tout organisme où pénètre un noyau de communistes, c'est ce noyau communiste qui doit diriger et être effectivement le maître. Je pense qu'il là plus qu'un aveu, une éducation précieuse et une leçon tous les camarades du Parti devraient retenir.
En ce qui concerne l'esprit national extrêmement tapageur du parti communiste seul défenseur de l'indépendance française contre l'impérialisme, je voudrais vous renvoyer à la condamnation de Tito, condamnation pour national-communisme.

(Un assistant lit une motion préjudicielle - heure avancée de la nuit, dernier métro…)

Mon intervention n'a pas eu d'autre but que, dans la limite du temps imparti, de tirer le maximum d' saignements de la condamnation de Tito, afin de mettre en garde tous nos camarades, contre les manœuvres du parti communiste non seulement à l'extérieur, mais peut être même à l'intérieur ; de façon que vraiment la position tranchée. Je voudrais que demain il n'y ait plus trois tendances dans le parti, mais seulement deux : la tendance des camarades qui entendent que le Parti fasse une poli autonome, et ceux qui consciemment ou inconsciemment, font la politique voulue tant par le RPF que par le parti communiste. Voilà tout le problème. Je demande qu'il n'y ait pas

d'intermédiaire. Je voudrais que tous les camarades choisissent. En ce qui nous concerne, nous avons choisi l'autonomie socialiste. Nous ne céderons pas aux pressions qui s'exercent à l'extérieur du Parti. Guy Mollet avait raison de le dire en déplorant la perméabilité du Parti toutes les propagandes étrangères. C'est en restant conscients du rôle que le Parti doit jouer et à l'intérieur Parti et pour la construction de l'Internationale, que nous aurons véritablement rempli notre devoir de Socialistes.
(Applaudissements)

Cotereau (Seine)
Tout à l'heure, Guillet, dans son exposé, demandait que le Parti Socialiste soit autonome et ait une politique autonome. Je suis entièrement d'accord avec lui. C'est pour cela que je demande qu'on en finisse d'une façon aujourd'hui avec cette politique de débris qui s'appel la 3e force, qui nous acoquine avec un parti aux ordres du Vatican. Nous sommes en liaison avec les capitalistes américains. Si j'en avais eu le temps, j'aurais apporté quelques arguments ; je me réserve de les dire demain. J'estime qu'il faut en finir avec des équivoques.
On parle de la 3e Internationale. J'estime qu'il faut avoir le courage de ne pas se réfugier derrière dans des expressions qui prêtent à confusion. Il y a quelque chose qui, à mon avis, peut sauver la paix du monde : c'est le Socialisme. Nous n'avons pas besoin de chercher d'autres expressions. La 3e force est une équivoque derrière laquelle on se réfugie. Je demande que le Parti Socialiste reprenne son véritable visage, qu'il sorte des alliances qui sont des duperies.
Le discours du 11 juin a été, parait-il, une victoire. Je demande qu'on complète cette victoire en faisant annuler purement et simplement ce discours victorieux ; je le dirai demain d'une façon plus nette. Je demande qu'il se dégage d'une alliance équivoque, qu'il soit capable, en sonnant le ralliement des éléments républicains, démocratiques et laïques, de s'installer entre les deux blocs et de sauver la paix du monde.
Il faut qu'il fasse cela avec son véritable visage, et que nous sortions de la période de confusion où nous sommes trop longtemps restés.

Une voix - Et la politique internationale ?

Cotereau - Je n'ai pas le temps d'en parler. Ce n'est pas à une heure du matin...

Le président - Le débat est clos. Prochaine séance demain matin à 9 h 30.

Samedi 3 juillet 1948 – Séance du matin
Président : Albert Gazier (Seine)
Assesseurs : Alduy – président du groupe Socialiste à l'Assemblée – Sylvandre (AOF)

Rapport sur l'Union française

Collection Jean Jaurès

Alioune Diop (Sénégal)
Camarades, il est significatif que ce débat sur l'Union française commence par l'exposé des problèmes généraux de l'enseignement. Pour nous, s'il est certain qu'il faut vivre, il est non moins certain qu'un certain nombre de conditions matérielles, déjà assurées à l'existence de l'homme d'Outre-mer, comme le problème de l'enseignement, doivent passer à nos yeux comme étant très importantes et disons le problème de l'enseignement en particulier parce que les Socialistes ne peuvent pas ne pas subordonner les richesses matérielles et l'ensemble des activités humaines à l'homme, à sa libération et à son éducation.
Dans l'Union française, d'une manière générale, ce problème se présente sous deux aspects, ou plus exactement, il y a deux tendances dans l'enseignement.
La tendance qu'on appelle assimilationniste et qui ne tient absolument pas, compte des conditions dans lesquelles nous vivons, où nous avons vécu et des conditions économiques et sociales. Il y, a une autre tendance qui est celle aujourd'hui assez largement représentée dans certains parti qui fait que l'Africain prend conscience de sa civilisation, de son originalité et l'on va jusqu'à nous dire, vous êtes très bien, nous ne vous sommes pas supérieurs, vous avez une civilisation originale, restez dans le cadre de cette civilisation et ainsi vous serez préservés d'un grand danger.
Nous connaissons l'erreur de l'enseignement en Afrique. On commet une erreur en nous faisant apprendre par exemple en botanique, la fleur du poirier.
L'autre erreur nous semble encore beaucoup plus grave parce que si nous suivions la tendance de ces hommes qui préconisent à notre place l'exaltation, la renaissance de ces civilisations d'Outre-mer, nous nous obligerions simplement à rester dans les conditions où nous avons été exploités jusqu'ici et ou nous continuons à être exploités.
Je veux dire que l'Africain ou l'Asiatique, l'homme d'Outre-mer d'une façon générale qui se contente de vivre dans son cadre naturel et qui n'est animé que des réflexes normaux de sa vie, qui, par conséquent, ignore encore les réflexes créateurs de l'homme moderne, cet homme-là est appelé naturellement à être assujetti, à être exploité aussi longtemps que possible. C'est pourquoi nous voulons dans une certaine mesure que l'enseignement donné ici en métropole, soit modifié, c'est-à-dire que l'on introduise dans les manuels scolaires une certaine réforme qui les adapte à nos besoins propres, mais nous repoussons surtout la tendance de ceux qui veulent nous faire revenir en arrière, nous maintenir dans des conditions telles que nous soyons absolument inaptes à nous défendre dans le monde nouveau, dans le monde que vous voulez créer.
Ces deux tendances une fois évoquées, les solutions pratiques que nous sommes obligés d'analyser très rapidement sont celles-ci :
Nous voulons l'application stricte des programmes scolaires métropolitains et l'application des mêmes examens, sanctionnés par les mêmes diplômes, avec les quelques modifications exigées par nos milieux naturels et nous demandons qu'il ne soit pas question de retour aux civilisation anciennes parce que c'est la voie vers laquelle veulent nous faire glisser les réactionnaires, c'est-à-dire

l'ensemble de toutes ces personnes qui aujourd'hui, n'ont qu'un souci, nous maintenir, nous faire revenir en arrière, dans l'état de servitude, tel qu'il soit, prouvé une fois pour toutes que les hommes de couleur sont incapables, de s'adapter à la civilisation moderne.
C'est pour cette raison que nous voudrions l'application des programmes de l'enseignement ainsi que l'adaptation des manuels scolaires soit soumise au contrôle d'éléments compétents de la métropole et aussi au contrôle des assemblées territoriales qui mieux que nos camarades métropolitains savent dans quelle mesure et comment leur ignorance est exploitée par ceux qui nous gouvernent là-bas et dans quelle mesure leur situation est dirigée par ces hommes contrôlés par aucun élément saint.
Nous demandons donc :
- l'application stricte des programmes métropolitains, adaptés à nos besoins.
- l'organisation d'un instrument de contrôle qui vise à ce que l'enseignement, soit largement dispensé dans les territoires d'Outre-mer et que cet enseignement aspire à scolariser la totalité des enfants des territoires d'Outre-mer d'une part, et d'autre part, à les doter des mêmes instituions que celles accordées à la France.
- que cet enseignement soit contrôlé par l'éducation nationale, par des éléments compétents ici d'une part et d'autre part, par les parents de ces enfants, les représentants des assemblées territoriales.
C'est une question extrêmement importante et qu'elle que soit l'organisation économique que l'on puisse nous donner demain, nous savons parfaitement que l'organisation économique du pays ne profite pas nécessairement à tous les hommes de ce pays si cette organisation ne peut être contrôlée demain par des cadres ici en métropole et on Afrique dans des conditions semblables à celles de l'Europe et si l'exploitation du pays n'est pas placée sous la gérance pratique des 9 millions d'habitants du pays.
(Applaudissements)

Charles Okala (Cameroun)
Camarades, la délégation à laquelle j'appartiens et qui représente le Cameroun, tout en vous apportant le salut fraternel de nos camarades de là-bas, tient à formuler les quelques critiques qui s'imposent.
Vous savez qu'il y a peu de temps que la fédération a été créée au Cameroun. Au début de 1946, le Socialisme n'existait pas dans notre territoire. Ce n'est qu'au début de juillet 47, que nous avons pu créer la fédération socialiste qui aujourd'hui compte 9 000 adhérents.
(Applaudissements)
A la création de cette fédération socialiste nos militants de base ont compris que le but de cette fédération n'était pas de rester strictement une organisation politique. Ils ont compris que la politique devait venir en deuxième plan et c'est pour créer d'abord la révolution qui s'imposait au sein des masses, pour qu'on puisse croire à l'action socialiste, qu'on a d'abord organisé une lutte à outrance contre la misère, l'ignorance et la moralité.

Je dois dire à cette tribune que nos camarades ont très bien travaillé, étant donné qu'aujourd'hui, nous comptons 20 coopératives démocratiques, des écoles, 8 000 élèves et 150 moniteurs à la charge de notre Parti et nous voulons créer de nombreux dispensaires grâce au Socialisme.
(Applaudissements)
Seulement, quand nous avions un gouvernement comme le nôtre au pouvoir, les difficultés n'apparaissaient pas, mais du moment où le gouvernement socialiste est tombé - de la faute des Socialistes, il faut bien le dire – nos ennemis que nous avons appelés au gouvernement sont en train de reprendre tout ce que nous avons acquis autrement grâce au Socialisme.
Camarades je dis devant ce Congrès que des mesures doivent être prises pour que prochainement, nous ayons un gouvernement, que ce gouvernement ne tombe plus de la faute ces Socialistes
Vous devez comprendre que le RPF qui a entravé beaucoup de choses ici en France, ainsi que le Parti Communiste, a été beaucoup plus gênant encore dans nos territoires où le général De Gaulle avait une popularité immense.
Ainsi, dans le Cameroun, où De Gaulle a fait son départ, le Parti Socialiste était voué à un échec devant la création du RPF. Aussi, je veux remercier, du haut de cette tribune nos camarades Battu, Lefèvre et Ricard, malgré toutes les calomnies dont ils ont été l'objet dans les milieux européens. Ils n'ont rien cédé, et à l'heure actuelle, nous pouvons. dire, au Cameroun que même le RPF ne peut compter sans nous.
Nous n'avons reçu aucun appui de la cité Malesherbes, ni du " Populaire ", organe culturel de notre Parti. Je dirai pour ma part, que je ne connais aucun appui de qui que ce soit et à l'heure actuelle aucune brochure socialiste ne circule au Cameroun, alors que des brochures communistes circulent dans tous les sens, des brochures du RPF circulent également. On se demande même si les Socialistes ont un journal. C'est une honte. Il faut que ce soit dit.
Au Congrès de Lyon, on avait déjà critiqué l'action du " Populaire ", on nous avait promis que le " Populaire " s'occuperait des populations d'Outre-mer, et jusqu'à aujourd'hui, rien n'a été fait, malgré tous les efforts qu'apportent les populations d'Outre-mer pour que vive le " Populaire ". Il est temps que le " Populaire " s'occupe des problèmes de l'Union française. Je dis que quelques articles qui paraissent au Populaire ne devraient pas paraître. Le " Populaire " est en train de faire des annonces pour me cinéma... enfin d'autres articles qui ne devraient pas exister alors que le Parti a besoin d'être connu par 70 millions d'habitants que forme l'Union française et l'Afrique noire.
Quand nous autres, élus des territoires d'Outre-mer nous reversons chez nous, on se demande qu'est ce que nous faisons dans le Parti Socialiste.
Les élus communistes, qui ne sont pas plus intelligents que nous, eux, reçoivent un appui moral de leur Parti et ils passent pour être plus intelligents que nous, aux yeux de nos populations.
(Applaudissements)
A peine un élu Communiste a fait une intervention à la tribune de l'Assemblée nationale, soit à la tribune du Conseil de la République, ou à l'Assemblée de

l'Union française, que toutes, les colonnes de l' " Humanité " sont pleines de discours de ses élus. Ces discours sont diffusés Outre-mer. Tandis que sur le débat concernant l'Algérie, le " Populaire " n'a rien fait.
Quand il s'agit des débats de l'Union française - initiative socialiste - notamment les débats qui viennent de se dérouler devant le Conseil de la République, en ce qui concerne la question de l'application de la Constitution des territoires d'Outre-mer, ce sont les communistes qui exploitent cette action. Mais rien de la part du " Populaire ".
Nous voulons savoir si nous sommes des Socialistes sur le même pied d'égalité que les Socialistes métropolitains. Je demande qu'on nous dise franchement que les élus d'Outre-mer n'ont pas leur place dans le " Populaire " et alors nous saurons ce que nous aurons à faire, pour faire connaître l'activité socialiste dans notre pays.
Je terminerai après avoir parlé de nos ministres maintenus au gouvernement. Ici, vous voyez les problèmes Socialistes d'une façon, mais vous rendez-vous compte de la répercussion que la politique du gouvernement est en train d'avoir dans nos territoires ? A l'heure dans les territoires de l'Union française, il est dit que le nombre des élus Outre-mer au Conseil de la République va être diminué. C'est une honte. C'est inadmissible que ce soit un ministre socialiste qui fasse planer le doute sur nos consciences. A l'heure actuelle, il est question de nous enlever 7 places au Conseil de la République. Je sais que personnellement, je ne suis pas touché par la mesure étant donné que le Cameroun garde sa place mais je manquerais à mon devoir si je ne venais à cette tribune m'indigner avec tous les autres camarades.
Ce projet de loi qui nous diminue nos places au Conseil de la République, immédiatement, les communistes vont l'exploiter, le RPF va l'exploiter et quelle figure aurons-nous quand nous serons rentrés chez nous...
Camarade, je vous le dis, il est temps que vous vous penchiez sur les problèmes de l'Union française. Il ne faut pas cacher la situation. Le Parti est très mal organisé Outre-mer. Nous ne sommes pas reconnus, nous sommes toujours des enfants mineurs, alors qu'il est temps qu'on reconnaisse la majorité des fédérations d'Outre-mer et sachez que si les garanties ne nous sont pas données, l'Union française peut aussi avoir une place et une place prépondérante dans les organisations Socialistes.
(Applaudissements)

Colin (Algérie)
Camardes, lorsque le départ d'Algérie de l'Ambassadeur Chataigneau fut décidé, les colonialistes et réactionnaires crièrent victoire ; pour eux, ce départ ne devait pas signifier seulement le changement de l'homme qu'ils haïssaient mais surtout la rupture avec la politique démocratique et progressive pratiquée par l'ancien gouverneur.
Mais dans son message audacieux à l'assemblée algérienne, notre camarade Naegelen définissait à son tour le programme hardi qu'il entend poursuivre là-

bas. C'est un engagement solennel qu'il a pris à l'égard de toutes les populations ; puisse ainsi là réaction être déçue dans ses espérances.
Nous ne reviendrons pas sur les résultats des élections que nous avons indiques lors du dernier Conseil national.
Mais nous voulons cependant brosser le tableau qui a entouré et entoure la politique en Algérie, et nous voulons aussi énumérer les taches que notre parti se doit de promouvoir dans un avenir immédiat. Nous avons subi des échecs, c'est incontestable. Dans le 1er collège, le succès de la réaction s'explique par le mode de scrutin à deux tours. Ah, si nous avions été suivis par le gouvernement Ramadier après le Congrès de Lyon lorsque nous demandions la représentation proportionnelle, nous ne connaîtrions pas cette majorité massive d'élus du bloc RPF.
Et d'ailleurs, à ce sujet, permettez-nous d'ouvrir une parenthèse, en nous adressant plus particulièrement à Jules Moch.
Tous les conseils municipaux d'Algérie ont été élus au scrutin majoritaire, bien qu'à Lyon encore nous avions demandé l'application de la loi municipale métropolitaine. Comment le gouvernement et l'Assemblée nationale vont-ils régler le problème des élections du Conseil de la République pour l'Algérie ? En France, dans les villes de plus de 9 000 habitants, tous les partis sont représentés, et par conséquent, la proportionnelle pourra jouer dans la désignation es délègues communaux.
En Algérie, impossible. Et ce sera une prime de plus à la coalition réactionnaire qui possède, à quelques exceptions près, en Oranie, toutes les municipalités. Nous demandons que lors du débat sur le mode d'élection au Conseil de la République, notre groupe parlementaire s'inquiète de cette illégalité et trouve une solution équitable pour permettre aux minorités d'être représentées.
Nous disions que le bloc réactionnaire l'emportera une fois de plus ; c'est qu'en effet tous les partis modérés et droites, comme les radicaux, se sont unis sous l'égide du RPF. En traversant la Méditerranée, les radicaux et le MRP oublient la solidarité gouvernementale et la 3e force.
Ils ont joui de l'appui de la presse algérienne ; ils ont eu le concours financier des gros colons et des milieux d'affaires ; ils ont disposé de dizaines et de dizaines de millions qui, dans le 1er collège et dans certaines circonscriptions, ont répandu une corruption éhontée.
Ils ont aidés par la peur, savamment exploitée, que les européens ont eu des musulmans au MTLD ou PPA de Messali qui ont provoqué une campagne de violences, non seulement verbales mais effectives.
Et si nous ajoutons à cela, pour expliquer notre échec quoiqu'en Oranie nous avons augmenté nos voix de près de 3 000 par rapport à 1946, l'exercice du pouvoir dans, une période difficile, le mécontentement des classes laborieuses, et en plus notre politique d'égalité à l'égard de toutes les populations et notre campagne de collaboration avec les musulmans, vous comprendrez, camarades, que nous luttions avec des armes vraiment bien minimes.
Mais si nous reconnaissons qu'actuellement la sagesse et la raison ne sont pas comprises, ici d'ailleurs, nous sommes persuadés que c'est nous qui apportons

les solutions humaines et positions seules susceptibles de sauver l'Algérie du séparatisme et de la misère.
C'est pourquoi nous continuons, le combat, forts que nous sommes d'être l'avenir.
Dans le 2ème collège, l'administration et en particulier les administrateurs et les caïds se sont donné à cœur joie, profitant de la période d'adaptation du nouveau gouverneur général. Oui, les PPA ont été battus, et il est indésirable que les résultats du 2ème Collège ont été favorablement accueillis par l'ensemble des européens, mais il faut avoir l'honnêteté de se dire que d'une part l'élite musulmane est tentée de perdre confiante dans l'efficacité des méthodes démocratiques et que, d'autre part, il serait imprudent de croire que l'échec électoral subi par le PPA entame et son organisation et sa mystique. La répression exercée contre ses militants est plutôt de nature à renforcer sa position dans l'esprit des masses musulmanes.
S'il est deux grands vaincus réels, dans le deuxième collège, c'est sans conteste les amis du manifeste et les communistes.
(Applaudissements)
Nous devons remonter la pente et avant tout apaiser les esprits des musulmans, que l'affaire palestinienne trouble par surcroît.
Et s'il est une première mesure à prendre, c'est bien celle de l'abrogation du fameux décret d'exception Régnier. Nous félicitons le groupe parlementaire socialiste d'avoir déposé un projet dont Rabier est le rapporteur.
Nous souhaitons que très bientôt ce projet devienne loi. Une autre mesure serait aussi favorablement accueillie ; l'amnistie en faveur des condamnés politiques, à l'exception de condamnés de droit.
Voyez-vous, la clémence rejoindrait la justice et avec celles-ci la confiance serait raffermie. Mais, ce n'est pas tout : de profondes réformes, prises depuis longtemps, doivent enfin être appliquées.
Il appartient au gouverneur général socialiste d'essayer d'imposer la réalisation du plan quinquennal qui existe déjà :
- l'exécution rapide du plan de scolarisation de tous les enfants musulmans.
- l'accélération de la formation professionnelle pour créer une main d'œuvre qualifiée indispensable dans ce pays.
- l'application de la sécurité sociale suivant le projet Rabier
- la suppression des communes mixtes et des territoires du sud.
A ce sujet, les centres municipaux doivent être développés, mais nous mettons en garde notre camarade Naegelen contre le sabotage de cette réforme déjà amorcée. Certains administrateurs, certains caïds, menaces de disparaître en tant que tels par la suppression des communes mixtes exercent une pression intéressée sur les musulmans des centres municipaux pour leur faire signer des pétitions demandant le retour à la commune mixte. Si quelques centres ont une vie difficile, c'est que, le découpage de leur territoire a été consciemment saboté, c'est que les subventions qui doivent leur être attribuées sont insuffisantes ou même inexistantes.

Collection Jean Jaurès

Tout cela démontre un esprit de rétrogradation systématique ; nous n'avons ni le droit ni le devoir de nous faire les complices sous des prétextes pratiques fallacieux, d'une régression quelconque.
Quant aux problèmes des salaires et des prix, dont le Congrès aura à traiter, il est là-bas plus douloureux qu'ailleurs. Alors que le prix, du blé est à parité avec celui de la métropole, alors que dans ce pays exportateur de vin, la liberté de circulation l'a fait monter à 60 F le litre, il est inconcevable qu'un ouvrier agricole ne gagne en ce moment que 150 F, 170 F ou 190 F au maximum par jour.
Comment voulez-vous alors que les ouvriers musulmans ne soient pas tentés de traverser la mer pour travailler en France.
Ils y trouvent très souvent d'ailleurs d'amères désillusions. Cette immigration, dont la cadence atteint 2 500 individus par semaine, pose des problèmes douloureux d'ordre humain et d'ordre social.
Et nous nous adressons à Jules Moch et Daniel Mayer pour leur demander d'étudier les moyens d'améliorer le sort des travailleurs algériens dans la métropole.
Il faudrait mettre un terme à l'exploitation faite par certains gros employeurs de cette main d'œuvre facile.
Pourquoi, par exemple, la priorité d'embauchage des nationaux sur les étrangers, n'est-elle pas étendue aux citoyens d'Algérie ? Pourquoi les ouvriers musulmans ne sont-ils pas autorisés à suivre les cours d'apprentissage dans les établissements où ils existent, en compagnie de leurs camarades européens ?
D'autre part, l'accélération du paiement des allocations à leurs familles d'Algérie supprimerait bien des soucis à ces exilés ; savez-vous que certaines ne sont payées qu'un an après ?
Ainsi donc, voyez-vous, nous apportons, avec des considérations générales, les réalisations pratiques. Nous savons que conter le vaste programme que Naegelen a défini dans son message et contre les mesures que nous proposons, nous allons nous heurter à une opposition sérieuse de la part des réactionnaires de l'Assemblée algérienne.
Mais il vaut mieux pratiquer cette politique d'action courageuse que de se laisser aller au courant du moment.
Les trois fédérations algériennes sont décidées à le soutenir.
En dépit de fluctuations passagères qui peuvent nous être défavorables, nous préparons l'avenir.
Ce faisant, non seulement nous œuvrons pour l'Algérie, et pour la France, mais encore, nous bâtissons lentement le Socialisme.
(Applaudissements).

Ousmane (Sénégal)
Camarades, je voudrais dire juste un mot à titre de militant sur la position dans laquelle nous met la politique gouvernementale de l'Union française, telle qu'elle se pratique depuis que les Socialistes ont quitté le pouvoir et ont quitté la direction du ministère de la France d'Outre-mer.

Collection Jean Jaurès

On nous dira à ce sujet que la Constitution a été avant tout une œuvre socialiste, les dernières formes qui ont été accomplies après cette guerre, l'ont été dans les territoires d'Outre-mer grâce à l'action des Socialistes aux deux assemblées nationales constituantes.
Le titre qui définit la charte de l'Union française est une œuvre socialiste. Les défaites du 26 octobre 1946 qui ont institué l'assemblée territoriale et qui ont institué un double collège, ça a été la première entorse portée à la constitution de l'Union française. Malgré cela, l'œuvre socialiste dans les territoires d'Outre-mer a été une grande et belle œuvre. Mais il faut vous dire que depuis six mois, depuis que les Socialistes ont quitté la tête du ministère de la France d'Outre-mer, il y a chez nous sinon une politique de régression, dans tous les cas, une politique de freinage par l'accomplissement et par l'application de son titre 8 de la constitution de 1946.
Les réactionnaires de chez nous, certains administrateurs relèvent la tête et ils commencent déjà à mettre, en échec et à vider de son contenu toute cette constitution et à réinstituer la politique réactionnaire devant cette constitution, c'est-à-dire le régime colonial fondé sur l'arbitraire. Ce n'est pas une politique que les Socialistes font, mais c'est surtout une politique qu'ils subissent, dans tous les cas, c'est une politique regrettable. Ainsi, le gouvernement depuis six mois a pris certaines mesures qui sont désastreuses dans nos territoires.
Pourquoi les deux assemblées territoriales, ces assemblées ont commencé à vérifier quelle était la réalité des pouvoirs qu'on leur a donné. Ces assemblées ont pris des délibérations très importantes concernant le développement social du pays.. C'est ainsi qu'ils ont institué un impôt sur les super bénéfices, c'est-à-dire que les commerçants travaillant chez nous, doivent investir une certaine proportion de bénéfices au lieu d'aller à l'extérieur... et quand je dis extérieur, ce n'est pas toujours la France.
Cette délibération qui devait nous donner les ressources nécessaires à financer, à accomplir le programmé de développement social si important dans notre pays, cette délibération a été annulée par le Conseil d'Etat. Depuis quelque temps, les réactionnaires mettant en échec toutes nos prérogatives, ce qui permet de reprendre de la main gauche tout ce qu'on nous a donné de la main droite dans la constitution de l'Union française.
Les Socialistes se sont associés à cette politique gouvernementale et c'est cela qui est grave.
On nous dit : pourquoi les milieux Socialistes ne réussissent-ils pas contre cette nouvelle politique ? Pourquoi les Socialistes ne refusent-ils pas à prendre des mesures qui ne sont pas dans la ligne sociale en ce qui concerne l'Union française ?
Nos camarades Socialistes qui sont soit au gouvernement, soit au commissariat, nous mettent très souvent dans une position difficile lorsqu'ils associent leur vte à des décisions contre la politique socialiste de l'Union française.
C'est sur ce grave problème que je voulais attirer votre attention afin que le Congrès invite nos camarades ministres et leur disent qu'il ne faut pas qu'ils

oublient qu'ils sont des militants Socialistes et ne doivent pas associer leur vote à une décision contre la Constitution de l'Union française.
(Applaudissements)

Labrouckère (Côte des Somalis)
Camarades, le Congrès national d'aujourd'hui est le premier congrès qui a à étudier les problèmes de l'Union française après l'établissement des institutions de cette assemblée il y a quelques mois à Versailles.
Nous constatons que l'Union française, telle qu'elle existe dans notre Constitution, c'est l'établissement de l'idéal socialiste, des revendications de nos camarades Socialistes depuis bien longtemps sur les problèmes d'Outre-mer. L'Union française qui a des fondements philosophiques établissant l'égalité des races, l'Union française qui a des fondements politique transformant la doctrine de subordination en une doctrine de collaboration et d'égalité entre les hommes de tous les territoires d'Outre-mer, cette Union française a également des fondements économiques par la transformation des territoires sous le signe d'un plan économique. Précisons que les territoires de l'Union française ne sont pas seulement des réservoirs pour les matières premières, mais ils doivent être industrialisés en accédant à un certain stade de l'économie industrielle.
Mais pourtant camarades, malgré l'établissement de l'Assemblée de l'Union française, je veux vous faire part de la déception de beaucoup de camarades Socialistes des territoires d'Outre-mer en raison d'une réforme monétaire qui a été prise le 25 janvier dernier par le gouvernement sur le plan même du franc colonial.
Dans la vieille conception même de la colonisation, on disait que le franc, que ce soit le franc, de l'Indochine, le franc le l'Afrique ou de Madagascar, était intimement lié au franc métropolitain.
Il y a des situations locales complètement différentes. L'Indochine vit dans le cadre économique de l'Asie, l'Afrique est en relation avec de nombreux territoires étrangers. Il y a la situation spéciale des colonies comme la Nouvelle Calédonie ou comme Djibouti. Lorsque le franc métropolitain est dévalué, il est nécessaire de tenir compte de cette dévaluation pour ne pas causer aux territoires d'Outre-mer une dépréciation de leur pouvoir d'achat. Car la dépréciation du pouvoir d'achat dans des populations qui sont au stade agricole, populations où souvent il n'y a pas d'épargne, entraîne une hausse considérable des prix et de cette façon, crée une gêne et souvent la misère. Je prends par exemple le cas des populations que je représente ici aujourd'hui, des populations de la Côte des Somalis. Lorsqu'on a appris cette décision le 25 janvier dernier de dévaluer la monnaie, immédiatement on a subi une hausse des prix de 100, ce pays vivait d'importation, n'avait pas les devises nécessaires et cela a amené un marasme économique. On a soutenu, en faveur de cette réforme monétaire, le principe de l'unité au point de vue franc et du point de vue économique de l'Union française.
L'unité économique de l'Union Française au point de vue est la stabilisation du franc avec la circulation libre des devises et des capitaux entre les territoires, la

garantie par la métropole de la valeur ait la monnaie mais l'unité monétaire des territoires d'Outre-mer n'est pas un taux fixe.
Je vais vous donner un exemple : croyez-vous que lorsqu'on a des négociations difficiles avec les populations indochinoises, lorsqu'on parle de la valeur même de la piastre qui doit être une piastre de 25 million d'habitants qui habitent à l'Extrême-Orient, j qui ont la plupart de leurs relations avec la Chine, croyez-vous que ce soit faciliter les négociations que de fixer arbitrairement la valeur de la piastre par rapport aux monnaies étrangères et de cette façon diminuer le pouvoir d'achat des populations d'Outre-mer.
Il faut bien arriver à une formule de la monnaie de l'Union française. Il ne faut pas envisager la monnaie des territoires d'Outre-mer uniquement en fonction des intérêts métropolitains. La monnaie des territoires d'Outre-mer doit être au service des hommes qu'ils soient blancs ou jaunes, noirs ou jaunes et non pas que la monnaie, pour les hommes, soit au service de l'argent et des intérêts économiques.
Camarades, j'en arrive à cette conception de la monnaie de l'Union française. Ce n'est pas une conception anarchiste des territoires d'Outre-mer, je ne vois pas une monnaie spéciale à chacun des territoires, à chacune des populations de l'Afrique occidentale, l'Afrique orientale avec Djibouti. Il est nécessaire de tenir compte de la situation locale géographique et des intérêts économiques de ces colonies. Camarades, c'est sous le signe d'un plan économique que se fera la véritable unité économique de l'Union française.
Trop souvent – je le disais tout à l'heure – on a considéré ces territoires d'Outre-mer comme des réservoirs uniquement pour l'industrie métropolitaine. Il est nécessaire de les outiller économiquement et nous devons, sur ce point, rendre hommage aux efforts qui ont été faits en 1936 par notre camarade Léon Blum et Marius Moutet, ayant envisagé à ce moment la création d'un franc colonial pour la revalorisation des territoires d'Outre-mer.
Ce projet n'a pas été réalise en 1937 en raison de l'opposition du Sénat. Il a été repris le 30 avril 1946. Maintenant, nous avons des possibilités au point de vue financier pour créer des routes, transformer économiquement le pays et de cette façon, pour faire accéder les territoires d'Outre-mer à un stade industriel pour qu'ils soient sur le pied d'égalité avec la mère-patrie.
Malgré ces quelques réserves que je fais, ces déceptions amenées par la politique du franc colonial, il y a quelques mois, venant d'Afrique, après avoir longtemps vécu en Indochine, je constate que le Parti Socialiste a une prudence très favorable auprès des territoires d'Outre-mer. Je crois que c'est la première fois que dans un congrès national, on donne aux problèmes coloniaux un grand débat. Eh bien, cette résolution du Congres national, elle sera certainement très appréciée dans les territoires d'Outre-mer.
On dit souvent que nous perdons souvent des militants sur le plan métropolitains. Sur le plan colonial, nous gardons nos militants parce que le Parti Socialiste reste le Parti ce Proudhon et de Jaurès, le parti de Léon Blum et des réformes de Marius Moutet. Et c'est justement en raison de toutes ces circonstances que nous pouvons avoir confiance dans l'œuvre et dans les

réalisations du Parti Socialiste dans les territoires d'Outre-mer. Je sais que le Congrès national s'y intéresse aujourd'hui plus particulièrement et beaucoup plus qu'autrefois et je suis sûr que vous n'allez pas décevoir les espérances que les populations, d'Outre-mer mettent dans le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Richard (Cochinchine)
Citoyens, citoyennes,
Permettez-moi de faire appel, rapidement à votre attention et à votre indulgence, à votre attention parce que la mission qui m'est confiée m'apparaît bien difficile et les quelques minutes qu'on me donne me paraissent bien courtes pour soulever, ici, dans son ensemble, tout le problème relatif à l'Indochine.
Je fais appel à votre indulgence parce que j'étais inférieur à ma tâche, croyez bien que ce ne serait pas parce que je n'apporterais pas tous les efforts et toutes les tentatives d'éclaircissements pour permettre de connaître à fond, cette question, à bon escient ou à mauvais escient, apparaît compliquée et je voudrais, pour ma part, la clarifier.
Les premières observations que je veux présenter ici, c'est de nous indiquer dans quelles conditions les fédérations d'Indochine travaillent. Il faut que vous sachiez que vous connaissez les fédérations.
Il faut que vous sachiez que nous travaillons là-bas dans les conditions les plus difficiles, il faut que vous sachiez qu'il y a quelques mois, nos camarades, pour avoir écrit quelques vérités, bien bénignes d'ailleurs, ont été maltraités. J'ai moi-même assisté à ce spectacle : cheveux coupés, promenade à travers les villes, imprimeries complètement démolies.
Il faut que vous sachiez qu'à la suite de notre Congrès de dimanche dernier, un journal de la région, le " Populaire " de France, mais de Saïgon, disait en parlant de notre mission : on ne pouvait insulter avec plus d'insolence la mémoire de tous nos gars qui sont tombés pour la sainte cause de l'Union française.
Eh bien camarades, nous avons insulté la mémoire des soldats français parce que nous avons réclamé la paix. Voilà l'état d'esprit que l'on trouve en Indochine.
Lorsque devant une pareille provocation, on ne sait s'il faut admirer le cynisme révolté des SFIO de la Cochinchine ou déplorer la faiblesse des responsables… toute de même… Alors, on fait à nouveau appel aux soldats pour envahir l'imprimerie.
Mais… cher camarades, je passe rapidement, mais je vous prie de bien vouloir retenir que dans ce pays d'Indochine, lorsque les hommes se lèvent, qu'ils réclament la paix, qu'ils disent qu'il faut cesser le feu, on les appelle des provocateurs et on fait appel à la troupe, j'entends, aux fascistes pour démolir leur imprimerie et pour molester les militants.
Maintenant, quelle est l'attitude de cette fédération contre laquelle on appelle la haine, on appelle la mort. Eh bien, l'attitude de la fédération de Cochinchine, de même que celle du Tonkin… Les fédérations d'Indochine, depuis leur reconstitution, ont eu plusieurs discussions à engager, mais constamment, elles demandent, elles réclament la paix et elles ont montré la possibilité de l'obtenir.

Fondation Jean Jaurès

Elles ont demandé la paix après les accords du 6 mars 1946… Et là, je rends hommage à notre bon camarade Caput. Elles ont demandé la paix après l'application du modus vivendi de notre camarade Moutet de Ho Chi Minh.
Nous nous sommes adressés à Ho Chi Minh : faites vos propositions de paix. La fédération d'Indochine s'engage à faire connaître ses propositions et nous pensions faire appel à nos camarades ministres, à nos camarades parlementaires pour nous soutenir devant le Parlement.
Hélas, à ce moment-là, je ne sais ce qui s'est passé. Toujours est-il qu'on nous a fait par TSF, une réponse aussi vague et aussi imprécise qu'aucune suite n'était donné à cette demande de paix et de cessez le feu. Permettez-moi de vous dire que depuis 1945, où les Japonais ont voulu jeter la perturbation dans ce pays d'Indochine, on a chassé de toutes les administrations françaises, tous les Français qui étaient dans ces administrations, on les a remplacé par des Cocinchinois, des Laossiens, des Vietnamiens.
Depuis ce moment-là, il n'a pas pu faire entendre voix. On connaît mal la question de l'Indochine. On la connaît mal parce qu'il y a certaines gens qui ne veulent pas qu'on la connaisse.
Nous avons le droit de dire que les accords de la baie d'Along, c'est l'avenir qui pointe, l'avenir de la paix et l'avenir de la tranquillité dans ce coin sans richesse du sud de l'Asie.
Citoyens et ; citoyennes, voulez-vous vous rappelez ceci, que dans l'est de l'Indochine, que dans l'est de notre empire colonial, et c'est peut-être là l'importance capitale du document, c'est la première fois que la France, par la voix de son rapporteur officiel déclare : je vous donne l'indépendance. Elle ajoute aussi en ce qui concerne l'Indochine : l'union du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine que vous réclamez depuis si longtemps, nous la laissons à votre libre disposition.
Aussitôt, nous nous retournons vers les hommes qui se battent à Ho Chi Minh : " Pourquoi se battent les Vietnamiens… Certains hommes qui sont nos camarades, pourquoi se battent-ils ? Nous faisons appel à toutes les déclarations qui ont été faites au journal anglais " Le Times ".
Ho Chi Minh déclare : nous entendons rester dans l'Union française, mais nous voulons, l'indépendance et l'unification des trois Ky. Et voila, aujourd'hui que dans une déclaration solennelle, la France apporte pour les hommes qui se battent, ce qu'ils demandent, la fédération de Cochinchine se lève et dit :
Vous avez satisfaction, bien que ça n'est pas fini, mais ce que vous demandez, ce pourquoi vous vous battez, on vous l'accorde, par conséquent, nous ne disons pas, que le conflit est fini, mais le moment de parler est venu : " Cessez le feu ", plus de sang, plus de ces atrocités, plus d'assassinats, accourez tous autour du tapis vert et parlons.
(Applaudissements)
Citoyens, citoyennes, nulle fédération non seulement l'a dit écrit, et c'est une confidence que je veux vous faire devant le Congrès. En ce moment même, au moment où le délégué de la Cochinchine parle devant vous, un émissaire doit être parti vers Ho Chi Minh avec un mandat. Oh, le mandat n'est pas compliqué.

Il ne s'agit pas de régler cette terrible et tragique question, mais son mandat est celui-ci :
" Trêve ou armistice, mais ne nous battons plus, nous pouvons aussi bien discuter autour d'un tapis vert qu'en sacrifiant la vie de centaines, pour ne pas dire de milliers jusqu'à ce jour, de Français et de Vietnamiens.
Je n'ai pas le temps, mais camarades, il faudrait que vous sachiez ce qu'est la vie là-bas. Ce ne sont pas les combats qui n'existent que très peu, mais ce sont ces comités d'assassinats qui dan. les villes et villages commettent des atrocités.
Dans des villes comme Hanoï, Saigon, chaque nuit, crime, assassinat, attaques dont les journaux ne peuvent pas vous rendre, compte.
C'est la guerre dans ce qu'il y a de plus atroce.
Je vous disais donc que lorsqu'on apprenait solennellement l'indépendance du Vietnam et quand on a dit : faites ce que vous entendez, démocratiquement en ce qui concerne les trois Ky. Il ne faut plus se battre… la fédération de Cochinchine a, moment où je vous parle, envoyé un émissaire à Ho Chi Minh à qui il doit dire : vous savez dès maintenant que vous avez satisfaction en partie, la grosse question pour laquelle vous vous battez, l'indépendance vous l'avez, l'organisation des trois, Ky, Annan, Tonkin et Cochinchine, vous l'avez. Pour : les, autres questions, discutons autour d'un tapis vert. Par conséquent, camarades, le mandat de notre délégué, c'est tout simplement d'arrêter le feu, arrêtez-la mort, qu'on ne se batte plus. Voila ce que nous avons fait et quand nous faisons cela, camarades, nous sommes accusés d'être des provocateurs, de vouloir le mal de la France alors que nous voulons lui apporter la paix dans un coin où la guerre peut durer cent ans.
Citoyens et citoyennes, tenez, lorsque je vous dis ce pourquoi on se bat... je ne veux vous donner connaissance que d'une simple lettre.

(Le Président rappelle à l'orateur que son temps de parole est dépassé.)

Tout de même, sachez camarades, qu'on m'a donné au début de l'année, ma 39ème carte du Parti
(Quelques minutes lui sont accordées.)

Merci M. le président, je vais conclure et je vous remercie.
Citoyens!, citoyennes, je voulais simplement vous dire que les réclamations de nos camarades… il faut savoir, comment on se bat, dans quelles conditions on se bat. Nos camarades vietnamiens, ceux qui se battent nous adressaient le 15 octobre une lettre dont je voudrais vous donner connaissance en substance.
" Nous avons la joie de vous, annoncer que le 15 septembre, dans notre maquis, nous avons formé la fédération socialiste vietnamienne du Numbo, c'est-à-dire du sud de l'Indochine. Ainsi, sur cette terre endeuillée va désormais se créer un Parti frère qui lutte passionnément pour la même raison, pour la même doctrine et le même idéal. Cette lettre se termine en disant : " Vive le Vietnam unifié et indépendant au sein de l'Union française ".

Fondation Jean Jaurès

Je voulais simplement vous citer cette, phrase, pour vous montrer ce que demandent les hommes qui se battant. Je ne parle pas de ceux qui se promènent dans les couloirs du Parlement ou du Congrès, mais des camarades qui font la guerre, qui risquent chaque jour d'être tués, ceux-là disent : " Vive le Vietnam unifié et indépendant au sein de l'Union française " et ajoute : " Vive l'amitié entre le peuple de France et celui du Vietnam ".
(Applaudissements)
Le moment est arrivé où il faut discuter de la paix tout en restant dans les termes de l'amitié. Mais camarades, vous le sentez tout ce qu'il peut y avoir de grand, de beau lorsque la France et Vietnam unis, discutent côte à côte. Je sais bien que ce sera long. Mais il y a des points d'une difficulté impossible.
En fait, lorsque nous disons à l'Indochine, nous vous accordons votre indépendance, nous ne nous comprenons pas, nous ne comprenons pas le mot " Indépendance " de la même façon.
Ce mot magnifique français signifie, laisser un pays, une personne absolument libre de s'organiser à sa guise. Dans la langue vietnamienne, ça se traduit par : fonder tout seul, construire tout seul, bâtir tout seul.
Ca n'a pas le même sens que " l'indépendance " et ce sont sur des questions comme cela qu'on discutera peut-être pendant des mois. On ne peut pas faire cela pendant qu'on se bat, pendant qu'on se tue.
J'en ai terminé, mais, je voulais vous faire toucher la difficulté de la tâche qui se présente. Seulement, nous avons demandé, et ce sera inscrit tout à l'heure dans la motion du Parti que vous nous aidiez dans notre tâche après avoir approuvé le rapport de la fédération de Cochinchine qui travaille dans des conditions très difficiles.
Il faut que pour cette motion de cesser le feu vous nous aidiez.|
Le chef de la colonie, M. Bollaert, est obligé de travailler tout seul parce que tous ceux qui ont profité du régime sont contre lui.
Eh bien camarades, pour tous les hommes qui sont en Cochinchine, pour tous les hommes qui sont en Indochine, pour tous les Socialistes qui sont là-bas, nous vous demandons votre concours le plus complet et ce que nous voulons par dessus tout, ce n'est pas la question des hommes, nous voulons que le peuple français, et vietnamien unis, puissent conclure une paix, arrêter la mort et faire en sorte que demain, l'Indochine soit encore l'amie de la France que nous puissions demain, aller là-bas comme étant les instructeurs, les éducateurs aujourd'hui acclamés par les hommes élevés h leur degré de civilisation.
(Applaudissements)
M. Guy Mollet invite les membres de la commission d'organisation des travaux à se réunir dès maintenant, et la parole est à M. Khuong (Vietnam).

Khuong
Au nom de tous nos camarades français et vietnamiens, qui là-bas, à 15 000 km d'ici, défendent vaillamment leur position, et en particulier à notre camarade Caput, nous vous apportons notre salut fraternel.

Fondation Jean Jaurès

Camarades, venu de l'autre bout du monde, et devant un auditoire international, j'ai cependant la certitude que ma faible voix va trouver facilement le chemin de votre cœur.
Le Socialisme rassemble tous les hommes de bonne volonté pour la défense de la démocratie, de la justice et de la paix.
En défendant la démocratie, la justice et la paix, nous pouvons considérer par avance, que nous avons votre approbation et votre sympathie et c'est avec cette assurance que nous voulons voir cesser la guerre au Vietnam. Je dis bien, et je le répète la guerre au Vietnam.
Oh, je fais bien que certains d'entre vous ne sont pas portés à y croire. Une guerre 2...
Une simple opération de police, penserez-vous...
Si par hasard cette affirmation se trouve être vraie, il faudra, à mon sens, pour être plus prêt de la réalité, ajouter ceci. Opérations de police contre le peuple vietnamien ? Oui, une opération de police contre tout un peuple. Ni plus ni moins. On trouve par là, la définition même de la guerre.
Une opération de police qui nécessite un corps expéditionnaire de 120 000 hommes équipés comme les meilleures armées d'Europe et si nous en croyons une opinion largement confirmée par les événements, il faudrait non pas 150 000 hommes, mais 1 million pour mener à bien cette descente de police. A d'autre le soin de travestir la vérité pour des faits inavoués et inavouables. Disons qu'au moment où l'on se dit partisan fervent de la paix, on voit au Vietnam quelque chose d'atroce. Une guerre abominable se déroule au Vietnam, avec toutes ses atrocités, toutes ses tortures, tous ses remous...
Une guerre entre la France et le Vietnam ? Non pas. Le Vietnam n'est pas en lutte contre la France. Il n'en veut pas à la France, elle-même, l'intérêt du peuple vietnamien n'est pas en contradiction avec l'intérêt du peuple français, au contraire, les deux intérêts sont appelés à se compléter, à s'équilibrer dans la fraternisation des deux peuples.
Mais nous ne voulons plus de ces oligarchies internationalistes. Le colonialisme est mort, dit-on.
Oui, il est mort, il est officiellement mort.
Mais les colonialistes sont encore là, ils sont toujours là à revendiquer ostensiblement et cyniques ment le titre de noblesse, et leur droit à la reconnaissance.
On doute encore de la fidélité des institutions réelles du peuple vietnamien dans la seule lutte contre l'impérialiste.
En effet si l'on s'en rapporte à ce fait que sur toute l'étendue du Vietnam quelques jours après l'annonce de la défaite japonaise, on ne saurait nier la volonté du Vietnam pour renouer ses relations avec la France sur une base de fraternité, sur une base d'entente économique. L'accord du 6 mars 1946 a placé le Vietnam au sein de l'Union française.
Partout, la lutte, au Vietnam, en Asie, revêt les mêmes aspects, la même attitude à l'égard de l'impérialisme. Qu'on ne s'étonne pas de cette volonté des peuples d'Asie à vouloir recueillir notre liberté dans une lutte séculaire. Qu'on ne

s'étonne pas non plus que sous cette ardeur tumultueuse, les revendications nationales s'affirment chaque jour davantage. Le but de cette lutte c'est de former un véritable corps de doctrine socialiste, homogène, indestructible. Les revendications nationales du Vietnam se trouvent axées sur ces deux mots fondamentaux : l'unité et l'indépendance. L'unité et l'indépendance du Vietnam au sein de l'Union française. Je sais que la France a reconnu le bien-fondé de ces deux principes et je ne m'appesantirai pas là-dessus.
Toutefois, dirait-on, il reste à déterminer exactement le contenu essentiel de ces deux principes.
A propos, de l'unité, du point de vue national et sur des bases démocratiques, Vietnamiens du Nord, du Centre et du Sud se voient rapprochés les uns des autres par des attaches qui demeurent fortes et vivantes en dépit de toutes les vicissitudes dans le plus profond de leur être. Quant à l'indépendance du Vietnam, au sein de l'Union française, on a l'air d'en discuter et de n'en plus finir. La thèse généralement admise est celle d'une Union française fortement centralisée, une union à sens unique.
Est-ce au nom de l'Union française que les accords de 1946 ont été littéralement violés. Est-ce au nom de l'Union française qu'il s'est, produit ce que avez pendant qu'on discutait à Fontainebleau ?
Soyez de tout cœur avec moi pour réclamer la paix, la paix immédiate au Vietnam. Je suis venu ici dans le seul but de vous dire que la paix reste possible. La résistance vietnamienne veut la paix. Elle ne continuera la lutte que contrainte et forcée par l'attitude incohérente des autorités françaises. Il existe, dans la résistance vietnamienne une véritable volonté de paix. Ce serait de la folie de continuer une lutte semblable. Le pays est déjà complétaient dévasté, ruiné par la guerre dans des conditions effroyables. La troisième mondiale... comment le Vietnam pourra-t-il la supporter s'il n'a pas reconstruit son économie ni pansé ses plaies.
Pourquoi, cette guerre abominable, et désastreuse continue-t-elle au Vietnam ?
Camarade, dites-vous bien que chaque jour, des centaines de vies humaines sont fauchées entre les deux peuples.
Alors camarades, vous pensez bien qu'il faut que cela cesse. C'est intolérable. Mais il ne faut pas de demi-mesure, faisons l'amitié franco-vietnamienne, faisons triompher la véritable démocratie dans la paix et la justice. On pourra ainsi régler toutes les autres questions.
Je termine par ces mots : Vive la France démocratique, vive le Vietnam unifié et indépendant.
(Applaudissements)

Bidet (Tunisie)
Camarades, que mon premier mot soit pour saluer vos présences. Elles souvent tout de même et c'est malgré tout réconfortant qu'il y a dans le Parti des hommes capables de pousser l'héroïsme jusqu'à assister à un débat sur l'Union française. Mais cela est insuffisant et au nom de la fédération de Tunisie, je

demande qu'il y ait désormais, chaque année, deux congrès, l'un réservé à la France métropolitaine et l'autre à l'Union française.
Je ne vous ferai pas de discours, je ne vous referai pas le discours, que j'ai déjà fait trop souvent dans le Congrès et dans les conseils nationaux, je vous renvoie à ces exposés. Ils ont une grande portée puisque seul, celui qui les avait prononcés, se les rappelait à l'issue des congrès et des conseils. Dans ces conditions, vous ne serez pas surpris que la situation en Tunisie n'ait cessé de s'aggraver.
Trois faits se sont produits pour la première fois, depuis que Français et Tunisiens cohabitent en Tunisie. Le premier, en novembre dernier. Pour la première fois, nous avons assisté à une abstention volontaire de la part de la section tunisienne aux délibérations du grand conseil et le Résident Général Mons a été appelé à prendre de l'autorité.
2 - Grève des fonctionnaires. Il s'agissait d'un problème social.
Au départ il semblait que les fonctionnaires musulmans, tunisiens, allaient suivre dans la grève. Il a suffit qu'un homme présentât ce conflit sous un jour national pour que, tout de suite, les musulmans Tunisiens fonctionnaires, se refusent à faire la grève, profitant de cette occasion pour jouer leur jeu et démontrer que les administrations tunisiennes pouvaient fonctionner avec les seuls fonctionnaires tunisiens.
3 - Le 12 mai dernier, jour anniversaire de la signature du traité de Protectorat, tous les journaux tunisiens, de langue française ou de langue arabe, ont paru, encadrés de noir. Les Tunisiens ont fait une journée de deuil du jour anniversaire de la signature du Protectorat. Je livre ces faits à vos méditations. Cette situation est d'autant plus grave que, alors que nous avions une espérance en la venue du Résident général Mons, nous avons du maintenant abandonner tout espoir parce que Mons n'a pas une autorité à la taille de sa bonne volonté et beaucoup trop souvent, les hommes qui sont, parait-il représentatifs du Parti Socialiste dans des postes comme ceux-là, publient une, fois qu'ils sont nommés que la réalité socialiste demeure vivante pour eux. Je voudrais appeler votre attention sur un problème qui est, en Tunisie, le problème clé, celui de la dépossession du Résident général Mancef.
Personnellement, je suis arrivé à cette conclusion, que Mancef a été victime d'une injustice.
Je demande aux responsables du Parti et à nos camarades ministres, de prendre en considération cette question, de réexaminer le problème de la dépossession de Manef pour arriver à la clarté et pour que dans cette clarté soit précisé la mesure de justice que la France n'a jamais refusé à tout homme au monde.
Vous devinez bien que dans cette atmosphère, que je vous décris à grands traits, la question de l'adhésion de la Tunisie à l'Union française, est une question impossible à résoudre.
D'abord parce que les Tunisiens ne savent pas ce qu'est l'Union française et parce que M. Bidault, ministre des Affaires étrangères qui, pour le malheur de la Tunisie, doit s'occuper d'elle, se refuse à présenter l'Union française sous son véritable visage. Et parce qu'aussi, maintenant, les Tunisiens ne voient plus

Fondation Jean Jaurès

l'Union française qu'à travers les élections algériennes, ce qui est pour une perspective très peu séduisante.
Camarades, dans la souffrance que j'éprouve devant votre attitude, je suis tout de même content que mes camarades de ma fédération ne soient pas là pour assister au spectacle de cette indifférence.
(Applaudissements)
J'éprouve cette souffrance d'autant plus vivement que je vous parle en homme qui en est arrivé à cet état d'âme où il ne peut plus différencier Tunisiens et Français. Et je voulais aujourd'hui, vous adresser un appel particulièrement pathétique parce qu'en Tunisie, nous ne disposons plus maintenant, du plus puissant de nos moyens d'action.
Notre vieux journal quotidien " Tunis socialiste " qui comptait 88 ans d'existence, n'existe plus.
Je ne vous apprends sans doute rien puisqu'après tout, le " Populaire ", vu l'intérêt chaque jour évident, qu'il porte aux questions de l'Union française, a consacré, dans la dernière colonne de la 4ème page, un douzaine de lignes nécrologiques la fin de " Tunis socialiste ".
Camarades je ne veux pas même utiliser toutes mes minutes de parole. Je veux vous dire encore ceci, et j'y mets toute la force de sentiments que je peux trouver en moi. Il n'y a rien de perdu dans le pays que je représente si enfin, on peut vraiment examiner les problèmes et les examiner pour les résoudre ; si en France, on veut cesser de faire des discours sur l'Union française, si on en est résolument déterminé à passer aux actes, nous adressons cet appel : je fais mon devoir, puisse le Parti Socialiste français se décider enfin à comprendre et à. faire, le sien.
(Applaudissements)

Gauthier (Maroc)
Camarades, c'est au nom du Maroc que je vous parle encore une fois.
A chaque Congrès, à chaque conseil national, j'ai essayé d'attirer votre attention sur la situation en Europe.
En 1943, puis en 1947, j'ai présente un certain nombre de motions, résultat du travail de nos Congrès fédéraux qui avaient pour but de remédier à fa situation particulière au Maroc. Malgré tout cela, absolument rien n'a été fait et nous avens, le sentiment, au Maroc que pas plus au gouvernement qu'ailleurs, on ne s'intéresse à ces questions.
On s'y intéresse lorsqu'il s'agit d'envoyer un Résident général et il semble qu'à ce moment-là, le Gouvernaient se trouve très heureux et pense surtout aux Affaires étrangères, de se décharger de cette responsabilité qui, quelles que soient ses intentions, quelle que soit sa bonne volonté, ne peut pas faire à lui tout seul ce qu'il y a lieu de faire. Il n'est pas sérieusement soutenu par Paris.
C'est ainsi que nous ayons vu l'échec à peu près complet de Labonne. Le général Juin fait, après du surplace malgré la déformation professionnelle.
Aujourd'hui, j'ai à vous parler des évènements de Djerada. Je pense que tout de même, vous en avez eu connaissance.

Fondation Jean Jaurès

Djerada : 40 morts, de nombreux blessés qui ne guériront pas. Ces événements, contrairement à ce qu'on a pu vous dire, ne sont pas particuliers à la situation au Maroc. Ils sont la conséquence directe des événements de Palestine.
A ce sujet, je ne peux pas mieux faire que de vous lire rapidement les principaux passages du rapport port que la Section Lowada m'a fait parvenir avant mon départ.
Il est bien difficile, me disent les camarades, de prétendre arracher la vérité. Trop de choses sont contradictoires et la plupart sujet à caution.
Nous protestons contre la déformation parlementaire ou l'exploitation des faits par une certaine presse en tête de laquelle nous citons " L'Humanité ", " Ce soir "...
Pas de bagarres entre Juifs et Arabes, mais incendies et massacres. D'innocentes victimes sont surprises dans leurs échoppes ou dans leurs appartements. Une forte proportion de femmes et d'enfants sont tués et affreusement mutilés. Une preuve : à Djerada, 10 enfants de moins de 12 ans dont plusieurs bébés de moins d'un an ont été tués.
Le lundi 7 juin, vers 7 heures du matin, il y a eu une discussion très vive entre deux commerçants, l'un Juif et l'autre Arabe. Ce dernier a été blessé par un autre Arabe dans des circonstances que l'enquête établira.
Notre camarade Amoros n'était pas communiste, comme se sont empressés de l'écrire " L'Humanité ", " Ce soir " et " Alger républicain ". Ils avaient trouvé là une occasion à découvrir un martyr à commercialiser.
Notre camarade Amoros était membre de la section de Outjda dont il était membre fondateur il y a plus de 25 ans et appartenant aujourd'hui à la Commission exécutive de cette section.
Il n'y a pas eu de provocations policières comme l'on dit les journaux que je viens de citer.
Les policiers se sont montrés à la hauteur des événements et tous ont fait preuve d'un calme et d'un sang-froid, et d'un courage dignes de tous les éloges, sans employer leurs armes.
Ils ont tenté pendant une heure et demie de s'opposer aux émeutes. Plusieurs d'entre-eux ont été blessés sans qu'aucun n'ait riposté.
Ceci précisé, venons-en à l'exposé des faits.
Les évènements de Palestine n'ont fait qu'exciter la haine des Arabes et des Palestiniens. Depuis plusieurs semaines, les provocateurs ont troublé dans les esprits les plus avertis.
Des menaces étaient proférées contre les Juifs et les Français. Des inscriptions anti-juives faisaient leur apparition sur les portes et sur les magasins. Le dimanche précédant le 30 mai, plusieurs centaines d'Arabes, sur un mot d'ordre, quittèrent les maisons et dans les rues de Casablanca, s'attaquèrent aux Juifs. Ils furent dispersés par la police.
A chaque instant, il y a de nouvelles menaces, de nouveaux massacres, un certain malaise plane. On apprend presque chaque jour qu'un Juif a assassiné un Arabe ou qu'il y a une des émeutes entre Arabes et Juifs.

Collection Jean Jaurès

C’est au marché arabe que notre camarade Amoros qui sortait peu, qui avait pris parti en faveur d’ouvriers marocains, a été poignarde en voulant protéger une vieille Israélite molestée par les émeutiers. Les émeutiers parcourent les différentes rues et les magasins.
Essayons de revenir en arrière pour situer la responsabilité de chacun.
Des qu’il fut avisé de l’effervescence qui régnait, le commissaire principal se rendit sur les lieux et se rendit ainsi compte de la gravité des faits. Il se rendit compte alors qu’il ne pouvait pas avec l’aide de ses seuls agent assurer l’ordre public. Puis il informait aussitôt le contrôleur civil adjoint de la région de ces opérations. Le commissaire principal demandait l’aide immédiate de l’armée.
L’enquête en cours éclaircira ces choses qui, à l’heure actuelle, nous paraissent bien confuses.
Une heure après, la troupe venait, sous la forme de détachement de goumiers (ce sont des Marocains). Et nous croyons que c’est une faute d’avoir envoyé des Marocains pour défendre des Arabes.
La ville eut le sentiment d’être abandonnée par les autorités responsables.
On se remettait péniblement de ces tristes événements, que d’autres, plus graves, éclataient à Djerada, conséquence des précédents.
A 18 heures environ, tout le monde partait sur Djerada. La foule déchaînée se rendit dans les quartiers où les Juifs ouvriers et employés sont les plus nombreux et massacre ces derniers.
Un jeune français de 19 ans, arrivé depuis peu, fut massacré également dans l’échoppe d’un sabotier où il essayait une paire de sandales.
Il y eu cette fois encore 37 morts et de nombreux blessés sans espoir de guérison.
Nous demandons que le 40ème Congrès national informé des tragiques évènements qui viennent d’endeuiller le Maroc s’incline devant les victimes des émeutes dont je viens de vous entretenir et en particulier de notre camarade Amoros, membre de la CE de cette section, membre fondateur il y a 28 ans de cette même section, qui fut victime de son dévouement alors qu’il essayait de protéger une vieille israélite.
Nous demandons également que le Congrès adresse à la section et à la famille du camarade Amoros, l’expression de ses fraternelles condoléances.
Nous demandons à nos camarades ministres et à l’Assemblée nationale qu’ils interviennent auprès du gouvernement pour que le résultat de l’enquête en cours sur ces tragiques événements, soit rendu public et les responsabilités situées nettement, que des instructions énergiques soient données aux autorités responsables que nous n’avions pas à déplorer d’aussi dramatiques événements, (Applaudissements)

Je voudrais revenir à la commission de l’Union française relativement aux réformes que nous attendons toujours au Maroc et qui ne viennent toujours pas.

(Mon temps de parole est atteint, je dépose une résolution sur le bureau.)

Collection Jean Jaurès

Diop Obeye (Sénégal)
Camarades de la métropole,
Je suis heureux de vous apporter à ce 40ème Congrès national, le salut le plus affectueux de la vieille et belle fédération du Sénégal qui, à travers ces difficultés de tous ordres continue à maintenir l'influence socialiste parmi les masses africaines.
(Applaudissements)
Si je foule pour la première fois le sol de France, c'est parce qu'à l'unanimité de nos sections, nous avons estimé qu'il est bon qu'en dehors des parlementaires qui nous représentent ici, un militant, et un jeune militant de la base, vienne crier à la France socialiste, nos raisons d'espérer mais encore et surtout, notre vœux de voir le Parti Socialiste prendre plus à cœur les problèmes de l'Union française.
Si notre Parti a été le premier à se pencher avec sollicitude sur les populations d'Outre-mer, si l'œuvre réalisée depuis 1936 - et depuis la libération, porte incontestablement une empreinte socialiste, il n'en est pas moins vrai que se plaçant sur le plan gouvernemental et parlementaire, la SFIO engage lourdement ses responsabilités et son avenir dans les territoires d'Outre-mer.
Nous avons soif de liberté, oui soif d'égalité, oui, soif de fraternité, oui, mais tout cela, nous le voulons au sein de l'Union française.
Je crois que vous voulez nous voir plutôt progresser au sein de l'Union française camarades et c'est pourquoi nous vous demandons au premier abord le respect de la constitution oui nous donne une place équitable au sein de l'Union française.
Si je pose ainsi le problème, si je le réduis à cette revendication essentielle, c'est parce que dans d'autres domaines, d'autres camarades de l'Afrique noire française, auront, certainement à traduire les aspirations des masses laborieuses groupées là-bas au sein du Parti Socialiste. Mais je le fais surtout parce que je voudrais vous mettre en garde, je voudrais que le Parti Socialiste prenne bien à cœur cette revendication car si vous laissez cet ardent désir des hommes de bonne volonté, si vous laisser cet ardent désir à l'arrière eh, bien je vous le dis, "ce sont les extrémistes dangereux qui auront la pression sur nous, bien que nous soyons décidés contre le Communisme à qu'il arrive la cohésion et la permanence socialiste dans les territoires de l'Afrique noire.
(Applaudissements)
A l'heure actuelle, en Afrique noire, nous sommes et nous entendons demeurer le parti de la classe ouvrière, des opprimés, le parti de ceux veulent la justice pour tous, môme si nous avons, pour que le comportement de certains de nos ministres ne nous mettent dans une situation telle que nous apparaissions à nos masses les complices du gaullisme.
Vous savez que la politique de certains ministres Socialistes est assez dangereuse pour notre politique économique. C'est doublement dangereux dans les territoires d'Outre-mer où, jusqu'ici, on s'est tourne vers le Parti Socialiste pour lui demander des raisons à espérer, de persévérer.

Or, cette politique-là, quand nous la jugeons à 8 000 km de Dakar, c'est une politique colonialiste, une politique qui veut que le premier Conseil de l'AOF, expression de 15 raillions d'habitants prenne position contre la FAO. Et si au sein du gouvernement, à l'heure actuelle, nous participons, nous Socialistes, en autres hommes, cette volonté ne sera pas exécutée. C'est le système du Parti colonial qui a toujours fonctionné à vos dépens, vous peuples d'Outre-mer.
Croyez-vous que la responsabilité du Parti n'est pas engagée sur des problèmes de cette nature.
Il y a de grandes responsabilités.
Le Parti communiste fait de son mieux outremer bien que nous, encore une fois, nous ne soyons pas décidés à passer la main, mais pour cela, nous de nous aider et que nos ministres, nos hauts commissaires, défendent notre ligne politique_ et surtout qu'ils ne s'entourent pas de collaborateurs oui gênent sérieusement leurs efforts pour faire porter sur leurs épaules la faillite d'une gestion socialiste.
Quand nous avons été au ministère de la France d'Outre-mer, il nous était pénible de constater que ceux qui venaient dans les différents services, c'était plutôt les communistes. Ce sont les communistes, qu'on envoyait au ravitaillement, aux finances, aux affaires politiques, et alors, vous savez, camarades quel travail ils faisaient. Ils semaient le poison stalinien, le poison moscovite et si aujourd'hui ils se lèvent dans certains territoires d'Outre-mer, c'est la faute de ceux oui n'ont pas su sur les territoires d'Outre-mer, mener une politique socialiste.
Je ne suis pas venu du Sénégal et fait un voyage pénible rien que pour ce Congrès pour tout de même ne pas vous dire ce que nous avons là-bas et croyez que ce que nous avons dans le cœur au fond, c'est simplement la volonté de travailler, de collaborer avec vous, mais encore une fois, faut-il que nous définissions, d'une façon définitive, la base de la collaboration entre vous la France, et nous l'Afrique ?...
Je vous demande donc un peu plus de sollicitude car c'est tout de même un petit sacrifice... 12 000 kilomètres...
Après avoir posé ici le problème politique, je dis qu'au deuxième chef de nos revendications, peut-être même domine-t-il le premier, se situe le problème, l'imposant problème du pouvoir d'achat des masses travailleuses d'Outre-mer. Nous n'avons pas un minimum vital décent. Faites-nous la démocratie économique en Afrique noire. Il est nécessaire, pour établir en Afrique noire, une vraie démocratie. En chassant la faim, vous éviterez ainsi les graves conséquences qu'elle peut, entraîner.
Dans ce domaine de la politique sociale, je doit dire que Lamine Guye jouit d'une grande autorité et d'une grande influence.
Je voudrais, en terminant, vous dire simplement que le Parti Socialiste risque d'encourir graves responsabilités s'il laissait de coté cet enthousiasme, cette foi que nous avons dans le Parti Socialiste car nous qui avons vu pères, nos frères qui sont morts en campagne à Verdun, un peu partout pour sauver la République, eh bien nous demandons la liberté.

S’il y avait une menace précise contre la République et contre la démocratie, nous mènerions à vos côtés pour bâtir cette fois sur les ruines de la publique, bourgeoise, pour le Socialisme.

Lamine-Gueye

Si le Parti Socialiste avait besoin de se pencher sur la nécessité et l’efficacité de sa présence Outre-mer, je crois que la réponse serait suffisamment fournie par la présence de notre camarade Diop Obeye et le magnifique discours qu’il vient de prononcer comme délégué de la fédération du Sénégal.

(Applaudissements)

Nous soulignons en effet que notre lointaine et vieille fédération, n’a pas hésité à engager des frais pour faire transporter par avion notre jeune délégation, et l’accueil que vous avez fait à nos déclarations témoigne de l’attention que vous avez donnée à cette initiative qu’ils n’ont pas hésité là-bas à prendre.

Mais je ne veux pas exprimer un point cde vue spécial à notre fédération. La position que je défends est celle non seulement de ma fédération, mais de la commission qui s’est réunie pour régler les questions de l’Union française. C’est en même temps le point de vue exprimé par l’ensemble des élus d’Outre-mer à l’Assemblée nationale, au Conseil de la République et à l’Assemblée de l’Union française. La présence de Marius Moutet constitue ce que nous appelons l’intergroupe des élus d’Outre-mer.

Nous disons à nos camarades, ce n’est pas tout de dire et de laisser dire que la France est un pays de 120 millions d’habitants, dont 40 millions pour la métropole et 80 millions pour l’Outre-mer.

Vous savez qu’au moment où doivent s’engager des négociations décisives pour la paix et pour la vie de l’Europe et même pour le monde entier, c’est la voix de la France qui doit être entendue et suivie

Elle ne sera entendue et suivie que dans la mesure où, partant, elle ne le fait pas seulement au nom de ceux qui vivent sur son sol métropolitain, mais ceux qui, à l’échelle mondiale, répondent au nom de Français.

Quand il s’agit des problèmes qui concernent ces hommes, quelle est notre position ? Disons-le parce que c’est la vérité. Nous tournons le dos, nous sommes absents. Nous ne sommes plus au gouvernement. C’est de la faute à personne à moins que ce ne soit de notre faute à tous.

Hier, au ministère de la France d’Outre-mer, c’était un Socialiste. Il n’y’est plus. A la présidence du Conseil de la République, de la Commission des territoires d’Outre-mer, ce n’est plus un Socialiste. Ce n’est plus un Socialiste à l’Assemblée nationale pour la Commission des territoires d’Outre-mer et dans tous les secteurs et à tous les postes où des responsabilités sont à prendre, eh bien, nous brillons par notre absence.

Même ici, lorsque nous engageons ces questions qui lient, notre sort à tous, il faut encore transiger, il faut " négocier " pour obtenir quelques minutes de plus. Eh bien suivra les suggestions formulées tout à l’heure par Bidet tendant à ce que désormais, en dehors des Congrès ordinaires qui règlent toutes les questions

de politique générale, un congrès se réunisse pour traiter les questions concernant l'Union française.
Maintenant, je vais vous entretenir d'une question au sujet de laquelle il apparaît essentiel que le Parti Socialiste, son Congrès national, le 40ème, prenne une position très nette.
Le projet viendra bientôt en discussion et a pour objet de régler le mode d'élection du Conseil de la République.
Le Conseil de la République, actuellement, est composé de 300 membres environ, dont une quarantaine représentant la France d'Outre-mer et aujourd'hui, nous sommes en présence d'un texte élaboré au nom du gouvernement et portant entre autres signatures, celle du camarade Jules Moch. Ce texte prévoit pour la France métropolitaine et les départements d'Outre-mer que le nombre des conseillers sera augmenté pour les premiers et pour nous, il sera diminué. Alors, nous faisons le calcul ; 40 millions de Français métropolitains : 280 conseillers ; 80 millions de Français Outre-mer : 47 conseillers. Il paraît que ça s'appelle la logique de l'équité.
Ce n'est pas la première injustice, peut-être pas la dernière qu'on fera à notre égard.
En France, quand il s'agit de la représentation à l'Assemblée nationale, on dit par exemple : 1 député pour 150 000 habitants pour la Métropole, et 1 député pour 1 500 800 pour les territoires d'Outre-mer.
Cela ne peut durer éternellement.
Nous vous disons : attention. La France nous a habitués à professer un certain respect pour la parole donnée. Or, au moment où on a constitué le Conseil de la République, des engagements très précis ont été pris au nom du gouvernement unanime. Ces engagements... ceux qui les ont, traduits devant nous, sont ici dans cette salle.
Ils étaient, ceux-là : Marius Moutet, Jean Biondi, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, P.H. Teitgen, Maurice Thorez, à ce moment-là vice-président du Conseil. Ils sont venus devant la commission d l'Intérieur et la commission de la constitution Ils ont dit que le gouvernement se trouvait en présence d'un projet donnant une représentation plus importante aux territoires d'Outre-mer. Aujourd'hui, ce même gouvernement vous demande d'accepter une réduction du nombre des députés.
La France a donc pris envers nous, des engagements... Mais il paraît que la parole il ne faut plus la respecter et réduire le nombre des parlementaires.
Lors de l'élection du premier magistrat de la République, les élus d'Outre-mer ont cru qu'ils avaient leur place dans la nation et qu'ils avaient à cette occasion, leur mot à dire. On a envoyé des avions spéciaux les chercher très loin. Certains sont venus le jour même de l'élection et alors ils ont voté. Aujourd'hui, le camarade Vincent Auriol est premier Magistrat de la République.
Que s'est-il passé ? Je dis, méfiez-vous car vous remarquerez que, une fois de plus à l'occasion d'un acte important, ce sont les territoires, les élus d'Outre-mer qui ont été les exclus. Nous nous sommes indignés, surtout pour l'article que le "

Populaire " a consacré en manière de riposte et qui prenait sur un ton badin ce qui était fondamental.
Aujourd'hui, il semble qu'on veuille nous punir et que c'est aux Socialistes qu'on va demander de signer un papier qui constatera cette déchéance ; cela, nous ne l'accepterons pas et nous nous devons de dire au congrès que les Socialistes n'accepterons pas cela. Notre commission a pris position unanimement et nous demandons au Congrès de réfléchir… nous n'accepterons jamais que soit diminué le nombre des conseillers d'Outre-mer. Nous demandons qu'il soit augmenté.
Camarades, pourquoi nous fait-on querelle ? Mais on nous fait querelle parce que nous avons fait notre devoir laïque et de Socialiste. Au moment où la constitution, la Ligue dé l'enseignement nous a été refusée... Noguère est ici ?... Je vois par ses approbations que lui aussi se souvient. Nous avons obtenu le rejet de la liberté de l'enseignement par deux ou trois voix. Des hommes catholiques n'ont pas hésité à faire des démarches... Tous les jours, on nous dit, ces hommes qui viennent d'Outre-mer deviennent encombrants quand il s'agit de régler des questions concernant la laïcité.
Ne vous associez pas cette entreprise qui discréditerait à tout jamais le Parti Socialiste d'Outre-mer, cela dans un moment où en France, le Parti a perdu des dizaines de milliers d'adhérents, alors que nous ne cessons de progresser. Ve n'est pas à ce moment que le Parti doit nous punir.
Camarades, je voudrais aussi vous dire qu'au Congrès international, il y a une position dont nous n'avons pas droit de faire fi. La France avait envoyé des représentants à San Francisco, à Lake Success, à Londres… et nous, que faisons-nous dans tout cela. Je dis que nous devons lutter ensemble pour une vraie démocratie, pour la paix, la liberté, la justice… Nous avons admis sur un plan d'équité, dans la loyauté, de collaborer tous ensemble à la même œuvre démocratique et républicaine.
Au Conseil de la République, au Parlement, ces hommes doivent siéger sinon en quantité numérique égale, du moins avec des droits équivalents.
Allez-vous laisser dire que la France n'a pas respecté la parole donnée, que la France a changé le sens de la politique voulue par la constitution ? Je crois en avoir assez dit pour être persuadé que sur ce terrain, le Congrès suivra, les engagements qui avaient été pris et agira avec justice avec les élus de nos territoires d'Outre-mer.
Je n'insisterai pas d'ailleurs davantage. Je veux simplement vous indiquer que dans la motion dont la lecture vous sera donnée, nous avons tenu à marquer notre volonté que le Parti Socialiste dise une fois pour toutes qu'il ne s'agit pas là d'un vœu platonique, mais d'une volonté qui constitue l'expression de ce que nous considérons comme un minimum, pour l'existence Outre-mer et même pour l'existence d'un Parti démocratique et populaire.
Camarades, la question est donc bien posée et nettement posée. Nous demandons que ne nous soient pas enlevées les armes pour notre propagande. Nous sommes assaillis par des hommes qui emploient des moyens que nous aurions pu employer.

Dans le combat socialiste que nous menons, le Parti Socialiste ne nous soutient pas assez. Le Parti doit se pencher de toute urgence sur les problèmes de la France d'Outre-mer.
Attention, camarades, je dis que sans le Socialisme, il ne sera pas possible de fonder la République ni ici ni Outre-mer.
En terminant, je voudrais rappeler que quelques-uns des nôtres ont été mis à des places de responsables et je rends hommage au camarade Paul Béchard. Je voudrais vous dire que là-bas, il mène à nos côtés, un combat difficile.
Il fait de son mieux pour rester un arbitre, mais n'oublie de ses 27 ans de militant.
En son nom et en notre nom à tous, je demande que Parti Socialiste réponde toujours présent lorsqu'un appel est lancé pour ce qui est possible, pour l'égalité et la justice. Voilà ce que je vous demande au nom des peuples d'Outre-mer unanimes et persuadés que le Congrès les suivra dans cette voie.
(Applaudissements)

Jean Rous (Comité directeur)
Camarades, j'ai a vous faire quelques réflexions désagréables.
La question qui nous préoccupe, vous le sentez bien, elle n'incrimine pas vos préoccupations intérieures, c'est une question essentiellement pratique en ce qui concerne l'Union française.
Si vous écoutez l'appel qui vous est adressé par un camarade à la fois authentiquement vietnamien et authentiquement Socialiste, vous ferez la paix avec eux, avec un peuple représenté par le président Ho Chi Minh et cela signifiera que le budget de guerre de la France sera allégé de 55 milliards par an et cela signifiera en grande partie, la fin des préoccupations immédiates extrêmement douloureuses à la fois sur le plan sentimental, moral et matériel.
Si vous écoutez l'appel qui vous a été lancé par notre camarade Bidet, au nom de la Tunisie vous réparerez à l'égard de Moncef Bey, non seulement une injustice, mais cela signifiera que vous conquérez les conditions dans lesquelles le peuple Tunisien sera représenté par qui bon lui semblera, mais représenté authentiquement.
Ce sont des questions extrêmement pratiques.
C'est ce que nous avons compris à la Commission des résolutions. Certes, l'unanimité se fait toujours en concessions réciproques et, nous plaçant tantôt à un point de vue, tantôt à un autre, nous ne sommes pas d'accord avec tel ou tel aspect de telle position, mais là où l'unanimité est féconde, essentielle et créatrice sur des points précis, sur des revendications précises et c'est cette unanimité que nous voulons faire.
En tenant compte toujours de cette unanimité dont je me félicite, je voudrais simplement lancer une idée, faire une suggestion, non pas pour aujourd'hui, mais je l'espère pour un proche avenir car il est arrivé à certains d'entre vous, de dire que parfois quelques-uns d'entre nous avons eu des positions qui paraissaient excessives dans le domaine de l'Union française et si vous voulez bien y réfléchir, honnêtement, quand quelques mois se sont écoulés, ces

Fondation Jean-Jaurès

concessions ou ces positions excessives ont paru dépassées à d'autres camarades et sur lesquelles on s'arrêtait pour les adopter en définitif après quelques mois de retard, à l'unanimité. Je voudrais ici faire une suggestion.
Un certain nombre de Socialistes du Comité des Etats-Unis Socialistes d'Europe, à l'occasion du récent Congrès de Puteaux, de reprendre le dialogue traditionnel que les Socialistes ont toujours avec les mouvements d'émancipation anti-impérialiste des colonies et nous avons pu reprendre ce dialogue et scellé non pas un accord total, pas plus d'ailleurs qu'il n'existe nulle part, mais nous mettre d'accord pour marcher en commun dans une certaine voie et pour nos idées réciproques.
Une idée que nous avons lancée et sur laquelle je vais vous demander de réfléchir, est la suivante, crise de ce qu'on appelle l'Union française est à son point culminant. Parfois, on se demande si ce terme d'Union n'est pas employé par une sorte de paradoxe.
Ici, c'est la guerre, là c'est la libération, ailleurs, la violation de la démocratie.
Eh bien, camarades, il faut vraiment préconiser à cette crise, non pas telle ou telle solution partielle mais des solutions générales, des solutions d'ensemble. La solution préliminaire à toutes les autres que nous préconiserons, c'est celle d'une réunion autour de la table ronde où les délégués authentiques du peuple français se trouveraient face à face avec les délégués authentiques des peuples d'Outre-mer, que dans une telle conférence, nous pourrions délibérer avec les représentants authentiques du peuple vietnamien sur ce qu'ils entendent effectivement par " indépendance " dans le cadre de l'Union française alors librement consentie et non pas imposée d'en haut ; avec les malgaches ce qu'ils entendent par leur volonté de venir un Etat associé, avec les pays de protectorat quand ils disent qu'il faut refuser le protectorat et lui substituer de nouveaux traités d'associations et je dis même que, formulant cette revendication, il ne s'agit pas de faire la guerre aux extrémistes... Mais remarquez que l'Angleterre qui ne passe pas pour un pays soucieux de ses intérêts bien compris, a su donné l'indépendance à 400 000 Hindous et s'en faire des amis et il y a dans cette indépendance, certains intérêts culturels et économiques bien compris.
(Applaudissements)
Ce faisant nous servirions non seulement les intérêts du Socialisme, mais les intérêts bien compris de la culture et de l'économie européennes.
Pour moi, le Socialisme ne saurait s'identifier à certaines défaillances passagères pour les peuples d'Outre-mer.
N'oublions pas que dans une certaine mesure, nos actes nous engagent, car les peuples d'Outre-mer jugeront de la valeur et de l'importance de notre doctrine sur nos actes et j'espère que l'intérêt que manifeste le Parti pour ces questions d'Union française, signifie qu'il les approfondira de mieux en mieux car nous trouverons une source de renouveau au sein de ces peuples neufs qui ne se contentent pas simplement d'une libération nationale mais trouverons eux aussi, leur libération sociale, c'est-à-dire le Socialisme.
C'est dans cette voie que nous voulons tous sceller le contrat et c'est dans cette voie que nous trouverons la source de renouveau.

(Applaudissements)

Paul Alduy
Notre ami Leenhardt disait hier soir qu'un certain nombre d'entre vous quitteraient ce Congrès sans avoir des notions plus précises sur des problèmes aussi importants que les salaires et les prix car on n'avait pas su, a l'aide de commissions spécialisées et constituées dans votre Congrès... on n'avait pas su les préparer.
C'est pour répondre à cette prédiction que l'intergroupe des élus Socialistes de l'Union française a préparé un texte qui vous a été soumis et cette Commission, ou plutôt, ce même intergroupe a demandé la constitution d'une commission qui a mis au point un texte qui sera voté demain.
Camarades, c'est au nom de votre Commission que je viens vous dire deux mots sur l'orientation d'une politique socialiste en ce qui concerne la structure de l'Union française et les éléments constitutifs de l'Union française.
Camarades, je crois que si nous sommes marxistes, nous devons partir d'un fait fondamental qui est celui du mouvement des nationalités. Ce mouvement existe Outre-mer, partout, et parce qu'il existe, nous ne devons pas le méconnaître, nous devons savoir trouver des formules sachant l'adapter à chaque cas particulier, à chaque pays, c'est la raison pour laquelle nous estimons que le Parti doit s'orienter vers un certain fédéralisme démocratique, qu'il doit hardiment le faire, car ce fédéralisme est le seul de nature à pouvoir produire d'une part, le maintien, l'épanouissement des nationalités dans chaque pays, et d'autre part, produire l'épanouissement de la démocratie en s'opposant aux excès du nationalisme.
Dites-vous bien camarades que les formules d'assimilation sont aujourd'hui dépassées, qu'elles le sont partout, en Algérie, comme ailleurs. Dites-vous bien également qu'une attitude qui serait néfaste en présence de la constitution qui consisterait simplement à vouloir appliquer purement et simplement les textes de la constitution, serait tout à fait inefficace, car voilà le fait de bas auquel vous devez vous raccrocher : les peuples d'Outre-mer se basent sur le préambule de la constitution, sur cette phrase par laquelle la France entend conduire les peuples d'Outre-mer à la liberté de s'administrer et de gérer démocratiquement leurs propres affaires.
C'est dans cet esprit que nous devons agir pour maintenir et renforcer les organismes constitutifs de l'Union française, c'est-à-dire, l'assemblée de l'Union française et les assemblées territoriales.
En ce qui concerne l'assemblée de l'Union française, je vous dirai que l'on peut considérer que le conflit qui avait éclaté avec le gouvernement est sur le point de cesser car le président Bidault est venu passer deux heures hier parmi nous pour nous exposer la politique générale du gouvernement en matière de politique étrangère.
En ce qui concerne le Haut Conseil, je vous demande de bien comprendre, comme l'a dit Marius Moutet, c'est un organisme, un fructueux gouvernement

confédéral, c'est-à-dire qu'il doit être constitué sur la base de l'égalité des Etats et sur la base de l'égalité des délégations.
En ce qui concerne les assemblées territoriales, je demanderai que l'on ne s'amuse pas non plus à faire une politique de boutiquier, que l'on sache que les assemblées territoriales sont la base de la démocratie Outre-mer, que c'est grâce à elles que nous constituerons des citoyens complets et que c'est grâce à elles que nous formerons ces hommes d'Etat dont nous avons besoin, car il y a des hommes d'Etat qui se formeront dans les territoires d'Outre-mer et dans l'ensemble de l'Union française et qui viendront siéger avec nous dans les gouvernements de demain.
Camarades, j'ai terminé car votre temps est extrêmement bref, et votre attention a des limites.
Je vous remercie d'avoir bien voulu écouter un certain nombre de nos camarades d'Outre-mer venus à cette tribune et je voudrais vous dire ceci pour conclure.
Votre Parti n'a que trois thèmes possibles, il n'en a pas quatre. On ne vous croira pas si vous voulez vous battre sur une politique économique car il a trop longtemps que nous sommes au gouvernement et nous n'avons pas pu l'appliquer.
On vous croira si vous voulez défendre la démocratie, la paix et de là, faire croire si vous voulez, défendre l'idée de l'Union française, il faut que vous considériez ce thème de l'Union française comme l'un des trois thèmes fondamentaux de notre propagande et de notre action. Dites-vous, le Socialisme est capable d'unir, mais d'unir à nous, les pays d'Outre-mer. Il est le seul à pouvoir le faire, et s'il le fait il pourra permettre à l'Union française de vivre et dites-vous bien que votre petite métropole ne sera qu'un bouchon entre les impérialistes si vous ne savez pas réaliser l'Union française dans le sens de la démocratie et dans le sens du Socialisme.
(Applaudissements)

Gaston Deferre
La question dont vous a entretenu Alduy est une question très importante, normalement, la discussion a lieu devant le Congrès ensuite, la Commission des résolutions se réunit, prépare un texte qui est ensuite soumis pour ratification au Congrès.
Nous avons pensé que les questions de l'Union française revêtaient tut de même un caractère particulier. Nous nous sommes réunis hier, en une commission qui était en quelque sorte, une commission des résolutions puisqu'il est sorti des travaux de cette commission, un texte qui vous a été distribué ce matin et qui est la résolution de la commission de la France d'Outre-mer. Ce matin, je suis chargé, comme dernier orateur inscrit, de vous exposer les grandes lignes de cette motion.
Si le Congrès n'y voit pas d'objection, il ne nous restera plus qu'à lui soumettre à lui, pour ratification. D'abord, je tiens à dire qu'en ce qui me concerne, j'irai très vite, car les orateurs qui m'ont précédé, ont exposé la plus grande partie de

Fondation Jean Jaurès

ce que contenait cette motion et je n'aurait qu'à insister sur quelques principes seulement.
D'abord, avant toute chose, dans ce texte, nous avons voulu rappeler que si, au lendemain de la guerre de 14-18, on avait admis le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes, au lendemain de la guerre 39-45, on a reconnu au peuple d'Outre-mer, le droit à la démocratie, la liberté. La France a été parmi toutes les Nations, celle qui la première a reconnu ces principes nouveaux et qui les a mis en application par la constitution de l'Union française.
Nous avons l'impression qu'au lendemain de la libération, les Français, les gouvernements étaient animés d'une sincère volonté de construire l'Union française ; depuis, il semble qu'une évolution se soit produite, et qu'on a un peu oublié les engagements qui ont été pris. C'est parce que nous avons pensé que notre Parti devait être celui qui avait avant tout autre le devoir de rappeler ces principes, que nous avons fait le texte qui vous est soumis aujourd'hui.
Je ne dirai rien de la politique générale, ni de la structure de l'Union française car mon ami Alduy l'a fait.
Je ne dirai rien ni de la Tunisie, ni du Maroc, ni de l'Indochine, les questions ayant trait à ces territoires ayant été traitées par nos camarades. Je dirai un mot seulement sur un territoire dont j'ai été chargé de vous parler : Madagascar.
A Madagascar, la révolte est presque terminée. Le procès qui, vous le savez, doit juger les chefs responsables de l'insurrection, sera bientôt commencé. La justice sera rendue et nous formulerons le vœu qu'elle soit rendue avec toutes les garanties dont elle doit s'entourer.
Un certain nombre d'entre nous a demandé que le procès ait lieu à Paris et non pas à Tananarive. Il n'en a pas été décidé ainsi mais il est indispensable que les Malgaches n'aient pas l'impression que ce procès se déroule sous la pression d'une opinion publique encore très agitée et que les garanties que la France doit au peuple malgache, ne lui sont pas données.
Demain, tout sera terminé et il s'agira pour la France de reprendre la marche en avant. La présence des Français à Madagascar ne peut être fondée sur la contrainte.
Si nous voulons rester à Madagascar, il faut savoir faire en sorte qu'un climat de concorde et de paix soit rétabli. Il faut que la confiance règne de nouveau entre les Français et les Malgaches. Il faut qu'il soit tenu compte de la volonté possible et que demain, Madagascar, si le peuple malgache en manifeste le désir, puisse devenir des territoires d'Outre-mer, un Etat associé.
Je voudrais avant de terminer, vous rapporter une anecdote frappante. L'année dernière, un métropolitain de Tananarive en conversation avec un Français habitant Madagascar. Ce dernier m'a dit : Tananarive est une ville fort agréable, malheureusement, il y a trop de Malgaches. Que tous ceux qui ont vécu dans les territoires d'Outre-mer, qui s'y sont installés, qui ont fait fortune et qui trouvent qu'il y a trio d'éléments autochtones, c'est un sentiment que nous combattons.
AOF – Ceux qui sont allés là-bas ont pu constater avec quelle rapidité et je veux dire avec quelle intelligence, les habitants de ce territoire ont su mettre en œuvre et s'adapter aux nouvelles institutions démocratiques.

Collection Jean Jaurès

Il est réconfortant pour un Français de la métropole de parcourir le territoire de l'AOF et de voir fonctionner les Conseils généraux, les assemblées locales, les conseils municipaux et la façon dont ces organismes fonctionnent.
C'est la preuve que nous avions raison quand nous disions, il ya quelques mois et quelques années que la démocratie ne devait pas être réservée à l'usage exclusif de la métropole c'était pour la France, un article d'exportation et un des meilleurs qu'elle pouvait réussir, que ces institutions allaient se développer dans les territoires d'Outre-mer aussi bien que dans la métropole.
Un mot seulement des problèmes économiques et sociaux concernant les territoires d'Outre-mer. La métropole a consenti à ces pays un certain nombre de libertés dans le domaine politique, mais dans le domaine économique, l'évolution n'a pas suivi celle qui s'est accomplie dans le domaine politique. Dans le domaine économique, il faut le reconnaître, nous sommes restés loin en arrière des promesses qui avaient été faites et nous demandons dans le texte qui vous est soumis que la tutelle économique soit supprimée.
Je veux conclure par la motion que nous avons rédigée. Nous avons dit quelle était la position du Parti, dans les territoires d'Outre-mer. Il reste maintenant à faire une comparaison rapide entre la position du Parti Socialiste et celle des autres Partis.
Le Parti communiste, après avoir cherché à renforcer la subordination des territoires d'Outre-mer par rapport à la métropole en 1945 et 1946, a maintenant complètement changé d'attitude. Il agit maintenant comme s'il voulait rompre tous les liens qui existent entre la France et la métropole.
D'un autre côté, les réactionnaires et les libérés eux-mêmes, se consolent mal de l'évolution qui s'est produite et ne veulent pas renoncer aux habitudes et aux règles du passé.
Seul, le Parti Socialiste a compris quels étaient les véritables devoirs de la France dans ce domaine. C'est un Socialiste, il faut le rappeler, qui a supprimé le travail forcé, l'indigène, qui a préparé les réformes qui ont permis de donner à ces pays certaines libertés comme les assemblées locales et les assemblées de groupe. Demain, camarades, le Parti Socialiste sera encore, j'en suis sûr, à la tête de la tâche qu'il s'est imposée. S'il m'est permis de reprendre la déclaration que faisait hier un délégué de l'Internationale qui disait : pas de démocratie ; je pourrais dire, parlant de l'Union française, il n'y a pas de Socialisme sans Union française ni d'Union sans Socialisme.
(Applaudissements)
En quelques secondes, je vais tenir un engagement que j'ai pris devant la commission de la France d'Outre-mer et je vous demande de bien vouloir, contrairement à vos habitudes accepter de voter tout de suite ce texte car vous permettrez ainsi aux camarades de la France d'Outre-mer d'obtenir une satisfaction qu'ils réclament depuis longtemps.
" Le Congrès constate qu'un effort très sérieux d'organisation doit être fait dans l'Union française. Il charge en conséquence le Comité directeur :
1) d'organiser au secrétariat général du Parti un bureau dont l'activité sera exclusivement réservée aux questions intéressant la France d'Outre-mer.

2) de constituer dans la trésorerie du Parti une caisse autonome pour assurer la propagande à la France d'Outre-mer, caisse qui sera alimentée soit pas une partie du prélèvement effectué sur le traitement de l'ensemble des élus Socialistes dans les 3 assemblées, soit par a totalité du prélèvement effectué sur le traitement des élus Socialistes de la France d'Outre-mer.
Un mot de commentaire. Bien souvent, nous avons vu défiler à la tribune des congrès des orateurs venus pour parler de la France d'Outre-mer et que vous avez applaudis. Au lendemain des congrès les belles promesses, les belles déclarations ont été oubliées et les camarades de la France d'Outre-mer avaient cette impression que l'appareil du Parti était conçu pour la métropole seule et ne faisait pas ce qu'il devait faire pour venir en aide aux camarades de la France d'Outre-mer.
Nous avons décidé de proposer au Congrès de créer un bureau dont l'activité tout entière, dont l'activité exclusive serait au service de la France d'Outre-mer.
(Applaudissements)
Cette proposition a été acceptée par le secrétariat.
Il ne suffit pas de créer une organisation, il faut encore que cette organisation ait les moyens de vivre. Il est inadmissible que, lorsqu'il y a des élections dans les territoires d'Outre-mer, le Parti Socialiste se voie dans certains cas, dans l'impossibilité de répondre, de présenter un candidat parce qu'il n'a pas les moyens matériels de le faire.
C'est pourquoi non seulement nous demandons au Congrès de décider l'organisation d'un bureau qui s'occupera des questions de la France d'Outre-mer, mais aussi de prévoir le financement de ce bureau.
Si vous voulez bien nous suivre dans la voie que nous indiquons, demain, non seulement la France pourra construire l'Union française, non seulement le Parti Socialiste sera à la tête de tous ceux qui défendent les droits des territoires de la France d'Outre-mer, mais nous aurons accompli une œuvre matérielle qui, j'en suis sûr, portera dans l'avenir des fruits dont vous serez les uns et les autres légitimement fiers.
(Applaudissements)
La motion lue pas Gaston Deferre est renvoyée à la Commission des résolutions qui doit discuter et rapporter spécialement sur ce point.

Guy Mollet
Je voudrais d'abord, à la demande de quelques-uns qui sont à l'origine de la commission de la France d'Outre-mer, à la rédaction du texte qui vient d'être proposé, je voudrais, dis-je apporter un apaisement à certains camarades.
Il n'est pas question du tout que le renvoi de ce texte à la Commission des résolutions de ce soir soit un danger pour son adoption. A la Commission des résolutions, on ne manquera pas d'appeler les rédacteurs de la motion au moment de la discussion.

<u>Organisation des débats de politique générale</u>

Fondation Jean-Jaurès

Hier soir, il y avait 142 orateurs inscrits sur ce débat. La Commission d'organisation a essayé de clarifier un peu le débat. Ce matin, le nombre des orateurs a été ramené à 71.
Un certain nombre de camarades se sont prononcés en ce qui concerne la politique générale en faveur d'un certain nombre de textes nationaux, de textes qui ont un caractère national parce qu'envoyés dans les fédérations. D'autres au contraire, entendent défendre des motions fédérales, le point de vue de leur propre fédération, un certain de camarades en outre, à titre individuel sur certains problèmes ont des points de vues particuliers à défendre.
Il a été relativement facile d'obtenir des camarades qu'ils réduisent le nombre de leurs orateurs et que certains d'entre eux cèdent leur temps de parole à d'autres. C'est plus difficile entre les fédérations car il est normal que le Congrès entende le point de vue des fédérations et le point de vue même à titre individuel.

Motions	Temps	Orateurs
Leenhardt	60 minutes	6 orateurs
Jaquet	60 minutes	7 orateurs
Gazier	60 minutes	5 orateurs
Boutbien	60 minutes	8 orateurs
Vigilance	30 minutes	3 orateurs
Motion Nord	30 minutes	3 orateurs

Les camarades Jules Moch, Ramadier, Depreux interviendront dans le débat pour un total de 30 minutes.
18 camarades parleront pour défendre des points de vues fédéraux. Chacun d'entre eux disposera de 5 minutes, sauf s'ils se mettent d'accord pour plusieurs fédérations, c'est le cas du premier orateur inscrit.
Il reste 18 orateurs parlant à titre individuel, chacun 5 minutes.
Je vous demande, camarades de bien vouloir apporter un point de vue constructif au lieu de continuer de discuter du passé. Je vous demande de penser plus à l'avenir qu'au passé.

Grumbach – Je crois que dans ce congrès, l'élection du Comité directeur joue un grand rôle. Des camarades m'ont demandé : Tu es candidat ? J'ai dit " oui ". On m'a répondu : mais nous ne le savions pas.
J'ai rempli hier matin une feuille pour poser ma candidature. Je crois alors avoir appris par des indiscrétions qu'il y a déjà toute une série de listes qui circulent mais on ne connaît pas encore la liste des candidats qui ont rempli cette feuille.

Guy Mollet - C'est peut-être exaspérant, mais ce n'est pas la première fois que l'on s'occupe de ce qui se passe dans les couloirs ou à la buvette mais on ne s'occupe pas de ce qui se passe dans la salle. C'est quelque chose de très désagréable et de très déplorable dans tous les sens, et qui peut être préjudiciable à la santé du Parti.

Collection Jean Jaurès

Je veux simplement dire au camarade Grumbach que cette année, comme toutes les années, nous avons demandé l'inscription des camarades comme candidats au Comité directeur. Cette liste a été close hier soir immédiatement envoyée à l'imprimerie. Elle sera distribuée dès le début de l'après-midi. C'est conformément aux statuts la seule liste officielle. Il est regrettable que des listes particulières circulent, mais elles n'engagent en rien le bureau. Les camardes ne connaitrons les candidatures officielles qu'à l'heure où ils auront reçu, cet après-midi, la liste officielle de tous les candidats sans distinction.

(La séance est levée. Il est 12h30)

Coll. Fondation Jean-Jaurès